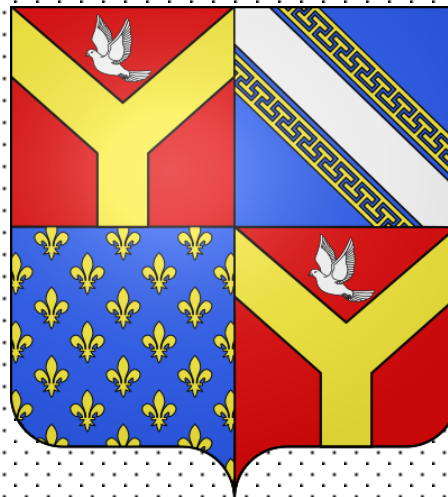


Plan Local d'Urbanisme

*Sainte-
Colombe*

ELABORATION	1 ère REVISION	2 è REVISION
prescrite le : 28 avril 2011	prescrite le : 30 juin 2017	prescrite le : 6 décembre 2022
arrêtée le : 16 décembre 2014	arrêtée le : 11 juin 2019	arrêtée le : 8 avril 2024
approuvée le : 22 mars 2016	approuvée le : 12 mars 2020	approuvée le :
modifiée le :	modifiée le : 15 décembre 2020	modifiée le :
révision allégée le :	révision allégée le :	révision allégée le :
mis à jour le :	mise à jour le :	mise à jour le :



PIECE N° 2.2

**RAPPORT DE
PRÉSENTATION**
Volume 2 : évaluation
environnementale

agence d'aménagement et d'urbanisme



hôtel entreprises, rue Mordvint 77250 ECUELLES
Tel. : 01.60.70.25.08. Fax. : 01.60.70.29.20

VU pour être annexé à la délibération du :
8 avril 2024

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

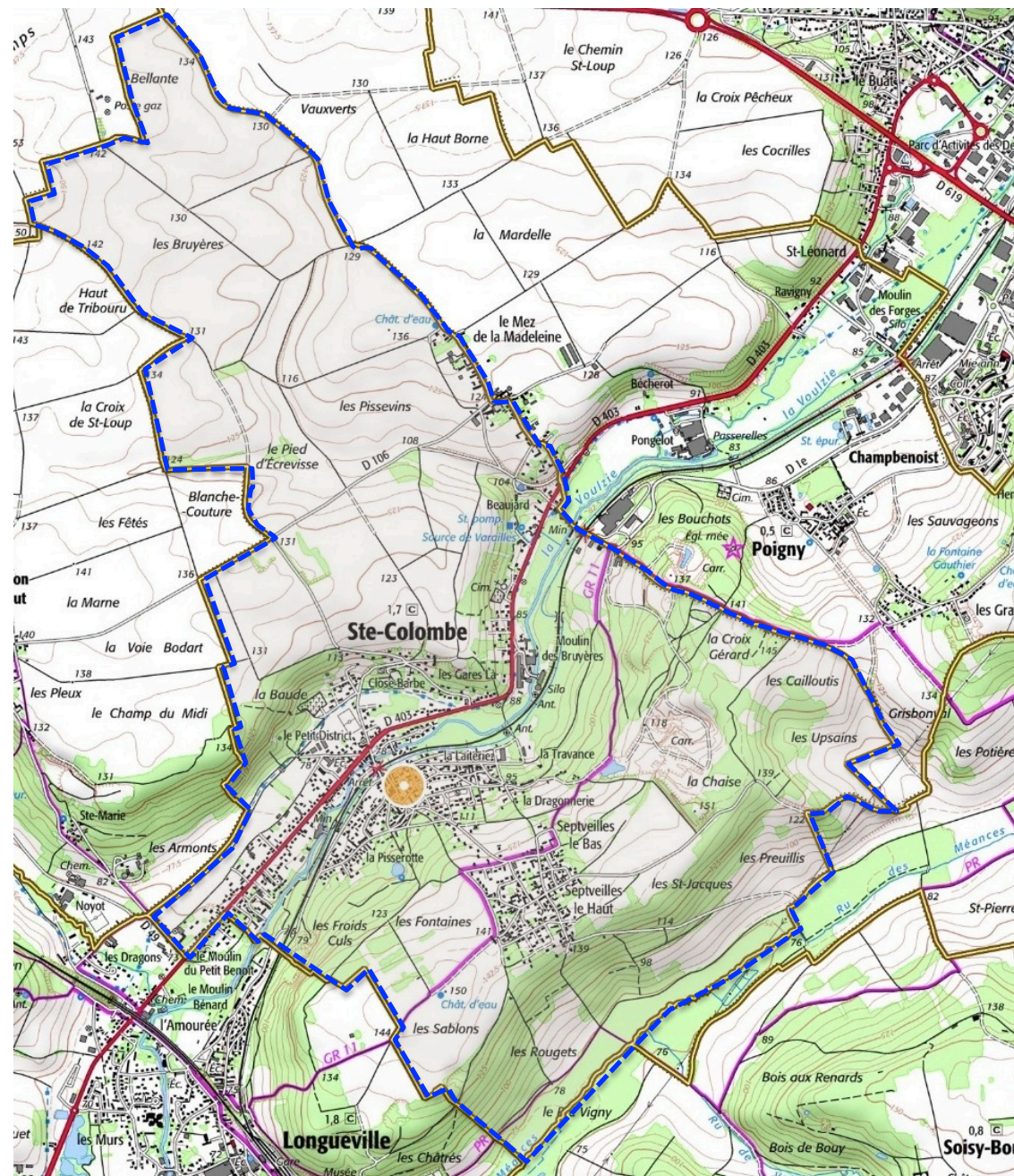
DE

SAINTE-COLOMBE

- EVALUATION
ENVIRONNEMENTALE -

- AVRIL 2024 -

Carte topographique IGN : échelle 1/30.000 è



SOMMAIRE

JUSTIFICATIONS RELATIVES A L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	5
I – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	7
1.1 – LES ESPACES PROTEGES	7
1.1.1 Les zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique	7
1.1.2 Les zones Natura 2000	18
1.1.3 Synthèse des zones protégées	27
1.2 – LES RISQUES ET NUISANCES	29
1.2.1–Les déplacements routiers.....	29
1.2.2 – Les inondations, coulées de boues et autres	32
1.2.3 - Synthèse risques et nuisances	36
II – LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET LE SCENARIO « 0 »	37
2.1 – LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU.....	37
2.1 Démographie, logements activités	37
2.2 : Equipements et transports.....	39
2.3 : Environnement, espaces naturels	41
2.2 – PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE	44
III – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS	51
3.1 – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS vis-à-vis des objectifs inscrits dans le PADD	51
3.1.1 – Cadre juridique du PADD dans le PLU actuel	51
3.1.2 – Les grandes orientations d'aménagement et d'urbanisme	52
3.2 – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS vis-à-vis des textes de référence	55
3.2.1 Les espaces naturels et le paysage	55
3.2.2 La protection des mares et des zones humides	57
3.2.3 Compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbain d'Ile-de-France (PDUIF)	61
3.2.4 Compatibilité avec le SDAGE	62
3.2.5 Prise en compte du SRCE.....	67
3.1 Les espaces naturels et le paysage	68
3.2 La protection du patrimoine bâti	69
3.2.6 Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Provinois.....	70
IV – ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	110
4.1 – EXPOSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU	110
4.2 – EXPOSE DES PRINCIPALES REGLES DU PLAN LOCAL D'URBANISME	115
4.2.1 - Présentation et définition des zones.....	115
4.2.2 - Les zones urbaines : exposés des motifs et principales dispositions.....	116

4.3 – MESURES D'EVITEMENT (E), DE REDUCTION (R) ET DE COMPENSATION (C)	124
4.3.1 Définitions	124
4.3.2 Mesures d'évitement (E)	124
4.3.3 Mesures de réduction (R)	125
4.3.4 Mesures de compensation (C)	126
4.3 – INCIDENCES SUR LES ZONES NATURA 2000	127
4.3.1 - Actions défavorables aux espèces et mesures de gestion du DOCOB de la Bassée	127
4.3.2 – Evolutions prévisibles et mesures de gestion du DOCOB du Dragon	133
4.3.3 - Incidences prévisibles du PLU sur les zones Natura 2000	135
V – INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES OPERATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT	136
VI – METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET INDICATEURS DE SUIVI DU PLU	140
RESUME NON TECHNIQUE	142
I - NATURE DU PROJET	143
II - SYNTHESE DE LA SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT	147
III - EVALUATION DES IMPACTS ET DES MESURES	148
ANNEXE 1 : notice de la carte d'analyse phyto-sociologique de la végétation	151



Vue Géoportail 3D de Sainte-Colombe 2021.



JUSTIFICATIONS RELATIVES A L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

• Rappel du Code de l'Urbanisme | Article R151-3

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'[article L. 414-4 du code de l'environnement](#) ;
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article [L. 151-4](#) au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article [L. 153-29](#). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Lorsque l'approbation du plan local d'urbanisme vaut création d'une zone d'aménagement concerté, la procédure d'évaluation environnementale commune valant à la fois évaluation d'un plan ou d'un programme et d'un projet prévue au II de l'article R. 122-25 du code de l'environnement est mise en œuvre.

NOTA BENE : l'évaluation environnementale exposée ci-après [représente les compléments nécessaires au rapport de présentation](#), au regard notamment des données spécifiquement environnementales, des incidences du PLU sur l'environnement, et des dispositions prises vis-à-vis des notions d'Evitement, de Réduction et de Compensation (mesures ERC).

- **Présentation de la structure de l'évaluation environnementale**

- L'évaluation environnementale du PLU a pour objectif :
 - d'optimiser le projet vis-à-vis de l'environnement, en prenant en compte les facteurs environnementaux lors de la révision du PLU ;
 - d'analyser les effets des objectifs et des orientations d'aménagement sur l'environnement ;
 - de définir des orientations nécessaires pour garantir la compatibilité des orientations avec les objectifs environnementaux ;
 - de dresser un bilan à terme des effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement ;
 - d'éclairer l'autorité administrative et le maître d'ouvrage sur la décision à prendre ;
 - d'informer le public et de le faire participer à la prise de décision en amont et au cours de l'enquête publique.

Afin de répondre à ces différents objectifs, l'évaluation environnementale du PLU a été structurée de la façon suivante :

- **une première partie** présente, de façon suffisamment détaillée, l'état initial de l'environnement et les enjeux du territoire, hiérarchisés selon leur importance (fort, faible ou moyen). **L'état initial de l'environnement a été rédigé à partir d'analyses bibliographiques, de différentes études et d'accès aux cartographies et aux bases de données de l'IGN, de l'IAU-IDF et (ou) disponibles sur l'Internet.** L'analyse de la trame bâtie a été effectuée par visite de terrain (reportages photographiques, visites de terrain). Les données démographiques et relatives à l'emploi sont issues des recensements INSEE. **Ce chapitre de l'évaluation environnementale figure dans la première partie du rapport de présentation, de la page 17 à la page 147. Il est complété par un exposé spécifiquement centré sur les ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique) et sur les zones NATURA 2000 situées à proximité, ainsi que par un chapitre consacré aux risques et nuisances.**
- **une deuxième partie** présente les perspectives d'évolution du territoire en l'absence de modification du PLU (« scénario 0 ») ou suite à la mise en œuvre de ce dernier.
- **une troisième partie** présente la justification des choix d'aménagement retenus vis-à-vis des autres documents d'urbanisme et des plans ou programmes, ainsi que par rapport aux objectifs de protection de l'environnement, principalement pour les différents secteurs comportant de la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers ;
- **une quatrième partie** présente les possibles incidences du PLU sur l'environnement, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et (ou) de compensation des impacts négatifs. L'analyse des incidences a consisté à établir une approche théorique des incidences notables favorables, défavorables, directes ou indirectes sur l'environnement. Les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation sont issues du règlement, du zonage, le cas échéant des OAP, du PADD ou de tout autre document qui fait partie du PLU. Le projet a veillé à éviter les impacts ou à les réduire et enfin, à les compenser s'il demeurait, malgré tout, des impacts négatifs. **Ce chapitre de l'évaluation environnementale contient principalement des dispositions générales aux sites à enjeux concernés par le PLU.**
- enfin, le **chapitre VI** présente les indicateurs de suivi à mettre en place, afin d'évaluer les conséquences du PLU. Les mesures de suivi peuvent être de plusieurs ordres : suivi des prescriptions en matière d'environnement, de suppression ou de réduction des incidences négatives.

*

*

*

I – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1 – LES ESPACES PROTEGES

1.1.1 Les zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique

1.1.1.1 Le territoire de SAINTE-COLOMBE est concerné par une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique : l'ancienne tourbière du ru des Méances.

ZNIEFF 110020132 - ANCIENNE TOURBIERE DU RU DE MEANCES (n° régional : 77000009) ; Cette ZNIEFF fait partie d'un fond de vallée qui a subi de nombreuses perturbations à la suite d'aménagements hydrauliques.

Le périmètre intègre d'anciennes fosses de tourbage au sein desquelles subsiste un intérêt écologique. Utilisées pour l'extraction de la tourbe, ces zones ont par la suite été reconverties au profit d'une activité halieutique.

Les fosses sont aujourd'hui en grande partie comblées et boisées au dépend du maintien d'une végétation aquatique caractéristique de ces milieux. Cependant, plusieurs espèces patrimoniales se maintiennent sur le site dont l'Hippuris commun, en régression dans la région, ou encore l'Utrriculaire citrine. Plante associée aux bas marais alcalins, la Valériane dioïque, peu répandue dans la région Ile-de-France, y a également été observée.

La Leucorrhine à large queue ainsi que l'Aeschna grande fréquentent les étangs du site. Des inventaires complémentaires permettraient de confirmer l'intérêt fonctionnel de cet habitat comme zone de reproduction pour ces deux libellules qui présentent un fort intérêt patrimonial. La mise en œuvre d'actions de restauration, d'entretien et d'aménagement assurerait le maintien et le renforcement de l'intérêt écologique de la ZNIEFF.

- **Identification du site**

Région : ILE-DE-FRANCE

Type de zone : 1

Rédacteur de la fiche : Frédéric ASARA (ANVL)

- **Description du site**

Altitude (m) : minimale : 71 maximale : 78

Superficie (ha) : 50

Centroïde calculé : 48.51322° - 3.2633°

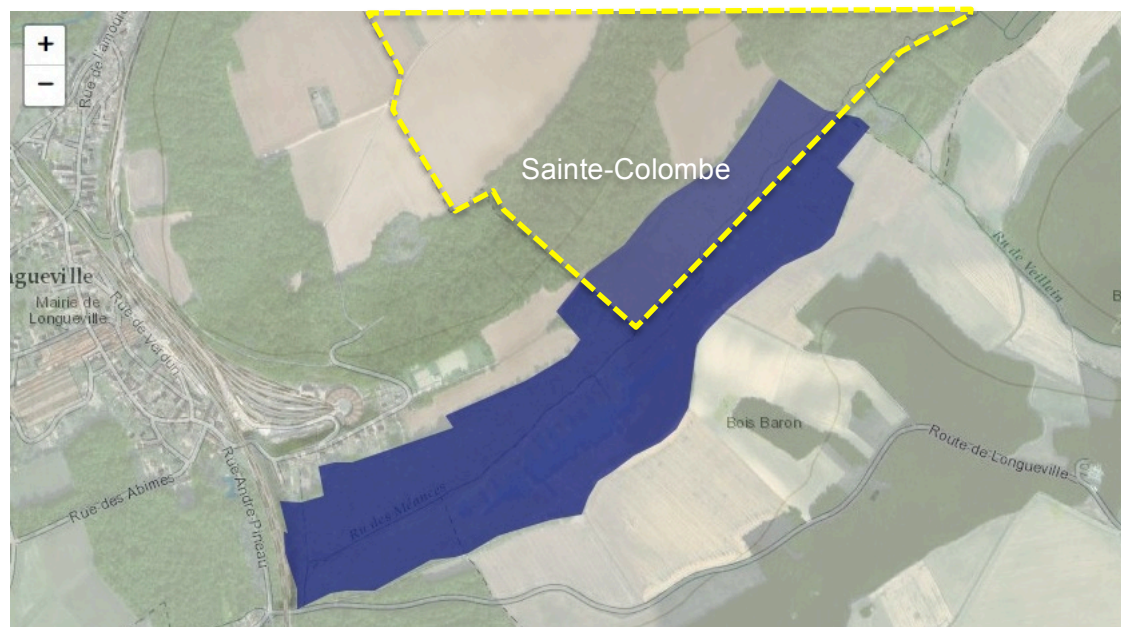
Carte de localisation

- **Critères de délimitation de la zone**

01 - Répartition des espèces (faune, flore)

02 - Répartition et agencement des habitats

- **Facteurs d'évolution de la zone**



Facteur d'évolution	Effet négatif	Effet significatif	Réalité de l'impact
250 - Nuisances liées à la sur-fréquentation, au piétinement	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
290 - Autres pollutions et nuisances	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
340 - Création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
350 - Modification du fonctionnement hydraulique	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
350 - Actions sur la végétation immergée, flottante ou amphibie, y compris faucardage et démottage	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
630 - Pêche	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
910 - Evolutions écologiques	Intérieur	Indéterminé	Réel
911 - Atterrissement	Intérieur	Indéterminé	Réel
915 - Fermeture du milieu	Intérieur	Indéterminé	Réel

- Compléments descriptifs**

Géomorphologie : 57 - Vallon	Activités humaines : 04 - Pêche
Statut de propriété : 01 - Propriété privée (personne physique)	Mesure de protection : Aucune information disponible

- Critères d'intérêts**

Patrimoniaux :	Fonctionnels :	Complémentaires :
2 - Ecologique 12 - Faunistique 41 - Insectes 42 - Floristique 46 - Phanérogames		

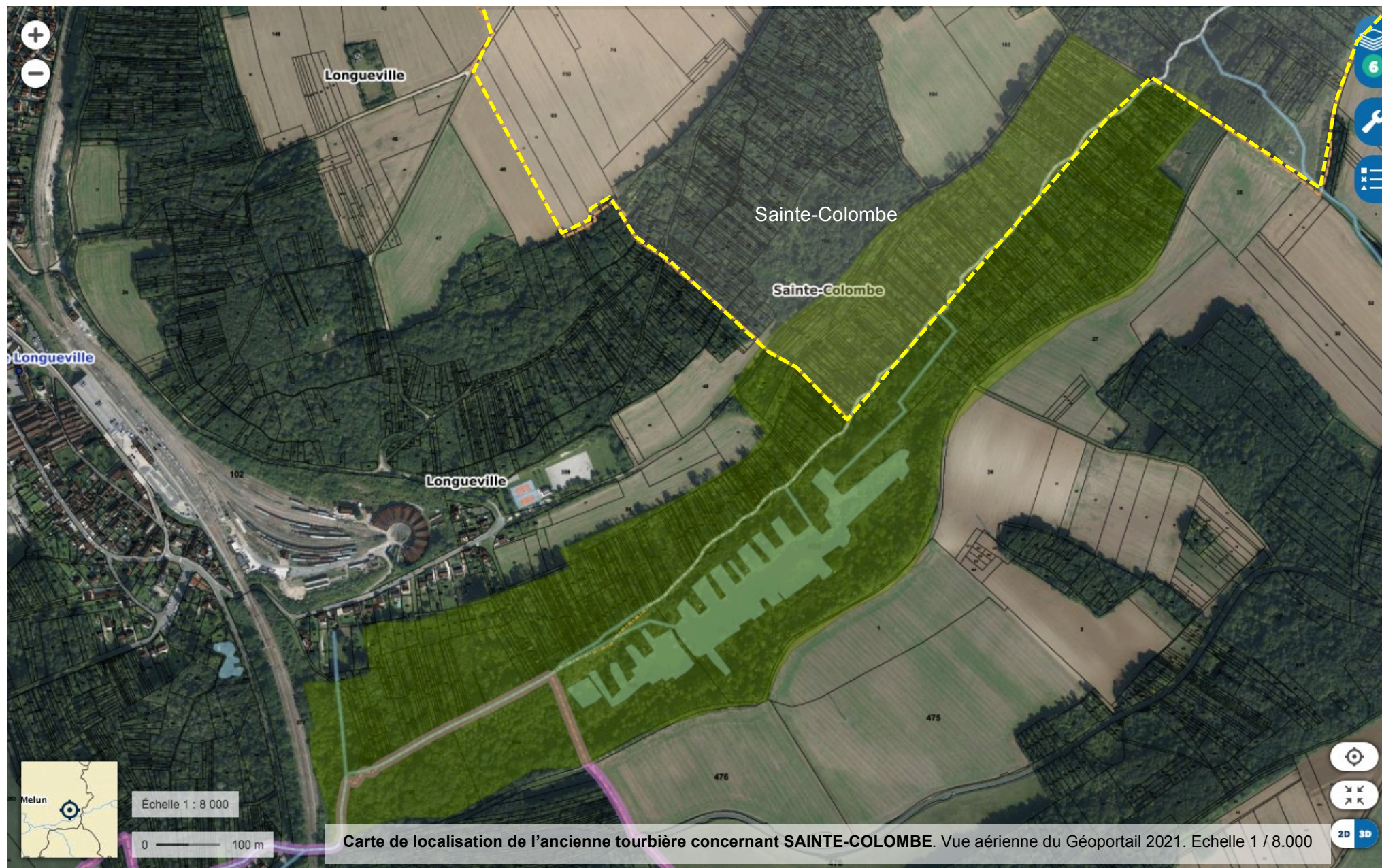
- Habitats autres**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	54.2 Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)		Informateur : ANVL		2015
	22.4 Végétations aquatiques		Informateur : ANVL		2015
	22.15 Eaux oligo-mésotrophes riches en calcaire		Informateur : ANVL		2015
	24 Eaux courantes		Informateur : ANVL		2015
	41 Forêts caducifoliées		Informateur : ANVL		2015
	37 Prairies humides et mégaphorbiaies 83.321 Plantations de Peupliers		Informateur : ANVL		2015

* L'European Union Nature Information System est une base de données de l'Union européenne répertoriant les types d'habitat européens. Elle comprend tous les habitats, qu'ils soient naturels ou artificiels, et qu'ils soient terrestres ou aquatiques.

- Habitats périphériques**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	82.2 Cultures avec marges de végétation spontanée		Informateur : ANVL		2015



Carte de localisation des ZNIEFF concernant SAINTE-COLOMBE. Vue aérienne du Géoportail 2021. Echelle 1 / 40.000



1.1.1.2 Le territoire de SAINTE-COLOMBE est proche d'une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique : l'ancienne tourbière de la Voulzie.

ZNIEFF 110020143 - ANCIENNE TOURBIERE DE LA VOULZIE (n° régional : 77260001). Zone située à moins d'un km au sud-ouest de Ste-Colombe. Il s'agit d'une zone tourbeuse de fond de vallée fortement dégradée (perturbations hydrauliques, aménagements anthropiques), dont l'intérêt écologique ne subsiste qu'au niveau des fosses de tourbage. Suite à un passage sur site du CBNBP en 2021, cette ZNIEFF a été mise à jour. Les données faune, flore et habitat ont été actualisées.

• Identification du site

Région : ILE-DE-FRANCE

Type de zone : 1

Rédacteur de la fiche : Franck LE BLOCH
& Serge BARANDE (Ecosphère)

• Description du site

Altitude (m) : minimale : 65 ; maximale : 70

Superficie (ha) : 36

Centroïde calculé : 48.50949° - 3.2382°

Carte de localisation

• Critères de délimitation de la zone

01 - Répartition des espèces (faune, flore)

02 - Répartition et agencement des habitats

• Facteurs d'évolution de la zone



Facteur d'évolution	Effet négatif	Effet significatif	Réalité de l'impact
530 - Plantations, semis et travaux connexes	Intérieur	Indéterminé	Potentiel
540 - Entretien liés à la sylviculture, nettoyages, épandages	Intérieur	Indéterminé	Potentiel

• Compléments descriptifs

Géomorphologie : 54 - Vallée	Activités humaines : 02 - Sylviculture
Statut de propriété : 01 - Propriété privée (personne physique)	Mesure de protection : 01 - Aucune protection

• **Critères d'intérêts**

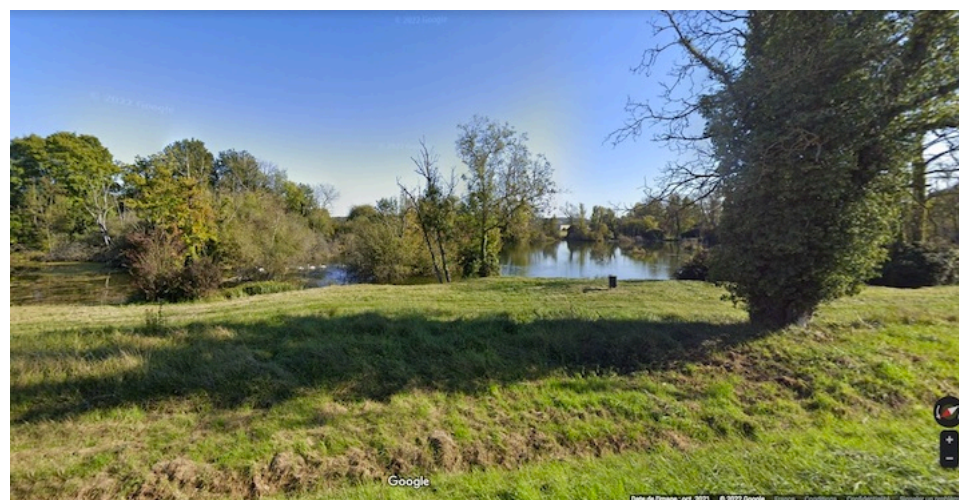
Patrimoniaux :	Fonctionnels :	Complémentaires :
30 - Orthoptères 53 - Habitats 1 - Critères d'intérêts patrimoniaux 2 - Ecologique 12 - Faunistique 13 - Poissons 16 - Oiseaux 29 - Odonates 31 - Lépidoptères 42 - Floristique 45 - Ptéridophytes 46 - Phanérogames		

• **Habitats déterminants**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	<i>22.14 Eaux dystrophes</i>		Bibliographie : CBNB 2001 Répartition des plantes protégées dans la région de Quimper, fichier communal Edern - CBNB/SIVALODET		
<i>G1.2 Forêts riveraines mixtes des plaines inondables et forêts galeries mixtes</i>	<i>44.3 Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
	<i>54.2 Bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines)</i>		Bibliographie : JOSET H. 2008 RUSSULA SEPERINA Dupain, UNE RUSSULE REMARQUABLE NOUVELLE POUR LA CORSE - Bulletin Semestriel de la FÉDÉRATION des ASSOCIATIONS MYCOLOGIQUES MÉDITERRANÉENNES		
<i>C1.25 Tapis immergés de Charophytes plans d'eau mésotrophes</i>	<i>22.441 Tapis de Chara</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
<i>C1.23 Végétations immergées enracinées plans d'eau mésotrophes</i>	<i>22.42 Végétations enracinées immergées</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
<i>C1.22 Végétations flottant librement plans d'eau mésotrophes</i>	<i>22.41 Végétations flottant librement</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
<i>D5.21 Communautés de grands Carex (magnocariçaies)</i>	<i>53.21 Peuplements de grandes Laïches (Magnocariçaies)</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
<i>E2.22 Prairies de fauche planitiaires subatlantiques</i>	<i>38.22 Prairies de fauche des plaines médio-européennes</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021
<i>F9.2 Saussaies marécageuses et fourrés des bas- marais à Salix</i>	<i>44.92 Saussaies marécageuses</i>		Informateur : DETREE J. (CBNBP)	0	2021 - 2021

- Habitats autres**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	22 Eaux douces stagnantes		Bibliographie : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 1995 Carte des zones humides d'intérêt national ou local du Bassin Loire-Bretagne		
	44.1 Formations riveraines de Saules		Bibliographie : Paradis G.1999 Observations personnelles		
	83.321 Plantations de Peupliers		Informateur : BARANDE S. et al.		
	24 Eaux courantes		Bibliographie : BON M. 1982 Mycologie dans le Sud- Amiénois. - Bull. Soc. Linn. N. Fr., NS, t. 3 : 53-59.		



*

*

*

1.1.1.3 Le territoire de SAINTE-COLOMBE est en outre proche de la ZNIEFF 110001186 FORÊT DE SOURDUN : environ 3 km de la limite communale, au sud, laquelle vient ainsi identifier un élément d'une mosaïque d'espaces naturels connectés entre eux (n° régional : 77289021 – voir en page suivante).

La forêt de Sourdun constitue le reliquat d'un ensemble forestier plus vaste (Brigia Sylva¹) qui couvrait une grande partie de la Brie. Domaine des comtes de Champagne depuis 1165, ils en autorisent l'usage par les religieux, les seigneurs et le roi.

Morcelée en parcelles seigneuriales, royales et religieuses, la forêt de Sourdun a fourni du bois de charpente et du bois de feu à Paris, cheminé par flottage sur la Seine. La carte de Cassini (page 17), montre que la forêt a peu évolué depuis le XVIIIe siècle. La partie domaniale appartient aujourd'hui à l'État.

La forêt de Sourdun se situait en partie dans la zone de servitude du champ de tir de la base militaire de Sourdun. Le champ de tir a été désactivé en mai 2009 lors de la fermeture de la base militaire. (Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/For%C3%AAt_de_Sourdun)

Son intérêt repose sur les critères suivants : Ecologique, Faunistique, Oiseaux, Mammifères, Insectes, Floristique, Phanérogames.

• **HABITATS :**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	34 Pelouses calcicoles sèches et steppes				
	34.3 Pelouses pérennes denses et steppes médio-européennes				
	41.7 Chênaies thermophiles et supra-méditerranéennes				

• **Habitats autres :**

EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	86.41 Carrières				
	41.2 Chênaies-charmaies				
	34.4 Lisières (ou ourlets) forestières thermophiles				
	86.4 Sites industriels anciens				

¹ La vaste Brigia Sylva constituait une continuité forestière, laquelle regroupait entre autres les actuelles forêts voisines de Crécy, Ferrières, Armainvilliers, Notre-Dame et Coubert.

• **Habitats périphériques :**

EUNIS*	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
	81 Prairies améliorées				
	82 Cultures				
	84.4 Bocages				

* L'European Union Nature Information System est une base de données de l'Union européenne répertoriant les types d'habitat européens. Elle comprend tous les habitats, qu'ils soient naturels ou artificiels, et qu'ils soient terrestres ou aquatiques.

• **Espèces déterminantes :**

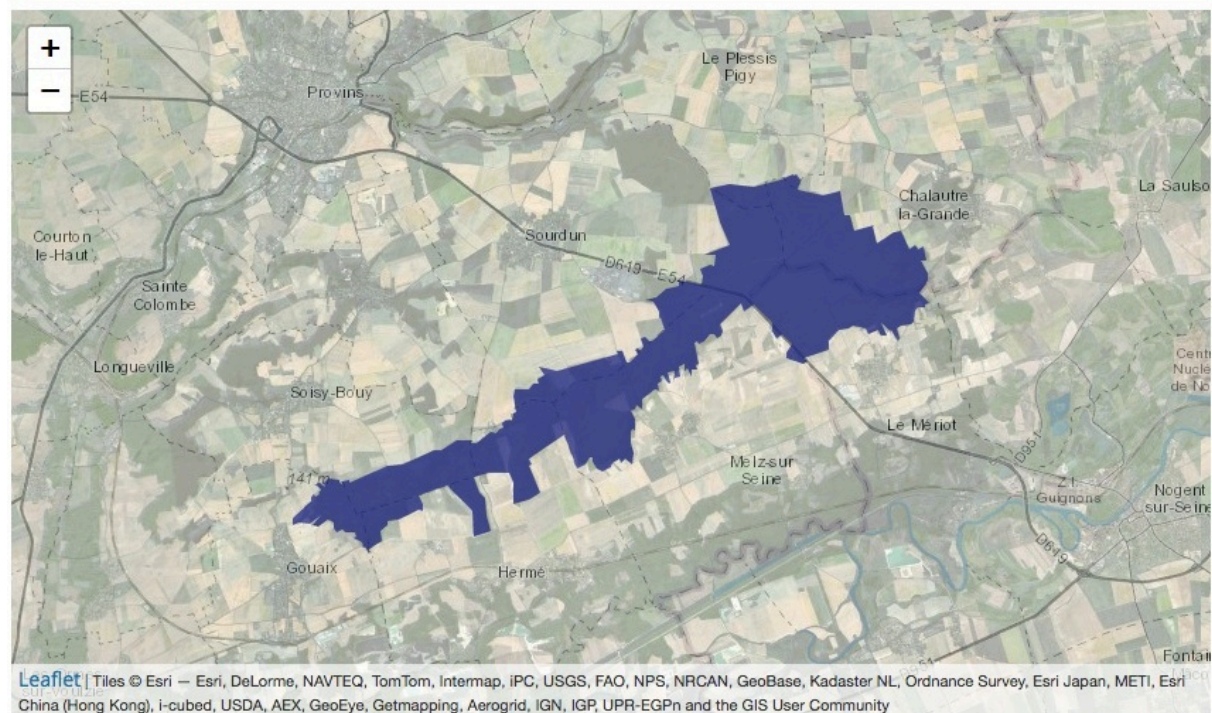
Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nom vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Hémiptères	51911	Cicadetta montana (Scopoli, 1772)	Cigale des montagnes, Petite cigale montagnarde	Reproduction indéterminée					
Mammifères	60596	Felis sylvestris Schreber, 1775	Chat forestier, Chat sauvage	Reproduction indéterminée					
Oiseaux	2891	Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)	Autour des palombes	Reproduction indéterminée					
	3540	Caprimulgus europaeus Linnaeus, 1758	Engoulevent d'Europe	Reproduction indéterminée					
Phanérogame	80137	Actaea spicata L., 1753	Actée en épi, Herbe aux poux	Reproduction certaine ou probable					
	87693	Campanula persicifolia L., 1753	Campanule à feuilles de pêcheur, Bâton-de-Jacob	Reproduction certaine ou probable					
	89928	Cephalanthera rubra (L.) Rich., 1817	Céphalanthère rouge, Ellébore rouge	Reproduction certaine ou probable					
	96471	Epipactis purpurata Sm., 1828	Épipactis pourpre, Épipactis violacée	Reproduction certaine ou probable					
	97502	Euphorbia dulcis L., 1753	Euphorbe douce	Reproduction certaine ou probable					
	124325	Sorbus latifolia (Lam.) Pers., 1806	Alisier de Fontainebleau, Élorsier	Reproduction certaine ou probable					
	126159	Thalictrum minus L., 1753	Petit pigamon, Pigamon mineur, Pigamon des dunes	Reproduction certaine ou probable					

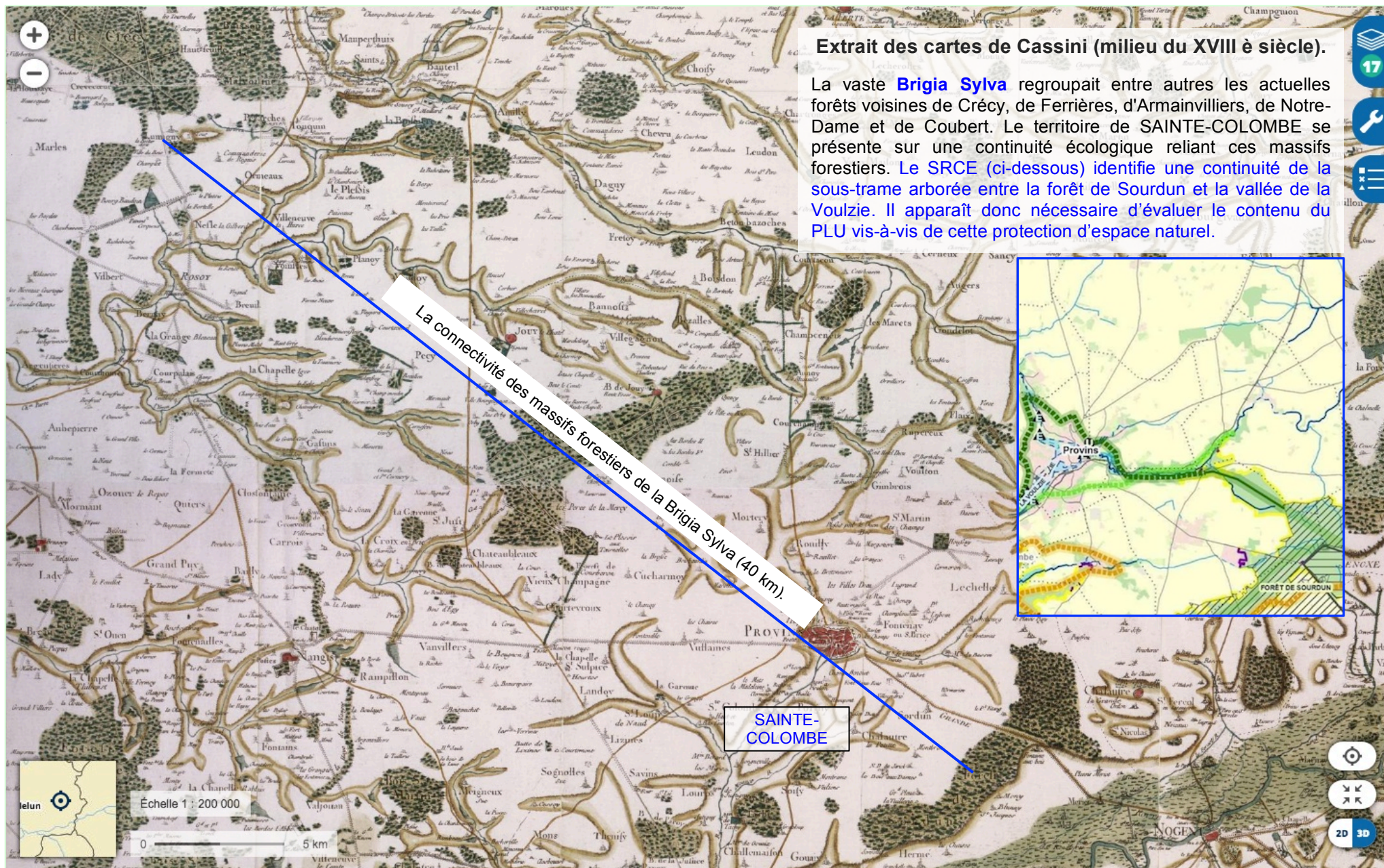
• **Espèces autres :**

- Espèces à statut réglementé (*Source INPN : Date d'édition : 5 juillet 2018*).

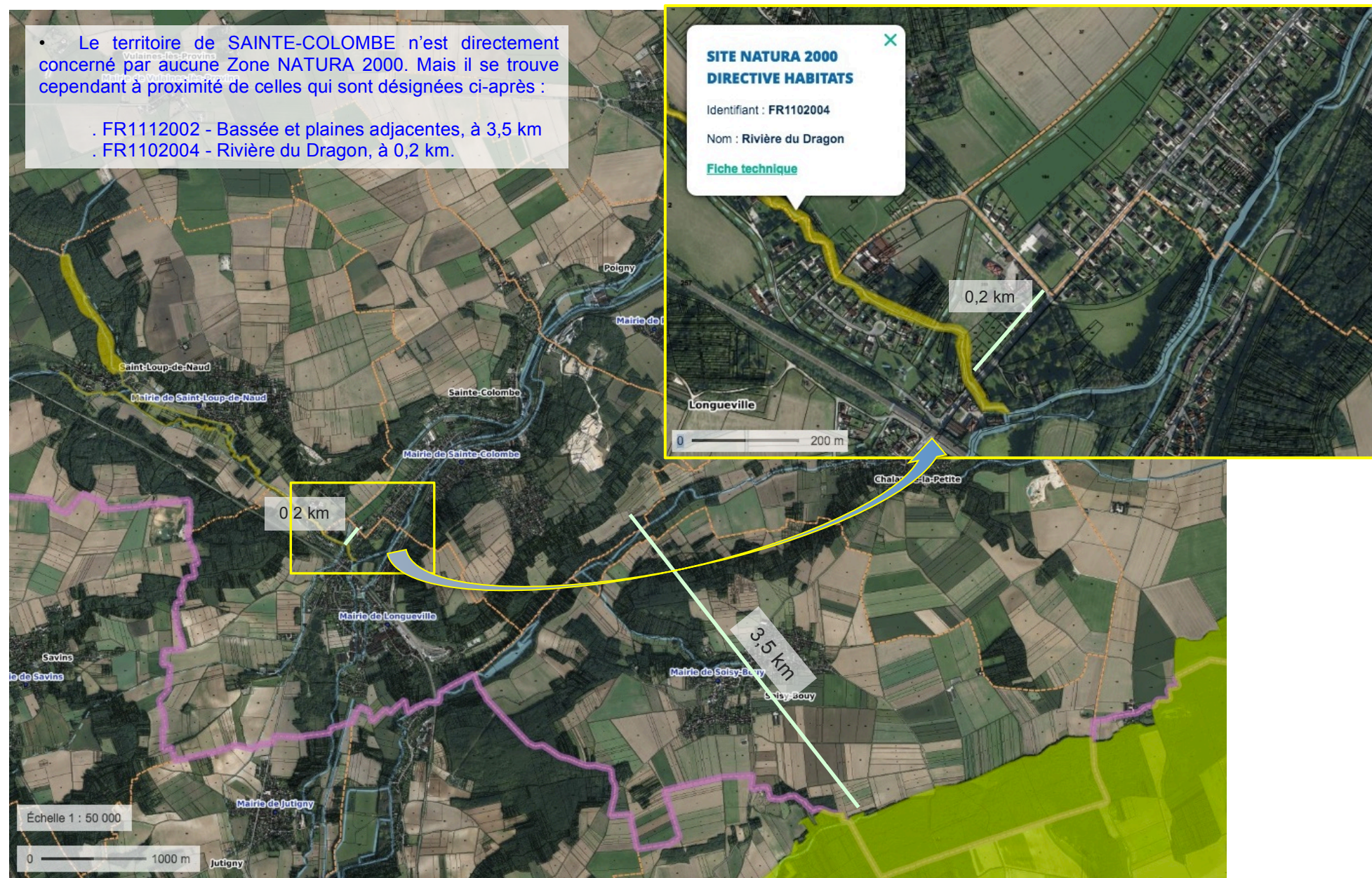
Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Oiseaux	2891	<i>Accipiter gentilis</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3540	<i>Caprimulgus europaeus</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Angiospermes	124325	<i>Sorbus latifolia</i> (Lam.) Pers., 1806	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain (lien)

Carte de localisation





1.1.2 Les zones Natura 2000



1.1.2.1 Site de la directive " Oiseaux " :

Date de désignation : ZPS : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 12 avril 2006. Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000000818667

Le site, qui s'étend sur 27.643 ha et concerne 39 communes : Baby, Balloy, Barbey, Bazoches-lès-Bray, Bray-sur-Seine, Brosse-Montceaux, Cannes-Écluse, Châtenay-sur-Seine, Courcelles-en-Bassée, Égligny, Everly, Fontaine-Fourches, Gouaix, Grande-Paroisse, Gravon, Grisy-sur-Seine, Hermé, Jaulnes, Luisetaines, Marolles-sur-Seine, Melz-sur-Seine, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montigny-le-Guesdier, Mousseaux-lès-Bray, Mouy-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Ormes-sur-Voulzie, Passy-sur-Seine, Saint-Germain-Laval, Saint-Sauveur-lès-Bray, Soisy-Bouy, Sourdun, La Tombe, Varennes-sur-Seine, Villenauxe-la-Petite, Villiers-sur-Seine, Villuis, Vimpelles.

La "Bassée et plaines adjacentes" est composée de la vaste plaine alluviale de la Seine, bordée au nord par un coteau et au sud par un plateau agricole. Elle abrite une importante diversité de milieux qui conditionnent la présence d'une avifaune très riche.

Parmi les milieux les plus remarquables figure, la forêt alluviale, la seule de cette importance en Île-de-France et un ensemble relictuel de prairies humides. On y trouve également un réseau de noues et de milieux palustres d'un grand intérêt écologique. Des espèces telle que la Pie-grièche grise, menacée au plan national, y trouvent leur dernier bastion régional.

Les plans d'eau liés à l'exploitation des granulats alluvionnaires possèdent un intérêt ornithologique très important, notamment ceux qui ont bénéficié d'une remise en état à vocation écologique. Les boisements tels que ceux de la forêt de Sourdun permettent à des espèces telles que Pics mars et noirs, ainsi que l'Autour des Palombes de se reproduire. Enfin, les zones agricoles adjacentes à la vallée abritent la reproduction des trois espèces de busard ouest-européennes, de l'Oedicnème criard et jusqu'au début des années 1990 de l'Outarde canepetière.

C'est le deuxième plus grand site Natura 2000 d'Île-de-France après les sites du massif de Fontainebleau (77).

Source : <https://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/bassee-et-plaines-adjacentes-zps-fr1112002-a3865.html>

Le Document d'objectifs (Docob) est le document d'orientation définissant pour chaque site Natura 2000, un état des lieux, les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre. Ce document de gestion est élaboré par le comité de pilotage qui choisit un opérateur en concertation avec les acteurs locaux et avec l'appui de commissions ou groupes de travail. Il est approuvé par le préfet (articles L. 414-2 et R. 414-9 du code de l'Environnement).

Les orientations du DOCOB portent principalement sur les points suivants ² :

² <https://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/bassee-et-plaines-adjacentes-zps-fr1112002-a3865.html>

Déclinaison des objectifs de développement durable et des objectifs opérationnels			
Grand type de milieu	Rappel des principaux enjeux et des habitats et espèces cibles concernés	Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels
Objectifs spatialisés			
Cultures	Enjeu fort Busards cendrés et Saint-Martin, Oedicnème criard	Objectif n°1 : Maintenir voire améliorer les capacités d'accueil des espaces agricoles cultivés pour l'avifaune	Maintenir voire développer le maillage en éléments fixes du paysage (haies, bosquets, arbres isolés...) Maintenir voire développer les couverts herbacés (jachères, prairies, bandes enherbées) Adapter les pratiques agricoles en faveur des espèces nicheuses d'intérêt communautaire (périodes d'intervention, limitation des traitements...)
Boisements	Enjeu modéré Milan noir et Bondrée apivore (nidification), Pic mar, Pic noir	Objectif n°2 : Maintenir voire améliorer les capacités d'accueil des boisements pour l'avifaune	Maintenir des secteurs présentant une quantité raisonnable de bois mort Préserver les sites de nidification des espèces sensibles
Plans d'eau, cours d'eau et zones humides (marais, ripisylves...)	Enjeu fort Blongios nain, Sterne naine, Busard des roseaux, Râle des genêts, Mouette mélanocéphale, Aigrette garzette, Bihoreau gris, Sterne pierregarin, Cigogne blanche (alimentation), Gorgebleue à miroir, Milan noir (territoire de chasse), nombreuses espèces migratrices, Martin-pêcheur d'Europe, Echasse blanche	Objectif n°3 : Maintenir voire améliorer les capacités d'accueil des milieux aquatiques et humides pour l'avifaune	Favoriser la recréation de prairies inondables Favoriser l'entretien voire la recréation de milieux humides (roselières, haut-fond...) Maintenir voire restaurer le bon fonctionnement hydromorphologique de l'hydrosystème Aménager et entretenir des sites de nidifications pour les colonies de laridés (sternes et mouettes) Assurer la tranquillité des sites de reproduction et de repos Maintenir et entretenir les ripisylves
Habitats ouverts non cultivés (pelouses, prairies mésophiles...)	Enjeu moyen Pie-grièche écorcheur, Bondrée apivore (territoire de chasse)	Objectif n°4 : Maintenir voire améliorer les capacités d'accueil des milieux ouverts non agricoles pour l'avifaune	Maintenir les zones prairiales en adaptant les pratiques en faveur de l'avifaune Maintenir l'équilibre entre zones arbustives et herbacées sur les pelouses

• **Caractère général du site :**

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	20 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	1%
N09 : Pelouses sèches, Steppes	1%
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1%
N12 : Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	20 %
N16 : Forêts caducifoliées	20 %
N19 : Forêts mixtes	20 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	10 %
N21 : Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	2%
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	5%

• **Autres caractéristiques du site :** La ZPS est parcouru par un réseau hydrographique important qui influence l'alimentation en eau et les conditions d'inondation des milieux naturels :

- La Seine et les canaux,
- Les affluents de la Seine,
- Les plans d'eau,
- Les noues et vidées.

Ces différents petits cours d'eau, plus ou moins temporaires, jouent un rôle important, notamment ans l'évacuation des crues lors des plus hautes eaux, mais également dans l'alimentation en eau favorable à la conservation de certains milieux naturels remarquables (forêts alluviales...). Ils présentent, en outre, d'importantes capacités d'accueil pour la faune piscicole, qui y trouve notamment des sites favorables pour la reproduction.

• **Qualité et importance :** = les motivations du classement en zone NATURA 2000

La Bassée est une vaste plaine alluviale de la Seine bordée par un coteau marqué au nord et par un plateau agricole au sud. Elle abrite une importante diversité de milieux qui conditionnent la présence d'une avifaune très riche. Parmi les milieux les plus remarquables figure, la forêt alluviale, la seule de cette importance en Ile-de-France et un ensemble relictuel de prairies humides. On y trouve également un réseau de noues et de milieux palustres d'un grand intérêt écologique.

Des espèces telle que la Pie-grièche grise, menacée au plan national, y trouvent leur dernier bastion régional. Les plans d'eau liés à l'exploitation des granulats alluvionnaires possèdent un intérêt ornithologique très important, notamment ceux qui ont bénéficié d'une remise en état à vocation écologique. [Les boisements tels que ceux de la forêt de Sourdun permettent à des espèces telles que Pics mars et noirs, ainsi que l'Autour des Palombes de se reproduire.](#) Enfin, les zones agricoles adjacentes à la vallée abritent la reproduction des trois espèces de busard ouest-européennes, de l'Oedicnème criard et jusqu'au début des années 1990 de l'Outarde canepetière.

• **Vulnérabilité :** Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site. La richesse ornithologique de la Bassée est menacée par divers paramètres :

- diminution des surfaces inondables par régularisation du débit de la Seine ;
- régression des prairies naturelles ;
- utilisation ludique des plans d'eau ;
- l'augmentation des surfaces irriguées ;
- pression de l'urbanisation et des infrastructures notamment à l'ouest du site.

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	A02	Modification des pratiques culturales (y compris la culture pérenne de produits forestiers non ligneux : oliviers, vergers, vignes).		I
H	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous pâturages		I
H	E01.01	Urbanisation continue		O
H	E01.02	Urbanisation discontinue		O
H	E02	Zones industrielles ou commerciales		O
L	D01.01	Sentiers, chemins, pistes cyclables (y compris route forestière)		I
L	D01.04	Voie ferrée, TGV		O
L	D02.01	Lignes électriques et téléphoniques		I
L	D02.02	Canalisations (gaz, pétrole)		I
L	E01.03	Habitations dispersées		I
L	E04.01	Bâtiments agricoles, constructions dans le paysage		I
L	F02.03	Pêche de loisirs		I
L	H01	Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres).		I
L	J02.03	Canalisation et dérivation des eaux		I
M	A09	Irrigation		I
M	D01.02	Routes, autoroutes		O
M	D03.02	Voies de navigation		I
M	F03.01	Chasse		I
M	G01.01	Sports nautiques		I
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	C01.01	Extraction de sable et gravier		I
H	L08	Inondations (processus naturels)		I
L	A05.01	Elevage		I

Importance : H = grande, M = moyenne, L = faible.

Pollution : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.

Intérieur / Extérieur : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

1.1.2.1 Site de la directive " Habitats, faune, flore " :

Date de désignation : Arrêté de création du 17 avril 2014 portant décision du site Natura 2000 **Rivière du Dragon** (zone spéciale de conservation) : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000028890207/>

Le site, qui s'étend sur 24,26 ha, concerne deux communes : Longueville, Saint-Loup-de-Naud. **Aucune partie du territoire n'est immédiatement concernée par cette zone Natura 2000. Mais SAINTE-COLOMBE est située sur le même bassin versant : celui de la Voulzie. Une approche des incidences potentielles est donc théoriquement nécessaire.**

La rivière du Dragon (également appelée "ru du Dragon") se trouve à l'Est de la Seine-et-Marne, à 6 km au Sud-Ouest de Provins. Elle s'écoule sur 7 km de ses sources à la confluence avec la Voulzie. Le lit majeur, nettement encaissé, entaille un plateau calcaire. Le Dragon s'écoule sur les dépôts de pente et des formations colluviales récentes, reposant sur la craie campanienne.

Le réseau hydrographique du bassin versant du Dragon est peu dense. Il est constitué de rus pérennes (ru de Saint-Loup, ru des Vieux Moulins, ru des Glatigny, ravin de la Forge) et de rus temporaires (ru du Fossé Mou, ru de Champarlin, ravine de Riot). Le réseau est alimenté par 5 points de résurgence de la nappe des calcaires de Champigny (sources de la rivière) et par l'eau de ruissellement provenant du plateau.

Le site Natura 2000 englobe une partie du réseau hydrographique (ru du Dragon, ru de Saint-Loup, ru des Glatigny) et des zones humides adjacentes (zone boisée le long du ru des Glatigny). C'est une rivière de la première catégorie piscicole, du domaine salmonicole. Des populations de Chabot et Lamproie de Planer y sont connues ainsi qu'un cortège particulièrement riche d'espèces associées à ce type de cours d'eau.

Source : <https://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/riviere-du-dragon-zsc-fr1002004-a4185.html>

- Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site				
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	A B C		
				Min	Max		C R V P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
F	5315	<i>Cottus perifretum</i> _____	p			i	P	G	C	B	C	B
F	1096	<i>Lampetra planeri</i>	p			i	P	M	C	B	C	B

- Groupe : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- Type : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- Unité : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m², bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- Qualité des données :G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- Population : A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % ; D = Non significative.
- Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- Evaluation globale : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

- **Description sommaire** *Source : formulaire standard de données : Date d'édition : 1^{er} septembre 2017. Données issues de la dernière base transmise à la Commission européenne. <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR1102004>*

- **Caractère général du site :**

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	70 %
N07 : Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	5 %
N16 : Forêts caducifoliées	20 %
N21 : Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	5 %

- **Autres caractéristiques du site :** La rivière du Dragon est localisée dans l'est de la Seine-et-Marne, à l'est de Nangis. Ce petit cours d'eau est un affluent rive droite de la Voulzie de 7,3 km de longueur. Le lit majeur, nettement encaissé, entaille un plateau calcaire. Le Dragon s'écoule sur les dépôts de pente et les formations colluviales reposant sur la craie campanienne.

- **Qualité et importance :** = **les motivations du classement en zone NATURA 2000.** Le Dragon est une rivière de la première catégorie piscicole, du domaine salmonicole. Il s'agit d'un des cours d'eau de tête de bassin les mieux conservés d'Ile-de-France. Des populations de Chabot et Lamproie de Planer y sont connues ainsi qu'un cortège particulièrement riche d'espèces associées à ce type de cours d'eau.

- **Vulnérabilité :** Site menacé par l'urbanisation, l'artificialisation des berges, le curage et recalibrage du lit mineur. L'intensification des pratiques culturales et la mise en culture des prairies attenantes à la rivière peuvent aussi être à l'origine de la dégradation du site (eutrophisation, apports de sédiments dus à l'érosion).



Le Dragon à Longueville

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		O
H	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage		O
H	K02.03	Eutrophisation (naturelle)		O
L	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		I
M	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage		I
M	K02.03	Eutrophisation (naturelle)		I
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]

Importance : H = grande, M = moyenne, L = faible.

Pollution : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.

Intérieur / Extérieur : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

- Les orientations du DOCOB portent principalement sur les points suivants ³ :


MILIEUX		OBJECTIFS	OBJECTIFS SECONDAIRES	ACTIONS	
TOUS LES MILIEUX	1	Communiquer sur Natura 2000 et développer l'éducation à l'environnement auprès du grand public et des professionnels		Anim_Agri	Anim_ZH
				Anim_2	
	2	Assurer le suivi scientifique des habitats naturels et des espèces		Anim_3	Anim_ZH
	3	Préserver les milieux naturels dans une logique de maintien d'une mosaïque d'habitats et des corridors écologiques		Anim_3	Anim_4
				Anim_Agri	Anim_ZH
MILIEUX HUMIDES (cours d'eau, ripisylve, mégaphorbiaie,...)	4	Assurer une veille environnementale et favoriser la prise en compte des enjeux écologiques dans les projets et les politiques publiques du territoire		Anim_1	Anim_ZH
	5	Améliorer la connaissance sur les activités socio- économiques et leurs interactions avec l'environnement		Anim_4	
	6	Maintenir ou restaurer la continuité écologique et le transit sédimentaire de la rivière (hydromorphologie).	Effacement ou aménagement d'obstacles à la libre circulation piscicole et sédimentaire	Continuité_1	Continuité_2
			Restauration hydromorphologique	Hydro_1	
	7	Restaurer la qualité de l'eau	Réduction des sources de pollutions d'origine agricole	Anim_Agri	
				Agri_1	Agri_2
				Agri_3	Agri_4
				Agri_5	Agri_6
				Agri_7	Agri_8
			Réduction des pollutions d'origine domestique	Anim_1	Anim_4
				Anim_ZH	

³ <https://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/rievie-re-du-dragon-zsc-fr1002004-a4185.html>

MILIEUX		OBJECTIFS	OBJECTIFS SECONDAIRES	ACTIONS	
MILIEUX HUMIDES (cours d'eau, ripisylve, mégaphorbiaie,...)	8	Restaurer et conserver des habitats d'espèces et habitats d'intérêt communautaire	Restauration et entretien de ripisylve, de la végétation en berges et enlèvement raisonné des embâcles	Ripisylve_1	Agri_10
			Gestion équilibrée des formations hygrophiles dans le lit mineur de la rivière	Hydro_2	
			Lutte contre les espèces invasives	Inva_1	
			Restauration de frayères favorables aux espèces d'intérêt communautaire	Hydro_3	
			Création ou maintien des couverts herbacés en bordure de cours d'eau et les gérer de manière extensive	Agri_1	Agri_2
				Agri_5	Agri_6
				Agri_7	Agri_8
				Anim_9	Anim_Agri
			Prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires	Anim_ZH	
				Infra_1	
MILIEUX FORESTIERS	9	Maintenir ou développer des pratiques sylvicoles favorisant la conservation des habitats naturels.	Restauration de berges par des techniques végétales douces	Berge_1	
			Gestion équilibrée de la végétation rivulaire, favorable à la conservation des habitats d'espèces	Ripisylve_2	
			Gestion des milieux ouverts par une fauche d'entretien	ZH_2	
MILIEUX AGRICOLES	10	Maintenir ou développer des pratiques agricoles extensives favorisant la conservation et/ la restauration des habitats naturels.	Lutte contre les espèces invasives	Inva_2	
			Gestion extensive de peupleraie favorable au maintien de mégaphorbiaie.	Méga_1	
			Restauration d'une zone humide	ZH_1	
			Création ou maintien des couverts herbacés (déclarés en gel ou non) et les gérer de manière extensive.	Agri_1	Agri_2
				Agri_5	Agri_6
				Agri_7	Agri_9
			Création d'un maillage de zones de régulation écologique.	Anim_Agri	
				Agri_8	


1.1.3 Synthèse des zones protégées

- Le territoire de SAINTE-COLOMBE n'est directement concerné que par un espace naturel protégé : **la ZNIEFF de l'ancienne tourbière du ru des Méances**.

Code	Nom	Fiche
110020132	ANCIENNE TOURBIERE DU RU DE MEANCES	

Par ailleurs, SAINTE-COLOMBE est proche des zones protégées suivantes :


1 - Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique de l'ancienne tourbière de la Voulzie.

Code	Nom	Fiche
110020143	ANCIENNE TOURBIERE DE LA VOULZIE	


2 - Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique de la forêt de Sourdon :

Code	Nom	Fiche
110001186	FORÊT DE SOURDUN	

3 - Zones de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) : NATURA 2000 suivantes (proximité du territoire de Sourdon).

Code	Nom	Fiche
FR1112002	Bassée et plaines adjacentes	

4 - Sites d'Intérêt Communautaire (Directive Habitat) :

Code	Nom	Fiche
FR1102004	Rivière du Dragon	

On peut noter que les espaces naturels de SAINTE-COLOMBE sont en connexion, immédiate ou distale, avec les espaces protégés ci-avant.

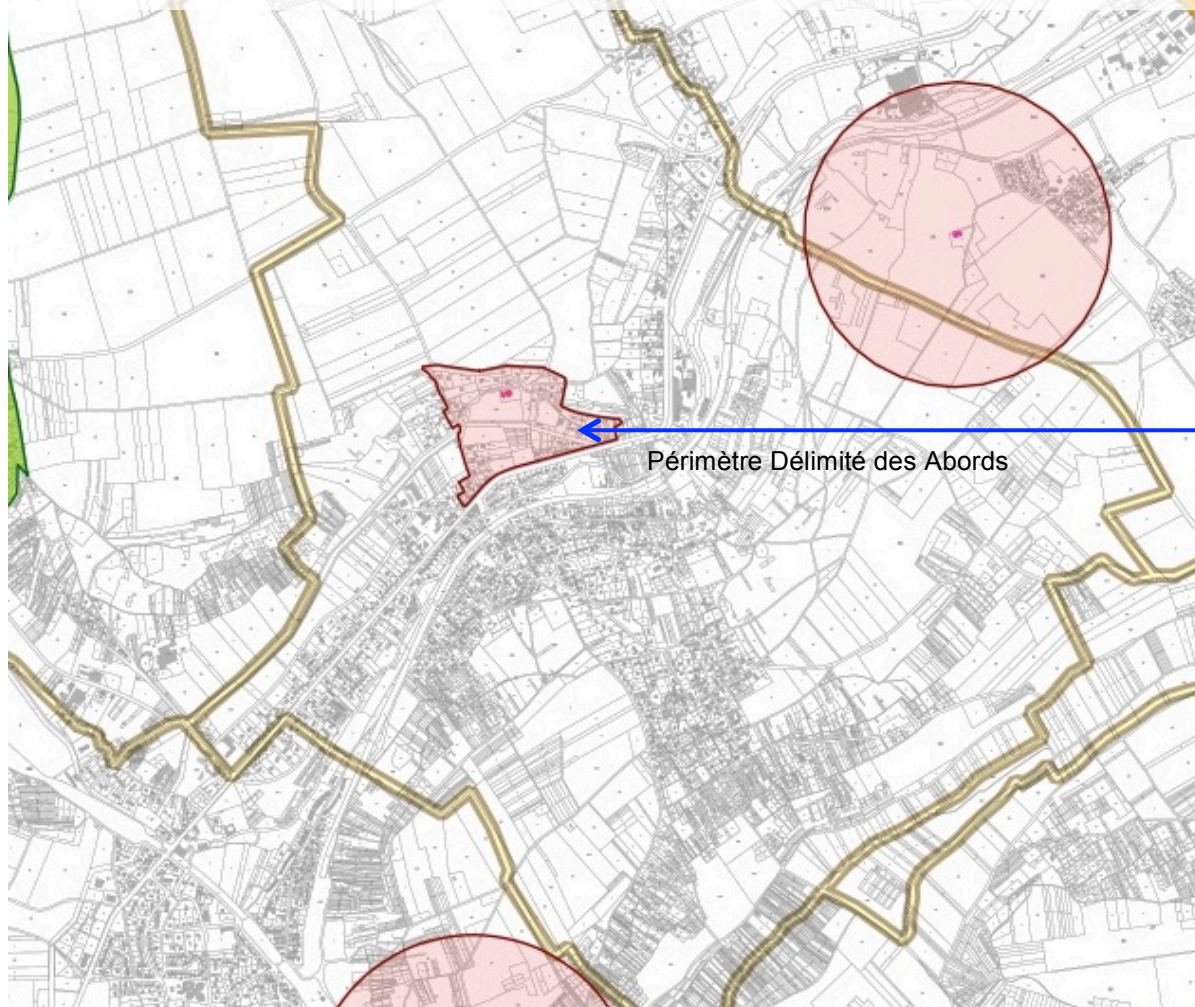
*

*

*

La commune présente aussi des richesses patrimoniales et paysagères, protégées par un périmètre de protection des Monuments Historiques : Il s'agit des vestiges de la Maladrerie de Close Barbe, inscrite par arrêté du 20 juillet 1942. La protection de ses abords a été modifiée par un "périmètre délimité des abords", selon le courrier du Préfet de la Région Ile-de-France, en date du 9 juillet 2020, ainsi que son arrêté n° IDF-2020-07-09-003, daté du même jour.

La commune est aussi partiellement concernée par le périmètre de protection des monuments historiques de l'ancienne église de Poigny, inscrite à l'inventaire supplémentaire, et institué par arrêté préfectoral du 2 octobre 1991.



Informations	
Périmètre de protection d'un monument historique - Seine-et-Marne - 77	
Identifiant	
Nom de la section représentée	Maladrerie de Closebarde
Nom de la zone représentée	Périmètre de protection MH
Surface de l'emprise en m2	827907.20
INSEE	77404
Commune	Sainte-Colombe
Département	Seine-et-Marne
Région	Ile-de-France

Informations	
Périmètre de protection d'un monument historique - Seine-et-Marne - 77	
Identifiant	
Nom de la section représentée	Site de l'ancienne église
Nom de la zone représentée	Périmètre de protection MH
Surface de l'emprise en m2	821970.93
INSEE	77368
Commune	Poigny
Département	Seine-et-Marne
Région	Ile-de-France

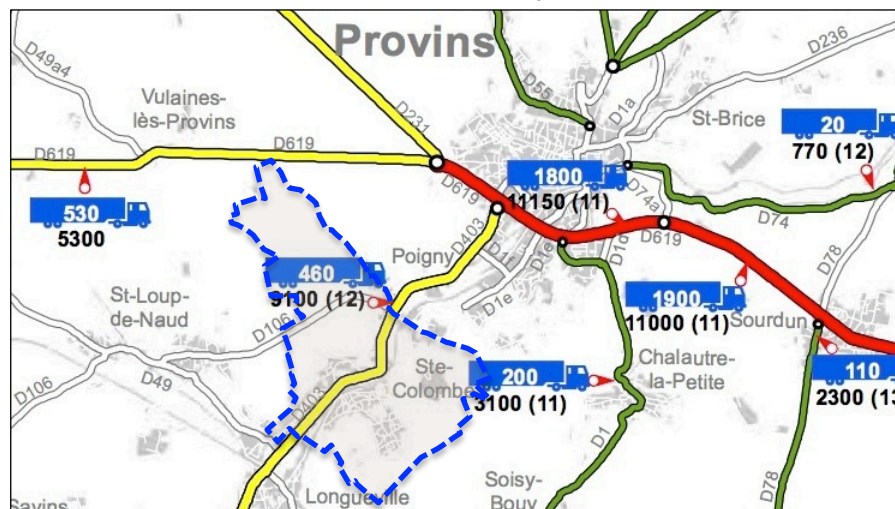
Monuments historiques
Maladrerie de Closebarde
Ile-de-France ; Seine-et-Marne ; Sainte-Colombe
maladrerie
colonne ; chapiteau ; voûte
Propriété d'une personne privée
1942/07/20 : inscrit MH
Deux colonnes de la maladrerie avec leur chapiteau et quatre travées ayant conservé leurs voûtes d'arêtes : inscription par arrêté du 20 juillet 1942
Recensement immeubles MH
PA00087268
© Monuments historiques, 1992
1993/06/24
2015/10/13

1.2 – LES RISQUES ET NUISANCES

1.2.1–Les déplacements routiers

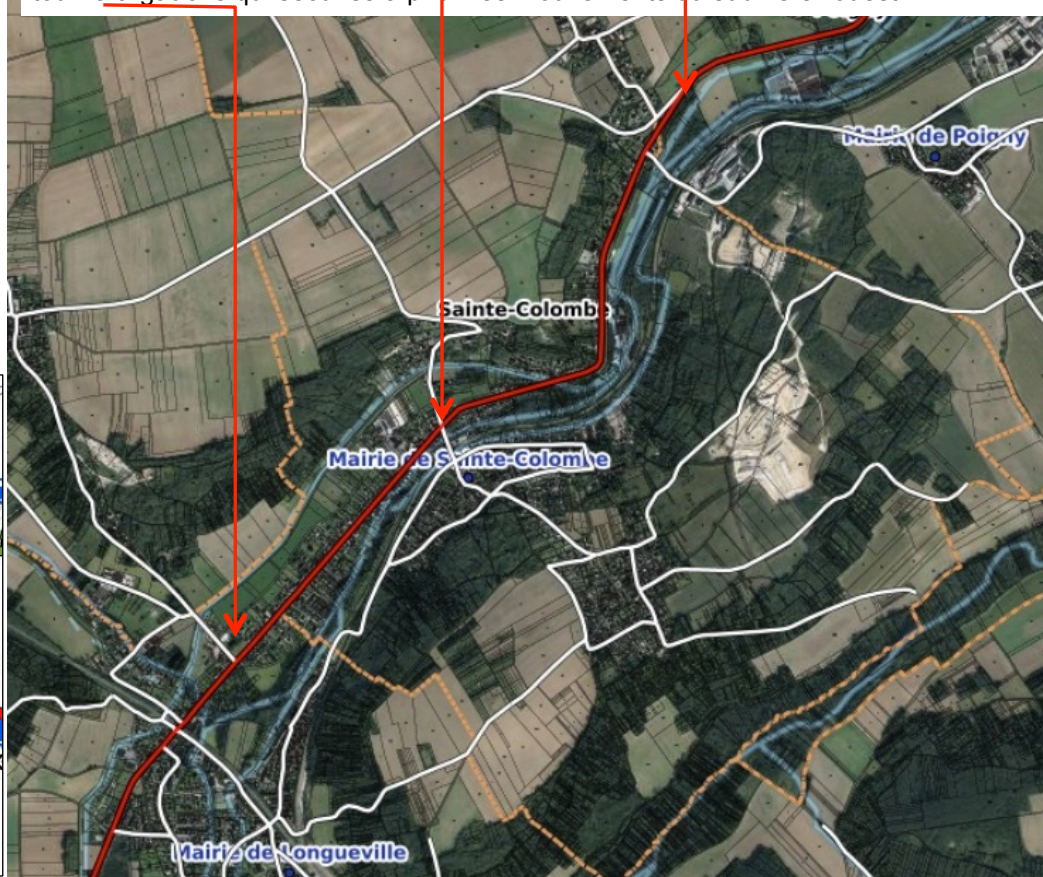
- En dehors du réseau de communication local (les voies communales), la Commune est traversée par trois axes routiers, dont un principal :
 - La RD 403 : représente l'axe majeur de la Commune et constitue un élément important du réseau routier départemental, pour rejoindre Provins, ou Montereau, au sud. Elle traverse le village du nord au sud.
 - La RD 106 : en direction de Saint-Loup-de-Naud, cette petite route départementale permet de rejoindre les communes du Montois.
 - La RD 49 : cet axe secondaire dessert lui aussi la commune de Saint-Loup-de-Naud, ainsi que La Chapelle-Saint-Sulpice vers la RD 619.
- On ne dispose pas de comptages routiers récents sur ces routes départementales, mais le niveau de trafic, sur la RD 403, **est sans doute inférieur à 12.000 véhicules/ jour, si l'on compare avec les trafics constatés sur la RD 403 en 2012 : 9.100 véhicules/jours**. Les cartes plus récentes ne donnent pas de valeurs de trafic sur cette section de la RD.

Ci-dessous : carte des trafics routiers du Département de 2014.



Le faible niveau de trafic ne doit toutefois pas permettre de supposer un faible risque routier. Trois principaux secteurs présentent en effet une géométrie susceptible de générer un risque d'accidents :

- Le carrefour entre la RD 403 et la RD 106, dont le changement de direction s'opère sur une section assez rectiligne, où les véhicules circulent à une vitesse soutenue.
- Le carrefour entre la RD 403 et la rue Victor Hugo – rue du Stade : traité sous forme d'îlots directionnels et protégé par un carrefour à feux, il apparaît sécurisé.
- La section de la RD 49 : le carrefour avec la RD 403 est aménagé avec un tourne-à-gauche qui sécurise a priori les mouvements du sud vers l'ouest.



• Victimes d'accidents de la route à SAINTE-COLOMBE :

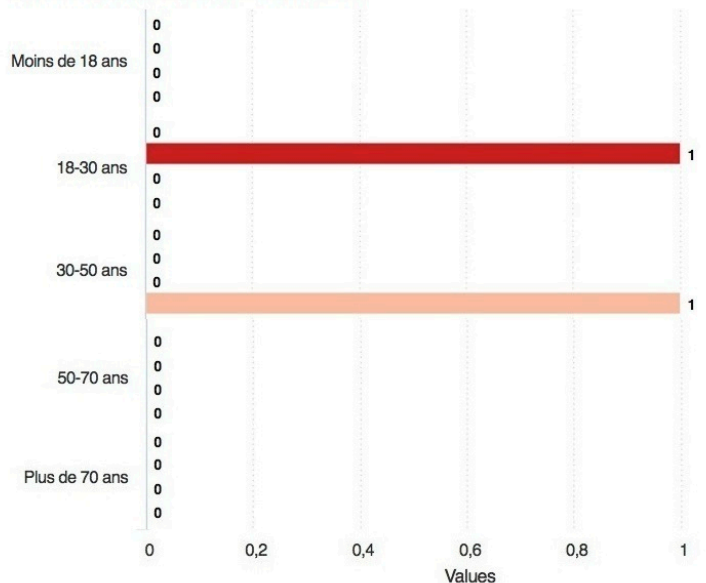
Données 2019 (source : ministère de l'Intérieur) Tué(s) Blessé(s) grave(s) Blessé(s) léger(s) Indemne(s)

Données 2019	SAINTE-COLOMBE	Moyenne des villes
Nombre total d'accidents	1	1,7
Nombre de personnes tuées	0	0,1 (2,6 %)
Nombre de personnes indemnes	1 (50,0 %)	1,6 (41,6 %)
Nombre de personnes blessées	1 (50,0 %)	2,1 (55,8 %)
- dont blessés graves	1 (50,0 %)	0,6 (15,5 %)
- dont blessés légers	(0,0 %)	1,5 (40,2 %)

NB : les pourcentages de blessés légers et de blessés graves sont rapportés au nombre total de victimes. Par conséquent, la part totale de blessés inclut déjà celles des blessés légers et des blessés graves.

Age des victimes de la route à Sainte-Colombe

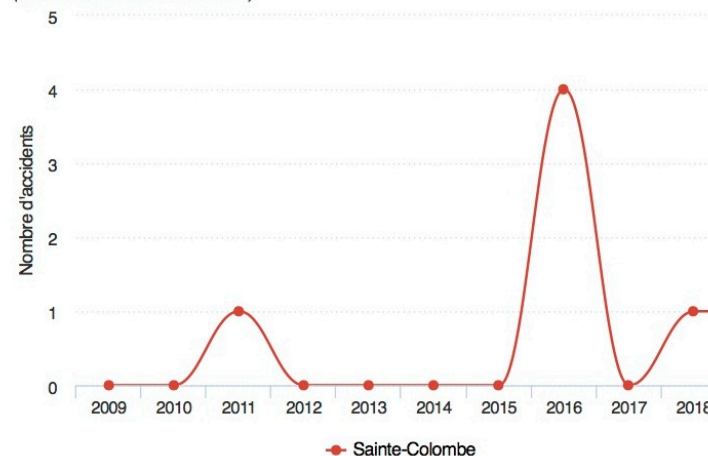
Données 2019 (source : ministère de l'Intérieur)



sur 9 ■ Tuée(s) ■ Blessé(s) grave(s) ■ Blessé(s) léger(s) ■ Indemne(s)

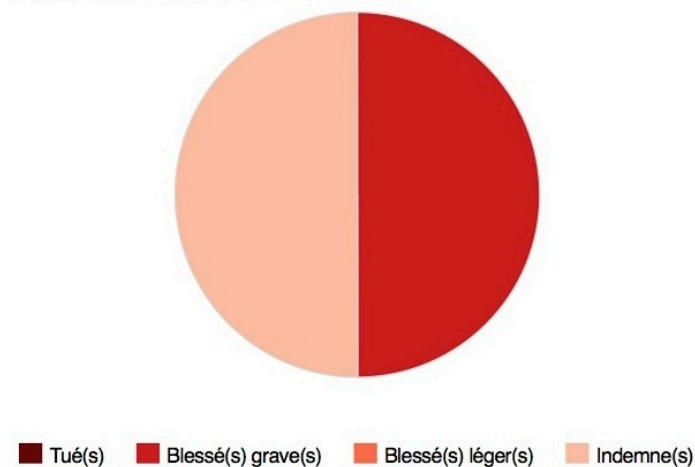
Evolution des accidents de la route à Sainte-Colombe

(source : ministère de l'Intérieur)



Victimes d'accidents de la route à Sainte-Colombe

Données 2019 (source : ministère de l'Intérieur)



- Ci-dessous : entrée Nord-Est du village.



- Ci-dessous : le carrefour principal du village. Aménagé avec feux tricolores.



- Ci-dessous : carrefour avec la route de St-Loup-de-Naud, à droite.



- Ci-dessous : tracé en courbe de la RD 403 (accidentogène).



- L'accidentologie récente apparaît faible à SAINTE-COLOMBE (depuis ces dix dernières années), mais elle n'est pas nulle, avec 2 accidents dont un blessé grave. L'observation du réseau routier, combinée avec celle de l'urbanisation, permet de caractériser un risque routier potentiel. Si la traversée par la RD 403 bénéficie de traitements de sécurité assez satisfaisants, une analyse plus approfondie permettrait de préciser la localisation et la nature des aménagements sur les autres linéaires routiers. Par ailleurs, la courbure du virage de la Justice limite toute visibilité, notamment depuis les entrées et sorties des propriétés bâties (son tracé entraîne parfois des sorties de route ...).

1.2.2 – Les inondations, coulées de boues et autres

- Risques naturels :

- Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles dans la commune (le plus récent est directement lié à la tempête Lothar – 25 décembre 1999).

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Résumé du tableau (accessibilité)		
Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 3

Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
Inondations et/ou Coulées de Boue	17/06/1986	06/09/1986
Inondations et/ou Coulées de Boue	01/04/1983	18/05/1983

- Inondations.

Commune soumise à un territoire à risque important d'inondation : Non
Commune soumise à un Plan de prévention des risques inondation : Non
Commune faisant l'objet d'un programme de prévention (PAPI) : Non.

- Mouvements de terrain.

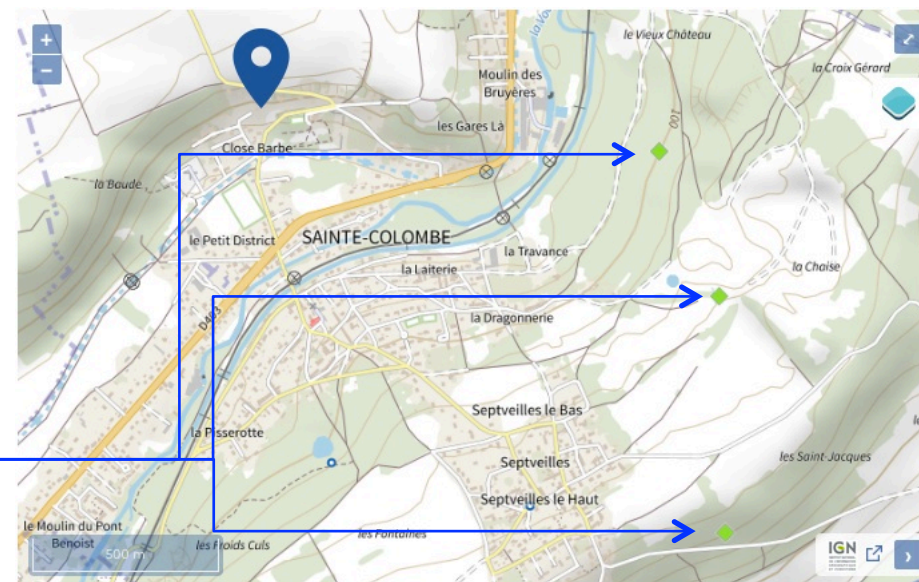
Mouvements de terrain recensés dans la commune : Oui (voir ci-avant).
Commune soumise à un Plan de prévention des risques mouvements de terrain : Non.

- Cavités souterraines.

Cavités souterraines recensées dans la commune : 3 →
Commune soumise à un Plan de prévention des risques cavités souterraines : Non.

- Séismes

Risque sismique dans la commune : 1 - TRES FAIBLE



Légende :

Cave	Carrière	Naturelle	Indéterminée	Galerie
Ouvrage Civil	Ouvrage militaire	Puits	Souterrain	Effondrement
Glissement	Eboulement	Coulée	Erosion des berges	

Commune de votre localisation soumise à un Plan de prévention des risques sismiques : Non

- Radon

Potentiel radon de votre commune : Faible⁴

- Retrait-gonflements des sols argileux

Exposition au retrait-gonflement des sols argileux dans la commune : Oui (voir en page 22 du volume principal).

Commune soumise à un Plan de prévention des risques retrait-gonflement des sols argileux : Non

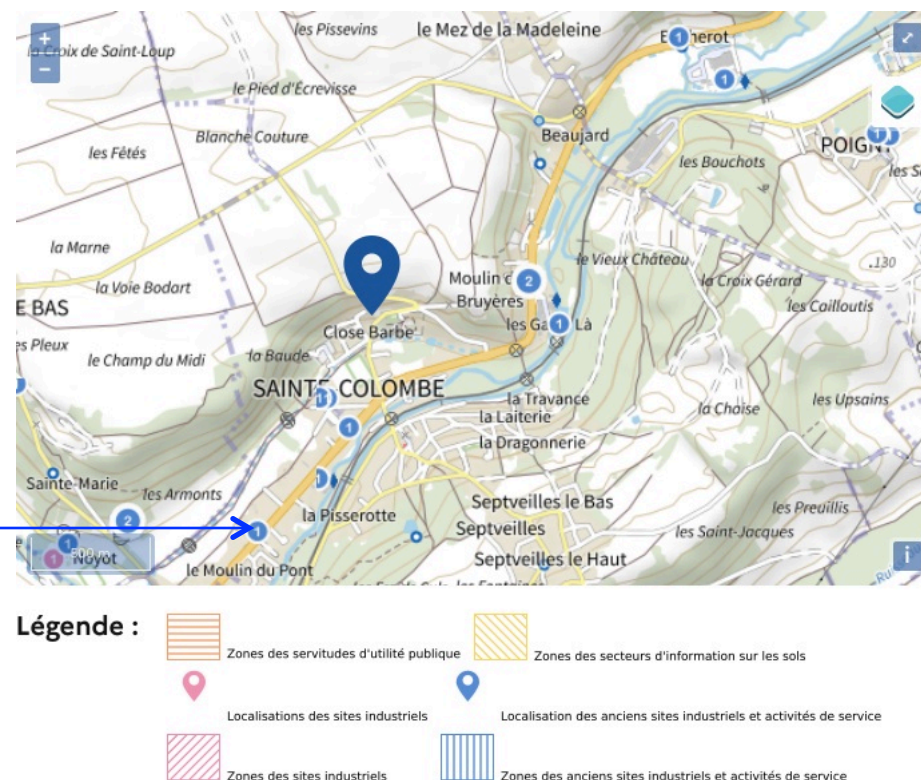
• Risques technologiques :

- Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels

Servitude d'utilité publique (SUP) recensée(s) dans la commune : Non
Secteur d'information sur les sols recensés dans la commune : Non.

Sites pollués ou potentiellement pollués recensés dans la commune : Non

Anciens sites industriels recensés dans la commune : 8 (en excluant les doublons - voir en page 21 du volume principal).



⁴ Le radon est classé par le Centre international de recherche sur le cancer comme cancérigène certain pour le poumon depuis 1987. De nombreuses études épidémiologiques confirment l'existence de ce risque chez les mineurs de fond mais aussi, ces dernières années, dans la population générale. D'après les évaluations conduites en France, le radon serait la seconde cause de cancer du poumon, après le tabac et devant l'amiante : sur les 30 000 décès constatés chaque année, 3 000 lui seraient attribuables (soit 10% des décès par cancer du poumon).

Le radon est présent en tout point du territoire et sa concentration dans les bâtiments est très variable : de quelques becquerels par mètre-cube (Bq.m⁻³) à plusieurs milliers de becquerels par mètre-cube.

Parmi les facteurs influençant les niveaux de concentrations mesurées dans les bâtiments, la géologie, en particulier la teneur en uranium des terrains sous-jacents, est l'un des plus déterminants. Elle détermine le potentiel radon des formations géologiques : sur une zone géographique donnée, plus le potentiel est important, plus la probabilité de présence de radon à des niveaux élevés dans les bâtiments est forte. Sur certains secteurs, l'existence de caractéristiques particulières du sous-sol (failles, ouvrages miniers, sources hydrothermales) peut constituer un facteur aggravant en facilitant les conditions de transfert du radon vers la surface et ainsi conduire à modifier localement le potentiel.

La connaissance des caractéristiques des formations géologiques sur le territoire rend ainsi possible l'établissement d'une cartographie des zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Ce travail a été réalisé par l'IRSN à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et a permis d'établir une cartographie du potentiel radon des formations géologiques du territoire métropolitain et de l'Outre-Mer.

(source : <https://www.irs.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/5-cartographie-potentiel-radon-commune.aspx#.YkiawCHGq2w>)

- Installations industrielles

Installations classées recensées dans la commune : 0

Installations rejetant des polluants dans la commune : 0

Commune soumise à un Plan de prévention des risques technologiques installations industrielles : Non

- Canalisations de matières dangereuses

Canalisations de matières dangereuses recensées dans la commune : Non.

- Installations nucléaires

Installations nucléaires à moins de 10 km de la commune : Non.

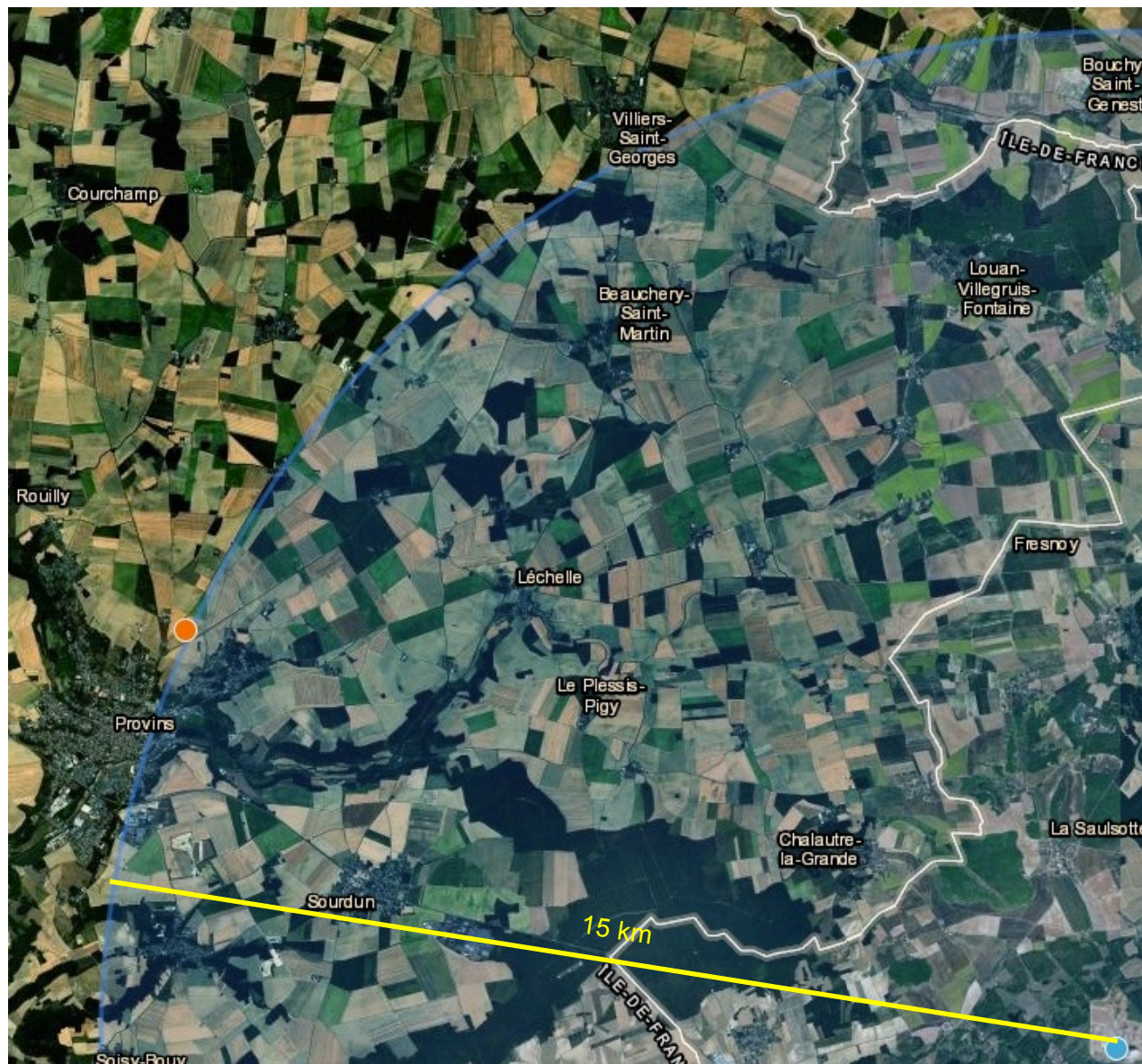
Installations nucléaires à moins de 20 km de la commune : Oui.

Source : Géorisque Connaître les risques près de chez moi

https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaître-les-risques-pres-de-chez-moi/rapport2?form-commune=true&codeInsee=77404&city=Sainte-Colombe&lon=3.255077&lat=48.534206&typeForm=commune&postCode=77650&go_back=%2Faccueil-collectivite&type=municipality&propertiesType=&commune=77650%2C+Sainte-Colombe

*

* *



- Risques divers, non recensés sur géorisques :

N° 48333 - 21/07/2016 - FRANCE - 77 - SAINTE-COLOMBE C10.92 - Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie

Vers 9 h, un feu se déclare dans une entreprise spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux domestiques (croquettes pour chiens et chats). Des biscuits sortent incandescents d'un des 2 fours de cuisson installé un an auparavant et atterrissent sur le tapis roulant en plastique long de 50 m. Celui-ci prend feu.

L'incendie se propage à la fin de la ligne de production du premier four et au niveau de la zone de conditionnement. Dès l'apparition des premières flammes, les employés utilisent des extincteurs. L'incendie se propageant, ils appellent les pompiers. A leur arrivée, les ouvriers sont évacués. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 3 lances après 1 h d'intervention. Aucun blessé n'est à déplorer. L'activité est mise à l'arrêt. Pendant 1 semaine, 20 employés sont en chômage technique. Les eaux d'extinction en faible quantité sont éliminées par raclage et lavage puis placées dans la cuve de stockage des eaux usées.

L'exploitant prend les mesures suivantes :

- remplacement des tapis n°1, 2 et 3 en plastique par des tapis équipés de mailles en acier ;
- mise en place de caméras en sortie de four, reliées avec l'entrée pour permettre aux opérateurs d'observer la sortie du four ;
- mise en place de détecteurs de fumées en sortie de four ;
- étude de faisabilité de l'installation de 2 RIA en entrée et sortie du four.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate un certain nombre d'infractions lors de sa visite et propose au préfet de mettre en demeure l'entreprise de régulariser sa situation administrative.

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/accident/48333/>

Le 27 novembre 2020, un trou dans une canalisation appartenant **aux Eaux de Paris** a engendré de nombreux dégâts sur la commune de [Sainte-Colombe \(Seine-et-Marne\)](#), près de [Provins](#), inondant une entreprise et trois habitations de particuliers.

https://actu.fr/ile-de-france/sainte-colombe_77404/seine-et-marne-inondee-il-y-a-plus-d-un-an-elle-n-a-toujours-pas-ete-indemniee_51038608.html

Seine-et-Marne. Un bâtiment désaffecté ravagé par un incendie à Sainte-Colombe Une importante intervention des pompiers s'est déroulée ce lundi 24 août 2020 à Saint-Colombe. Un ancien bâtiment industriel a été ravagé par un incendie d'origine indéterminée.

Source : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/accident/48333/>

Dans la nuit du 7 au 8 novembre 2021, l'**entreprise Pareau**, située depuis plus de 30 ans à **Sainte-Colombe (Seine-et-Marne)** et spécialisée dans les travaux forestiers et d'élagage, a vu partir en fumée son entrepôt de 1 500 m².

https://actu.fr/ile-de-france/sainte-colombe_77404/pres-de-provins-ravagee-par-un-incendie-l-entreprise-pareau-se-releve-grace-a-la-solidarite_46440557.html

1.2.3 - Synthèse risques et nuisances

- Le territoire de SAINTE-COLOMBE est concerné par des risques et nuisances : **Le risque principal, au regard des évènements constatés, est celui des déplacements routiers, ainsi que du risque d'incendie (imputable aux activités ou friches industrielles présentes dans la commune).**

- **Détail des risques majeurs recensés dans la commune :** Mouvement de terrain - Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines).
Mouvement de terrain - Tassements différentiels. Transport de marchandises dangereuses.

- Synthèse des risques :**

Risques Naturels :

- Commune soumise à un territoire à risque important d'inondation (TRI) :Non
- Commune soumise à un Plan de prévention des risques inondation :Non
- Commune faisant l'objet d'un programme de prévention (PAPI) :Non
- Mouvements de terrain recensés dans la commune :Non
- Commune soumise à un Plan de prévention des risques mouvements de terrain :Non
- **Cavités souterraines recensées dans la commune :** **Oui**
- Commune soumise à un Plan de prévention des risques cavités souterraines :Non
- Risque sismique dans la commune : 1 - Très faible
- Commune de votre localisation soumise à un Plan de prévention des risques sismiques :Non
- Potentiel radon de votre commune :Faible
- **Exposition au retrait-gonflement des sols argileux dans la commune :** **Oui**
- Commune soumise à un Plan de prévention des risques retrait-gonflement des sols argileux :Non

Risques Technologiques :

- Servitude d'utilité publique (SUP) recensée(s) dans la commune :Non
- Secteur d'information sur les sols recensés dans la commune :Non
- Secteur pollués ou potentiellement pollués recensés dans la commune :Non
- **Anciens sites industriels recensés dans la commune :** **Oui : 8**
- Installations classées recensées dans la commune :Non
- Installations rejetant des polluants dans la commune :Non
- Commune soumise à un Plan de prévention des risques technologiques installations industrielles :Non
- Canalisations des matières dangereuses recensées dans la commune :Non
- Installations nucléaires à moins de 10 km dans la commune :Non
- **Installations nucléaires à moins de 20 km dans la commune :** **Oui : 1**

*

*

*

II – LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET LE SCENARIO « 0 »

2.1 – LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU

2.1 : Démographie, logements activités

La maîtrise de l'urbanisation, avec un développement progressif et contrôlé, la poursuite du développement économique, ainsi que la protection et la mise en valeur des espaces naturels ont été retenues comme objectifs prioritaires pour la révision du P.L.U.

- Concernant la capacité d'accueil :

Données INSEE 2014 : 1.816 habitants, dont 1.813 habitants en résidences principales. 774 logements, dont 703 résidences principales, 23 résidences secondaires et 49 logements vacants. Population des ménages : 1.813 habitants (taux d'occupation des logements : 2,58 – chiffre assez élevé, puisque l'on avait 2,23 habitant par logement France entière en 2015). On comptait aussi, en 2014, 206 emplois.

Constructible	hectares	Densification	hectares	Densification	logements	Extensions	hectares	Extensions	logements
Sainte-Colombe, le Mez		Sainte-Colombe, le Mez		Sainte-Colombe, le Mez		Sainte-Colombe, le Mez		Sainte-Colombe, le Mez	
zone UB	16,46	zone UB	0,80	zone UB	20	zone UB	0,00	zone UB	
zone UX	6,75	zone UX		zone UX		zone UX	0,00	zone UX	
Septveilles-le-Bas, carrefour, rue VH		Septveilles-le-Bas, carrefour, rue VH		Septveilles-le-Bas, carrefour, rue VH		Septveilles-le-Bas, carrefour, rue VH		Septveilles-le-Bas, carrefour, rue VH	
zone UA	10,59	zone UA	0,20	zone UA	5	zone UA	0,16	zone UA	2
zone UB	27,89	zone UB	1,00	zone UB	25	zone UB	0	zone UB	0
zone UX	0,73	zone UX	-	zone UX	-	zone UX	0	zone UX	0
zone 1AUa, 1AUd	1,45	zone 1AUa, 1AUd	0,59	zone 1AUa, 1AUd	5	zone 1AUa	0,67	zone 1AUa	14
Septveilles-le-Haut		Septveilles-le-Haut		Septveilles-le-Haut		Septveilles-le-Haut		Septveilles-le-Haut	
zone UA	13,00	zone UA	0,80	zone UA	20	zone UA		zone UA	
zone UB	2,14	zone UB	0,20	zone UB	5	zone UB		zone UB	
zone 1AUb, 2AU	1,14	zone 1AUb, 2AU		zone 1AUb, 2AU		zone 1AUb, 2AU	1,12	zone 1AUb, 2AU	résidence
Le Marais et RD 403		Le Marais et RD 403		Le Marais et RD 403		Le Marais et RD 403		Le Marais et RD 403	
zone UA	3,40	zone UA	0,00	zone UA	0	zone UA	-	zone UA	0
zone UB	21,48	zone UB	2,20	zone UB	55	zone UB	-	zone UB	0
zone UBa	8,61	zone UBa	-	zone UBa	-	zone UBa	0,22	zone UBa	4
zone UX	1,36	zone UX	-	zone UX	20	zone UX		zone UX	0
zone UE	3,75	zone UE	-	zone UE	-	zone UE		zone UE	0
zone 1AU	1,63	zone 1AU		zone 1AU	0	zone 1AU		zone 1AU	0
fermes et autres	-	fermes et autres		fermes et autres	20	fermes et autres	-	fermes et autres	-
Total zonage	120,38	Total	5,79	Total	175	Total	2,17	Total	20
Potentiel urbanisable	11,40			Total pondéré aux 2/3	117				

Le périmètre urbanisé de référence est évalué à 120,00 hectares.

NOTA BENE : les 38 logements affectés zones 1Aub et 1Auc ne doivent pas être comptabilisés dans l'objectif démographique, s'agissant de logements spécifiques (établissements pour personnes âgées). Ils entreront sans doute dans une population « comptée à part ».

- Calcul théorique de l'incidence démographique : **NOTA BENE : les cartes établissant les surfaces et réceptivités sont présentées en pages 47 et suivantes.**
- L'objectif est de dynamiser la démographie actuelle du village (1.816 habitants en 2014), marquée par une amorce de décohabitation (la taille moyenne des ménages passe de 3,04 en 1975 à 2,58 en 2014, soit 0,46 habitants de moins par logement = 323 habitants), et qui devrait continuer à produire ses effets à moyen terme, **pour la porter à environ 2.100 habitants en 2030 (en population des résidences principales).**

Le tableau relatif au calcul du point mort prospectif (soit le nombre minimal de logements à construire pour maintenir la population, une valeur excédentaire permettant d'augmenter la population) est présenté ci-dessus.

L'hypothèse d'une population de 2.100 habitants nécessiterait ainsi la réalisation de 140 logements. Cela soulève la question des objectifs de la Commune en la matière et aussi celle des possibilités d'extension du périmètre bâti actuel, limité globalement à 1,40 hectare à échéance de 2030.

Sainte-Colombe : le point mort actualisé 2019	1975	1982	1990	1999	2008	2014	2019	2030	delta 1975/82	delta 1982/90	delta 1990/99	delta 1999/08	delta 2008/14	delta 2014/19	delta 2019/30
population sans double compte	1309	1407	1573	1697	1736	1816	1826	2100	98	166	124	39	80	10	274
taux d'occupation	3,04	2,96	2,81	2,69	2,56	2,58	2,57	2,50	-0,08	-0,15	-0,12	-0,13	0,02	-0,01	-0,07
population résidences principales	1301	1407	1570	1694	1736	1813	1823	2100	106	163	124	42	77	10	277
résidences principales	428	478	558	630	679	703	709	840	50	80	72	49	24	6	131
résidences secondaires	45	50	35	34	37	23	24	20	5	-15	-1	3	-14	1	-4
logements vacants	27	37	25	18	21	49	51	35	10	-12	-7	3	28	2	-16
parc total	500	565	618	682	737	775	784	895	65	53	64	55	38	9	111
logements construits									95	93	68	40	27	18	140
renouvellement (logt T0- logt T1 + construits)									30	40	4	-15	-11	9	29
variation RS + LV									15	-27	-8	6	14	3	-20
desserrement (population RP en T0/ taux d'occupation T1) - RP en T 0									12	23	26	32	-6	2	20
point mort									57	36	22	23	-3	14	29
effet démographique									38	57	46	17	30	4	111

Dans le cas présent, on aurait pour la période 2020 – 2030, un *effet démographique* de 111 logements pour 140 logements construits (vérification 111 x 2,5 habitants par logement = Δ de 277 habitants).

*

* *

2.2 : Equipements et transports

- Conforter et densifier les voies de circulations douces :

La municipalité veut appuyer son organisation urbaine sur une trame douce homogène et rationnelle. Pour cela, elle souhaite en premier lieu pérenniser le réseau existant en articulant la desserte du centre bourg par l'intermédiaire d'une trame aménagée le long des rives de la Voulzie. En plus de les mettre en valeur (entretiens et aménagements légers), cette politique permettra de limiter l'usage de la voiture et de rétablir le fonctionnement originel des déplacements piétons en centre bourg.

Ainsi, le tracé de l'aqueduc sera exacerbé (sic !) et aménagé pour inciter son utilisation comme chemin de tour de ville et ainsi permettre la desserte piétonne de l'ensemble de la trame bâti située à l'ouest de la commune, le long de la D403.

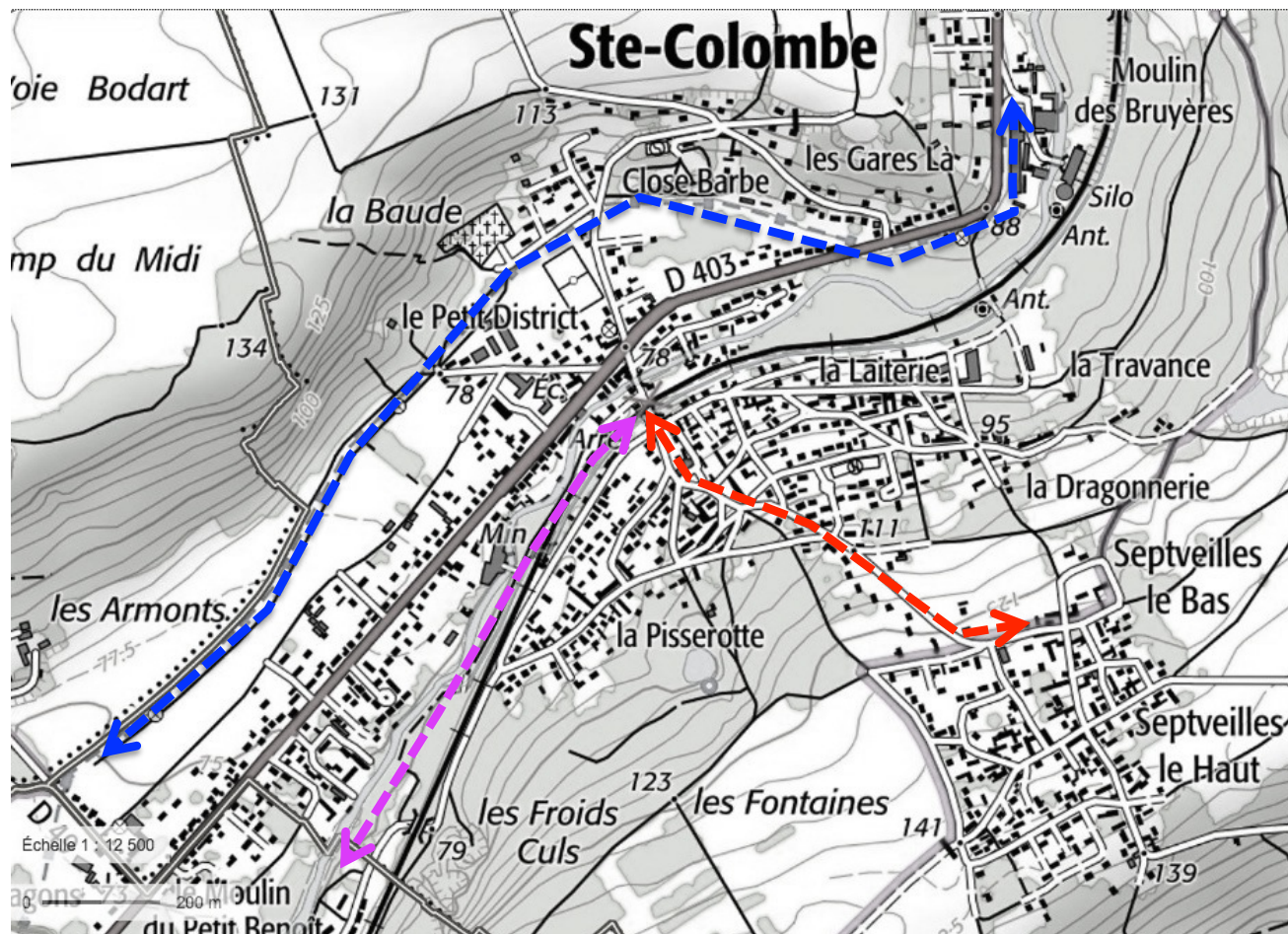
Pour le reste de la commune, chaque secteur identifié comme potentiellement urbanisable devra être réfléchi de manière à intégrer de façon optimale les voies de circulations douces

Le but de cette politique est de répondre favorablement aux objectifs de la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement), à savoir limiter les déplacements motorisés et assurer une organisation urbaine fonctionnelle et harmonieuse, ouverte sur le domaine public, facilitant ainsi la vie sociale de la commune.

L'évolution du bourg étant basée sur une densification et non une extension de son périmètre, il est primordial que la commune prévoie ces nouvelles zones de densification comme une continuité urbaine pour préserver l'identité villageoise qui la caractérise, et non comme des quartiers autonomes repliés sur eux-mêmes. Ces zones seront les interfaces naturelles entre quartiers ce qui favorisera le lien social dans le bourg et l'intégration des nouvelles populations.

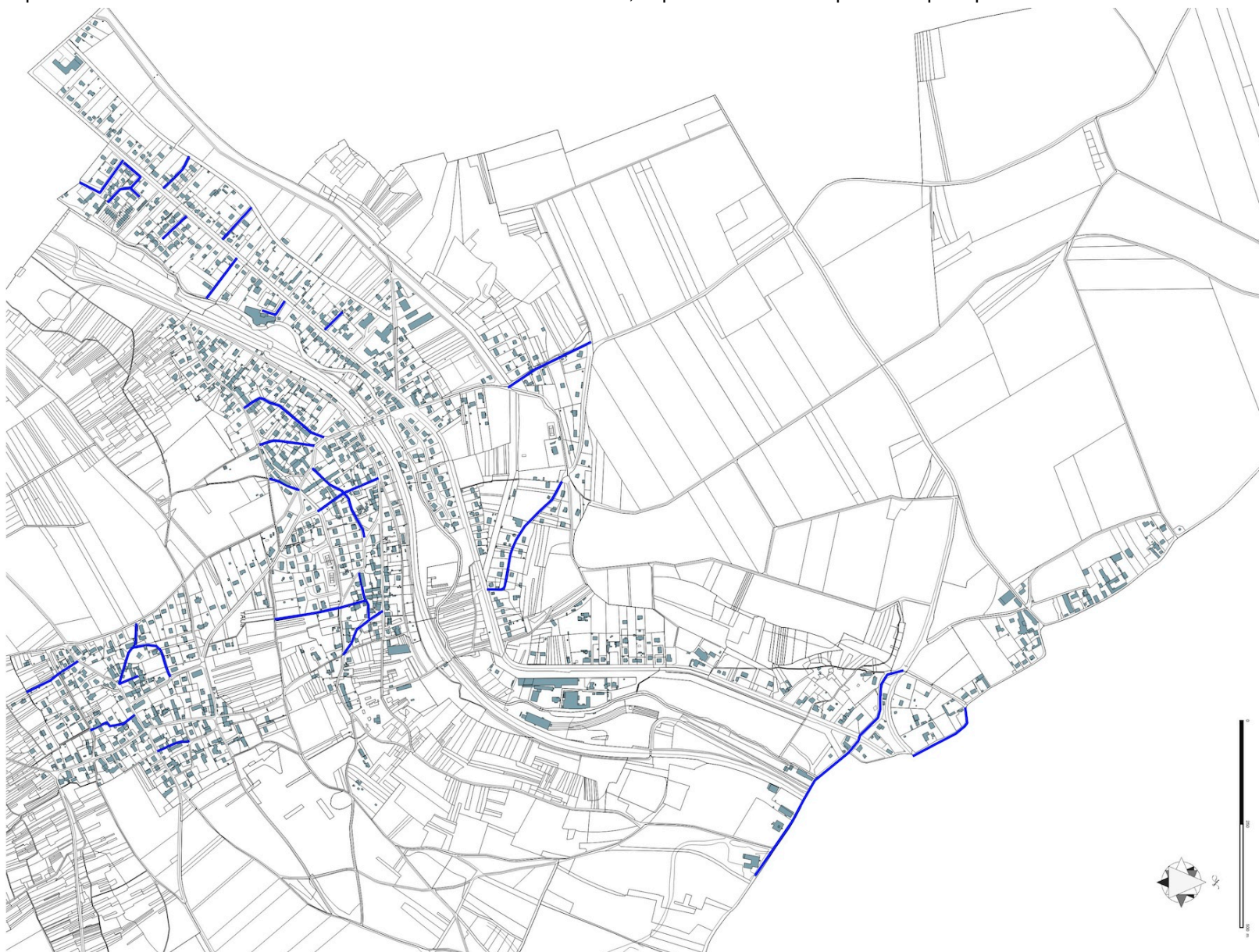
Enfin, pour développer l'aspect touristique du bourg, les élus souhaitent persévérer dans la mise en valeur du territoire par l'amélioration de la trame existante (signalétique, aménagement des berges de la Voulzie, aqueduc...).

Source : rapport de présentation du PLU initial.



Tracé de l'aqueduc	←---→
Cheminement Voulzie	←---→
Liaison Gare zones 1AU	←---→

- La Commune a identifié les itinéraires des déplacements agricoles, à savoir l'ensemble des chemins ruraux et des voies communales, à l'exception des voies identifiées par un trait bleu dans la carte ci-dessous : voiries de lotissements, impasses et voies trop étroites pour permettre cette circulation.



2.3 : Environnement, espaces naturels

1 - L'objectif, sur un plan général, est :

- de mettre en valeur le caractère du village et la spécificité du site sur le plan environnemental et architectural,
- de mettre à profit le potentiel d'attractivité du village pour de nouveaux habitants, sans compromettre ce qui fait sa qualité actuelle.

Pour ce faire, il convient de :

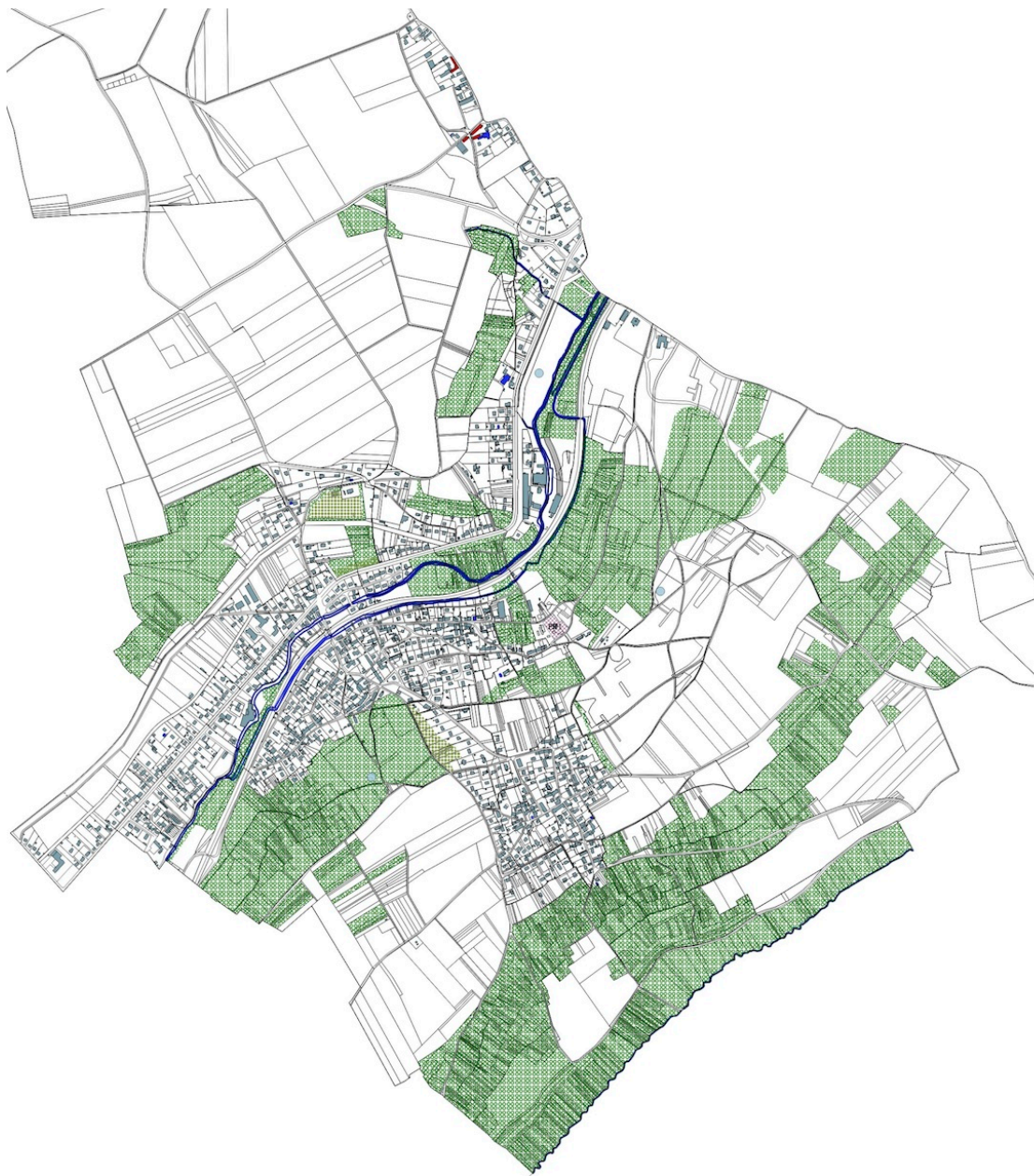
- Renforcer la protection des espaces naturels, de gérer leur utilisation (classement des bois), de mettre en valeur les richesses construites dans le patrimoine construit ancien.
- Préserver le traitement actuel de la frange urbaine (entre l'urbanisation et les espaces naturels), ainsi que des entrées du village.
- Définir un optimum qualitatif pour les constructions contemporaines et les bâtiments anciens.
- La protection de l'état initial de l'environnement est un objectif important de la Municipalité, qui souhaite assurer la préservation ainsi que la mise en valeur, sur le plan paysager, des sites naturels de la commune, de même que la préservation des principaux boisements et des abords du site construit.

De ce point de vue, la protection de la vallée de la Voulzie et du ru des Méances, représente l'un des objectifs majeurs du P.L.U (carte ci-contre, sur base cadastrale).

2 - La protection des zones humides et ses conséquences juridiques.

Trois sources documentaires sont utilisées à ce sujet, lesquelles ne présentent pas les mêmes délimitations :

- a) - La carte des enveloppes d'alerte des zones humides de la DRIEE (cartographie CARMEN), laquelle sert de base juridique pour l'application de la Loi sur l'Eau (nécessité d'instruire une déclaration ou autorisation en cas d'existence vérifiée d'une zone humide).



b) - L'étude de Seine-et-Marne Environnement, laquelle propose de délimiter des secteurs à enjeux, avec une proposition de règlement : c'est ce règlement qui a fait récemment l'objet d'une nouvelle étude de la part de Seine-et-Marne Environnement.

c) - Une troisième source d'information est en cours d'étude, avec le SAGE Bassée-Voulzie.

Le report des zones humides figurant dans le PLU révisé est celui du PLU initial (en à-plat de couleur verte, ci-contre), augmenté de la compensation effectuée suite au creusement du plan d'eau.

3 - Une analyse par photos aérienne a permis d'identifier des éléments de la trame verte et bleue du village, à partir des données cadastrales superposées sur une vue aérienne du Géoportail.

L'objectif retenu est de :

- présenter en effet les éléments de la trame verte dans le plan de zonage (plantations d'alignement, arbres isolés et bosquets), pour appuyer les obligations réglementaires de l'article 5.2 des zones (du PLU),
- compléter les éléments de la trame bleue par une identification plus exacte des mares et des cours d'eau, de manière à les protéger (comblement des mares, non entretien ou comblement des fossés, etc.).

NOTA : Concernant le comblement des fossés le long des voies, il convient de faire dresser procès-verbal, s'agissant d'une intervention non autorisée sur le domaine public (contravention de voirie⁵).

4 - Les espaces boisés classés : la proposition de zonage a été établie à partir des données du « Géoportail » de l'IGN, sur une base faisant apparaître à la fois le cadastre et l'occupation du sol.

Les forêts (déjà protégées dans le P.L.U), mais aussi les principaux boisements de la plaine agricole ont été classés au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme et en outre reclassés en zone N (protégée).



⁵ L. 116-1 du code de la voirie routière.

- Deux possibilités s'offrent aux communes pour protéger les bois :

- Soit le *classement* – au titre de [l'article L113-1](#) du code de l'urbanisme -, lequel a pour effet de soumettre à autorisation les *coupes et abattages* et d'interdire tout *défrichement*. C'est donc une protection *dure*, puisqu'elle fige l'état boisé d'une parcelle. En revanche, elle ne permet pas de gérer la nature des essences cultivées ou replantées.

- Soit une identification au regard de [l'article L151-23](#) du code de l'urbanisme, lequel correspond à un régime de déclaration en mairie (identique aux déclarations de travaux). Cette protection présente moins de contraintes juridiques (et elle s'avère de ce fait moins efficace). En outre, cet article précise que : lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.⁶

Il a été proposé de classer la majorité des boisements identifiés à l'extérieur comme à l'intérieur du tissu construit, à l'exception des principaux jardins et espaces plantés – publics ou privés - qui créent de la continuité écologique dans le village ou en sa périphérie. Ces derniers ont été identifiés au regard de la loi Paysage : [ceci concerne le parc de Clauze Barbe et les fonds de parcelles des propriétés situées côté Ouest de la rue Victor Hugo](#).

*

* *

⁶ **Article L151-23.** Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Article L113-2 : Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.

Article L421-4 Un décret en Conseil d'Etat arrête la liste des constructions, aménagements, installations et travaux qui, en raison de leurs dimensions, de leur nature ou de leur localisation, ne justifient pas l'exigence d'un permis et font l'objet d'une déclaration préalable.

Ce décret précise les cas où les clôtures sont également soumises à déclaration préalable.

Ce décret arrête également la liste des cas dans lesquels il est fait exception à l'obligation de déclaration préalable à laquelle sont soumises les coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit ainsi que dans tout espace boisé classé en application de [l'article L. 113-1](#).

THEMATIQUES	Perspectives d'évolution en absence de PLU (scénario 0)	Perspectives d'évolution avec la mise en œuvre du PLU
L'approvisionnement en eau potable	L'alimentation en eau potable dans la commune et assurée par quatre forages situés à Noyen-sur-Seine et d'une source située à Rouilly, captant les nappes des alluvions et de la craie sénonienne et la nappe des calcaires de Champigny. Trois réservoirs sont présents sur le territoire communal : - au niveau du lieu-dit Les Sablons, d'une capacité de 750 m3 ; - au hameau du Mez-la-Madeleine, d'une capacité de 350 m3 ; - un réservoir de 100 m3.	Les conditions de réalisation des opérations garantissent la prise en compte de l'incidence des extensions ou renforcements des réseaux, à travers, le cas échéant, la création de périmètres de taxes d'aménagement majorée ou de projets urbains partenariaux, mentionnés dans le règlement.
Les rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées	Le règlement imposait l'infiltration des eaux pluviales dans les sols. En cas de rejet, le débit des eaux pluviales doit, en l'absence d'étude ou de règlement spécifique, être limité à 1 l/s/ha pour une pluie décennale.	Le plan local d'urbanisme définit des règles quantitatives et des modalités de gestion des eaux pluviales, pour leur infiltration à la parcelle.
Les eaux souterraines	Le principal aquifère est le multicouche du calcaire de Champigny (éocène supérieur).	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement sur ce point.
Le paysage	Paysage caractérisé par la présence d'un plateau essentiellement agricole, entaillé par la vallée de la Voulzie et le vallon du ru des Méances. L'urbanisation est essentiellement linéaire, le long de l'avenue de la Libération et de l'Avenue du Général Leclerc.	Le PLU va permettre de densifier le tissu construit, et d'interrompre l'urbanisation par des extensions sur les espaces naturels et agricoles.
Les espaces agricoles	L'espace agricole était peu menacé, par une pression foncière peu importante (4 logements par an en moyenne depuis les 20 dernières années).	Le plan local d'urbanisme ne présentera qu'une incidence mineure sur la consommation d'espaces agricoles (2,15 ha, dont 0,22 ha de friches, non référencées à la PAC).
Les espaces naturels et forestiers, les continuités écologiques, la biodiversité	L'espace naturel était peu menacé, par une pression foncière peu importante (4 logements par an en moyenne depuis les 20 dernières années).	Le plan local d'urbanisme présente au total une incidence nulle sur la consommation d'espaces naturels, inscrits, en outre, dans la continuité urbaine. Voir en page suivante le détail de la consommation d'espaces.
Les milieux aquatiques et trame bleue	La plupart des sites construits ou constructibles de SAINTE-COLOMBE sont situés en zones humides. Plusieurs zones humides de classes A ou B sont identifiées, principalement dans l'espace naturel ou agricole.	Le plan local d'urbanisme protège toutes les zones humides de classes A ou B par un règlement adapté.
Consommation énergétique.	Peu d'augmentation des consommations en énergies est prévisible. Une dépendance du territoire vis-à-vis des ressources fossiles.	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement substantiel sur ce point, en dehors des solutions envisagées dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation, en termes d'approche environnementale de l'urbanisme (AEU®).

*

*

*

La modération de la consommation d'espace	L'application du PLU de 2020 donnait les valeurs suivantes, en termes de consommation d'espaces : soit 7,45 hectares dont, 4,14 ha pour les zones d'urbanisation future, 0,50 ha pour les équipements et 1,50 pour les activités.	Le plan local d'urbanisme limite la consommation d'espaces comme suit :					
		Nom du site concerné	Surface ha	espaces agricoles	espaces naturels	nombre logements PLU	Orientations du SCOT
		Secteur 1AUa	0,67	0,67		14	
		Secteur 1AUb	0,36	0,36		RPA*	
		Zone UBa (sud RD 403)	0,21	0,21		4	
		Zone UA rue Château Jaillard	0,16	0,16		2	
		TOTAL 2020 - 2030	1,40	1,40	0,00	20	19
		Secteur 1AUc	0,75	0,75		14	
		TOTAL 2030 - 2040	0,75	0,75	0,00	14	26
		TOTAL 2020 - 2040	2,15	2,15	0,00	34	45
		* Résidence Personnes Agées.					
La qualité de l'air	Le développement de la commune <i>au fil de l'eau</i> induirait une augmentation des émissions polluantes, en lien avec l'augmentation de la population (déplacements et habitations) et des activités.	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement substantiel sur ce point.					
Le bruit	La commune est concernée par un arrêté préfectoral relatif au bruit des infrastructures de transport.	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement sur ce point.					
La pollution des sols	Huit sites industriels susceptibles d'engendrer des pollutions des sols ont été répertoriés dans la base « BASIAS ».	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement sur ce point.					
Les déchets	La production de déchets est prise en compte par le SMETOM. Le SMETOM-GEEODE gère l'ensemble de la collecte et du traitement des déchets de son territoire, qui regroupe 98 communes, pour environ 87 500 habitants.	Le plan local d'urbanisme n'implique aucun changement sur ce point.					
Le risque d'inondation	La commune est concernée par des zones inondables identifiées dans l'étude du zonage d'assainissement des eaux pluviales.	Le plan local d'urbanisme transcrit les conclusions de ces plans en tant que de besoin. L'ensemble du site constructible est en outre <u>théoriquement</u> concerné par un risque de nappe sub-affleurante.					
Le risque de mouvements de terrain	La majeure partie du territoire construit de SAINTE-COLOMBE présente un risque concernant le retrait/gonflement des argiles.	Le plan local d'urbanisme va permettre de prendre en compte les recommandations techniques du BRGM.					

*

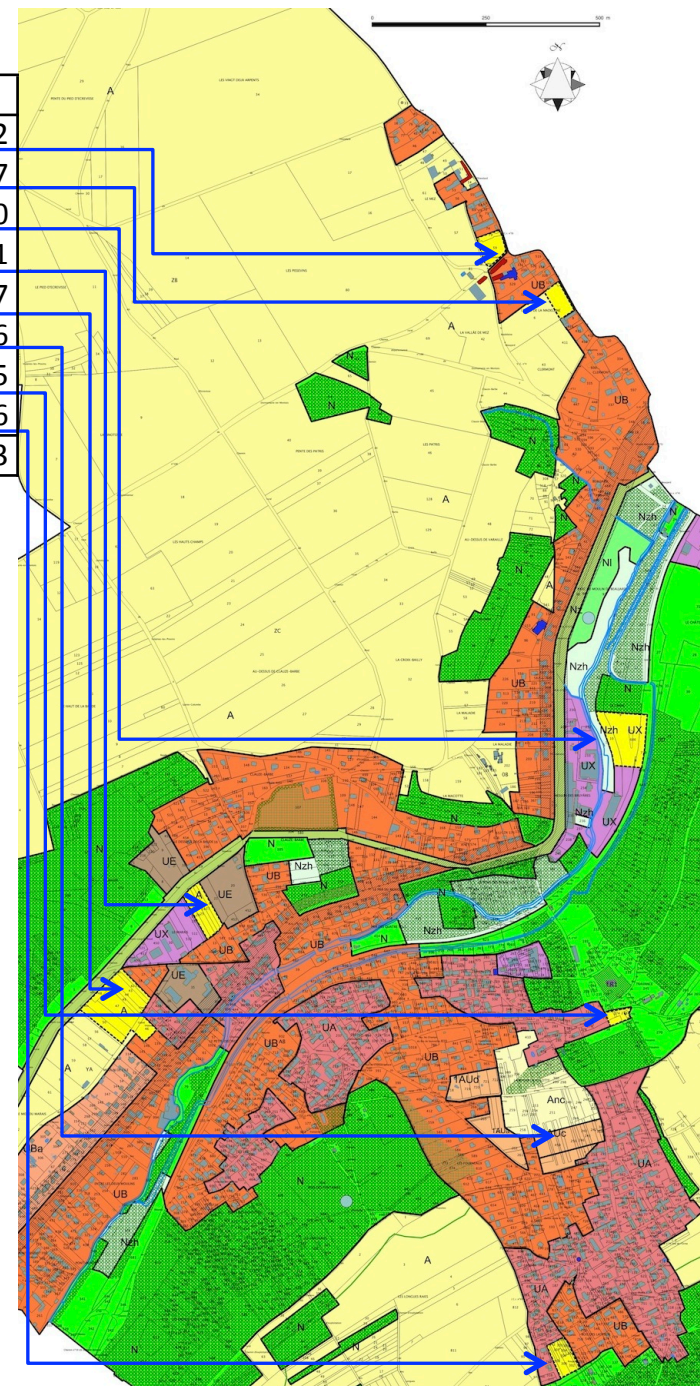
*

*

• **Ci-dessous : caractérisation des réductions d'extension par rapport au PLU 2020.**

Légende	
77404_ZONE_URBA	
	UA Zone urbaine dense
	UB Zone urbaine périphérique
	UBa Zone urbaine spécifique
	UE Zone d'équipements spécifique
	UX Zone d'activités
	1AU Urbanisation future
	2AU Urbanisation différée
	A Zone agricole
	Anc Zone agricole spécifique
	N Zone naturelle
	Nca Zone de carrière
	NI Zone naturelle
	NZ Emprise conduite SAGEP
	Nzh Zone naturelle humide
Prescription surfacique	
	emplacement réservé
	espace boisé classé
	bâtiment agricole susceptible de changer de destination
	Elément de paysage à protéger
	Elément bâti à protéger
	Mare à protéger
	Périmètre Orientation d'Aménagement
	Information surfacique : zone de bruit
77404_PRESCRIPTION_LIN	
	bandes protection lisières
	cours d'eau protégé

NOM	en hectares
Le Mez de la Madeleine 1	0,32
Le Mez de la Madeleine 2	0,27
Zone UX Vallée	1,00
Zone UE Grand Marais	0,51
Zone 1AU Grand Marais	1,47
Secteur 1AUc Septveille-le-H	0,76
Rue Château-Jaillard	0,15
Zone UA Septveilles le Haut	0,36
TOTAL	4,83



Ci-dessous : localisation des extensions maintenues par rapport au PLU 2020.

Légende

77404_ZONE_URBA

- UA Zone urbaine dense
- UB Zone urbaine périphérique
- UBa Zone urbaine spécifique
- UE Zone d'équipements spécifique
- UX Zone d'activités
- 1AU Urbanisation future
- 2AU Urbanisation différée
- A Zone agricole
- Anc Zone agricole spécifique
- N Zone naturelle
- Nca Zone de carrière
- NI Zone naturelle
- NZ Emprise conduite SAGEP
- Nzh Zone naturelle humide

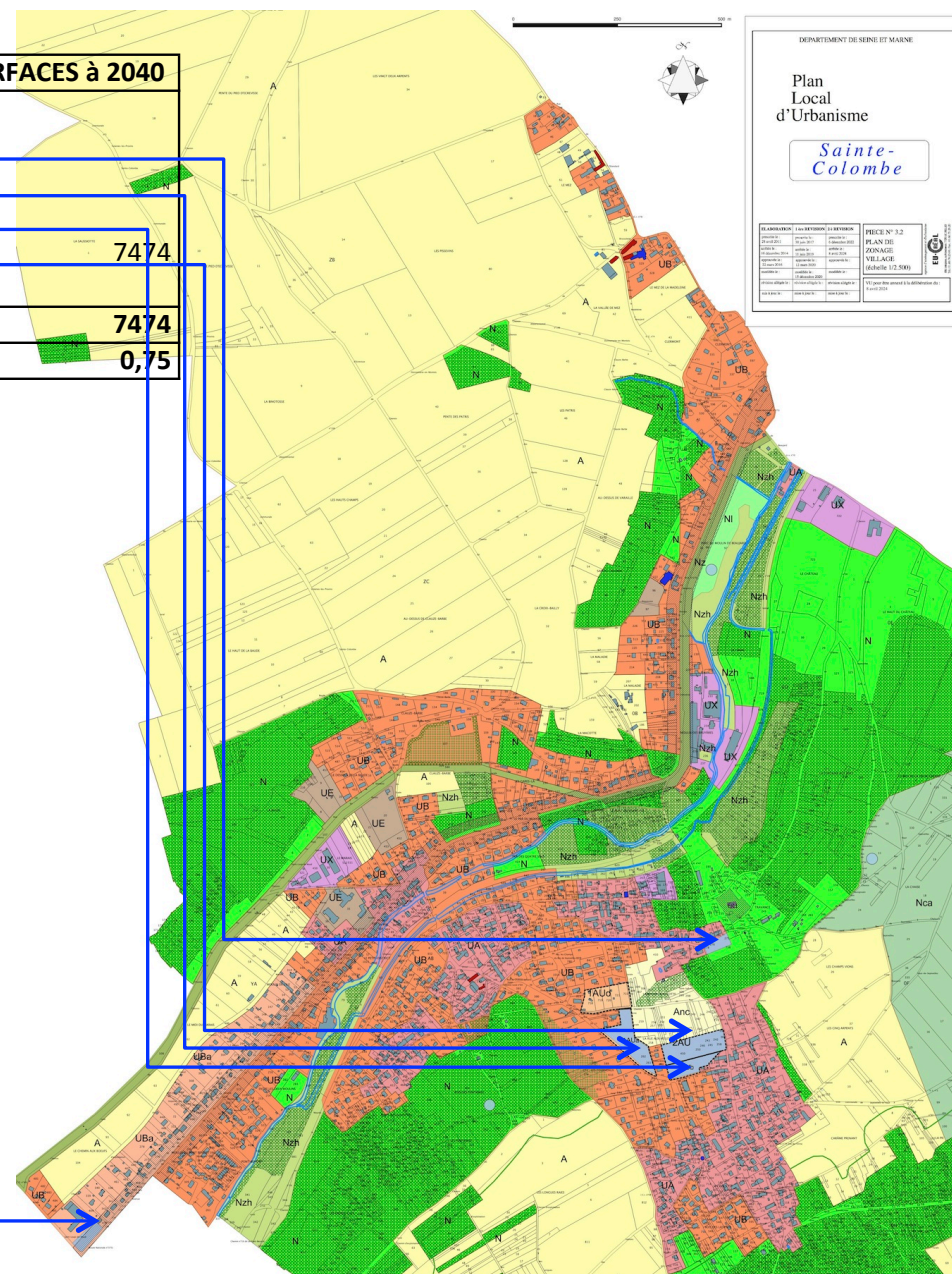
Prescription surfacique

- emplacement réservé
- espace boisé classé
- bâtiment agricole susceptible de changer de destination
- Elément de paysage à protéger
- Elément bâti à protéger
- Mare à protéger
- Périmètre Orientation d'Aménagement
- Information surfacique : zone de bruit

77404_PRESCRIPTION_LIN

- bandes protection lisières
- cours d'eau protégé

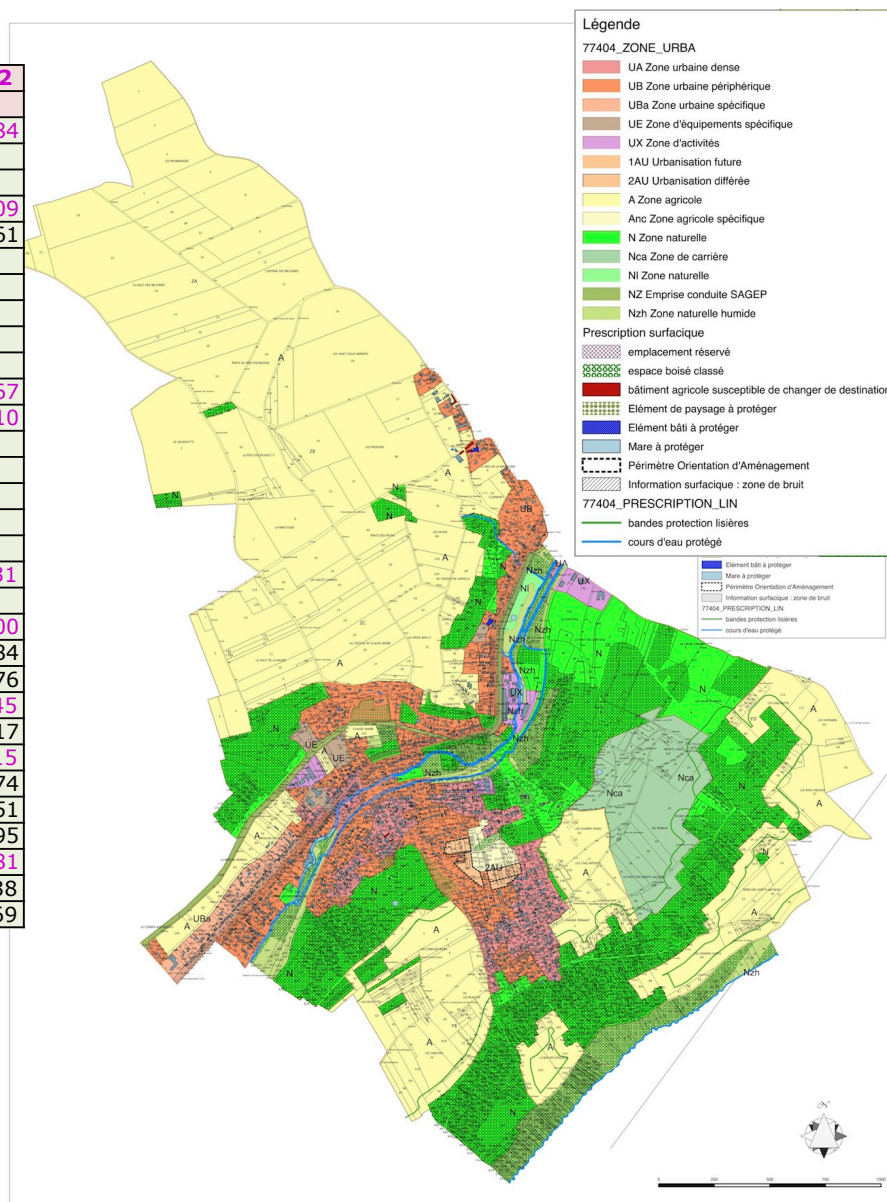
NOM	SURFACES à 2030	SURFACES à 2040
Hydroma Industries	2159	
Château-Jaillard	1600	
Zone 1AU a	6674	
Zone 1AU b	3595	
Zone 2AU		7474
TOTAL	14028	7474
EN HECTARES	1,40	0,75



- Ci-dessous : tableau des superficies des zones du plan local d'urbanisme initial

zones	élaboration	P.O.S modifié	révision	zones	PLU initial	PLU révisé	PLU révisé n°2
UA	27,16	22,66	23,53	UA	26,68	26,98	26,84
UA a	0,25	1,12	1,19				
UA b		1,77	1,89				
UB	44,43	41,68	45,01	UB	68,04	68,55	67,09
UB a	4,56	6,92	8,52	UBa	8,61	8,61	8,61
UB b		1,91	2				
UB c		0,75	0,75				
UC	14,85	14,85	14,12				
UC a							
UC b							
UE	2,09	2,09	4,36	UE	3,87	3,75	3,67
UX	9,13			UX	8,35	8,84	7,10
UX a		3,33	3,08				
UX b		5,99	3,89				
UX c							
UY	4,61	4,61	5,75				
UZ	5,79	5,79	6,4				
total zones U	112,87	113,47	120,49	total zones U	115,55	116,73	113,31
NA x	8,39	8,39	8,27	1AU nord	1,63	1,63	0,00
I NA				1AU sud		2,59	1,84
				2AU			0,76
II NA	14,32	13,72	8,57	A	422,02	426,95	426,45
NB	5,39	5,39	0,56	Anc	5,76	3,17	3,17
NB x	0,78	0,78	0,72	N	217,59	211,47	189,15
I NC	620,77	620,77	437,87	Nca	32,39	32,39	32,74
II NC	3,75	3,75	24,16	NI	2,90	1,51	1,51
ND	49,73	49,73	215,36	Nz	6,95	6,95	6,95
				Nzh	9,91	11,30	38,81
total zones N	703,13	702,53	695,51	total zones N	699,15	697,96	701,38
TOTAL	816	816	816		814,7	814,69	814,69

La superficie des espaces boisés classés du P.O.S initial s'élevait à 169 hectares.
 La superficie des espaces boisés classés du P.O.S modifié (2 è) s'élevait à 172 ha.
 La superficie des espaces boisés classés du P.O.S révisé s'élevait à 168,89 hectares.
 La superficie des espaces boisés classés du PLU initial s'élève à 174,31 hectares.
 Les espaces paysagers représentant 2,45 hectares.
 La superficie des espaces boisés classés du PLU révisée est de 175,30 hectares.
 La superficie des espaces boisés classés du PLU révisée 2024 est de 174,82 hectares.



* *

III – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

3.1 – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS vis-à-vis des objectifs inscrits dans le PADD

3.1.1 – Cadre juridique du PADD dans le PLU actuel

*Le PADD est l'élément central du PLU, car il exprime **une volonté politique locale concernant le devenir du territoire communal**. Le PADD n'est pas opposable directement aux autorisations d'occuper le sol.*

Le projet d'aménagement et de développement durables de la Commune de SAINTE-COLOMBE constitue une innovation issue de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

Désormais, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D) définit, conformément à l'article L151-5 du Code de l'urbanisme :

1° *Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*

2° *Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

→ Il convient de rappeler que la définition des objectifs du PADD se justifie et découle, en partie, d'une relecture des conclusions du diagnostic.

Certu

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le document de planification à l'échelle communale ou dans certains cas intercommunale. Il a remplacé le Plan d'Occupation des Sols avec la Loi SRU (du 13 décembre 2000).

Le dossier de PLU est composé de divers éléments :

- un **PADD**,
- des **orientations d'aménagement** par quartier ou par secteur (facultatives),
- un **règlement et ses documents graphiques**,
- un **rapport de présentation**,
- des **annexes**.

Le PLU

Le Plan Local d'Urbanisme

Fiche
Pratique
N°1
Mars 2006

Le Contenu du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est l'une des pièces constitutives du dossier de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le PADD expose le projet d'urbanisme de la commune ou de l'ensemble des communes concernées si le PLU est intercommunal.

C'est un **document simple et concis**, donnant une information claire aux citoyens et habitants sur le projet communal.

Le PADD **n'est pas directement opposable aux permis de construire** ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement et les orientations d'aménagement (qui eux sont opposables) doivent être cohérents avec lui.

Ainsi, le PADD permet :

- un débat clair au sein du Conseil Municipal (qui doit avoir lieu au minimum 2 mois avant l'arrêt du projet de PLU);
- un contrôle par la population sur les engagements des élus, clairement énoncés.

Le PADD fixe la **limite essentielle entre la révision et la modification**.

En effet, la modification constitue le cas courant. Si l'on réduit une zone N (Naturelle), A (Agricole) ou un EBC (Espace boisé classé), et lorsqu'il est porté atteinte à l'économie générale du PADD, le PLU doit être mis en révision.

3.1.2 – Les grandes orientations d'aménagement et d'urbanisme

- L'application du P.L.U et la réalisation du P.A.D.D doivent permettre à la commune de mieux affirmer son projet urbain. Elles ont l'occasion de traduire les ambitions des élus et d'intégrer dans la réflexion les attentes de la population. Le PADD (débat au sein du conseil municipal le 2023), a permis de faire émerger **les objectifs suivants**, dans le contexte de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 :

Axe 1 - Permettre un développement urbain maîtrisé, en accord avec les objectifs communaux.

1. L'aménagement de l'espace : affirmer le caractère rural de Sainte-Colombe, tout en confortant le cadre de vie actuel.

Moyens :

- Préserver les caractéristiques architecturales et paysagères du centre-village (valorisation du centre-bourg).
- Aménager des circulations douces sécurisées (piétons et cyclistes).
- Conserver et aménager les zones vertes et humides du territoire communal.

→ Justifications du choix de l'objectif : La Commune souhaite conserver le caractère verdoyant du territoire, le paysage construit étant caractérisé par une forte densité végétale, imbriquée dans le bâti (y compris dans ses parties anciennes). La dispersion du site construit *en archipel* nécessite toutefois d'aménager des circulations douces entre les différentes parties du village.

2. L'habitat et la démographie : Poursuivre une croissance démographique maîtrisée, dans une perspective d'équilibre démographique, cohérente avec la capacité des équipements actuels.

Moyens :

- Permettre une croissance démographique de **~ 275 habitants entre 2020 et 2030 (objectif démographique : 2.100 habitants)**.
- Favoriser le renouvellement et le rajeunissement de la population (dans une perspective d'équilibre démographique).
- Diversifier le parc de logements, dans le respect des caractéristiques de la demande.
- Réguler le développement démographique en fonction de la capacité des équipements.
- Lutter contre la vacance et l'insalubrité. Permettre la réhabilitation et la division du bâti ancien, sa transformation en logements ou gîtes.

→ Justifications du choix de l'objectif : La Commune présente une tendance au vieillissement. La Municipalité souhaite ainsi diversifier l'offre de logements, notamment à travers la réalisation des zones 1AU.

3. La maîtrise de la consommation d'espaces : Limiter la consommation de surfaces agricoles et naturelles **à 1,40 ha à l'horizon 2030**.

Moyens :

- Permettre une densification maîtrisée du tissu bâti.
- Favoriser la réhabilitation d'anciens logements vacants, pouvant accueillir une nouvelle population sans consommation de foncier.
- Remplir les "dents creuses" du cœur urbain de l'agglomération.

→ Justifications du choix de l'objectif : La Commune peut équilibrer son développement urbain, entre des opérations programmées dans les zones 1AU, pour lesquelles une diversité d'offre de logements sera plus facilement maîtrisable, et une densification au fil de l'eau, qui s'effectuera principalement sous la forme de logements individuels. Une certaine consommation d'espaces est donc nécessaire.

Axe 2 - Améliorer le cadre de vie actuel des Saint-Colombinois.

1. Les équipements : Adapter l'offre en équipements aux besoins futurs.

Moyens :

- Prendre la capacité actuelle de la voirie et des réseaux comme facteur limitant de l'urbanisation.
- Inscrire des emplacements réservés et (ou) des servitudes concernant les équipements et réseaux.
- Maintenir et développer l'offre de services publics, de locaux associatifs et de services.
- Réfection des trottoirs et des routes, sur les voies communales et les traversées des routes départementales.

→ Justifications du choix de l'objectif : La Commune devra accompagner son développement démographique par une mise à niveau des équipements, principalement en voirie et réseaux divers. Le principe retenu est celui d'une absence d'incidence (ou d'une forte réduction) de cette amélioration des équipements, sur le budget communal, à travers des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou des périmètres de taxe d'aménagement majorée.

2. L'urbanisme et les paysages : réhabilitation des édifices religieux, protection des bâtiments et lieux remarquables.

Moyens :

- Conserver une certaine harmonie dans les différents hameaux, tout en évitant l'uniformisation.
- Conserver les principaux traits architecturaux (caractéristiques des ouvertures, couleur des façades ou de la couverture ...).
- Atténuer les nuisances dans les futures zones d'habitat (liées au bruit de la circulation).
- Identifier les édifices et lieux remarquables, au titre de la loi Paysage (y compris les fermes, les arbres et les perspectives).
- Interdire les dépôts de matériaux, affouillements et exhaussement des sols.
- Protéger les parties boisées et les cônes de vues remarquables.

→ Justifications du choix de l'objectif : La volonté de la Commune est de maintenir l'attractivité du territoire, qui réside essentiellement dans son cadre rural bien préservé, dans la végétation qui agrmente le bourg, dans les éléments faisant partie du patrimoine historique local, dans l'homogénéité du style architectural traditionnel. C'est pour cette raison qu'un objectif de préservation de ces atouts a été exprimé dans le PLU.

3. Espaces naturels, agricoles et forestiers : Préserver et mettre en valeur tous les éléments de la trame verte et bleue.

Moyens :

- Protéger les espaces forestiers et la trame bleue, jusqu'à l'échelle des arbres isolés et des mares.
- Mettre en valeur les bords de la Voulzie, acter la protection de Close-Barbe, préserver les espaces publics du centre bourg.
- Identifier les zones humides présentes dans le territoire et les protéger.
- Préserver les massifs boisés et autres trames végétales, via le classement en Espaces Boisés Classés ou en espaces paysagers protégés.

→ Justifications du choix de l'objectif : La volonté de la Commune est d'appuyer son objectif qualitatif par une protection réglementaire de la *trame verte et bleue* du territoire.

Axe 3 - Augmenter l'attractivité du territoire et diversifier le développement économique.

1. Les transports et les déplacements : Améliorer et sécuriser les conditions de circulation pour tous les usagers. Proposer des solutions alternatives à la voiture individuelle et développer les modes de circulation doux.

Moyens :

- Réaliser l'étude d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE).
- Améliorer les conditions de déplacements piétonniers et cyclables et développer les voies de circulation douce.
- Développer le Transport A la Demande sur le territoire communal.
- Limiter, voire supprimer, les problèmes de stationnement riverain.

→ Justifications du choix de l'objectif : Les conditions de déplacements dans le village doivent être améliorées sur trois points :

- discipliner le stationnement riverain,
- réduire la vitesse sur axes linéaires,
- faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite et des personnes dépendantes des transports en commun.

2. Les réseaux d'énergie et la communication numérique : Promouvoir et favoriser le développement de bâtiments présentant de bonnes performances énergétiques. Améliorer les communications numériques.

Moyens :

- Favoriser, dans les nouvelles opérations, la construction de bâtiments présentant de bonnes performances énergétiques.
- Imposer l'enfouissement des réseaux dans les nouvelles opérations.
- Favoriser le développement des énergies renouvelables sur le territoire, tout en prenant en compte l'impact paysager.
- L'amélioration de la performance pour Internet est programmée à l'horizon 2020.

→ Justifications du choix de l'objectif : Les programmes qui concernent les zones 1AU seront conduits dans le respect d'une minoration de l'empreinte énergétique, mais en tenant compte du caractère initial du site construit, marqué par une architecture de longères depuis le XVIII^e siècle.

3. Le développement économique, commercial et les loisirs : Développer et diversifier le tissu économique local.

Moyens :

- Favoriser la réaffectation des bâtiments agricoles (changements de destination des bâtiments désaffectés).
- Permettre l'installation d'activités économiques, commerciales et touristiques dans les zones urbanisées.
- En particulier : favoriser l'implantation de commerces de proximité dans le centre bourg.
- Interdire les nouvelles activités polluantes (bruits, rejets, odeurs, pollution thermique ou lumineuse).

→ Justifications du choix de l'objectif : L'activité industrielle de la commune représente l'une de ses caractéristiques historiques, avec l'implantation de Moulins (Moulins des Bruyères, de l'Isles, de Pont Benoist, de Beaujard) et avec l'extraction d'argiles, puis avec des activités manufacturières.

*

*

*

3.2 – JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS vis-à-vis des textes de référence

3.2.1 Les espaces naturels et le paysage

La proposition de zonage a été établie à partir des données du « Géoportail » de l'IGN, sur une base faisant apparaître à la fois le cadastre et l'occupation du sol. Les forêts, déjà protégées dans le PLU initial, ont été classées au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme (ex article L130-1) et en outre reclassés en zone N (protégée). Les principaux boisements de la plaine agricole ont également été classés en EBC.

Deux possibilités s'offrent aux communes pour protéger les bois :

- **L'article L. 113-1 du Code de l'Urbanisme**

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

- **L'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme**

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Le classement (« EBC ») au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme a pour effet de soumettre à autorisation les coupes et abattages et d'interdire tout défrichement. C'est donc une protection dure, puisqu'elle fige l'état boisé d'une parcelle. En revanche, elle ne permet pas de gérer la nature des essences cultivées ou replantées.

L'identification au regard de l'article L151-23 du code de l'urbanisme correspond à un régime de déclaration en Mairie (identique aux déclarations de travaux). Cette protection présente moins de contraintes juridiques (et elle s'avère de ce fait peu pertinente).

Il a été proposé de classer la plupart des boisements identifiés en zone agricole, en tant qu'espaces boisés classés (« EBC »), pour une surface qui s'élève 173,40 ha (calculés sur SIG logiciel Qgis et base cadastrale PCI vecteur). Elle était 174,31 ha dans le PLU initial.

- Les habitats naturels caractéristiques du site sont décrits comme suit, dans la documentation disponible sur Internet : "trame verte" ci-dessous, définie par l'Institut Paris Région (ex. IAU - [CE_33_villes_campagnes](#)) et le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP, en page suivante).

Carte : La trame verte détaillée de Sainte-Colombe – Source : IAU IdF. Echelle : 1/40.000



Strate arborée

- Arbre ou bouquet d'arbres
- Alignement d'arbres
- Forêt de conifères
- Forêt mélangée
- Forêt de feuillus
- Bois de parcs ou jardins
- Ensemble d'arbres, allée continue, berme importante avec arbres plantés, haie arborescente, haie ornementale dense ou bouquet important d'arbres
- Peupleraie
- Verger, pépinière, fruits à coque
- Surface engazonnée des parcs et jardins avec arbres

Strate arbustive

- Arbuste, bouquet d'arbustes ou buisson isolé
- Alignement de ligneux bas
- Berme avec embuissonnement spontané, berme avec ligneux bas plantés, haie de ligneux bas, ligneux bas ou berme avec embuissonnement spontané
- Haie réalisée pour le petit gibier de plaine
- Surface engazonnée des parcs et jardins avec arbustes
- Lande et broussaille

Strate herbacée

- Prairie, prairie naturelle, berme prairiale, pelouse, pâturage naturel, bande herbeuse, autre surface en herbe ou engazonnée
- Végétation clairsemée
- Chemin enherbé

Trame végétale humide

- Ripisylve arborée, ripisylve de ligneux bas ou bande herbeuse ripicole
- Ripisylve arborée continue
- Berge, tourbière, marais intérieurs
- Mare, mouillière, bassin de rétention

Qu'est-ce qu'une ripisylve ?

Une ripisylve est un boisement généralement linéaire en bord de cours d'eau ou de plan d'eau, constitué d'espèces spécialisées dans les milieux humides.

Trame agricole 2017

- Blé tendre
- Orge, autre céréale
- Colza
- Tournesol
- Autres oléagineux
- Protéagineux
- Plante à fibres, maïs en grain et ensilage ou légumineuse à grains
- Prairie, fourrage, divers ou surface gelée sans production
- Estive et lande
- Vigne
- Culture industrielle
- Légume ou fleur
- Maraîchage, horticulture
- Culture intensive sous serres
- Espace vacant, jachère faune sauvage ou friche

3.2.2 La protection des mares et des zones humides

- Plusieurs zones humides de classes A ou B sont répertoriées dans la cartographie de la DRIEAT des enveloppes d'alerte des zones humides.

Par conséquent, il a été décidé de compléter le règlement par des dispositions relatives à la préservation de ces zones (des dispositions spécifiques étant portées au règlement, lequel est complété par la cartographie ci-contre).

- Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation : la carte ci-contre identifie les zones humides de classe B (nécessitant vérification). Il n'existe pas de zones humides de classe A (avérées) dans les zones constructibles.

Les zones humides de classe A sont toutes situées en zones A ou N du PLU. Aucune ne concerne une zone constructible.

Ces zones humides, si elles concernent le terrain d'accueil d'un projet, nécessiteront donc vérification de leur caractère réellement humide ou non, et le cas échéant, le projet devra faire l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau, laquelle déterminera les mesures à mettre en œuvre (rubrique : 3.3.1.0 – article 5214-1 du code de l'Environnement) : Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1. Supérieure ou = à 1 ha (A). 2. Supérieure à 0.1 ha. mais < à 1 ha (D).

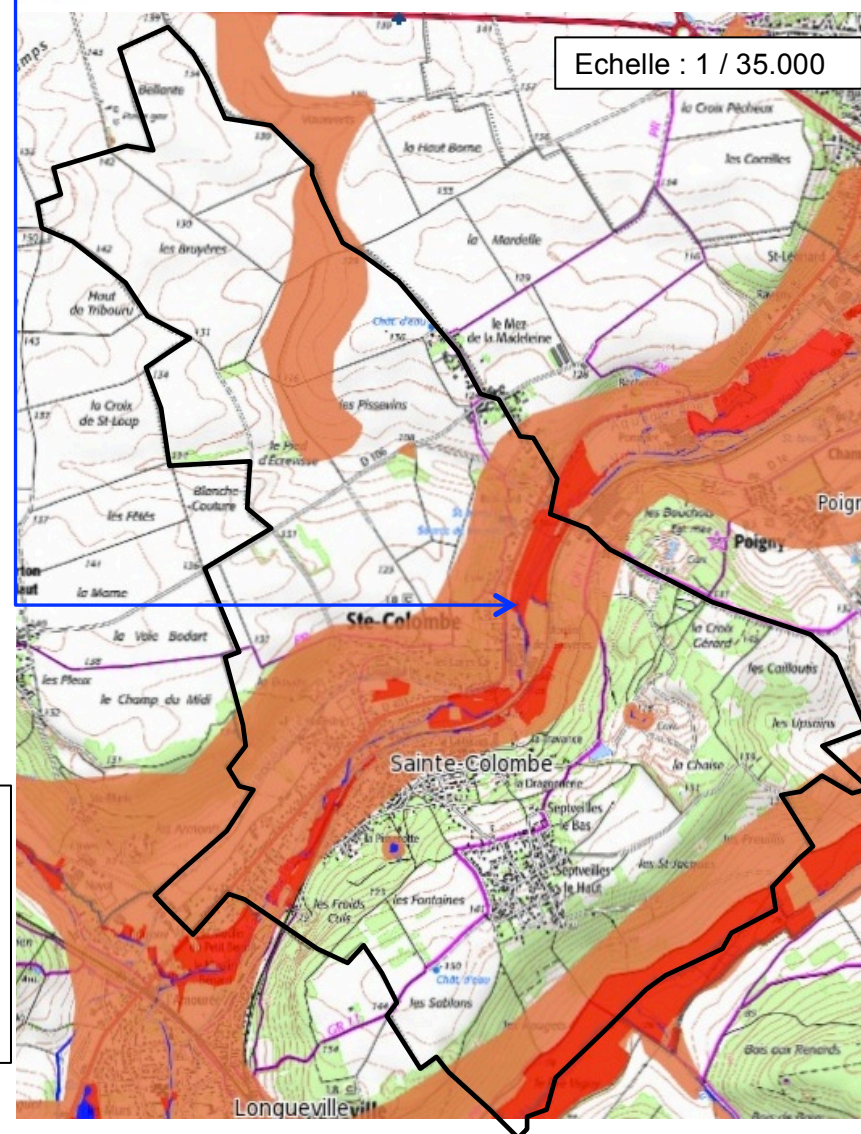
Cette vérification sera effectuée au regard des dispositions de l'arrêté du 24 juin 2008, précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

La commune est concernée par des périmètres d'enveloppes d'alerte des zones humides sur la majeure partie de son territoire (notamment dans les vallées). Ces zones sont rattachées au réseau hydrique communal, lequel recoupe la géomorphologie. Après vérification du caractère humide ou non des terrains, un régime d'autorisation spécifique s'applique à ces zones, le cas échéant, au titre de la loi sur l'Eau.

Concernant le risque de retrait-gonflement d'argile, une grande partie du territoire de Sainte-Colombe est identifié en aléa modéré à important (ci-dessous), en particulier sur les flancs de coteaux de la vallée de la Voulzie et du ru des Méances.

... Enveloppes d'alerte des zones humides (A visualiser de préférence à l'échelle limite 1/15000)

- Classe A: Zones humides avérées dont les limites peuvent être à préciser.
■ Classe B: Zones humides probables dont le caractère humide reste à vérifier et les limites à préciser
■ Classe C: Manque d'information ou faible probabilité de présence de zones humides
■ Classe D: Non humides : plan d'eau et réseau hydrographique.



Représentation selon l'écologie et la physionomie des végétations



	Système acidiphile à acidiline, mésophile à xérique
	Système neutro-acidiline à neutrocline, mésophile à xérique
	Système basiline et mésophile à xérique
	Système acidiphile à acidiline, hygrophile à mésohygrophile
	Système neutrocline à basiline, hygrophile à mésohygrophile
	Système aquatique
	Système rudéral et messicole

Végétations cartographiées

Alin : <i>Alnion incanae</i>
Arel : <i>Arrhenatherion elatioris</i>
Bafl : <i>Batrachion fluitantis</i>
CaFa : <i>Carpino betuli - Fagion sylvaticae</i>
Cose : <i>Convolvulion sepium</i>
Cydr : <i>Cynosurion cristati</i>
DaMe : <i>Dauco carotae - Melilotion albi</i>
FrQu : <i>Fraxino excelsioris - Quercion roboris</i>
RuVi : <i>Rubio ulmifolii - Viburnum lantanae</i>
SaSa : <i>Sambuco racemosae - Salicion capreae</i>
SaVi : <i>Salici cinerea - Viburnum opuli</i>

Motifs et contours

	Interprétation in-situ
	Interprétation ex-situ
	Mosaïque de végétations
	Forêts
	Plantations de feuillus
	Plantations de peupliers
	Eau libre
	Cours d'eau permanent
	Contour communal
	Contour départemental

- La Flore de SAINTE-COLOMBE peut être décrite de façon synthétique à travers les données du CBNBP (Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien). Echelle : 1/30.000

Carte du CBNBP

(<http://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/biodiversite/cartographieVegetationsIDF.jsp#5>).

- Ces cartes mettent en évidence la présence de zones de végétation à caractère humide :

- Alin : *Alnion Incanae*
- Arel : *Arrhénathérion eliatoris*
- CaFa : *Carpino betuli – Fagion sylvaticae*
- Cose : *Convolvulion sepium*
- DaMe : *Dauco carotae – Melilotion albi*
- FrQu : *Fraxino excelsioris – Quercion roboris*

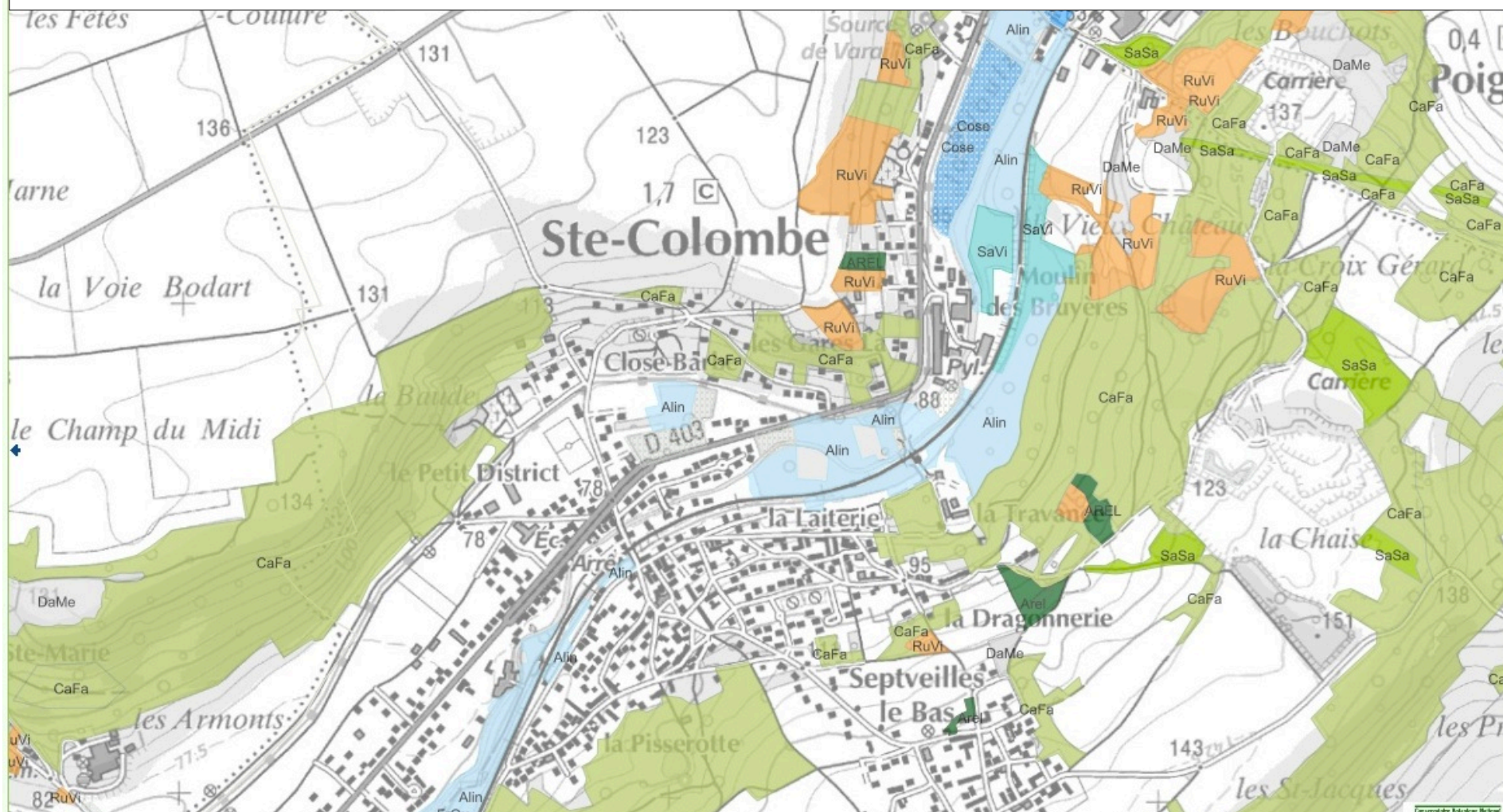
Ces zones de végétation sont décrites en page suivante.



Végétations cartographiées :	En langue vernaculaire
Alnion incanae :	Aulnaies blanches
Arrhenatheretea elatioris :	Avoine élevée
Arrhenatherion elatioris :	Communautés fauchées collinéennes à submontagnardes
Arction lappae :	Les friches de l'Arction lappae affectionnent les sols secs à frais, riches en nitrates. Elles semblent indifférentes à la nature et la texture du substrat
Berberidion vulgaris :	Communautés nord-atlantiques, subatlantiques, médioeuropéennes et supraméditerranéennes, calcicoles, xérophiles à méso-xérophiles.
Carpino betuli – Fagion sylvaticae :	Communautés planitiales à collinéennes mésohygroclines à xéroclines, acidiclinales à calcicoles.
Carpino betuli :	Association dominée par le chêne, sous climat sec à tonalité subcontinentale marquée.
Chelidonio majoris – Robinion pseudoacaciae :	Grande chélidoine et robinier faux-acacia
Convolvulion sepium :	Mégaphorbiaies eutrophiles d'eau douce (association)
Cynosurion cristati :	Prairies mésohydriques pâturées ou piétinées, mésotrophiles à eutrophiles.
Dauco carotae – Mellilotion albi :	Communautés subouvertes de hautes herbes, moins thermophiles, des substrats grossiers et souvent rapportés.
Fraxino excelsioris – Quercion roboris	Frêne commun ou frêne élevé – Chêne pédonculé
Hydrocharition morsus-ranae :	Communautés des eaux mésotrophes à méso-eutrophes, dominées par des macropleustophytes.
Potamion pectinati :	Communautés plus ou moins pionnières des eaux calmes, stagnantes à faiblement courantes, moyennement profondes (0,5 à 4 m), mésotrophes à eutrophes.
Rubo ulmifolii – Viburnion lantanae :	Fourrés arbustifs et d'arbrisseaux, basophiles, mésotrophiles, méridionaux à atlantiques, planitiales à collinéens
Salicion albae :	Communautés pionnières ou matures (cornouiller sanguin, aulne blanc).
Salici cinerea – Viburnion opuli :	Communautés des rivières à eaux courantes ou des plans d'eau stagnante.
Trifolion medii :	Communautés xéroclines à mésophiles, mésothermes.

Ecologie et physionomie des végétations :	En langue vernaculaire
Système acidiphile à acidiclinal, mésophile à xérique :	acidiphile : se dit d'une espèce ou d'une végétation qui se développe sur les sols acides, riches en silice. acidiclinal : se dit d'une espèce ou d'une végétation qui présente une légère préférence pour les sols acides. Mésophile : Organisme dont la croissance est optimale sous une température comprise entre 20 à 45 °C. Xérique : Milieu caractérisé par une aridité persistante.
Système neutro-acidiclinal à neutrophile, mésophile à xérique :	Acidiclinal : une espèce ou une végétation acidiclinal se développe sur un milieu au Ph < 7. Neutrophile: qualifie les végétaux qui se développent dans des conditions de pH voisines de la neutralité.
Système basiclinal et mésophile à xérique :	Basiclinal : Un organisme basiclinal préfère un environnement basophile mais sans que cela soit une règle stricte.
Système acidiphile à acidiclinal, hygrophile à mésohygrophile :	En géobotanique, mésohygrophile se dit d'un milieu humide durant seulement une partie de l'année ou qualifie un organisme dont les exigences en eau au cours de son développement sont plus élevées que celles d'un organisme mésohydrique mais moins élevées que celles d'un organisme hygrophile.
Système neutrophile à basiclinal, hygrophile à mésohygrophile :	Voir ci-dessus par lecture combinée.
Système aquatique :	-
Système rudéral à messicole :	Rudéral : Qui croît parmi les décombres. Messicoles : plantes associées aux moissons

- Depuis sa création en 1994, le CBNBP collabore avec le Conseil régional d'Ile-de-France dans le cadre de sa mission d'amélioration des connaissances sur la flore et les végétations naturelles, pour une meilleure prise en compte des enjeux de conservation du patrimoine naturel de cette région. La cartographie des végétations franciliennes intègre ainsi pleinement le cadre de cette mission. **Echelle 1 / 12.500 è.**



- La cartographie des végétations d'Ile-de-France est fondée sur la méthode phytosociologique sigmatiste. La phytosociologie ordonne les communautés végétales de façon hiérarchisée dans une typologie emboîtée. Le syntaxon est, dans cette classification, le nom donné aux unités de rang quelconque (association, alliance, ordre, classe). Les niveaux supérieurs (classes, ordres) correspondent à de grands types de végétations présentant des caractéristiques communes à une échelle large (européenne, région biogéographique...). Les niveaux inférieurs (alliances et associations) correspondent à des groupements végétaux de répartition généralement plus réduite et d'écologie plus précise. L'association constitue l'unité de base du synsystème, de la même façon que l'espèce constitue l'unité de base de la classification taxonomique botanique.

3.2.3 Compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbain d'Ile-de-France (PDUIF)

Le P.L.U doit être compatible avec le PDUIF (article L.131-4 du code de l'urbanisme) approuvé le 19 juin 2014. Il s'agit d'un document de planification et de programmation qui définit les principes d'organisation des déplacements de personnes et du transport des marchandises, de la circulation et du stationnement. Ce plan intègre également des questions d'aménagement, indissociables des problématiques de transport.

Actions du PDUIF concernant le PLU	Enjeux pris en compte dans le projet du PLU
Agir sur les formes urbaines, l'aménagement et l'espace public.	<ul style="list-style-type: none"> - Le PLU permet de réduire les distances entre logements, emplois et services, en priorisant la densification des sites construits. - Le P.L.U prévoit la prise en compte des enjeux des déplacements doux et de la sécurité routière dans les futurs projets d'aménagement (objectif du PADD).
Agir sur les conditions d'usage de l'automobile.	<ul style="list-style-type: none"> • Dans son PADD, la Municipalité exprime ses objectifs en la matière : - Prendre en compte l'étude du plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE). - Améliorer les conditions de déplacements piétons, de stationnement, et cyclables et développer les voies de circulation douce. - Développer le Transport A la Demande sur le territoire communal. - Limiter, voire supprimer, les problèmes de stationnement riverain. - Favoriser, d'une façon générale, le développement des Transports en Commun (malgré sa position en dehors des points de convergence).
Rendre les transports collectifs plus attractifs.	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des transports alternatifs (TAD, covoiturage,...) dans les territoires les moins bien desservis. - Améliorer la sécurité routière en entrée de village (objectif du PADD).
Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo.	
Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacements.	<ul style="list-style-type: none"> - Le P.L.U prévoit la prise en compte des enjeux des déplacements doux (piétons et vélos) dans les futurs projets d'aménagement, et prévoit des dispositions pour le stationnement des vélos (dans le règlement).
Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo.	
Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacements.	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'accessibilité dans la rue pour les PMR (personnes à mobilité réduite), à travers l'étude d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.
Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des transports alternatifs (objectif du PADD).

Les règles de stationnement des véhicules automobiles (limiter l'obligation de parkings dans l'habitat à 1,5 fois le taux de motorisation actuel) et des vélos et l'obligation de mise en place de dispositifs de recharge pour les voitures électriques et les voitures hybrides rechargeables, sont modifiées dans le règlement pour les rendre conformes au PDUIF.

détail calcul du taux motorisation	année 2014
nombre de ménages	703
1 voiture (41,8 %)	294
2 voitures et plus (49,1% x2)	690
Total théorique nombre voitures	984
Taux de motorisation moyen	1,40
Facteur défini par le SDRIF	1,5
Norme applicable	2,10

3.2.4 Compatibilité avec le SDAGE

La commune est concernée par le **SDAGE Seine-Normandie 2022 - 2027**. Son PLU doit ainsi être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

- **Les orientations fondamentales et dispositions du SDAGE**

- Il s'agit des grands principes d'actions sur lesquels les usagers se mettent d'accord pour répondre aux enjeux du bassin qui ont été soumis à la consultation du public en 2018-2019. Elles confèrent au SDAGE sa portée juridique dans la mesure où les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le SDAGE.

Le SDAGE 2022-2027 est organisé en 5 orientations fondamentales, 28 orientations et 123 dispositions. Les 4 premières orientations fondamentales sont structurées par les questions importantes soumises à la consultation du public et les pressions qui s'exercent sur les milieux et ressources. L'orientation fondamentale 5 aborde les enjeux spécifiques de la mer et du littoral. Les questions de gouvernance sont abordées de manière transversale dans chaque orientation. L'adaptation au changement climatique est également intégrée de manière transversale dans toutes les orientations, à partir de la stratégie de bassin adoptée en 2016.

- Orientation fondamentale 1 : Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée :

- ↳ Orientation 1.1 Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement

- ↳ Orientation 1.2 Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état

- ↳ Orientation 1.3 Éviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation

- ↳ Orientation 1.4 Restaurer les fonctionnalités de milieux humides en tête de bassin versant et dans le lit majeur, et restaurer les rivières dans leur profil d'équilibre en fond de vallée et en connexion avec le lit majeur

- ↳ Orientation 1.5 Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques

- ↳ Orientation 1.6 Restaurer les populations des poissons migrateurs amphihalins du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands

- ↳ Orientation 1.7 Structurer la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

- Orientation fondamentale 2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable :

- ↳ Orientation 2.1 Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés

- ↳ Orientation 2.2 Améliorer l'information des acteurs et du public sur la qualité de l'eau distribuée et sur les actions de protection de captage

- ↳ Orientation 2.3 Adopter une politique ambitieuse de réduction des pollutions diffuses sur l'ensemble du territoire du bassin

- ↳ Orientation 2.4 Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses.

- Orientation fondamentale 3 : Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles :

- ↳ Orientation 3.1 Réduire les pollutions à la source

- ↳ Orientation 3.2 Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu

- ↳ Orientation 3.3 Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux
- ↳ Orientation 3.4 Réussir la transition énergétique et écologique des systèmes d'assainissement.
- Orientation fondamentale 4 : Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique :
 - ↳ Orientation 4.1 Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques
 - ↳ Orientation 4.2 Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients
 - ↳ Orientation 4.3 Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau
 - ↳ Orientation 4.4 Garantir un équilibre pérenne entre ressources en eau et demandes
 - ↳ Orientation 4.5 Définir les modalités de création de retenues et de gestion des prélèvements associés à leur remplissage, et de réutilisation des eaux usées
 - ↳ Orientation 4.6 Assurer une gestion spécifique dans les zones de répartition des eaux
 - ↳ Orientation 4.7 Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future
 - ↳ Orientation 4.8 Anticiper et gérer les crises sécheresse.
- Orientation fondamentale 5 : Protéger et restaurer la mer et le littoral :
 - ↳ Orientation 5.1 Réduire les apports de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine
 - ↳ Orientation 5.2 Réduire les rejets directs de micro polluants en mer
 - ↳ Orientation 5.3 Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (de baignade, conchylicoles et de pêche à pied)
 - ↳ Orientation 5.4 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité
 - ↳ Orientation 5.5 Promouvoir une gestion résiliente de la bande côtière face au changement climatique.

Les orientations fondamentales et les dispositions sont présentées plus en détail dans le chapitre 7 relatif à l'explication des choix et en annexe au présent rapport.

- **Le programme de mesures**

Le programme de mesures est le volet opérationnel du SDAGE. Il identifie, pour chaque masse d'eau, les mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs environnementaux fixés par le SDAGE, en tenant compte de l'ampleur des efforts à produire, des capacités financières et des conditions d'organisation des acteurs et des réalités de terrain.

La définition des mesures permettant d'atteindre le bon état répond aux risques de non atteinte identifiés dans l'état des lieux : amélioration des rejets d'assainissement, de la gestion des eaux pluviales et éventuellement de l'assainissement industriel pour le risque macro-polluants et micropolluants ponctuels, travaux de restauration de rivières pour le risque hydro-morphologie, développement de l'agro-écologie sur les bassins des masses d'eau de surface ou souterraines présentant des risques sur les pesticides et/ou les nitrates ou le phosphore diffus...

Deux catégories de mesures sont distinguées :

- ↳ les mesures de base répondent aux exigences minimales découlant de l'application des directives européennes ou de la réglementation de base nationale,
- ↳ les mesures complémentaires sont mises en œuvre en fonction des enjeux locaux, de façon incitative ou obligatoire pour lever des pressions qui sont à l'origine du risque de non-atteinte des objectifs environnementaux.

Ce sont des mesures d'ordre technique ponctuelles, des mesures de programmation locale d'un ensemble de mesures d'ordre technique, des mesures d'ordre législatif et réglementaire, des mesures de contrôle de l'application de la réglementation, des mesures d'ordre économique et fiscal, des mesures de gouvernance et organisationnelles, des mesures d'amélioration de la connaissance, des mesures de formation et d'animation.

En préalable à l'élaboration du programme de mesures, le coût financier d'un programme permettant en théorie d'atteindre le bon état ou le bon potentiel de toutes les masses d'eau du bassin a été évalué en grande masse à 13 milliards d'euros d'investissement sur 6 ans (les coûts de fonctionnement, dont l'animation, n'étant pas pris en compte).

Dans un second temps, la méthode de priorisation évoquée plus haut, basée sur la distance au bon état et le niveau de difficulté des mesures à mettre en œuvre, a permis d'établir le coût d'investissement pour atteindre les objectifs fixés dans le SDAGE 2022-2027 à environ 6,2 milliards d'euros, soit un montant équivalent à celui du programme de mesures 2016-2021, mais avec une répartition différente. Une ambition plus forte est prévue pour les domaines de l'agriculture, des milieux, du pluvial et de la sobriété en eau, en cohérence avec les risques identifiés à 2027 dans le cadre de l'état des lieux de 2019 et pour améliorer la résilience des territoires en vue des changements climatiques.

Concernant la gestion des eaux pluviales, on peut envisager, dans tous les cas compte tenu de la faible densité bâtie de SAINTE-COLOMBE, une gestion des eaux pluviales "à la parcelle", pour les eaux de toiture et de ruissellement privatives. Ceci réduira d'autant les apports bruts sur le réseau public des eaux pluviales, en cas de séquence orageuse : celui-ci ne collectera que les eaux de ruissellement des espaces publics (voirie, parking). Cette solution permet aussi de limiter l'assèchement des sols et les mouvements de retrait-gonflement d'argile.

Orientations fondamentales concernant la commune	Enjeux pris en compte dans le projet du PLU
Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) et palliatives (maîtrise de la collecte et des rejets).	<ul style="list-style-type: none"> - Le règlement de chaque zone impose le traitement des eaux pluviales « à la parcelle » et un rejet inférieur ou égal à celui constaté avant l'aménagement. - Le faible coefficient d'emprise au sol va aussi permettre de réguler les apports d'eaux pluviales par une infiltration à la parcelle.
Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques.	<ul style="list-style-type: none"> - La majorité de la trame végétale (haies, bosquets, ...) est protégée par un classement en zone N et/ou au titre de l'EBC (espace boisé classé).
Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Les mares sont identifiées au plan de zonage afin de garantir leur préservation. - Les zones humides répertoriées par le SAGE, sont protégées par le règlement. - Le règlement de chaque zone concernée rappelle la présence de zones humides avérée ou potentielle et renvoie à l'application de la loi sur l'Eau.
Mettre fin à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	<ul style="list-style-type: none"> - Les zones humides fonctionnelles répertoriées par le SAGE, sont protégées par le règlement. - Le règlement de chaque zone concernée rappelle la présence de zones humides avérée ou potentielle et renvoie à l'application de la loi sur l'Eau.
Lutter contre la faune et la flore invasive et exotique	<ul style="list-style-type: none"> - Le règlement de toutes les zones interdit la plantation d'espèces invasives et recommande la plantation d'essence locale.
Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation	<ul style="list-style-type: none"> - Le règlement de chaque zone impose le traitement des eaux pluviales « à la parcelle » et un rejet inférieur ou égal à celui constaté avant l'aménagement. - Le faible coefficient d'emprise au sol va aussi permettre de réguler les apports d'eaux pluviales par une infiltration à la parcelle.

- Par ailleurs, et conformément aux cartographies de la DRIEAT, les pré-localisations de zones humides sont reprises en "prescriptions surfaciques" dans le zonage, pour 38,81 hectares.
- **Compatibilité avec le PGRI.**

En l'absence de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), le PLU doit être compatible avec les objectifs et l'ensemble des dispositions du Plan de Gestion des Risques d'Inondation.

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie, initié par une Directive européenne, dite « Directive Inondation » dont les objectifs ont été repris dans la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II). Le préfet coordonnateur de bassin a approuvé le PGRI par arrêté du 7 décembre 2015.

Objectif du PGRI concernant la commune	Enjeux pris en compte dans le projet du PLU
Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées	<ul style="list-style-type: none"> - L'article 8 du règlement de chaque zone impose le traitement des eaux pluviales « à la parcelle » et un rejet inférieur ou égal à celui constaté avant l'aménagement. - Le coefficient de non imperméabilisation va aussi permettre de réguler les apports d'eaux pluviales par une infiltration à la parcelle.
Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement	<ul style="list-style-type: none"> - L'article 8 du règlement de chaque zone impose le traitement des eaux pluviales « à la parcelle » et un rejet inférieur ou égal à celui constaté avant l'aménagement. Le coefficient de non imperméabilisation va aussi permettre de réguler les apports d'eaux pluviales par une infiltration à la parcelle.
Protéger les zones humides pour prévenir les inondations fréquentes	<ul style="list-style-type: none"> - Le règlement de chaque zone concernée rappelle la présence de zones humides avérée ou potentielle et renvoie à l'application de la loi sur l'Eau.

*

*

*

- SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

- En cours d'étude (projet de SAGE Bassée-Voulzie).

- GESTION DES ZONES HUMIDES :

Le PLU a identifié des *zones humides à enjeux prioritaire*, pour la commune de Sainte-Colombe (carte ci-contre, Seine-et-Marne Environnement).

Le plan de zonage a donc délimité des secteurs spécifiques, pour ce qui est des terrains humides. Par ailleurs, les mares et plans d'eau sont protégés par le règlement.

- Le P.L.U édicte notamment les dispositions suivantes :

- « Les mares et plans d'eau existants à la date d'approbation du présent P.L.U sont protégés au titre du présent règlement, quelle que soit leur localisation (en zone urbaine ou en zone naturelle). Le remblaiement des mares et plans d'eau identifiés sur les documents graphiques (pièces n° 3) est donc interdit. »

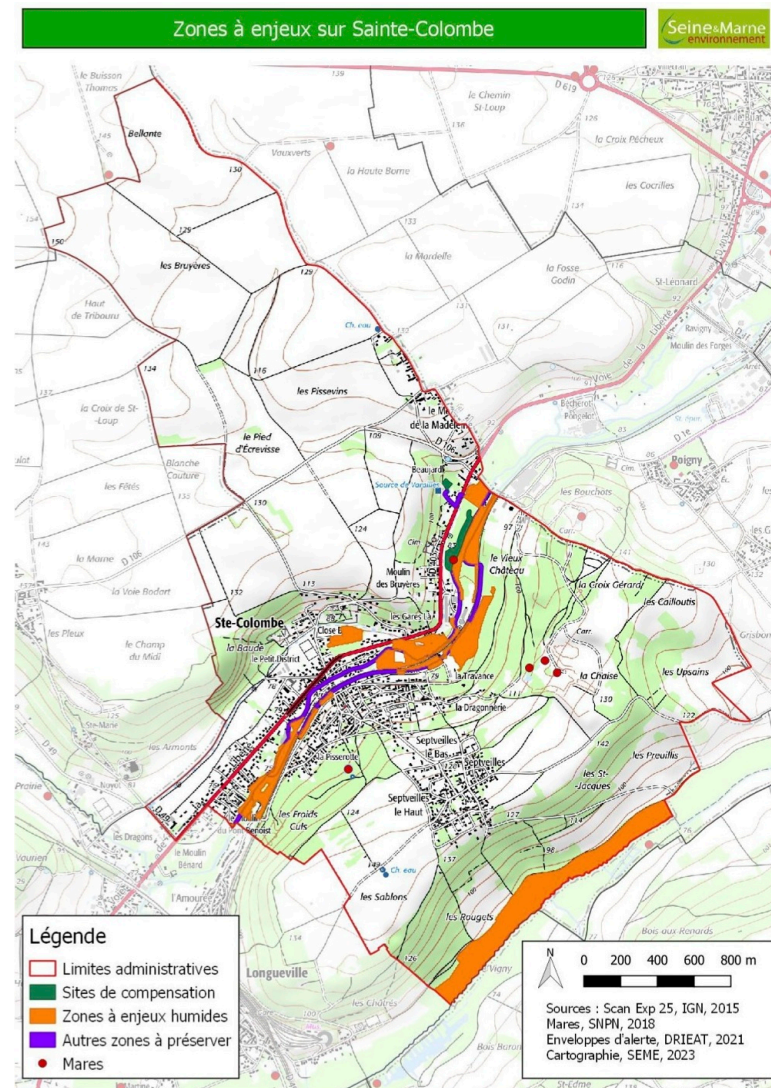
- « Les mares, noues et fossés seront conservés et entretenus, au regard de leur rôle régulateur sur le plan hydrologique. Leur création est recommandée. »

- Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.

- SCHEMA REGIONAL DE L'HABITAT ET DE L'HEBERGEMENT

Sainte-Colombe représente 5 % de la population de la CC du Provinois (100 x 1.800 / 35.000 habitants), assujettie à la construction d'au moins 100 logements par an, dont 5 logements sociaux. Le plan local d'urbanisme prévoit de rendre possible la construction de 9 à 10 logements par an, en moyenne, de 2014 à 2030, soit 10 % du total. Le règlement, en fixant une taille minimale des logements assez basse (40 m²), permet en outre une offre de logements diversifiée.

De plus, les Orientations d'Aménagement et de Programmation des secteurs 1AUb et 1AUc sont spécialement affectés à des logements spécifiques pour personnes âgées. Le plan local d'urbanisme est donc compatible avec le SRHH du 20 décembre 2017.



3.2.5 Prise en compte du SRCE

La Commune est concernée par le SRCE d'Ile-de-France. Ce document met en avant certains objectifs concernant le territoire :

Carte des objectifs, dans la commune de SAINTE-COLOMBE, on constate :

- un corridor des milieux calcaires à restaurer ;
- des corridors de la sous trame arborée à préserver ;
- un corridor alluvial multitrames en contexte urbain à préserver : la Voulzie ;
- des obstacles de la sous-trame bleue à traiter d'ici 2017 ;
- des milieux humides à préserver : les abords du ru des Méances.

• Traduction dans le PLU :

- la zone A (agricole protégée) représente 429,62 hectares, soit 52,73 % de la superficie communale ;
- la zone N (naturelle protégée) représente 236,41 hectares, soit 29,0 % de la superficie communale.
- la commune comporte aussi, dans cette zone, des sous-secteurs d'espaces naturels protégés, avec 38,81 hectares de secteur Nzh, si l'on exclut le secteur Nca des carrières (32,74 hectares).

Au total, le PLU révisé de SAINTE-COLOMBE identifie 666 hectares de zones protégées, soit 81,76 % de la superficie communale.

La trame verte est aussi protégée à travers principalement les protections d'espaces boisés classés, pour une superficie de 174,82 hectares.

En outre, les cours d'eau sont protégés par une bande inconstructible de 6 mètres de part et d'autre de leur berge.

*

* *



3.1 Les espaces naturels et le paysage

La proposition de zonage a été établie à partir des données du « Géoportail » de l'IGN, sur une base faisant apparaître à la fois le cadastre et l'occupation du sol. Les forêts, déjà protégées dans le PLU initial, ont été classées au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme et en outre reclassés en zone N (protégée). Les principaux boisements de la plaine agricole ont également été classés en EBC.

Deux possibilités s'offrent aux communes pour protéger les bois :

- **L'article L. 113-1 du Code de l'Urbanisme**

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

- **L'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme**

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Le classement (« EBC ») au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme a pour effet de soumettre à autorisation les coupes et abattages et d'interdire tout défrichement. C'est donc une protection dure, puisqu'elle fige l'état boisé d'une parcelle. En revanche, elle ne permet pas de gérer la nature des essences cultivées ou replantées.

L'identification au regard de l'article L151-23 du code de l'urbanisme correspond à un régime de déclaration en Mairie (identique aux déclarations de travaux). Cette protection présente moins de contraintes juridiques (et elle s'avère de ce fait peu pertinente).

Il a été proposé de classer la plupart des boisements identifiés en zone naturelle, en tant qu'espaces boisés classés (« EBC »), pour une surface qui s'élève à 174,82 hectares, et en tant qu'espaces paysagers pour 2,46 hectares.

★

★

★

3.2 La protection du patrimoine bâti

- Le patrimoine bâti de Sainte-Colombe et la présence de nombreuses bâtisses agricoles retracent l'histoire du bourg et son lien évident avec la terre.

Le petit patrimoine de Sainte-Colombe, ou patrimoine vernaculaire, n'est pas très important mais il est digne d'intérêt. Outre la présence de l'église datant du XIIe, de la léproserie médiévale de Close-Barbe (XIIe) et de l'ancien prieuré du Mez-de-la-Madeleine (Xe), on recense un certain nombre d'éléments retraçant l'histoire de la commune.

Les rives de la Voulzie font également partie du patrimoine communal et doivent bénéficier d'une attention particulière pour maintenir leur qualités paysagères, voire développer leur intérêt touristique.

Toutefois, il est à noter la quasi absence sur le territoire de calvaires, de puits ... visibles depuis l'espace public. Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte une partie de ce patrimoine et en assure la pérennité.

Il existe également un certain nombre de bâtiments inutilisés aujourd'hui. Initialement vouées à un usage essentiellement agricole, ces constructions présentent un intérêt patrimonial et architectural non négligeable.

Afin de les préserver, la commune compte autoriser leur changement de destination et leur réhabilitation en logements. Ainsi, elle préservera son patrimoine bâti tout en créant des logements sans consommation de foncier.

Un élément du petit patrimoine a été identifié au titre de l'article L151-19 et bénéficie d'une protection visant à assurer sa pérennité. Il s'agit du puits présent à Septville-le-Haut, Rue des Sablons.

Source : rapport de présentation du PLU initial.



3.2.6 Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Provinois

- Le DOO⁷, document de planification et d'orientation pour le développement du Grand Provinois, n'a pas vocation à définir des programmes d'actions pour chacune des politiques publiques. Il constitue **le volet prescriptif du SCoT qui s'impose notamment aux documents d'urbanisme locaux (cartes communales, PLU, PLU intercommunal)**. Ceux-ci devront être compatibles avec les orientations d'aménagement présentées dans ce document sous la forme de prescriptions.

- **Notion de compatibilité : le document inférieur ne doit pas avoir pour effet d'empêcher l'application du document supérieur. Les documents d'urbanisme locaux qui contiendraient des dispositions contraires aux orientations du SCoT devront être revus et mis en compatibilité avec le SCoT⁸ à compter de l'approbation du SCoT par le Comité syndical du SMEP du Grand Provinois.**

- Le présent Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) comporte des dispositions de natures différentes :

- **PRESCRIPTION :**

Les prescriptions indiquées dans ce document sont des règles d'urbanisme de portée juridique qui s'imposent aux documents d'urbanisme de norme inférieure dont les PLUi, PLU et cartes communales.

- **RECOMMANDATION**

Les recommandations indiquées dans ce document complètent les prescriptions par des éléments de conseil qui n'ont pas de portée juridique dans le DOO, notamment en raison de l'absence d'une compétence directe du SCoT sur le thème concerné (par exemple, dans le domaine des transports collectifs...). Les recommandations sont également utilisées pour apporter des éléments d'information supplémentaires (mesures d'accompagnement, outils mobilisables...) qui enrichissent le projet.

*

* *

⁷ Document d'Orientations et d'Objectifs.

⁸ L 131-6 du code de l'urbanisme : *Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L 131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :*

1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ; (...) »

PRESCRIPTION OU ORIENTATION	Justification de la compatibilité du PLU de Sainte-Colombe
<p>1 LES ORIENTATIONS PAYSAGERES</p> <p>1.1 Créer une Trame Paysagère</p> <p><u>PRESCRIPTION 1</u> : Les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU, cartes communales) devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers en lien avec la Trame Verte et Bleue ; - identifier les éléments de patrimoine bâtis et naturels à protéger participant à la qualité paysagère, aux identités du territoire du Grand Provinois et à l'intérêt touristique ; - préserver les paysages emblématiques du Grand Provinois et promouvoir un urbanisme de qualité ; - associer les espaces de liaisons (itinéraires doux, réseau hydraulique, grandes infrastructures) à la valorisation de la Trame Paysagère. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe protège l'ensemble des espaces naturels et agricoles, aux exceptions près des espaces d'extensions rendus nécessaires par les objectifs de développement.</p>
<p><u>PRESCRIPTION 2</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserver la lisibilité des formes urbaines et paysagères traditionnelles du Grand Provinois en évitant la dispersion de l'habitat, en limitant l'évolution des hameaux et en préconisant une urbanisation et une densité en accord avec ces éléments caractéristiques ; - prendre en compte et révéler la richesse patrimoniale des espaces urbains, péri-urbains et ruraux en s'appuyant sur la présence d'édifices patrimoniaux et de motifs paysagers qualifiant leurs abords (espaces ouverts, jardinés et/ ou cultivés, murs limitant les domaines...), ainsi que sur l'aménagement des espaces publics de proximité dans les centre-bourgs ; - prendre en compte la qualité de l'organisation pluri-centenaire de l'espace, dans la réalisation de nouveaux aménagements, notamment les extensions urbaines en inscrivant les nouveaux bâtis dans la continuité de la trame existante (parcellaire, gabarits, morphologie) et en privilégiant une stratégie foncière intégrant le maintien et/ou la création de transitions vertes ; - proposer une qualité des fronts bâtis visibles depuis les espaces ouverts par un traitement des lisières de bourgs afin de conserver des limites urbaines lisibles et franches ; - préserver la qualité paysagère formée par les mails et alignements d'entrée de ville et de village, par une gestion raisonnée des arbres et le maintien de la qualité des tracés structurant le paysage. 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - restreint l'étalement urbain, - a identifié le patrimoine local, - respecte la structure urbaine, - s'appuie sur des limites structurantes et crée des lisières bâties, - identifie et protège la trame verte urbaine.
<p>1.1.1 Préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers en lien avec la Trame Verte et Bleue</p> <p>→ Préserver les espaces composant la Trame Verte et Bleue</p> <p><u>PRESCRIPTION 3</u> : Les espaces identifiés au sein de la Trame Verte et Bleue devront être préservés au sein des documents d'urbanisme locaux. Ces espaces structurent la Trame Paysagère du Grand Provinois, caractérisent les identités paysagères du territoire (paysages de vallée, paysages de plateau...) et garantissent la richesse et la qualité de ces identités paysagères.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve la Trame Verte et Bleue, et notamment les espaces de prairies et de bois de la vallée de la Voulzie et celle du ru des Méances.</p>
<p><u>PRESCRIPTION 4</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les espaces boisés identifiés par le SDRIF 2013. - Préserver les lisières boisées : en dehors des sites urbains constitués, et à l'exclusion des bâtiments à destination agricole ou des aménagements et installations assurant la vocation multifonctionnelle de la forêt, aucune urbanisation nouvelle ne peut être implantée à moins de 50 mètres des lisières des massifs boisés de plus de 100 hectares (orientation du SDRIF 2013). 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve les bois des vallées de la Voulzie et du ru des Méances, ainsi que leurs lisières.</p>

<p>PRESCRIPTION 5 : Afin de favoriser les activités forestières locales, les documents d'urbanisme locaux devront autoriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - secteurs forestiers les constructions nécessaires aux activités sylvicoles : création et extension des bâtiments et dessertes nécessaires ; - l'installation, le stockage et le conditionnement des produits issus des activités forestières locales. <p><i>RECOMMANDATION 1 : Il est fortement recommandé de classer ces espaces boisés prioritairement en zone naturelle et forestière (zone N) lorsque le maintien de l'état arboré est nécessaire ou en les identifiant au titre du Code de l'Urbanisme comme éléments à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre écologique.</i></p> <p><i>Au sein des massifs forestiers, la mise en place de Plan Simple de Gestion⁴ (PSG) est fortement recommandée pour favoriser l'exploitation et la mobilisation de la ressource forestière locale.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'autorise pas les constructions et installations nécessaires aux activités sylvicoles dans les espaces boisés.</p>
<p>PRESCRIPTION 6 : Les documents d'urbanisme locaux veilleront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir des espaces tampons entre forêt et urbanisation. - valoriser les usages en relation avec la forêt (accessibilité, cheminements) dans le respect de son intégrité, de la faune, de la flore, mais également des statuts de propriété. <p>PRESCRIPTION 7 : Le SCoT s'appuie sur les orientations du SD-RIF 2013 pour préserver et valoriser les sites classés en espaces verts et en espaces de loisirs.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe ne préserve pas d'espaces tampons, mais c'est en raison du fait que la structure urbaine est déjà déterminée.</p> <p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par cette prescription.</p>
<p>PRESCRIPTION 8 : Le caractère exceptionnel du patrimoine architectural et urbain de Provins (classé au patrimoine mondial de l'UNESCO), doit être préservé et valorisé dans le document d'urbanisme local. Cette préservation passe notamment par l'interdiction de l'implantation d'éoliennes dans le périmètre de protection du bien UNESCO.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve le site protégé, et notamment l'interdiction des éoliennes.</p>
<p>1.1.3 Préserver et valoriser le patrimoine vernaculaire et les éléments paysagers</p> <p>PRESCRIPTION 9 : En complément de la protection des éléments naturels, agricoles, forestiers et bâtis caractéristiques du territoire et présentant un intérêt paysager, les documents d'urbanisme locaux intégreront un inventaire et une protection du patrimoine vernaculaire et des éléments paysagers (arbres isolés, alignement d'arbres, haies, parcs, cours d'eau...) caractérisant les identités paysagères du Grand Provinois. Ils identifieront les éléments patrimoniaux les plus représentatifs de l'identité paysagère du territoire, et inscriront ces éléments au zonage au titre de l'article L151-196 ou L151-23 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Ils définiront une stratégie de mise en valeur et de gestion de ces éléments au sein de la Trame Paysagère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de circulations douces entre les éléments paysagers (bâtis, naturels) identifiés. - Réflexion sur la réhabilitation/requalification de certains éléments paysagers identifiés. - Organisation du développement urbain en cohérence avec la Trame Paysagère. - Réflexion sur la création de nouveaux éléments en lien avec la Trame Paysagère existante (alignement d'arbres, haies...). <p>Pour les nouvelles constructions, les documents d'urbanisme locaux devront définir des règles d'intégration architecturale et paysagères renforcées dans certains secteurs en raison de la proximité d'éléments de patrimoine bâti caractéristiques. L'ensemble de ces prescriptions pourront faire l'objet de schémas d'aménagement d'ensemble dans les documents d'urbanisme locaux.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve la Trame Verte et a identifié les éléments remarquables du patrimoine construit.</p>

<p>RECOMMANDATION 2 : <i>Les actions de préservation et de restauration du patrimoine bâti seront poursuivies, notamment dans les centres bourgs et centres de village.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une signalétique autour de la présence des éléments de patrimoine bâti, particulièrement dans les centres urbains, et prévoir leur accessibilité. - Organiser une requalification/réhabilitation du patrimoine bâti traditionnel et améliorer sa connaissance. - Poursuivre les dynamiques de requalification des villages, notamment par des aménagements de l'espace public. - Etudier les opportunités de mise en valeur du patrimoine bâti : <ul style="list-style-type: none"> . par l'ouverture au public des éléments de patrimoine bâti aujourd'hui non accessibles ; . par l'utilisation des éléments de patrimoine bâti pour l'implantation d'équipements publics, tout en maintenant leur caractère patrimonial. - Les communes peuvent, à travers des actions de préemption par exemple, permettre la rénovation du patrimoine bâti des centre-bourgs. 	
<p>1.2 Conforter cette Trame Paysagère par une préservation des paysages emblématiques et la promotion d'un mode d'urbanisation de qualité</p> <p>1.2.1 Préserver les points de vue majeurs</p> <p>PRESCRIPTION 10 : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reporter et préciser les points de vue identifiés dans la carte de synthèse de l'axe 1, et compléter cet inventaire des points de vue majeurs dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU). - Assurer les moyens de la préservation de ces points de vue majeurs (cône de protection) : inscription graphique d'un cône de vue de protection, choix de la localisation des nouvelles zones à urbaniser etc. - Protéger les espaces ouverts (notamment les espaces agricoles ouverts) situés dans le cône de vue, y compris en contexte bâti, en maîtrisant l'urbanisation de ces secteurs. <p>Les constructions agricoles situées par exemple dans un cône de vue pourront être autorisées. Elles devront faire l'objet de règles d'implantation et de prescriptions architecturales tendant à assurer leur insertion paysagère.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une urbanisation intégrée au contexte paysager et aux silhouettes urbaines identifiées par les vues remarquables : préférer une implantation de nouvelles constructions en arrière du cône de vue et dans des gabarits et traitements esthétiques s'accordant à l'existant. - Dans les espaces déjà urbanisés, maîtriser et organiser l'intégration paysagère de l'urbanisation : <ul style="list-style-type: none"> o Tenir compte de la localisation des cônes de vue pour les choix d'implantation de nouvelles constructions en préférant notamment les implantations en arrière du cône de vue. o Veiller à un traitement qualitatif de l'aspect extérieur des constructions situées dans le périmètre des cônes de vue (matériaux, végétalisation du bâti etc.). o Réglementer les hauteurs, les volumes des bâtiments situés dans le périmètre des cônes de vue en favorisant une cohérence des gabarits et en fixant par exemple une hauteur à ne pas dépasser, en accord avec la ligne d'épannelage existante. - Permettre la valorisation des points de vue par la création de lieux-belvédères ouvrant sur les vues majeures afin de les rendre accessibles à tous les publics, associée à une signalétique adaptée et en prenant soin de préserver la fragilité des espaces naturels. - Organiser l'accessibilité et la signalisation des points de vue majeurs sur le grand paysage : mise en place d'aires d'arrêts, de signalétique etc. (utilisation d'emplacements réservés par exemple dans les documents d'urbanisme locaux). 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve, par un classement en zone agricole et en zone naturelle, les points de vue sur l'oppidum de Provins (avec le secteur Anc, entre Septveilles et Haut et Septveilles de Bas).</p>

<p>1.2.2 Protéger les grandes crêtes paysagères des vallées et limiter l'urbanisation des coteaux.</p> <p>Les grandes crêtes des vallées sont les lignes de points hauts des coteaux des vallées. Les coteaux, plus ou moins pentus, subissent des pressions face à l'urbanisation et à la raréfaction des terrains libres de toute contrainte dans les vallées. Le maintien de ces coteaux dans leur état actuel répond aux objectifs de réduction des risques (glissement de terrain, coulées de boues, inondations par ruissellement), de préservation des paysages et de l'amélioration de la fonctionnalité écologique des habitats et des espèces.</p> <p><u>PRESCRIPTION 11</u> : Les documents d'urbanisme devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger les crêtes identifiées sur la carte de synthèse de l'axe 1 de toute implantation et construction hors enveloppe urbaine existante, et compléter cet inventaire des lignes de crête dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi et PLU). - Préserver les zones agricoles ou les boisements sur les coteaux (par exemple par un classement en zone A ou N, et éventuellement par un classement en Espace Boisé Classé (Art. L. 113-1 et L. 113-2 du CU), si cela ne nuit pas à la gestion en place du boisement. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par cette prescription (laquelle concerne les rebords de la "cuesta de l'Ile-de-France").</p> <p>Quoi qu'il en soit, le PLU de Sainte-Colombe a limité l'urbanisation sur les coteaux. Il préserve aussi les coteaux boisés par un classement en zone N et en espaces boisés classés.</p>
<p>1.2.3 Valoriser les paysages liés à l'eau</p> <p>Les paysages liés à l'eau sont guidés par le réseau hydrographique sur le territoire. Ce sont à la fois les paysages des vallées principales (Seine, Voulzie), et tous les petits cours d'eau, fossés et mares.</p> <p><u>PRESCRIPTION 12</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les points de vue majeurs, les protéger par exemple par un classement en zone naturelle ; - identifier et répertorier le patrimoine construit lié à l'eau et à ses abords, afin de le préserver et de le mettre en valeur. <p><i>RECOMMANDATION 5 : La plantation des abords immédiats des cours d'eau pourra être favorisée tout en maintenant des fenêtres paysagères. La gestion stratégique des fonds de vallées pourra être renforcée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de mise en place d'un partenariat avec les propriétaires des parcelles en fond de vallées afin d'empêcher leur enfrichement et leur fermeture. - Réflexion sur la mise en place d'actions de mise en valeur herbagère (implantations d'activités d'élevage...). 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe protège la vallée de la Voulzie par un classement en zone A ou N.</p> <p>De même, le vallon du ruisseau des Méances est classé en zone N, ainsi que le « canal de la commune de Sainte-Colombe » sur une grande partie de son linéaire : celui qui ne traverse pas des propriétés bâties.</p>
<p>1.2.4 Assurer une bonne interface urbain/rural (les lisières urbaines)</p> <p><u>PRESCRIPTION 13</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront dans le cadre de projets de développement traiter les interfaces entre espaces urbanisés et espaces naturels par la mise en place d'une transition paysagère.</p> <p>Pour les lisières urbaines déjà existantes, les documents d'urbanisme locaux identifieront celles nécessitant une requalification afin d'améliorer l'insertion des espaces bâtis dans les paysages. Dans les secteurs urbains, les nouvelles constructions devront s'implanter afin de constituer un alignement bâti de qualité et veiller à l'harmonie des volumes, des couleurs et des formes urbaines. L'objectif recherché est de favoriser la création de fronts urbains continus et de qualité.</p> <p><i>RECOMMANDATION 6 : Le SCoT recommande de développer un projet, via une OAP par exemple, pour chaque secteur de lisière urbaine afin de favoriser les transitions douces avec l'espace agricole, naturel ou forestier qui jouxte le tissu urbanisé.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe protège les lisières urbaines par un classement en zone N quand l'urbanisation est limitrophe d'un espace naturel ou boisé.</p>

<p>1.2.5 Valoriser les entrées de ville et de village</p> <p>PRESCRIPTION 14 : Les communes concernées par les entrées de ville le long des infrastructures visées à l'article L111-6 du CU (autoroutes, routes express, déviations, routes à grande circulation) définissent dans leurs documents d'urbanisme les règles permettant la mise en valeur de ces sites en prenant en compte les nuisances et la sécurité.</p> <p>Ces règles porteront notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la préservation de bâtiments identitaires ; - la gestion des franges, la qualité architecturale, urbanistique et paysagère : alignement du bâti, réhabilitation des façades qui le justifient, plantations, cônes de vue... ; - la gestion des différents modes de déplacements (piéton, vélo, transport en commun, voiture) ; - l'organisation des différents usages de la voirie : stationnement, aire de livraison, arrêt de transport en commun, piste cyclable, trottoir... ; - la qualification de l'espace public : signalétique, éclairage public, mobilier urbain... ; - les enseignes commerciales et les panneaux publicitaires : leur dimensionnement et leur positionnement seront précisés en tenant compte du paysage urbain à protéger et de la signalétique publique. <p>Le développement linéaire de l'urbanisation le long des voies de communication est proscrit sur l'ensemble du territoire du SCoT afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de ne pas accentuer l'insécurité routière par la multiplication des accès directs ; - de conserver la qualité des entrées de ville et de village, et de garantir les perspectives sur les paysages naturels, agricoles ou urbains environnants. <p><i>RECOMMANDATION 7 : Au-delà des routes visées par l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme, il est recommandé aux Collectivités de définir des règles similaires pour améliorer le cas échéant la qualité de leurs entrées de ville ou de village.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par l'application de la Loi Barnier sur les entrées de ville (la RD 403 n'étant plus classée route à grande circulation).</p>
<p>1.3 Associer à la Trame Paysagère les espaces de liaisons</p> <p>1.3.1 Mettre en scène les grands itinéraires du territoire</p> <p>PRESCRIPTION 15 : Les conditions communes de valorisation de ces grands itinéraires du territoire à respecter sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stopper l'urbanisation linéaire le long de ces axes. Des exceptions peuvent être autorisées pour des constructions agricoles, sous réserve d'intégration paysagère et écologique et à condition qu'une étude paysagère justifiant leur intégration et la nécessité de leur implantation aux abords de l'axe routier soit menée (article L111-8 du Code de l'Urbanisme). L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension de constructions existantes demeurent possible. - Fixer des objectifs de qualité paysagère : <ul style="list-style-type: none"> . Préserver des points de vue remarquables sur le grand paysage traversé par ces axes (ville de Provins, villages, espaces naturels, zones boisées, milieux humides etc.) en les identifiant précisément et en assurant les moyens de leur préservation (classement en zone naturelle) . Intégrer les constructions existantes ou futures qui bordent ou sont visibles depuis l'axe routier (clôtures végétales par exemple). . En traversée d'espaces urbanisés, veiller à ce que les nouvelles implantations ne viennent pas perturber la qualité générale de la trame urbaine (traitement architectural et paysager de qualité). . Réduire l'impact des espaces de stationnement, de stockage ou de dépôt en façade de ces itinéraires (traitements paysagers propres réduisant les impacts visuels depuis l'espace public). - Replanter les principales séquences (haies, arbustes) pourraient participer à la réintroduction de silhouettes végétalisées sur le plateau de la Brie. - Favoriser un partage modal de la voirie lorsque cela est compatible avec le type d'itinéraire routier : cohabitation des piétons et des cyclistes avec les autres véhicules dans des conditions de bonne sécurité. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par l'application de la Loi Barnier sur les entrées de ville.</p> <p>La RD 403 n'est plus en effet classée route à grande circulation sur ce linéaire.</p> <p>D'autre part, l'essentiel de son linéaire est inclus dans l'espace urbanisé de la commune. Ce qui ne l'est pas est classé en zone N, inconstructible.</p>

<p><i>RECOMMANDATION 8 : Les objectifs de qualité paysagère pourront être traduits dans des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) à vocation paysagère, prévoyant notamment des schémas séquentiels, des coupes de principe, des indications en termes de matériaux et d'ambiances.</i></p> <p><i>RECOMMANDATION 9 : Les Collectivités (EPCI, Communes) pourront envisager la possibilité de réaliser un Règlement Local de Publicité (RLP), permettant de maîtriser l'affichage publicitaire le long de ces grands itinéraires.</i></p>	
<p>1.3.2 Renforcer les modes doux pour découvrir les identités paysagères et favoriser les déplacements quotidiens</p> <p>Le maillage important des chemins et petites routes peu circulés entre les espaces habités et les espaces agricoles et naturels des plateaux cultivés constituent un support privilégié pour les liaisons douces. Ce réseau est conforté par les petites routes paysages s'inscrivant finement dans la topographie du Sénonais et du Montois et les nombreuses boucles de découverte sur le territoire permettant d'apprécier sa diversité paysagère et patrimoniale.</p> <p><u>PRESCRIPTION 16</u> : Le renforcement du maillage du territoire en circulations douces doit s'appuyer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une structuration du maillage de circulations douces autour de l'eau, créant ainsi des liens, par le biais de schémas d'aménagement d'ensemble ou d'outils foncier par exemple, dans le respect de la qualité écologique des milieux et avec des aménagements non imperméabilisés. - L'aménagement de deux liaisons structurantes reliées aux principaux pôles urbains et de transports collectifs permettant de favoriser les déplacements doux et l'inter-modalité aussi pour les trajets quotidiens : <ul style="list-style-type: none"> o la liaison "Bassée" avec la prochaine euro vélo route le long de la vallée de la Seine ; o et une liaison "Voulzie" reliant les différentes gares de Provins à la Bassée. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe est conduit en parallèle à l'étude de cheminements réalisés le long de la vallée de Voulzie.</p> <p>La commune est concernée par la liaison structurante de la Voulzie.</p>
<p>1.3.3 Intégrer les grandes infrastructures à venir</p> <p>L'objectif du SCoT est de renforcer la place du transport fluvial et d'en faire un des supports du développement économique et touristique du territoire. La mise à grand gabarit de la Seine permettra l'aménagement de nouvelles liaisons douces en lien avec ce renforcement du transport fluvial.</p> <p><u>PRESCRIPTION 17</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront faciliter le développement des liaisons douces en lien avec la mise à grand gabarit de la Seine, et l'aménagement de nouveaux linéaires (marche, vélo...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet de réalisation d'un nouveau canal entre Villiers-sur-Seine et Nogent-sur-Seine en parallèle de l'actuel canal de Beaulieu ; - reconversion du canal de Beaulieu qui pourrait être dédié aux activités de loisirs (nautisme, pêche...) ; - création d'une continuité douce le long de la vallée et notamment sur la séquence du canal de Bray à La Tombe. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas directement concerné par ces projets de grandes infrastructures.</p>

<p>1.4 Décliner la Trame Paysagère à l'échelle de chaque grande entité paysagère</p> <p>Les orientations paysagères thématique du DOO sont déclinées à l'échelle de chaque grande entité paysagère, selon les caractéristiques et enjeux propres à chacune des quatre grandes entités paysagères.</p> <p>1.4.1 La Voulzie « vallée parc »</p> <p><u>PRESCRIPTION 18</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <p>1 - Préserver les crêtes de l'urbanisation. Protéger les crêtes identifiées sur la carte de synthèse de l'axe 1 de toute implantation et construction hors enveloppe urbaine existante, et compléter cet inventaire des lignes de crête dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU).</p> <p>2 - Préserver les coupures d'urbanisation identifiées sur la carte de synthèse de l'axe 1 (et localisées sur le schéma ci-après*) : pérenniser les respirations agricoles entre les différents bourgs implantés le long de la vallée et notamment le long de la RD407 **.</p> <p>3 - Recentrer le paysage de l'habitat autour des sites bâtis implantés en chapelet au fil de la vallée.</p> <p>4 - Reconquérir la rivière comme continuité écologique et paysagère.</p> <p>5 - Permettre la réouverture des fonds de vallée.</p> <p><i>* Concerne la coupure de l'urbanisation Provins – Poigny. ** On suppose qu'il s'agit de la RD 403.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe restreint l'urbanisation au périmètre actuellement construit et concentre l'urbanisation sur des linéaires déjà construits, à l'exception des zones 1AU (qui ne sont pas sur des lignes de crête). Les lignes de crêtes sont dorénavant protégées par un classement en zone A ou N.</p> <p>Il protège l'ensemble du linéaire de la vallée de la Voulzie.</p>
<p>1.4.2 La Bassée</p> <p><u>PRESCRIPTION 19</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <p>1 - Préserver les crêtes de l'urbanisation. Protéger les crêtes identifiées sur la carte de synthèse de l'axe 1 de toute implantation et construction hors enveloppe urbaine existante, et compléter cet inventaire des lignes de crête dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU).</p> <p>2 - Préserver les sites bâtis et leurs structures urbaines remarquables.</p> <p>3 - Tenir compte du caractère agricole en bordure des routes balcons RD 18 et RD 411 sur les sites bâtis. Pour les projets de carrières concernant ces secteurs, le réaménagement des terrains devra prévoir la restitution de terres agricoles.</p> <p>4 - Concilier les projets de développement (économiques, commerciaux, résidentiels) et les grandes infrastructures à venir (canal à grand gabarit de la Seine, casiers...) avec l'image de nature du territoire et les usages liés.</p> <p>5 - Créer une continuité douce le long de la vallée et notamment sur la séquence du canal de Bray à La Tombe et en amont de Bray.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>1.4.3 Les paysages du Montois</p> <p><u>PRESCRIPTION 20</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <p>1 - Préserver et gérer les paysages ouverts des vallons et coteaux.</p> <p>2 - Protéger les lignes de crêtes de la Cuesta de l'urbanisation. Protéger les crêtes identifiées sur la carte de synthèse de l'axe 1 de toute implantation et construction hors enveloppe urbaine existante, et compléter cet inventaire des lignes de crête dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU).</p> <p>3 - Inscrire de façon soignée des extensions urbaines dans le paysage (formes, interface avec les espaces agricoles...).</p> <p>4 - Valoriser les fils d'eau dans les traversées urbaines et l'espace agricole.</p> <p>5 - Valoriser les itinéraires de découverte des paysages en s'appuyant notamment sur le réseau de petites routes paysagères. Mettre en scène les vues et les arrivées sur la Bassée.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>

<p>1.4.4 Les plateaux agricoles de la Brie et du Sénonais</p> <p>PRESCRIPTION 21 : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <p>1 - Prendre en compte les silhouettes des bourgs dans les opérations d'extension urbaine et aménager des zones de transition entre secteurs bâtis et agricoles : ceintures jardinées...</p> <p>2 - Atténuer le caractère routier des espaces publics des bourgs au bénéfice de la vie locale, des modes doux et des habitants.</p> <p>3 - Favoriser la présence du végétal au cœur des villages</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>2 LES ORIENTATIONS ENVIRONNEMENTALES</p> <p>2.1 Préserver la Trame Verte et Bleue (TVB) : Objectifs du PADD :</p> <p>« Préserver les continuités écologiques identifiées dans le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologiques adopté le 21 octobre 2013). » « Veiller à la déclinaison de la Trame Verte et Bleue au niveau local et à une protection adaptée, notamment vis-à-vis de l'urbanisme et de l'agriculture. » « Favoriser la restauration et la valorisation des continuités écologiques dans les zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation. »</p>	
<p>2.1.1 Dispositions introductives sur la localisation et la préservation la Trame Verte et Bleue</p> <p>Les prescriptions et recommandations suivantes renvoient à la carte relative à la Trame Verte et Bleue (TVB). La Trame Verte et Bleue a vocation à être déclinée à l'échelle locale, notamment à l'échelle communale et intercommunale, dans les documents d'urbanisme locaux. Celle-ci représente le réseau écologique du territoire du Grand Provinois à un « instant t », d'après les données environnementales disponibles. Les Collectivités devront prendre en compte, lors de la déclinaison communale, les éventuelles études, données ou inventaires les plus récentes en complément.</p>	
<p>RECOMMANDATION 10 : Les espaces identifiés au sein de la Trame Verte et Bleue devront être pris en compte au sein des documents d'urbanisme locaux. Tout projet au sein de ces secteurs devra analyser sa compatibilité avec les enjeux en présence. Les réservoirs et corridors écologiques pourront être traduits et précisés localement par une représentation cartographique à l'échelle 1/25.000ème. D'autres espaces pourront être ajoutés suivant le contexte local.</p> <p>RECOMMANDATION 11 : Cette déclinaison des continuités écologiques à l'échelle locale demande une amélioration de la connaissance du patrimoine naturel à l'échelle communale et intercommunale. Des outils adaptés pourront être mobilisés pour approfondir cette connaissance comme par exemple les Inventaires de la Biodiversité Communale -IBC- (ou Atlas de la Biodiversité Communale - ABC).</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe prend en compte les éléments de la Trame Verte et Bleue (ces points sont développés ci-après).</p> <p>Le PLU de Sainte-Colombe comporte une information concernant les espèces protégées.</p>
<p>RECOMMANDATION 12 : Pour l'ensemble des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue, les documents d'urbanisme veilleront, dans le but de limiter les pressions de l'urbanisation et garantir leur perméabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à préserver une zone tampon non urbanisée en périphérie dès lors que l'élément n'est pas en contact direct avec la lisière urbaine ; - au traitement qualitatif des abords des réservoirs de biodiversité dès lors que l'élément est en contact direct avec la lisière urbaine. <p>Ces zones tampons pourront prendre la forme de "franges multifonctionnelles" accueillant des équipements de loisirs, de mobilité, des aménagements alternatifs en matière de gestion du pluvial, etc. mais garantissant le maintien de la fonctionnalité du milieu.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe conserve des espaces tampons entre les différents secteurs construits de la commune.</p>

<p>PRESCRIPTION 22 : Tout nouvel aménagement, toute nouvelle construction ou infrastructure en zones couvertes par une Trame Verte et Bleue devront être argumentés.</p> <p>Les projets d'aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chercheront prioritairement à éviter d'impacter les milieux les plus sensibles en apportant notamment une connaissance suffisante en termes de biodiversité et de fonctionnement des milieux naturels. - A défaut, ils chercheront à réduire les effets de l'aménagement sur les milieux. - En dernier recours, ils compenseront ces effets négatifs par des mesures adaptées aux milieux impactés. <p>PRESCRIPTION 23 : Lors de la définition de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, les continuités écologiques à préserver seront évitées. Dans le cas contraire, des mesures de restauration de continuités écologiques adaptées à la nature de la continuité concernée seront définies.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve les zones humides et les boisements, éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue.</p> <p>Le PLU de Sainte-Colombe est concerné par plusieurs continuités écologiques et divers éléments <i>frangmentants</i>.</p>
<p>2.1.2 Préserver les réservoirs de biodiversité</p> <p>Des réservoirs de biodiversité sont recensés sur le territoire. Il s'agit de tous les sites Natura 2000, les ZNIEFF et la Réserve Naturelle Nationale de la Bassée. Les communes concernées sont :</p> <p>Frétoy, Jouy-le-Châtel, Chenoise-Cucharmoy, Saint-Hilliers, La Chapelle-Saint-Sulpice, Vulaines-lès-Provins, Saint-Loup-de-Naud, Longueville, Meigneux, Donnemarie- Dontilly, Sigy, Paroy, Longueville, Soisy-Bouy, Villeneuve-les-Bordes, Coutençon, Chalautre-la-Grande, Sourdun, Melz-sur-Seine, Hermé, Gouaix, Everly, Les-Ormes-sur-Voulzie, Luisetaines, Vimpelles, Saint-Sauveur-les-Bray, Egligny, Châtenay-sur-Seine, La Tombe, Gravon, Bazoches-lès-Bray, Balloy, Mouy-sur-Seine, Bray-sur-Seine, Montigny-le-Guesdier, Jaulnes, Villenauxe-la-Petite, Baby, Villuis, Fontaines-Fourches, Passy-sur-Seine, Noyen-sur-Seine, Villers-sur-Seine.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>PRESCRIPTION 24 : Les réservoirs de biodiversité locaux complètent dans le SCoT l'identification des réservoirs de biodiversité figurant dans le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), et sont par conséquent concernés par les mêmes dispositions du DOO sur les réservoirs de biodiversité.</p> <p>Tous les réservoirs de biodiversité intégrés dans le SRCE ont été repris hormis l'intégralité de la ZPS de la Bassée. Au sein de ce zonage, les enjeux locaux devront être précisés à l'échelle des documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>PRESCRIPTION 25 : Les documents d'urbanisme locaux devront veiller à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décliner les réservoirs de biodiversité au sein des espaces à enjeux de biodiversité identifiés dans la TVB du SCoT en confirmant leur intérêt local. Les réservoirs de biodiversité identifiés devront faire l'objet d'une attention particulière dans les documents d'urbanisme locaux par l'application d'un zonage et d'une réglementation adaptés. - Garantir la compatibilité des aménagements avec les documents de gestion en vigueur 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>Les réservoirs de milieux arborés Protection stricte.</p> <p>PRESCRIPTION 26 : Au sein de la matrice agricole et afin de préserver les boisements d'intérêt écologique (boisements diversifiés en espèces végétales, biodiversité intéressante...) non couverts par d'autres réglementations (boisements de surfaces inférieur au seuil de défrichement du Code forestier par exemple), les documents d'urbanisme pourront inscrire la création d'Espaces Boisés Classés (EBC).</p> <p>RECOMMANDATION 13 : <i>Création de zones de quiétude et élaboration avec les autorités compétentes d'îlots de sénescences favorables aux espèces forestières strictes et à la dynamique naturelle forestière au sein des grands espaces boisés.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>

<p>Les réservoirs de milieux herbacés</p> <p>Protection stricte.</p> <p>PRESCRIPTION 27 : Les aménagements devront maintenir la qualité du sol et des habitats typiques de milieux ouverts. Interdiction de classer des boisements en EBC sur ces réservoirs afin de rendre possible toute mesure de gestion visant à lutter contre la fermeture des milieux.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ce secteur du SCOT.</p>
<p>2.1.3 Préserver les corridors écologiques (sous-trame arborée et sous-trame herbacée)</p> <p>Un travail d'identification à l'échelle du territoire du SCoT a été menée pour localiser les enjeux concernant la TVB. Ainsi 10 corridors écologiques majeurs (des sous-trames arborée et herbacée) ont été recensés et sont décrits dans les tableaux en pages suivantes.</p> <p>PRESCRIPTION 28 : Les communes concernées par une continuité écologique présentée dans les tableaux ci-après devront réglementer dans leur document d'urbanisme local l'urbanisation au niveau des espaces naturels d'intérêt écologique classés (ENS, ZNIEFF, N2000) : délimitation précise dans les documents graphiques ; classement en zone naturelle ou agricole.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe préserve les parties non construites de la vallée de la Voulzie et ses espaces adjacents.</p>
<p><u>PRESCRIPTION 29 :</u></p> <p>Garantir la transparence écologique des nouvelles infrastructures (franchissements à prévoir). Dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructure élaborés sur le territoire du SCoT, il sera nécessaire de prendre en compte les continuités écologiques identifiées et de ne pas impacter leur fonctionnalité. Dans le cas contraire, des mesures afin d'éviter, de réduire ou de compenser cet impact devront être mise en place (passage à faune, plantation de végétaux arborés...).</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe n'est pas concerné par de nouveaux projets d'infrastructures.</p>
<p><u>PRESCRIPTION 30</u></p> <p>Protéger les haies. Les collectivités devront garantir la protection des réseaux de haies afin de conforter le maillage bocager. Les communes concernées par des continuités écologiques locales (continuités n° 5, 6, 7) présentant des obstacles à leur fonctionnalité dus à des passages prolongés en culture devront protéger les haies concernées par ces continuités au sein de leur document d'urbanisme afin de ne pas dégrader davantage la fonctionnalité des connexions.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe est concerné par un réseau de haies. La protection des bois et bosquets pourrait elle aussi être complétée par une trame d'espaces boisés classés.</p>
<p>PRESCRIPTION 31 : Protéger les éléments arborés identifiés au sein des continuités écologiques locales. Les petits bois et bosquets inclus dans une continuités écologique locale (continuités n°5, 6, 7) devront être préserver au sein des documents d'urbanisme afin de maintenir la continuité écologique.</p> <p>PRESCRIPTION 32 : Les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier et protéger les corridors écologiques ; - identifier et maintenir les coupures d'urbanisation ; - identifier les éléments à conserver au sein de la matrice agricole ou à créer pour renforcer les corridors écologiques pour la sous-trame des milieux boisés (arbres, haies, bosquets, etc.). Les espèces exotiques envahissantes sont à proscrire de ces travaux de renforcement. 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe protège l'essentiel des bois et bosquets par une trame d'espaces boisés classés. Il protège les corridors écologiques et maintient des coupures de l'urbanisation entre les différents secteurs construits.</p>
<p>PRESCRIPTION 33 : Les documents d'urbanisme locaux devront compléter la Trame Verte et Bleue du SCoT par l'identification et la délimitation de corridors écologiques fonctionnels à l'échelle communale. Ce travail fera ressortir les besoins de remise en état des continuités écologiques en fonction du niveau de fonctionnalité ou de fragmentation des corridors.</p> <p>Pour améliorer la qualité des continuités écologiques ainsi qu'assurer leur préservation, l'ensemble des communes peuvent mettre en place les recommandations suivantes :</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe identifie, hors secteurs déjà construits, le corridor écologique de la vallée de la Voulzie et du canal par un classement en zone N.</p>

<p>RECOMMANDATION 14 : Promouvoir un mode de gestion approprié : acquisition foncière d'espaces stratégiques, politique de restauration des milieux d'intérêt, gestion contractuelle avec les exploitants et/ou les propriétaires des milieux concernés.</p> <p>RECOMMANDATION 15 : Promouvoir des pratiques adaptées à l'entretien des berges et des milieux naturels, afin de maintenir les zones d'expansion des crues (par exemple, entretien des boisements le long de ripisylves, limitation des clôtures afin de maintenir un dégagement maximal de ces zones...). Les documents d'urbanisme locaux pourront prescrire des clôtures perméables en zone d'expansion des crues, notamment en zones N et A.</p> <p>RECOMMANDATION 16 : Inciter à des pratiques agricoles durables en adéquation avec les milieux naturels (prairies notamment). Par exemple, éviter le retournement des prairies, la suppression des haies, l'usage de pesticides...</p>	
<p>RECOMMANDATION 17 : Traiter les espaces de transition, des fronts urbains dans les projets de développement. Cela pourra être favorisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition de limites d'urbanisation franches entre espace urbain et espace rural ; - la préservation des éléments de maillage et de continuité depuis les espaces ruraux ou naturels (haies, chemins, ruisseaux...) ; - l'identification et le classement des éléments végétaux (isolés, en alignements ou en masse) qu'ils soient remarquables ou banals ; - la construction de lisières urbaines s'appuyant sur des espaces plantés à conserver et/ou des compositions architecturales de qualité ; - la valorisation des réserves foncières par des opérations de pré-verdissement (plantations précoces, mise en valeur des points forts des sites...). 	
<p>RECOMMANDATION 18 : Favoriser la qualité environnementale des zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la végétalisation des espaces extérieurs et le traitement de ces espaces végétalisés (référence à une liste de végétaux, définition d'un % d'espace végétalisé...) ; - le traitement prioritaire des espaces libres existants de toutes occupations en espace vert, préférentiellement en pleine terre (infiltration directe de l'eau) ; - le traitement paysager des équipements de gestion des eaux pluviales et usées (bassins d'orage paysagers, fosses d'infiltration, mares écologiques, noues paysagères...). <p>RECOMMANDATION 19 : Les continuités écologiques pourront faire l'objet de plantations où les espèces locales seront privilégiées (plantation de haies champêtres...) et l'utilisation de plantes exotiques envahissantes proscrite.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe a mis en œuvre une "approche environnementale de l'urbanisme" (AEU®) pour l'urbanisation des zones 1AU.</p>
<p>2.1.4 Préserver et restaurer la Trame Bleue (zones humides)</p> <p>Les prescriptions et recommandations suivantes concernent notamment les espaces cartographiés sur la carte TVB : Les zones humides doivent être préservées pour leur intérêt écologique et leur importance dans la gestion de l'eau (récupération des eaux pluviales, lutte contre les inondations, réserves d'eau en cas de sécheresse ...).</p> <p>PRESCRIPTION 34 : Protéger les zones humides : les zones humides avérées devront être délimitées dans les documents d'urbanisme locaux sous la forme d'enveloppes d'alerte issues des études disponibles ou par la création d'un zonage spécifique.</p> <p>Pour délimiter précisément les zones humides, les documents d'urbanisme locaux devront se baser sur les diverses connaissances disponibles (cf en annexe des références cartographiques disponibles à la date d'approbation du SCoT).</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe protège les zones humides, en particulier celles de classe A, par un zonage et un règlement spécifiques.</p>

<p>PRESCRIPTION 35 : La protection des zones humides avérées quelle que soit la surface devra être recherchée a minima en adoptant les règles de protection figurant dans le SDAGE en vigueur. Le règlement du document d'urbanisme local devra, pour une zone humide confirmée par les études pédologiques et/ou floristiques, interdire toute construction, aménagement ou occupation des sols pouvant compromettre ou altérer la zone humide.</p> <p>Les projets d'aménagement chercheront prioritairement à éviter d'impacter les zones humides. - A défaut, ils chercheront à réduire les effets de l'aménagement sur les zones humides. - En dernier recours, ils compenseront ces effets négatifs par des mesures adaptées aux zones humides impactées.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe protège les zones humides, en particulier celles de classe A, par un zonage et un règlement spécifiques</p>
<p>PRESCRIPTION 36 : Cette expertise devra à minima être réalisée sur l'ensemble des secteurs situés au sein des enveloppes d'alerte de zone humide qui pourraient faire l'objet d'une urbanisation ou d'aménagements susceptibles d'avoir des impacts. Elle sera menée soit par le porteur de projet, soit par la collectivité préalablement aux travaux.</p> <p>PRESCRIPTION 37 : Les documents d'urbanisme locaux devront protéger les cours d'eaux, les berges et la ripisylve par un classement en zone naturelle ou en élément de paysage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Les abords des cours d'eau devront être préservés de l'urbanisation afin de garantir le libre écoulement des eaux et de restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau. Les communes devront afficher sur leur document d'urbanisme une bande d'inconstructibilité d'une largeur minimum de 6 mètres de part et d'autre des berges des cours d'eau hors espaces urbains. Les continuités écologiques au droit des seuils et vannages situés sur les cours d'eau devront être restaurées.</p>	<p>Dito ci-dessus.</p> <p>Le PLU de Sainte-Colombe porte cette bande d'inconstructibilité de 5 mètres à 6 mètres.</p>
<p>PRESCRIPTION 38 : Les mares et plans d'eau doivent être protégés par l'interdiction de leur comblement. L'inventaire des mares réalisé par la Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) peut être utilisé comme inventaire de référence.</p> <p><i>RECOMMANDATION 20 : Un inventaire des zones humides pourra être réalisé au sein des documents d'urbanisme, a minima, sur l'ensemble des secteurs qui pourraient faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation ou d'aménagements susceptibles d'avoir des impacts importants.</i></p>	<p>Les mares existantes sont protégées par le règlement.</p>
<p>RECOMMANDATION 21 La connaissance de zones humides doit inviter à promouvoir un mode de gestion appropriée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acquisition foncière d'espaces stratégiques avec une gestion maîtrisée des milieux naturels d'intérêt (ex : mares et zones humides) ; - politiques de restauration des milieux naturels d'intérêt avec le conseil d'experts (ex : restauration des ripisylves et des berges le long des cours d'eau) ; - gestion contractuelle avec les exploitants et/ou les propriétaires des milieux concernés. <p>RECOMMANDATION 22 Les Collectivités sont invitées à engager une part de leur territoire dans la reconquête des milieux humides notamment par la réhabilitation de terrain et la restauration des capacités hydrauliques naturelles des zones humides.</p>	
<p>2.2 Favoriser le principe de Nature dans les espaces urbanisés des villes, bourgs et villages</p> <p>Objectif du PADD : « Favoriser le principe de Nature sur l'espace urbanisé des villes, bourgs et villages. »</p> <p>PRESCRIPTION 39 : Afin de consolider la trame écologique urbaine, les Collectivités veilleront à préserver ou à conforter la nature présente sur l'espace urbanisé des villes, bourgs et villages en identifiant les espaces verts et de nature (jardins et parcs, places végétalisées, coulées vertes, jardins familiaux, etc.), publics et privés, qui contribuent au maintien, voire au développement de la biodiversité.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe protège les espaces verts interstitiels entre les différentes parties du village.</p>

<p>Des emplacements réservés pourront être prévus dans les documents d'urbanisme locaux pour l'aménagement d'espaces verts visant à recréer, maintenir ou renforcer une armature verte interne aux espaces urbanisés des villes et bourgs ruraux.</p> <p>Les communes principalement concernées sont identifiées sur la cartographie relative à la Trame Verte et Bleue : Provins, Rouilly, Sainte-Colombe, Beton-Bazoches, Jouy-le-Châtel, Villiers-Saint-Georges, Sourdun, Poigny, Sainte-Colombe, Longueville, Gouaix, Bray-sur-Seine, Mouy-sur-Seine, Mousseaux-les-Bray, Donnemarie- Dontilly, Montigny-Lencoup.</p>	
<p>PRESCRIPTION 40 : La collecte et la réutilisation des eaux pluviales devront être mises en œuvre dans les opérations d'aménagement et les projets individuels de construction. Chaque projet d'aménagement devra prendre en compte les enjeux concernant le ruissellement des eaux pluviales notamment en étudiant les impacts entraînés par l'élaboration du projet et en mettant en place les ouvrages nécessaires à limiter ces impacts (noues, bassins de rétention...).</p> <p>PRESCRIPTION 41 : Les documents d'urbanisme locaux chercheront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter l'imperméabilisation dans tout nouvel aménagement, et à privilégier les ouvrages de gestion des eaux pluviales favorables à la biodiversité (noues paysagères, bassins écologiques...) ; - protéger les cours d'eau et leurs abords (berges...) notamment en milieu urbain en limitant le busage. 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe intègre ces prescriptions dans le règlement, de même que le zonage des eaux pluviales.</p> <p>Le PLU de Sainte-Colombe impose des coefficients de non imperméabilisation, de même que la conservation des cours d'eau.</p>
<p>PRESCRIPTION 42 : La plantation d'espèces d'essence locales devra être favorisée. Les espèces exotiques envahissantes sont prosrites. De plus, l'ensemble des communes peuvent mettre en place les recommandations suivantes afin de favoriser la présence de la biodiversité au sein de leur territoire.</p> <p>RECOMMANDATION 23 : <i>Recréer une trame écologique urbaine.</i> Dans les documents d'urbanisme locaux, un coefficient de biotope peut être encouragé dans les projets d'aménagement afin qu'ils contribuent à l'offre d'espaces publics proposée. Ce principe de végétalisation est à adapter au contexte dans lequel s'insère l'opération. (coefficient de biotope : un % à la parcelle à préserver en pleine terre, une obligation de planter x arbres au m2...).</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe intègre ces prescriptions dans le règlement.</p>
<p>La loi ALUR de 2014 a introduit la possibilité de fixer des règles imposant une part minimale de surfaces éco-aménageables dans les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU) : le « coefficient de biotope par surface » (CBS). Il permet de favoriser la biodiversité en réservant dans les constructions une part minimale de surfaces en pleine terre végétalisées et perméables, ou de toitures, terrasses, murs et façades végétalisés. Le coefficient de biotope est égal à la surface éco-aménageable / la surface de la parcelle.</p>	
<p>RECOMMANDATION 24 : <i>Favoriser la nature sur le territoire.</i> Pour conforter le rapport à la nature, les liens entre les communes situées dans les vallées et les cours d'eau sont à renforcer au même titre que les liaisons assurant les échanges entre le centre-ville et la campagne (chemins doux).</p> <p>RECOMMANDATION 25 : <i>D'autres actions sont recommandées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - entretenir les espaces verts de façon écologique avec une gestion différenciée, en limitant l'utilisation de phytosanitaires ; - encourager la réalisation d'aménagements favorables à la biodiversité (micro-implantations florales, parkings et trottoirs végétalisés, toitures végétalisées...) ; - encourager dans les documents d'urbanisme locaux, la perméabilité des clôtures. 	

<p>2.3 Favoriser la transition énergétique</p> <p>Objectif du PADD : « L'objectif est d'intensifier la dynamique de développement des énergies renouvelables initiée sur le territoire du Grand Provinois par des réalisations exemplaires afin d'assurer un approvisionnement durable en énergie pour l'électricité, le chauffage, les transports, la construction... »</p> <p>2.3.1 Améliorer l'autonomie énergétique du territoire en intensifiant le développement des énergies renouvelables</p> <p>PRESCRIPTION 43 : Les documents d'urbanisme locaux favoriseront l'utilisation des énergies renouvelables sous réserve de ne pas porter atteinte à la qualité des sites patrimoniaux, des paysages et de l'environnement (biodiversité, espaces naturels, ressources) du Grand Provinois. Les documents d'urbanisme locaux promouvoir la poursuite du développement d'unités de méthanisation. En espace agricole ne devront être admises que les unités de méthanisation agricole. Les unités de méthanisation industrielles pourront être intégrées dans les zones d'activités.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe intègre ces prescriptions dans le règlement, y compris en ce qui concerne les unités de méthanisation de nature agricole.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - l'implantation de parcs photovoltaïques prioritairement sur les friches industrielles ; le SDRIF 2013 interdisant les installations photovoltaïques au sol dans les espaces agricoles, l'implantation des parcs photovoltaïques au sol ne sera possible que sur des sites où aucune remise en état agricole et forestière est possible, et sous réserve de l'avis favorable de la CDPENAF ; - le développement de panneaux photovoltaïques sur les constructions existantes et en particulier les bâtiments de grande emprise (bâtiments d'activités, bâtiments agricoles, équipements publics) sauf dans les secteurs patrimoniaux et paysagers (nécessité d'encadrer l'insertion architecturale des panneaux pour les habitations privées) ; - l'implantation d'équipements de valorisation des déchets organiques et du compostage en milieu urbain. L'implantation d'éoliennes sur le territoire du SCoT est incompatible avec les objectifs du PADD ; - de préserver les valeurs paysagères qui fondent les identités du Grand Provinois ; - de valoriser qualités patrimoniales et environnementales (Trame Verte et Bleue) du territoire. 	
<p>2.3.2 Rechercher des économies d'énergie dans l'habitat</p> <p>PRESCRIPTION 44 : Les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement favoriseront sur le bâti existant ou les nouveaux bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions et équipements, en fonction des caractéristiques de ces constructions et sous réserve de la protection des sites et des paysages ; - l'intégration de la question du bio-climatisme lors de la définition des plans d'aménagement afin de favoriser la bonne orientation du bâti ; - le développement de la rénovation énergétique du bâti existant en privilégiant l'usage de matériaux biosourcés (bois, paille, chanvre, liège, lin...). 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe a mis en œuvre une "approche environnementale de l'urbanisme" (AEU®) pour l'urbanisation des zones 1AU.</p> <p>Il prend en compte ces prescriptions, notamment en ce qui concerne l'orientation du bâti.</p>
<p>2.4 Préserver les ressources en eau Le territoire du SCoT bénéficie de ressources en eau en quantité suffisante qu'il convient toutefois de préserver. Afin d'être compatible avec le SDAGE Seine-Normandie, le PADD affiche des objectifs de pérennisation des ressources.</p> <p>Objectifs du PADD : « Protéger les ressources en eau et les milieux associés. » « Sécuriser l'approvisionnement et la gestion de la ressource. » « Poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux et maintenir un assainissement performant. » « Assurer la maîtrise des consommations en inscrivant un objectif d'économie d'eau. »</p> <p>RECOMMANDATION 27 : Le SCoT demande de favoriser l'échelle intercommunale pour l'élaboration de schémas de gestion des eaux (zonages eaux usées et eaux pluviales, programme de travaux priorités etc.).</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe comporte une étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales élaboré à l'échelon intercommunal.</p>

<p>PRESCRIPTION 45 : Les documents d'urbanisme locaux devront tenir compte de la capacité d'alimentation des nappes notamment celles réservées à l'alimentation en eau potable.</p> <p>PRESCRIPTION 46 : La protection des zones de captage et de pompage pour l'alimentation en eau potable et leurs abords doit être assurée dans les documents d'urbanisme locaux. Les projets d'aménagement urbains ou agricoles devront porter une attention particulière aux écoulements naturels qui alimentent les captages. Toute activité amplifiant les risques d'atteinte à la ressource en eau sera interdite à proximité des captages.</p>	<p>La commune est alimentée par le captage de Noyen-sur-Seine, qui bénéficie de périmètres de protection.</p>
<p>Des mesures d'aménagement du territoire peuvent être définies : maintien et création de haies, talus, murets, fossés ralentissant ou déviant l'écoulement des eaux ; restauration ou entretien des mares, plans d'eau ou zones humides ; agroforesterie (mode d'exploitation des terres agricoles associant des arbres et des cultures ou de l'élevage).</p> <p><i>RECOMMANDATION 28 : L'article 118 de Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique crée un nouveau « droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine » (art. L. 218-1 et suivants., nouveaux, du Code de l'Urbanisme). Ce nouveau droit de préemption pourra être mobilisé pour renforcer la protection des zones de captage.</i></p>	<p>Le règlement du PLU favorise notamment la création des mares, noues et fossés.</p>
<p>2.4.2 Disposer d'un assainissement performant</p> <p>PRESCRIPTION 47 : Les autorités compétentes en matière d'urbanisme veilleront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adapter le développement urbain aux capacités du réseau d'épuration ; - prévoir lors de l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme local l'adéquation entre les besoins d'assainissement induits par l'urbanisation future et les capacités épuratoires disponibles. <p><i>RECOMMANDATION 29 : Il est recommandé que les secteurs déjà couverts par un réseau d'assainissement collectif soient prioritairement ouverts à l'urbanisation.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe ne compromet pas le bon fonctionnement de la station d'épuration de Longueville, compte tenu de sa capacité. La question des apports d'eaux claires parasites a été prise en compte dans le zonage des eaux pluviales.</p>
<p>2.4.3 Gérer les eaux pluviales</p> <p>PRESCRIPTION 48 : Les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement veilleront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre en priorité une gestion alternative des eaux pluviales à l'échelle d'opérations ou à la parcelle. L'infiltration des eaux pluviales sera privilégiée selon la nature des sols. Dans le cas contraire, des équipements de rétention permettant un rejet limité dans le réseau d'assainissement seront mis en œuvre en prévoyant des usages mixtes (espaces verts inondables, etc.) ; - prévoir les dispositions réglementaires permettant l'aménagement de toitures végétalisées. Celles-ci, et tous les types de toitures, participeront à la maîtrise du ruissellement ou seront équipées pour la récupération des eaux pluviales. 	<p>Dito ci-dessus.</p>
<p>Dans les zones urbaines soumises à de forts risques de ruissellement, il est nécessaire d'assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales. A défaut d'études spécifiques ou de doctrines locales déterminant le débit acceptable ainsi que l'événement pluvieux pour dimensionner les ouvrages de gestion des eaux pluviales, ce débit sera limité à 1 l/s/ha pour une pluie de retour 10 ans.</p> <p>PRESCRIPTION 49 : Pour mieux gérer le ruissellement de type agricole, les documents d'urbanisme locaux devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les secteurs sensibles aux ruissellements et y conditionner l'occupation des sols ; - encadrer et limiter l'impact des réseaux de drainage. <p>Des zones tampons devront être créées autour des aires d'alimentations de captages, les zones de forte vulnérabilité des nappes souterraines et les secteurs sensibles au ruissellement. Les zones d'assainissement des eaux pluviales et les schémas de gestion des eaux pluviales seront réalisés ou mis à jour.</p>	<p>Les zones de ruissellement et d'accumulation sont protégées par un classement en zone naturelle.</p>

<p>2.4.4 Favoriser l'économie des ressources en eau</p> <p><u>PREScription 50</u> : Les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement veilleront à favoriser l'économie des ressources en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> o en encourageant les dispositifs économes en eau ; o en favorisant la réutilisation des eaux pluviales collectées pour des usages extérieurs des bâtiments d'habitat collectif ou recevant du public ou pour des usages domestiques à une échelle familiale (usages intérieurs et extérieurs), et à titre dérogatoire à l'intérieur des bâtiments collectifs ou recevant du public (...). 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe intègre ces prescriptions spécifiques dans le règlement.</p>
<p>2.5 Prendre en compte les risques naturels et technologiques</p> <p>Objectifs du PADD : « Gérer les risques et les nuisances. » « Concilier, dans l'aménagement du territoire, perspectives de développement et respect du principe de prévention. »</p> <p>2.5.1 Les risques naturels</p> <p>Inondations : Le territoire du Grand Provinois n'est concerné par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).</p>	
<p>En revanche, le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Seine-Normandie fixe, pour une période de 6 ans (2016-2021), les quatre grands objectifs à atteindre sur le bassin pour réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - Réduire la vulnérabilité des territoires. 2 - Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages. 3 - Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés. 4 - Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque. 	
<p><u>PREScription 51</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les dispositions suivantes du PGRI Seine Normandie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée ; - identifier, préserver et restaurer les zones d'expansion des crues lors de l'élaboration des documents d'urbanisme ; - en l'absence de Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), les documents d'urbanisme locaux prendront en compte l'ensemble des informations connues sur les phénomènes d'inondation : Atlas de Zones Inondables (AZI) etc. - définir des règles permettant de maîtriser l'urbanisation en zone inondable. 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe tient compte des prescriptions du PGRI.</p>
<p>Les secteurs en zone inondable seront dédiés prioritairement à un usage agricole, de loisirs ou de tourisme vert. Dans ces zones au risque d'inondation connu, les documents d'urbanisme ne doivent pas permettre l'augmentation des capacités d'hébergement ayant pour effet d'accroître la vulnérabilité des personnes et des biens.</p> <p>Afin d'éviter ou réduire l'exposition des personnes et des biens aux problématiques de débordements de cours d'eau et de garantir une gestion cohérente du fonctionnement hydraulique du réseau hydrographique, les documents d'urbanisme locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserveront les abords des berges et favoriseront, si besoin, leur restauration grâce à un traitement végétal adapté ; - inscriront une bande d'inconstructibilité d'une largeur minimum de 6 mètres de part et d'autre des berges des cours d'eau hors espaces urbains. 	<p>Le PLU de Sainte-Colombe protège les zones inondables identifiées par une zone N (principalement, la vallée de la Voulzie).</p> <p>De même, il protège une bande inconstructible de part et d'autre des cours d'eau (portée à 6 m).</p>

<p>PRESCRIPTION 52 : La gestion du risque d'inondation dans le Grand Provinois pourra se traduire notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conservation de capacités de stockage hydraulique du bassin majeur de la Seine afin d'atténuer les effets des crues à l'aval ; - la possibilité de réaliser des casiers écrêteurs de crues dans une logique de solidarité avec les populations situées à l'aval, elles-mêmes soumises au risque. <p><i>RECOMMANDATION 30 : La conduite d'un document cadre tel qu'un PPRI (Plan de Prévention des Risques Inondation) à l'échelle du bassin versant permettrait l'identification des zones d'expansion des crues qui doivent être maintenues sans aménagement.</i></p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe n'est pas concerné par cette prescription.</p>
<p>Mouvements de terrains : Le territoire présente un risque lié au retrait-gonflement d'argile particulièrement présent sur le nord du territoire. Des cavités souterraines localisées au nord-ouest peuvent renforcer le phénomène d'affaissement et d'effondrement.</p> <p>PRESCRIPTION 53 : En l'absence de Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain, les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement définiront les modalités d'aménagement permettant de garantir la protection des populations et des constructions vis-à-vis des mouvements de terrain.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe comporte la cartographie des zones à risques, et renvoie aux recommandations techniques du BRGM.</p>
<p>La réalisation d'études de sols est imposée pour toutes les constructions à usage d'habitation dans les zones exposées au phénomène de retrait-gonflement des argiles (article 68 de la Loi ELAN « Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique du 23 novembre 2018) et complété par le décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 relatif à la prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux.</p> <p><i>RECOMMANDATION 31 : Il est conseillé dans les secteurs identifiés comme présentant un risque de mouvements de terrain de réaliser des études géotechniques complémentaires préalables à la mise en œuvre d'opération de construction ou de prospection foncière.</i></p>	
<p>2.5.2 Les risques industriels et technologiques Différentes dispositions doivent être prises dans un objectif de sécurisation des populations et de prévention face aux risques technologiques.</p> <p>Transport de gaz naturel haute pression</p> <p>PRESCRIPTION 54 : Les communes concernées par ce risque doivent prendre en compte les servitudes et restrictions liées aux canalisations de transport de matières dangereuses. Les documents d'urbanisme locaux devront intégrer dans les documents graphiques le tracé des canalisations et de leurs zones de dangers.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ces prescriptions.</p>
<p>PRESCRIPTION 55 : L'urbanisation et les usages des sols tiendront compte des servitudes liées aux infrastructures identifiées pour le risque de Transport de Matières Dangereuses afin d'assurer la protection des habitants, et notamment des publics sensibles.</p> <p>PRESCRIPTION 56 : Les nouvelles activités générant des risques importants (type SEVESO) seront localisées à distance des zones urbanisées ou à urbaniser et des réservoirs de biodiversité. Elles seront accompagnées de mesures de limitation du risque à la source. Le développement d'infrastructures (routes...) en direction de ces zones à risque sera évité pour pérenniser ces conditions d'éloignement.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ces prescriptions.</p>

<p>Les nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) seront localisées préférentiellement dans des zones dédiées telles que les zones d'activités afin d'éviter les conflits d'usage avec les espaces résidentiels.</p> <p>Réseau de transport d'électricité</p> <p>PRESCRIPTION 57 : Les documents d'urbanisme locaux doivent prendre en compte l'existence des ouvrages de Réseau de Transport d'Electricité en reportant leurs tracés dans un document graphique annexe aux seules servitudes d'utilité publique.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe comporte la servitude d'utilité publique qui concerne la ligne EDF.</p>
<p>Risque rupture de barrage</p> <p>PRESCRIPTION 58 : Le risque de rupture de barrage devra être pris en compte par les 22 communes du territoire concernées, situées le long de la Seine. Le risque de rupture concerne les barrages suivants : barrage réservoir de la Seine, barrage réservoir de l'Aube et barrage réservoir de la Marne.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par cette prescription.</p>
<p>2.6 Gérer les nuisances</p> <p>Objectifs du PADD : « Limiter les sources de nuisances liées au développement territorial. » « Gérer durablement la production de déchets et développer les filières de valorisation. »</p> <p>2.6.1 Lutter contre les nuisances sonores</p> <p>PRESCRIPTION 59 : Les opérations d'aménagement à proximité de secteurs impactés par les nuisances sonores accueilleront en priorité d'autres occupations que l'habitat.</p> <p>Le cas échéant, les opérations nouvelles situées le long des infrastructures bruyantes respecteront les principes généraux suivants, afin de réduire les nuisances :</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe reprend l'arrêté préfectoral DAI 1 CV 019 du 15 février 1999 relatif au classement des infrastructures terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - imposer un retrait des constructions par rapport à l'alignement de la voie, afin de diminuer le niveau sonore en façade ; - adapter la hauteur des bâtiments aux conditions de propagation du bruit, pour assurer la protection des bâtiments situés à l'arrière ; - créer des aménagements qui seront paysagers aux abords des infrastructures assurant la protection des constructions contre les nuisances sonores. 	
<p>Pour les bâtiments déjà existants et situés à proximité d'infrastructures bruyantes, la population, les exploitants devront être sensibilisés au respect des normes d'isolation acoustique des bâtiments.</p> <p>Les nouvelles opérations doivent respecter les principes d'isolation phonique prescrits dans les arrêtés de classement des infrastructures de transports terrestres en vigueur sur le territoire du SCoT. Pour les bâtiments situés dans une zone particulièrement exposée au bruit lors des travaux de rénovation importants, des travaux d'isolation acoustique devront être réalisés (article R. 111-23-4 du Code de la Construction et de l'Habitation et arrêté du 13 avril 2017).</p>	

<p>2.6.2 Gérer les déchets</p> <p>PRESCRIPTION 60 : Les opérations d'aménagement mettront en œuvre des dispositifs de gestion des déchets et veilleront à soigner l'emplacement et le traitement architectural des aires de stockage.</p> <p><i>RECOMMANDATION 32 : Les communes pourront rechercher les moyens de développer des filières de valorisation des déchets sur le territoire, en particulier par l'usage de matériaux recyclés. Elles pourront mettre en œuvre des outils permettant de s'inscrire dans une économie circulaire afin de limiter la production de déchets : valorisation des énergies et déchets industriels, réutilisation et tri, revalorisation des déchets agricoles, etc.</i></p> <p><i>Une démarche d'information à destination des habitants, des entreprises et industriels du territoire pourra être engagée, en partenariat avec les syndicats de traitement des déchets, afin de les sensibiliser aux démarches de tri, de compostage, de réduction, de valorisation des déchets et de lutter contre les dépôts sauvages.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par cette prescription (aucun nouvel emplacement n'est prévu).</p>
<p>2.6.3 Lutter contre les pollutions lumineuses (« trame noire »)</p> <p>Le but recherché est de diminuer la pollution lumineuse aux abords des espaces urbanisés.</p> <p><i>RECOMMANDATION 33 : Les préconisations générales suivantes peuvent être appliquées afin de réduire les nuisances lumineuses :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - minuteur ou système de déclenchement automatique (système plus écologique et plus économe) ; - éclairage au sodium à basse pression qui sont les seuls à ne pas attirer les insectes, tout en présentant une très bonne efficacité lumineuse ; - orientation des réflecteurs vers le sol, en aucun cas vers le haut ; - moins de 5 % de l'émission lumineuse doit se trouver au-dessus de l'horizontale (voir schémas ci-contre). <p><i>L'application de ces mesures garantira un moindre dérangement des espèces de chiroptères lucifuges.</i></p>	<p>Il n'entre pas le champ de compétences réglementaire d'un PLU de traiter de cette question.</p> <p>Elle est toutefois prise en compte dans les projets de la Commune.</p>
<p>PARTIE 2 : LES ORIENTATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES</p> <p>1 LES ORIENTATIONS SUR LES SECTEURS ECONOMIQUES</p> <p>1.1 Conforter la vocation agricole du territoire</p> <p>De manière générale, le SCoT doit préserver de bonnes conditions de fonctionnement des activités agricoles qui occupent un peu plus de 70 % de la superficie du territoire, et qui participent à la gestion environnementale, paysagère du territoire.</p> <p>Objectifs du PADD : « Maintenir une agriculture dynamique. » « Pérenniser les surfaces agricoles. » « Permettre les évolutions de l'agriculture et valoriser son rôle économique. »</p>	
<p>PRESCRIPTION 61</p> <p>1 - Les documents d'urbanisme locaux devront tenir compte des diagnostics agricoles existants permettant d'identifier et de protéger au mieux les espaces agricoles (potentiel agronomique des terres, menaces de morcellement, localisation des sièges et des bâtiments d'exploitation, identification des besoins et des projets, les enjeux de reprises et les potentiels conflits d'usage à croiser avec les projets de développement de l'urbanisation).</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe identifie tous les espaces cultivés en zone agricole.</p>

<p>2 - Sur les terres agricoles à fort potentiel et sur celles participant à la trame écologique et paysagère, seule l'exploitation du sol y est possible. Aucune construction non liée à une activité agricole ou ne bénéficiant à l'activité agricole ne sera autorisée dans les espaces agricoles sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le changement de destination de bâtiments agricoles ; - l'implantation d'un équipement d'intérêt général (niveau communal ou intercommunal) lié notamment à la production d'énergie (stations électriques...) ou au traitement des déchets (solides ou liquides) qui peuvent être exceptionnellement implantés dans les espaces agricoles ; - l'exploitation d'une carrière, dans le cadre d'une gestion durable des ressources du sous-sol, sous réserve de privilégier, en fonction du contexte local et des potentiels du site, le retour à une vocation agricole des sols concernés. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe prend en compte l'ensemble de ces prescriptions, relatives aux occupations des sols autorisées par le code de l'urbanisme en zone agricole.</p>
<p>3 - Afin de justifier de la localisation d'un espace à urbaniser, les documents d'urbanisme locaux devront tenir compte de l'impact des espaces ouverts à l'urbanisation sur le fonctionnement des exploitations agricoles et les conditions de circulation des engins agricoles. Inversement, l'impact sur le fonctionnement urbain des activités agricoles et de leurs évolutions devra être analysé.</p> <p>4 - L'intégration paysagère de toutes les constructions en zone agricole devra être assurée (regroupement préférentiel des bâtiments, utilisation de matériaux et de couleur s'insérant harmonieusement dans l'environnement...).</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'ouvre à l'urbanisation aucune zone agricole cultivée (en dehors des zones 1AU).</p>
<p><i>RECOMMANDATION 34 : La concertation avec la profession agricole est encouragée : associer très en amont dans les réflexions les agriculteurs, les partenaires institutionnels (chambre d'agriculture...) pour tout projet potentiellement impactant pour les terres agricoles (zones d'activités, infrastructures...).</i></p> <p><i>RECOMMANDATION 35 : Bien que le rôle premier du document d'urbanisme local ne soit pas de favoriser tel ou tel type d'agriculture, les communes pourront encourager, par le biais d'actions de communication, des pratiques agroenvironnementales ou des usages favorisant la biodiversité tels que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la conversion à l'agriculture bio ; - la réduction des intrants ; - la prise en compte de la biodiversité dans les pratiques culturales (maintien des haies, mosaïque de cultures...) ; - les économies de la ressource en eau ; - le maintien ou la création des zones refuges : mares... 	
<p>1.2 Pérenniser l'exploitation des carrières</p> <p>Le territoire du Grand Provinois dispose de ressources importantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Bassée, principal pôle d'extraction d'alluvions à l'échelon régional, - le nord-ouest du territoire qui recèle l'essentiel des gisements de calcaires de Champigny (principale source de granulats de substitution aux alluvionnaires à l'échelon régional, - le Provinois qui dispose d'une ressource d'intérêt national au travers des gisements d'argiles. <p>Le SCoT souhaite prendre les mesures favorables à la pérennisation de ces ressources tout en permettant leur exploitation dans le respect de la réglementation en vigueur en matière d'environnement et de santé publique.</p> <p>Objectifs du PADD : « Pérenniser l'exploitation des carrières. » « Optimiser le transport de matériaux par voie ferrée et par voie fluviale. » « Diversifier la reconversion des sites de carrière qui ne sont plus en activité. »</p>	
<p>PRESCRIPTION 62 : L'activité des carrières doit être encadrée pour prendre en compte la préservation des espaces agricoles, des espaces naturels (et en particulier des zones humides), afin que ces activités puissent poursuivre leur cohabitation avec l'environnement local, en limitant autant que possible les nuisances liées aux activités et transports envers les riverains.</p> <p>Une exploitation raisonnée des ressources du sous-sol est à conforter : permettre l'autorisation ou l'extension de sites d'exploitation dans un souci de pérennisation de l'exploitation.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe identifie la carrière d'argiles existante.</p>

<p>La reconversion des sites de carrières en fin d'exploitation devra être anticipée. En fonction du contexte local et des potentiels du site, le retour à une vocation agricole des sols concernés devra être privilégié. Des projets de reconversion pour des activités touristiques, agricoles, de préservation et de mise en valeur de la richesse écologique du site pourront être mise en œuvre.</p> <p>Les carrières situées sur les secteurs de plateaux, au sein de l'espace agricole, devront, en fin d'exploitation, restituer le site en terres agricoles afin de limiter la perte d'espaces agricoles. Les projets de carrière situés au sein des réservoirs de biodiversité devront étudier et démontrer leur compatibilité avec les enjeux en présence.</p> <p>PRESCRIPTION 63 : Le SCoT interdit conformément à la loi du 13 juillet 2011 l'exploitation du gaz de schiste (technique de la fragmentation hydraulique pour l'extraction des gaz et huiles de schiste) sur le territoire du Grand Provinois.</p>	<p>Il n'entre pas le champ de compétences d'un PLU de traiter de cette question. Elle est toutefois prise en compte dans les projets de la Commune.</p>
<p>1.3 Conforter le tissu artisanal et industriel</p> <p>Objectif du PADD : « Renforcer le tissu industriel et artisanal. »</p> <p>PRESCRIPTION 64 : Aucun créneau potentiel de développement économique n'est exclu. L'accueil de tout type d'activité économique est autorisé dans les espaces économiques identifiés par le SCoT sur le territoire du Grand Provinois. Les branches traditionnelles sont confortées et leur position renforcée : industrie, artisanat, tourisme. De nouvelles branches d'activités pourront être développées en fonction des besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités tertiaires (peu consommatrices d'espace et conciliables avec les enjeux de préservation du patrimoine naturel et paysagé). - L'économie résidentielle (services à la personne créateurs d'emplois qui peuvent s'intégrer dans le tissu urbain existant). 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe identifie les zones artisanales (zone UX). Il autorise en outre les installations commerciales et artisanales dans les zones UA et UB, sous conditions.</p>
<p>PRESCRIPTION 65 : Les activités industrielles seront implantées sur les espaces économiques définis sur le territoire du SCoT. En cas d'atteinte à la préservation des paysages ou de la trame verte et bleue, des mesures compensatoires devront être définies dans le cadre des études préalables aux projets d'aménagement.</p> <p>PRESCRIPTION 66 : L'implantation dans les enveloppes urbaines existantes d'activités artisanales compatibles avec le voisinage est autorisée. Pour favoriser les implantations artisanales, les zones d'activités locales devront programmer une offre adaptée aux besoins des artisans (petits terrains, locaux d'activités).</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe ne prévoit pas d'extension des zones d'activités. Il autorise cependant les installations commerciales et artisanales dans les zones UA et UB, sous conditions.</p>
<p>1.4 Développer le tourisme</p> <p>Objectifs du PADD : « Valoriser les patrimoines et les activités touristiques. » « Renforcer les capacités d'accueil et d'animation touristiques ».</p> <p>PRESCRIPTION 67 : L'hébergement rural de qualité (gîtes et chambres d'hôtes) devra être conforté. Les hébergements plus standardisés, de type hôtel, pourront être développés. La reconversion d'anciens bâtiments agricoles pour l'accueil d'activités touristiques et d'hébergements touristiques pourra être autorisée.</p> <p>PRESCRIPTION 68 : Les documents d'urbanisme locaux devront recenser, identifier et mettre en valeur les éléments du petit patrimoine (naturel, bâti ou historique) participant à la qualité paysagère et à l'intérêt touristique du secteur.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe autorise la mutation des corps de fermes en zone agricole. Il identifie aussi les sources, lavoirs, du petit patrimoine local.</p>

<p>RECOMMANDATION 36 : Le SCoT incite les Collectivités (Communes, Communautés de Communes) à entretenir, compléter ou créer des itinéraires piétons/vélos balisés de découverte touristique sur le territoire. De même, il encourage la réhabilitation du patrimoine remarquable pour développer une offre haut de gamme.</p> <p>Le SCoT recommande de s'appuyer sur l'Office de Tourisme intercommunautaire pour renforcer les actions en faveur de l'animation touristique du territoire. Les liaisons douces existantes (piétons/vélos/équestres/kayak) balisés de découverte touristique sont entretenues et pourront être complétées par l'aménagement de nouveaux linéaires (notamment le long des cours d'eau, des canaux : aménagement de berges).</p>	
<p>2 LES ORIENTATIONS SUR L'URBANISME COMMERCIAL</p> <p>2.1 L'armature commerciale du Grand Provinois</p> <p>PRESCRIPTION 69 : L'armature commerciale du territoire du Grand Provinois se caractérise par une répartition autour de quatre typologies de polarités identifiées :</p> <p>Niveau 1 : Pôle de centralité (1) : + de 300 commerces - Provins/Poigny</p> <p>Disposant d'une offre diversifiée, généralement portée par une locomotive alimentaire de type hypermarché et par plusieurs enseignes nationales, ce pôle présente un choix large, concurrentiel, avec des alternatives pour le consommateur sur un même type de produit. Les enseignes spécialisées ont besoin d'une zone de chalandise large pour les activités situées dans ces pôles (40/60 000 habitants). Le pôle de centralité répond à des achats ponctuels (bimensuels ou mensuels), voire hebdomadaires en alimentaire.</p>	
<p>Niveau 2 : Pôles intermédiaires (2) : entre 30 et 80 commerces - Bray-sur- Seine/Mousseaux-lès-Bray / Donnemarie-Dontilly</p> <p>Polarités de moindre importance que le pôle de centralité provinois (zone de Donnemarie-Dontilly chalandise de 20/50 000 habitants), elles proposent une offre de commerces et services traditionnels portée par une moyenne surface alimentaire.</p>	
<p>Niveau 3 : Pôles relais (7) : 10 commerces et services – Sourdun, Jouy-le-Châtel, Chenoise-Cucharmoy, Villiers-Saint-Georges, Longueville, Gouaix, Montigny-Lencoup.</p> <p>Ces pôles relais correspondent aux centres-bourgs dans lesquels se trouve un regroupement de commerces traditionnels, porté parfois par une supérette alimentaire (± 300 m2). Ils répondent aux achats quotidiens (pain, presse, boucherie, pharmacie, etc.) et de grande proximité qu'ils assurent à l'échelle d'un quartier ou d'une commune. L'attractivité de ces pôles est donc essentiellement locale (zone de chalandise de 1 000 à 15 000 habitants).</p>	
<p>Niveau 4 : Pôles de proximité (19) : 1 à 5 commerces et services</p> <p>Polarités présentant une offre résiduelle de points de vente situés dans les zones rurales (regroupés ou isolés). Bannost-Villegagnon, Beton-Bazoches, Montceaux-lès-Provins, Louan-Villegruis-Fontaine, Voulton, Sainte-Brice, Soisy-Bouy, Vulaines-lès-Provins, Maison-Rouge, Cessoy-en-Montois, Châtenay-sur-Seine, Bazoches-lès-Bray, Sognolles-en-Montois, Sainte-Colombe, Everly, Mons-en-Montois, Les Ormes-sur-Voulzie, Noyen-sur-Seine, Jutigny.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe autorise le développement commercial en zone UX, UA et UB.</p>

<p>PRESCRIPTION 70 : Le SCoT identifie dix centralités urbaines et sept polarités périphériques.</p> <p>1 - Les centralités urbaines : La centralité urbaine commerciale principale suivante : le centre-ville de Provins/Poigny. Les deux centralités urbaines commerciales intermédiaires suivantes : le centre-ville de Bray-sur-Seine/Mousseaux-lès-Bray ; le centre-ville de Donnemarie-Dontilly. Les sept pôles relais : Sourdun, Jouy-le-Châtel, Chenoise-Cucharmoy , Villiers-Saint-Georges, Longueville, Gouaix, Montigny-Lencoup.</p> <p>2 - Les polarités périphériques (7) : la zone Est de Provins/Poigny , la zone Sud de Provins/Poigny, la zone Sud-Est de Bray-sur-Seine/Mousseaux-lès-Bray, la zone Sud-Ouest de Bray-sur-Seine/Mousseaux-lès-Bray, la zone Est de Donnemarie-Dontilly, la zone Ouest de Donnemarie-Dontilly, la zone Ouest de Longueville. Complétant le DOO, le Document d'Aménagement Artisanale et Commercial (DAAC) définit les conditions d'implantations des commerces en fonction de leur taille (> 300 m2 et < 300 m2) et de la nature des localisations préférentielles.</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas identifiée au titre des centralités ou polarités.</p>
<p>3 LES ORIENTATIONS SUR L'ARMATURE ECONOMIQUE</p> <p>3.1 L'organisation des espaces économiques</p> <p>L'objectif du SCoT est de poursuivre la diversification du tissu économique local en offrant une capacité d'accueil en cohérence avec les différents secteurs d'activités qui sont susceptibles de s'implanter dans les prochaines années sur le territoire. Au regard de cette ambition de développement économique sur le Grand Provinois, le SCoT doit :</p> <p>3.1.1 Permettre l'accueil d'activités économiques en milieu urbain</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir les espaces à vocation économique ; - identifier le potentiel d'accueil dans les espaces économiques existants et la consommation de nouveaux espaces nécessaires pour répondre aux besoins des entreprises tout en respectant la préservation des espaces naturels et l'activité agricole présente sur le territoire. 	
<p>Les espaces urbains du territoire sont les localisations préférentielles pour l'implantation des activités économiques résidentielles (satisfaction des besoins de la population) dans la mesure où elles ne génèrent pas de nuisances aux riverains. Les secteurs d'activités à privilégier seront notamment les activités commerciales et de services, les administrations publiques, les équipements de service public, les activités artisanales orientées vers le service ou la vente aux particuliers, l'activité tertiaire de bureau...</p>	
<p>3.1.2 Prioriser la reconquête des friches urbaines</p> <p>PRESCRIPTION 72 : Le SCoT indique une priorité au réinvestissement des friches urbaines au cours des prochaines années. Il identifie un potentiel de renouvellement urbain important sur la friche industrielle de Longueville (8,3 hectares), secteur stratégique de reconversion pour le Grand Provinois (pôle gare majeur et une porte d'entrée du territoire). Deux autres secteurs présentent également un fort potentiel de renouvellement urbain et de densification en partie sud de Provins pour renforcer l'offre économique, mais également pour l'accueil de programmes mixtes (économie, habitat). Ces axes de réflexion prioritaires sont à l'étude.</p> <p>La priorité doit être donnée à l'étude des possibilités de restructuration de ce potentiel : études sur un état des lieux du site (niveau de pollution des sols etc.), sur des perspectives de reconversion (étude de programmation urbaine : quelle(s) vocation(s) à terme ?), sur les conditions d'une mise en œuvre d'un projet de restructuration.</p> <p>Dans le cas de l'apparition à terme de nouvelles friches urbaines sur le territoire, la priorité devra également être donnée à l'examen de ce nouveau potentiel d'accueil et aux conditions de sa requalification. La reconversion de friches urbaines doit permettre l'accueil de nouvelles activités dans le cadre d'opérations dédiées à l'économie ou d'opérations mixtes (activités/habitat/équipements et services).</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas identifiée au titre des friches urbaines.</p>

<p>3.1.3 Rechercher une plus grande densité dans ces espaces économiques</p> <p><u>PREScription 73</u></p> <p>Les communes et EPCI compétents rechercheront à optimiser les règlements de zone pour favoriser la densification de leurs pôles d'activités existants dans la mesure où cette densification respecte des conditions de qualité et de bon fonctionnement urbain (circulation, sécurité, réduction des nuisances...).</p> <p>La densification des zones d'activités sera favorisée en allégeant les contraintes de hauteur, de retrait et d'implantation des bâtiments et en recherchant une mutualisation des places de stationnement.</p> <p>La densification des zones d'activités existantes par l'aménagement de terrains équipés et non bâtis sera recherchée en priorité.</p>	<p>Il ne paraît pas possible de densifier davantage la ZAE de Sainte-Colombe. En outre, le coefficient d'emprise au sol est suffisamment permissif pour les constructions à usage d'activités (70%).</p>
<p>3.1.4 Permettre l'évolution des zones d'activités existantes et la création de nouvelles zones</p> <p><u>PREScription 74</u> : Les zones d'activités économiques existantes ou à créer sont les localisations préférentielles pour les nouvelles implantations ou les relocalisations d'activités (besoin foncier important, accessibilité et nuisances auprès des riverains - circulation poids lourds, nuisance sonore...).</p> <p><u>PREScription 75</u> : Le SCoT repose sur une consommation maximale de nouveaux espaces agricoles ou naturels de 79,00 hectares sur les sites économiques du Grand Provinois (existants et à créer) pour les 20 prochaines années. La déclinaison de cette programmation foncière par Communautés de Communes membres du SMEP est la suivante : (voir le tableau en page 76 du DOO).</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas identifiée au titre de la programmation foncière des zones d'activités.</p>
<p>3.2 L'accompagnement du développement des espaces économiques</p> <p><u>PREScription 76</u> : Les aménagements des zones d'activités devront répondre aux prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure compacité des formes bâties à travers les documents d'urbanisme locaux (règles de gabarits, emprise au sol...) : rendre possible la densification. - Le traitement des façades (palette de couleur, matériaux, position et taille des enseignes). - Le traitement des limites (hauteur, couleur et composition des clôtures ou haies, homogénéité à l'échelle de la zone). - Les zones seront aménagées de telle sorte que l'accès et le stationnement des véhicules soient adaptés à l'importance de la zone, au nombre d'emplois et aux activités. <p>En cas d'atteinte à la préservation des paysages ou des continuités écologiques, des mesures compensatoires devront être définies dans le cadre des études préalables aux projets d'aménagement. La diversification des capacités d'accueil d'entreprises (implantation d'hôtel d'entreprise et/ou de pépinière d'entreprises) sera recherchée pour s'adapter aux besoins des entrepreneurs.</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas concernée par ces prescriptions, ses zones d'activités étant achevées.</p>
<p><i>RECOMMANDATION 37 : Le SCoT recommande de prendre en compte dans les aménagements des zones d'activités les critères suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La végétalisation des espaces extérieurs et le traitement de ces espaces végétalisés.</i> - <i>Le traitement prioritaire des espaces libres de toute occupation en espace vert.</i> - <i>Le traitement paysager dédié aux infrastructures et équipements pour les modes doux (piétons, vélos).</i> - <i>Le traitement paysager des équipements de gestion des eaux pluviales et usées (bassins d'orage paysagers, fosses d'infiltration, mares écologiques, noues paysagères, etc.).</i> - <i>L'intégration du stockage des matériaux en extérieur.</i> - <i>Les bâtiments d'activités mobiliseront autant que possible les énergies renouvelables. La haute qualité environnementale et les économies d'eau dans les constructions seront recherchées.</i> 	

<p><i>Dans la centralité des pôles urbains, un espace mutualisé (co-working) adapté au télétravail (bureaux, connexion, équipements communs, salle de visio-conférence...) pourra être proposé. Le niveau de services aux entreprises, éléments d'attractivité pour l'accueil de nouvelles entreprises (restauration, crèches, conseils et ingénierie, location de matériel...) pourra être renforcé. Le SCoT encourage la mutualisation du stationnement en particulier dans le cadre des projets d'aménagement économiques. Les places de stationnement seront situées à l'intérieur des zones d'activités. La desserte par les transports collectifs et les modes doux des zones d'activités sera recherchée, ainsi que le renforcement des capacités de stationnement pour les vélos.</i></p>	
<p>« La mutualisation du stationnement consiste :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit à limiter l'offre privée associée à chaque projet immobilier en créant des parkings mutualisés qui répondent aux besoins complémentaires de plusieurs projets proches; - soit à faire jouer la complémentarité d'usage entre des parkings publics et/ou privés existants pour éviter par exemple la construction d'un nouvel ouvrage. <p>La mutualisation peut donc être initiée dans le cadre d'opérations urbaines à venir (ZAC, etc.) ou envisagée dans le cas d'un tissu urbain déjà existant. » Source : CERTU, décembre 2010</p>	
<p>RECOMMANDATION 38</p> <p><i>La réduction de la fracture numérique sur leur territoire est programmée. Le développement du très haut débit est priorisé vers les zones d'activités du territoire. La montée en débit pour les particuliers complète la politique numérique engagée : poursuivre les actions mises en œuvre pour une couverture numérique optimale du territoire à court terme.</i></p>	
<p>PARTIE 3 : LES ORIENTATIONS SUR LE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL</p> <p>1 LES ORIENTATIONS SUR L'ARMATURE URBAINE</p> <p>1.1 Prendre appui sur les pôles</p> <p>1.1.1 Provins : pôle de centralité</p> <p>Provins est pôle de centralité du territoire du SCoT. Cette commune regroupe 11 844 habitants (20,4 % de la population totale du Grand Provinois) et 7 121 emplois (46,6 % de l'ensemble des emplois sur le territoire du SCoT). Ce pôle de centralité compte également la majorité de l'offre en matière de logements, d'équipements et de services sur le territoire. Il s'agit d'une offre primaire dans le sens où l'essentiel de l'offre en équipements et services est disponible sur ce pôle de centralité, ainsi que les grands équipements structurants du territoire (hôpital, gare, équipements scolaires, équipements culturels, centres commerciaux, principaux commerces...).</p>	
<p>PRESCRIPTION 77 : Cette polarité centrale a vocation à assurer un rôle majeur dans l'organisation et le fonctionnement du territoire du Grand Provinois par l'offre de mobilités, d'équipements, de services, d'emplois, de logements et par ses atouts touristiques importants.</p> <p>Sur ce pôle de centralité, il s'agira par conséquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de conforter l'existant et de renforcer les fonctions centrales (commerces, parc de logements diversifié dont une part locative, équipements médicaux, culturels, sportifs, services, activités, tourisme...), par un principe de renouvellement urbain et en permettant une extension de l'urbanisation ; - d'accueillir une grande part des nouveaux logements programmés dans le SCoT ; 	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas concernée par ces prescriptions, lesquelles se rapportent à la ville-centre.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - de programmer une offre diversifiée de logements (notamment en location) dans le cadre de la recherche d'un rééquilibrage de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire du SCoT ; - de renforcer l'offre économique et touristique. <p>Une densité et une mixité plus forte devront être recherchées dans les opérations de renouvellement urbain ou en extension de l'enveloppe urbaine existante, dans le respect de l'identité territoriale et patrimoniale locale.</p>	
<p>1.1.2 Deux pôles intermédiaires</p> <p>Le territoire du SCoT dénombre 2 pôles intermédiaires en partie sud du SCoT : Bray-sur-Seine et Donnemarie-Dontilly. Ces pôles intermédiaires regroupent 5 075 habitants (8,8 % de la population totale du SCoT) et 1 836 emplois (12,0 % de l'ensemble des emplois sur le territoire).</p> <p><u>PRESCRIPTION 78</u> : Ces 2 pôles intermédiaires ont pour vocation de rechercher des complémentarités avec l'offre urbaine du pôle de centralité (habitat, équipements et services) et l'optimisation de cette offre urbaine (sur le thème des mobilités notamment). Ces pôles intermédiaires maintiennent au plus près des habitants une offre urbaine diversifiée. La densité et la mixité urbaine devront être renforcées dans les opérations de renouvellement urbain ou en extension de l'enveloppe urbaine existante, dans le respect de l'identité territoriale et patrimoniale locale.</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas concernée par ces prescriptions, lesquelles se rapportent à Bray-sur-Seine et Donnemarie-Dontilly.</p>
<p>1.1.3 Neuf pôles relais</p> <p>Le territoire du SCoT compte 9 pôles relais : Beton-Bazoches, Chenoise-Cucharmoy, Gouaix, Jouy-le-Châtel, Longueville, Montigny-Lencoup, Sainte-Colombe, Sourdun, Villiers-Saint-Georges. Ces pôles relais regroupent 13 254 habitants (22,9 % de la population totale du SCoT) et 2 394 emplois (15,7 % de l'ensemble des emplois sur le territoire).</p>	
<p><u>PRESCRIPTION 79</u> : Ces pôles relais ont pour vocation première d'organiser au plus près des habitants des services de base, quotidiens. Ils organisent la proximité et contribuent au développement maîtrisé de l'espace rural.</p> <p>Le pôle relais de Jouy-le-Châtel occupe une place particulière dans cette armature urbaine en partie nord-ouest du territoire : porte d'entrée du territoire, bien desservi, ce pôle relais à vocation également à être conforter dans son offre urbaine et économique. L'accueil d'un nouveau collège, l'aménagement d'une gare routière, la création d'une zone économique ainsi que l'accueil de nouveaux logements permettront de conforter le maillage du territoire du SCoT, en réponse à l'objectif de polarisation retenu dans le PADD du SCoT.</p> <p>La densité et la mixité urbaine devront être renforcées dans les opérations de renouvellement urbain ou en extension de l'enveloppe urbaine existante, dans le respect de l'identité territoriale et patrimoniale locale.</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas concernée par ces prescriptions, lesquelles se rapportent aux pôles-relais.</p>
<p>1.1.4 - 69 autres communes</p> <p>Ces 69 autres communes (qui comptent moins de 1 000 habitants chacune) regroupent 27 774 habitants (47,9 % de la population totale du SCoT) et 3 918 (25,7 % de l'ensemble des emplois sur le territoire).</p> <p>La préservation des 69 villages est nécessaire au maintien du caractère rural et patrimonial du territoire. Cependant, elle n'exclut pas une évolution de ces entités urbaines pour répondre aux besoins locaux et participer à l'effort du territoire en termes de diversification de l'offre urbaine, de mixité urbaine, de recherche d'une économie du foncier.</p>	

PRESCRIPTION 80 : Ces 69 communes ont pour vocation première de participer à la structuration de l'espace rural, et d'assurer le maintien de son caractère rural en s'appuyant sur des activités traditionnelles à conforter : agriculture, artisanat, tourisme et loisirs. Certaines communes s'inscrivent dans une proximité forte et une recherche de complémentarité avec une polarité identifiée à conforter.

Un maintien des équipements et services existants est recherché.

La densité et la mixité urbaine attendue dans les opérations de renouvellement urbain ou en extension de l'enveloppe urbaine existante seront moins fortes et adaptées à l'objectif d'un maintien du caractère rural de ces communes. Le développement de l'offre résidentielle devra être maîtrisée. Le maintien et le développement des équipements et services de proximité sera recherché.

1.2 Valoriser les pôles gares

Les 4 gares ferroviaires présentes sur le territoire du Grand Provinois sont implantées sur le territoire communal de Provins, Poigny, Longueville, Sainte-Colombe. Une cinquième gare a été réouverte pour le transport de fret uniquement : la gare de Flamboin-Gouaix. Le développement de ces centralités urbaines à proximité des gares ferroviaires repose sur le maintien de bonnes liaisons ferroviaires assurant une attractivité de chaque site, un projet urbain d'ensemble et une optimisation de l'intermodalité sur ces sites.

PRESCRIPTION 81 : Le développement autour des secteurs de gare est renforcé si le contexte local le permet selon deux dispositions relatives à leur potentiel de densification et à leur possibilité d'extension urbaine.

Le tableau suivant précise pour chacune des 6 communes concernées par un secteur de développement à proximité des gares l'augmentation minimale de la **densité moyenne des espaces d'habitat** et de la **densité humaine** à l'horizon 2030 que le document d'urbanisme local doit permettre :

		Densité des espaces d'habitat		Densité humaine	
		En 2013	Projetée en 2030	En 2013	Projetée en 2030
		15 % en secteur de développement à proximité des gares			
		En logements par hectare			
Provins	Gare	26,71	30,71	48,5	55,8
Poigny	Gare	7,76	8,92	23,2	26,7
Saint-Brice	Gare	5,88	6,77	14,3	16,4
Longueville	Gare	12,57	14,45	25,5	29,3
Sainte-Colombe	Gare	8,06	9,27	18,7	21,5
Source : référentiel territorial du SDRIF, IAU Ile-de-France					
Chalmaison	Gare	5,83	6,70	14,8	17,0
Source : référentiel territorial du SDRIF, IAU Ile-de-France					

Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe répond à cette prescription, à travers la mixité des fonctions urbaines rendues possibles par le règlement.

Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe répond à cette prescription :

- au regard du potentiel de densification identifié, soit environ 120 logements ;
- au regard du développement d'activités par reconversion des corps de fermes.

2 - Possibilité d'extension urbaine

Le SCoT rappelle la règle du SDRIF 2013 qui devra être respectée autour des secteurs de gare.

→ Dans les secteurs de développement à proximité des gares situés dans un rayon de l'ordre de 2 kilomètres :

« A l'horizon 2030, une extension de l'urbanisation de l'ordre de 5 % de la superficie de l'espace urbanisé communal est possible dans ces secteurs. Ces extensions doivent être en continuité de l'espace urbanisé existant au sein duquel la gare est implantée. »

Ces rayons théoriques mentionnés sur la carte de destination générale des différentes parties du territoire (SDRIF 2013) devront être adaptés localement en fonction de la morphologie urbaine des sites, de l'accessibilité aux sites et du projet urbain local.

<p>Ce potentiel supplémentaire de développement s'accompagne des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La programmation résidentielle devra rechercher un équilibre entre l'accueil de nouveaux logements et la création d'équipements répondant aux besoins des populations accueillies sur ces centralités. Des commerces de proximité et services pourront être implantés dans ces secteurs. - Des espaces de stationnement devront être aménagés en lien avec la fonction et la fréquentation de la gare ferroviaire. Les documents d'urbanisme locaux devront ajuster les espaces de stationnement en fonction du projet urbain défini localement et des rabattements organisés vers ces centralités pour favoriser les transports collectifs proposés. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Le rabattement des transports collectifs vers ces secteurs et leur accessibilité par voie de déplacement doux à partir des espaces urbanisés seront privilégiés. <p><i>RECOMMANDATION 39 : Les documents d'urbanisme locaux pourront traiter de manière spécifique les secteurs de développement à proximité des gares par le biais d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). L'inter-modalité sera prise en compte dans ces OAP afin de renforcer et faciliter l'accessibilité de ces secteurs stratégiques.</i></p>	
<p>1.3 Limiter le développement des hameaux</p> <p>La géographie urbaine du Grand Provinois est marquée par la présence de nombreux hameaux en lien avec le développement de son agriculture. La majorité de ces hameaux sont caractérisés par une séparation nette avec le centre-bourg. Cette rupture leur confère une identité propre au sein du paysage. Le SCoT doit composer avec cette spécificité et limiter le développement de ces entités urbaines en cohérence avec les objectifs du PADD : préserver l'identité rurale du territoire, choix de la polarisation plutôt que de la dispersion du développement, préservation des paysages.</p>	
<p>PRESCRIPTION 82 : Le développement des cœurs de bourg et de village est la priorité afin de favoriser la proximité aux services. Le développement des hameaux doit par conséquent être limité.</p> <p>La densification d'un hameau au sein de son enveloppe urbaine existante est possible sous conditions (bonne desserte par les réseaux, bonne insertion des aménagements programmés en densification, projet proportionné au caractère rural des lieux etc.). Elle devra être soumise à l'avis du Comité syndical du SMEP qui, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du SCoT, donnera un avis favorable au projet de densification si celui-ci est suffisamment justifié, respecte un équilibre urbain (écarter les projets de densification surdimensionnés) ainsi que l'identité architecturale et patrimoniale du lieu. Le SMEP pourra compléter les critères pour apprécier la justification du projet de densification (localisation du hameau par rapport aux centralités urbaines et villageoises, niveau de desserte par les transports collectifs etc.). Toute nouvelle construction doit prendre en compte l'identité architecturale du hameau. Les éléments naturels identitaires (arbres remarquables, mares...) recensés dans les hameaux sont à préserver et à valoriser.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe répond à cette prescription, aucune extension n'étant permise dans les hameaux.</p>
<p>1.4 Permettre l'évolution des anciens bâtiments agricoles</p> <p>PRESCRIPTION 83 : Le changement de destination des bâtiments en zone agricole n'ayant plus une vocation agricole peut être autorisé dans le respect du contexte réglementaire en vigueur dès lors que le projet est correctement desservi (voirie, réseaux), qu'il ne met pas en péril les exploitations agricoles existantes, et qu'il permet, le cas échéant, de préserver un bâti patrimonial bien intégré dans les paysages.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe régleme en zone A ces changements de destination.</p>

<p>2 - Des études complémentaires sont recommandées pour une meilleure connaissance du parc vacant (nombre, durée de la vacance, état du parc vacant...).</p> <p>3 - L'engagement d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) à l'échelle du SMEP permettra un approfondissement de la connaissance du parc de logements vacants et un ciblage des interventions, la définition d'actions de réinvestissement, la mobilisation d'outils opérationnels de remise sur le marché des logements vacants (financements incitatifs auprès des propriétaires bailleurs etc.)</p>	
<p>2.3 Tendre vers un meilleur équilibre territorial en termes de mixité sociale</p> <p>S'il n'y a pas de production nouvelle de logements locatifs sociaux au cours des prochaines années, la proportion de ce type de logements dans le parc global baissera à terme (compte tenu de la programmation de nouveaux logements sur 20 ans). Aujourd'hui, le territoire compte 2 735 logements locatifs sociaux (RPLS 2017), soit 11,6 % du parc des résidences principales.</p>	
<p>PRESCRIPTION 87 : Le SCoT intègre un objectif de renforcement et de rééquilibrage territorial de l'offre locative sociale sur le Grand Provinois. L'orientation du SCoT porte sur la programmation de 10 % des nouveaux logements à réaliser (3 400 logements sur 20 ans) pour renforcer l'offre locative sociale, soit au moins 340 nouveaux logements locatifs sociaux (de l'ordre de 17 logements par an en moyenne).</p> <p>La déclinaison territoriale par Communautés de Communes membres du SMEP de l'objectif de 340 logements locatifs sociaux sur 20 ans est la suivante : 60 % sur la CC du Provinois, soit 204 logements ; 40 % sur la CC Bassée Montois, soit 136 logements</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe permet, avec une taille minimale des logements de 40 m2, une diversité d'offre de logement. Y compris dans le domaine locatif.</p>
<p>Cette programmation est à orienter en priorité vers les pôles, les secteurs de gare, les secteurs bien desservis en transports collectifs. Le renforcement du parc locatif social sera réalisé soit dans le cadre d'opérations de construction de logements, soit dans le cadre de programmes de réhabilitation ou de restructuration du parc existant. Les rapports de présentation des documents d'urbanisme locaux prendront en compte cette orientation et démontreront de quelle manière elle pourra être appliquée (notamment à travers un zonage et une réglementation adaptée) ou quels sont les facteurs limitant localement la réalisation de logements locatifs sociaux.</p>	
<p>2.4 Rechercher une diversification dans la typologie des logements</p> <p>PRESCRIPTION 88 : Des formes intermédiaires d'habitat telles que des logements en collectif, de l'individuel groupé ou des formes d'habitat individuel dense devront être développées dans les opérations d'aménagement pour mieux concilier réponse aux besoins et optimisation du foncier (logements intermédiaires : petits collectifs, individuels denses, maisons en bande, pavillon sur petite parcelle).</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe permet, avec une taille minimale des logements de 40 m2, une diversité d'offre de logement.</p>
<p>3 LES ORIENTATIONS SUR UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL ECONOMIE EN FONCIER</p>	
<p>3.1 Optimiser les enveloppes urbaines existantes</p> <p>La notion d'enveloppe urbaine existante utilisée dans le DOO fait référence au Mode d'Occupation des Sols de l'IAURF utilisé dans le SDRIF 2013 (les surfaces urbanisées au sens strict figurant dans le Référentiel territorial du SDRIF 2013). Cette notion permet ainsi de qualifier ce qui relève d'une consommation d'espace en extension de l'enveloppe urbaine existante, et constitue un outil de suivi de la mise en œuvre du SCoT (évaluer la consommation foncière en extension pour le développement urbain).</p>	
<p>3.1.1 Connaître et prioriser le potentiel d'accueil dans les enveloppes urbaines existantes</p> <p>PRESCRIPTION 89 : Lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme locaux, les communes devront, en phase de diagnostic, effectuer un inventaire des disponibilités et potentialités des enveloppes urbaines existantes (espaces non construits, de faible densité, appelant une requalification, bâtiments désaffectés, reconversion ou réhabilitation d'immeubles anciens, logements vacants à inventorier et à qualifier, secteurs de mutation) et préciser la faisabilité de leur réinvestissement.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe identifie le potentiel de densification, en respectant une trame parcellaire cohérente avec le type d'urbanisation de la commune.</p>

<p>Les opérations de renouvellement urbain devront être programmées en priorité par rapport aux extensions urbaines lorsque les conditions de faisabilité de ce renouvellement sont réunies.</p> <p>Dans la mise en œuvre du SCoT, les extensions de l'urbanisation seront autorisées après justification de l'impossibilité de mobiliser les potentialités identifiées dans l'enveloppe urbaine existante. Ces justifications devront être intégrées dans les études préalables à l'urbanisation de nouveaux secteurs.</p>	
<p>L'urbanisation dans les secteurs de renouvellement urbain devra respecter des principes de densification, de mixité sociale et fonctionnelle (logements, équipements, activités tertiaires : services, bureaux), de compatibilité avec l'environnement immédiat. Cette compatibilité s'appréciera selon plusieurs critères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cohérence avec le tissu urbain existant, la bonne insertion des volumes, - la compatibilité des fonctions, de manière à ne pas perturber le fonctionnement du quartier (circulation, stationnement, nuisances diverses). 	
<p>Il appartiendra aux documents d'urbanisme locaux de définir précisément une réglementation adaptée répondant à ces principes. Des règles permettant l'utilisation de ces potentialités de renouvellement urbain devront être mises en œuvre dans les documents d'urbanisme locaux. Elles porteront sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la levée de blocages réglementaires empêchant des densifications (marges de recul, hauteur...) ; - la définition d'emplacements réservés pour créer des accès ou des équipements nécessaires à la réalisation de nouvelles opérations ; - la conception d'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) pour définir les modalités d'aménagement des sites concernés. 	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe présente des OAP sur les sites concernés par les zones d'urbanisation future.</p>
<p>PRESCRIPTION 90 : À l'intérieur des enveloppes urbaines existantes, il sera recherché à l'horizon 2030 du SDRIF (phase 1 du SCoT) par les communes une augmentation minimale de 10 % de la densité moyenne des espaces d'habitat et de la densité humaine, et de 15 % pour les communes comprenant des quartiers à densifier à proximité d'une gare. Les tableaux en pages suivantes précisent les objectifs quantifiés pour chaque commune.</p> <p>Le SCoT rappelle les règles de densité du SDRIF 2013 qui devront être respectées localement :</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe répond à cette densification : avec ≈ 800 logements en 2020, le PLU prévoit une densification supérieure à $800 \times 0,15 \approx 115$ logements.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Pour toutes les communes : « A l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 10 % : o de la densité humaine ; o de la densité moyenne des espaces d'habitat. » - Dans les communes comprenant des quartiers à densifier à proximité d'une gare (quartiers définis par un rayon de l'ordre de 1 000 mètres autour d'une gare) : « A l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 15 % : o de la densité humaine ; o de la densité moyenne des espaces d'habitat. » 	
<p>En phase 2 de la mise en œuvre du SCoT (2030 à 2040), les communes devront poursuivre la recherche d'une augmentation des densités au sein des enveloppes urbaines existantes.</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux évalueront les densités existantes (en parties centrales et en périphérie des enveloppes urbaines existantes), et rechercheront une densité supérieure dans les opérations d'aménagement en fonction de cette évaluation et des contraintes de site. Une valeur de densité existante en 2013 est précisée pour chaque commune dans les tableaux en page suivante. Cette valeur permet de projeter la densité moyenne des espaces d'habitat à atteindre à l'horizon 2030.</p> <p>La densité existante en 2013 calculée pour chaque commune dans le référentiel territorial du SDRIF 2013 est le rapport entre le nombre de logements en 2012 et la superficie des espaces d'habitat en 2012.</p>	

<p>Pour obtenir des densités plus élevées, il faudra travailler sur des volumes bâtis diversifiés et non pas uniquement au travers de la diminution de la taille des parcelles. Ce travail sera réalisé dans le cadre des documents d'urbanisme locaux : réglementer le recul des bâtiments (par rapport aux voies et aux limites séparatives), la hauteur et l'aspect des toitures (sens du faîtage)...</p> <p>La notion de densification sera appréciée en fonction de l'environnement urbain existant dans le respect de l'identité patrimoniale et de qualité du cadre de vie. Elle contribuera notamment à renforcer les centralités existantes.</p> <p>L'urbanisation des « dents creuses » et des fonds de parcelle devra être privilégiée mais ne sera pas systématique. Des espaces de respiration non bâtis au sein de l'enveloppe urbaine existante seront préservés (pour l'aménagement d'espaces verts participant aux continuités écologiques, pour l'aménagement d'espaces publics de qualité, pour le maintien de l'intérêt paysager et patrimonial du site). Les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement veilleront à maintenir des formes urbaines compactes, privilégiant une densification au sein de l'enveloppe urbaine existante.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none">- s'il préserve les fonds de parcelles c'est parce que les divisions en premier rang permettent de répondre aux objectifs de densité ;- ce potentiel respecte la trame foncière et maintient des coupures vertes entre les différents quartiers.										
<p>Les tableaux suivants précisent pour chaque commune l'augmentation minimale de la densité moyenne des espaces d'habitat à l'horizon 2030 que le document d'urbanisme local doit permettre : Les tableaux suivants précisent pour chaque commune l'augmentation minimale de la densité humaine à l'horizon 2030 que le document d'urbanisme local doit permettre :</p> <table><tr><th>Commune</th><th>Densité en 2013</th><th>Projetée en 2030</th><th>Densité humaine 2013</th><th>Projetée 2030</th></tr><tr><td>Sainte-Colombe</td><td>8,06</td><td>9,27</td><td>18,7</td><td>21,5</td></tr></table>	Commune	Densité en 2013	Projetée en 2030	Densité humaine 2013	Projetée 2030	Sainte-Colombe	8,06	9,27	18,7	21,5	
Commune	Densité en 2013	Projetée en 2030	Densité humaine 2013	Projetée 2030							
Sainte-Colombe	8,06	9,27	18,7	21,5							
<p>3.2 Permettre un développement résidentiel économe en foncier</p> <p>3.2.1 Conditionner l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation</p> <p><u>PREScription 91</u> : L'extension des enveloppes urbaines existantes pourra s'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none">- si une étude des potentialités de densification de l'enveloppe urbaine existante en secteurs équipés et desservis est réalisée ;- lorsque les Collectivités auront démontré qu'elles mettent en œuvre les actions nécessaires à l'utilisation de leurs potentiels identifiés dans l'enveloppe urbaine existante, et précisent les éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre (potentialités en zone urbaine pas mobilisables en raison de contraintes qui peuvent être liées à l'absence de maîtrise foncière, la rétention foncière des propriétaires, l'équilibre économique de l'opération difficile à atteindre en raison du coût du foncier...). <p>Toutes les opérations d'aménagement devront être raccordées à l'assainissement collectif performant, sauf dans les opérations de densification modérée dans des secteurs d'habitat diffus non raccordés à l'assainissement collectif. L'absence d'assainissement collectif ne devra pas être un obstacle à la densification des secteurs d'habitat diffus.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'étude de densification est effectuée, avec des terrains desservis en assainissement ;- les extensions vont permettre de compléter la réponse à l'objectif démographique retenu.										
<p><u>PREScription 92</u> : Les documents d'urbanisme locaux devront étudier les besoins en eau potable liée au développement de l'urbanisation et les possibilités d'alimentation. Ils devront tenir compte de la capacité d'alimentation en eau potable dans leurs projets de développement Leur règlement conditionnera toute ouverture à l'urbanisation à son accès à un système d'approvisionnement en eau potable suffisant. Par ailleurs, toute nouvelle opération d'aménagement favorisera la mise en place de dispositifs de récupération d'eau, et d'économie des consommations en eau potable.</p> <p><u>PREScription 93</u> : Les documents d'urbanisme locaux conditionneront les extensions des constructions existantes dans les zones d'assainissement non collectif à la justification d'un dispositif conforme et ne présentant aucun risque sanitaire ni environnemental.</p>	<p>La capacité de la desserte en eau potable est suffisante pour l'augmentation démographique envisagée. Le règlement prescrit la réutilisation de l'eau de pluie. Le règlement prévoit dans toutes les zones la possibilité d'un assainissement autonome.</p>										

<p>3.2.2 Développer l'urbanisation en continuité des secteurs urbanisés et équipés</p> <p><u>PREScription 94</u> : Les extensions urbaines devront être réalisées en continuité avec les enveloppes urbaines existantes, desservies et équipées. Les secteurs présentant des facilités de desserte par les transports collectifs, par les réseaux (eau, assainissement...) et pour la collecte des déchets seront favorisés. L'urbanisation sera recherchée en profondeur plutôt qu'en linéaire le long des axes routiers, dans la mesure où elle ne crée pas de problèmes en termes de stationnement, ni de raccordement aux réseaux, ni de perméabilité écologique.</p>	<p>Le PLU de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions : toutes les extensions sont soit desservies en VRD, soit affectées d'un projet urbain partenarial.</p>
<p>3.2.3 Rechercher un renforcement des densités résidentielles dans les extensions des enveloppes urbaines existantes dans la limite des caractéristiques rurales et patrimoniales du lieu à préserver</p> <p><u>PREScription 95</u> : En dehors des enveloppes urbaines existantes, les densités nettes moyennes minimales seront à respecter à l'échelle de l'ensemble des nouveaux espaces d'habitat programmés dans les documents d'urbanisme locaux, en prenant en compte des contextes locaux différenciés (en termes de capacité d'assainissement collectif, de configuration des parcelles, de capacités d'urbanisation etc.), dans le respect de l'identité patrimoniale et de la qualité du cadre de vie.</p>	
<p>Les objectifs de renforcement des densités nettes à respecter par niveau de l'armature urbaine aux horizons 10 ans et 20 ans sont les suivants :</p> <p>Pôle de centralité : 35 logements par hectare Pôles intermédiaires : 21 logements par hectare Pôles relais : 16 logements par hectare Autres communes : 11 logements par hectare</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions, avec une densité minimale supérieure à celle prescrite : 120 logements sur ≈ 5,80 ha en densification et 20 logements sur 1,40 ha en extension à 2030 ≈ 20 logements / ha.</p>
<p>Dans les secteurs concernés par des pastilles d'urbanisation préférentielles inscrites au SDRIF, la densité moyenne de l'ensemble des nouveaux espaces d'habitat sera au moins égale à 35 logements / hectare. La densité n'est pas imposée à l'échelle de chaque opération d'aménagement (ZAC, permis d'aménager, déclaration préalable valant division parcellaire) mais constitue une moyenne à obtenir par le croisement des densités recherchées sur tous les nouveaux espaces d'habitat programmés dans les documents d'urbanisme locaux en extension de l'enveloppe urbaine existante.</p> <p>Le SCoT ne précise pas de norme quantifiée de densification à appliquer à des opérations individuelles. Cependant, il indique que ces opérations doivent être réalisées en tenant compte de l'orientation sur l'économie du foncier : rechercher la réalisation d'opérations plus denses lorsque les conditions (assainissement, morphologies bâties, sensibilité paysagère) le permettent. Les documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi) devront faire la démonstration explicite du respect de cette prescription.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe n'est pas concerné par ces prescriptions, la commune ayant renoncé à urbaniser la pastille d'urbanisation préférentielle</p>
<p>3.2.4 Limiter la consommation de nouveaux espaces pour les logements</p> <p><u>PREScription 96</u> : 45,53 % des logements programmés sur 20 ans pourront être réalisés en extension urbaine, soit 1 548 logements. Les autres logements programmés dans le SCoT sur 20 ans devront être réalisés en densification des enveloppes urbaines existantes, soit 1 852 logements (renouvellement urbain, restructuration du parc, urbanisation d'espaces non bâtis dans l'enveloppe urbaine).</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions, avec 70 % de logements en densification et 30 % en extension, sur 140 logements.</p>

<p>PRESCRIPTION 97 : Le SCoT autorise l'ouverture à l'urbanisation de l'ordre de 111,5 hectares maximum sur 20 ans pour répondre aux besoins de création des logements en extension des enveloppes urbaines existantes.</p> <p>Les valeurs de cadrage indiquées dans le tableau de synthèse ci-après et en page suivante (tableaux déclinant par commune le foncier urbanisable autorisé) devront être respectées dans les documents d'urbanisme locaux. Elles correspondent aux extensions maximales des enveloppes urbaines existantes autorisées par le SCoT pour le développement des logements.</p> <p>Le tableau ci-après précise la déclinaison territoriale et le phasage de cette programmation par niveau de l'armature urbaine du Grand Provinois : Les tableaux suivants déclinent par commune le foncier urbanisable autorisé par le SCoT sur 20 ans :</p>																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Commune</th><th colspan="3">Phase 2020 - 2030</th><th colspan="3">Phase 2030 - 2040</th></tr> <tr> <th>Logements</th><th>Dont extension</th><th>Foncier urbanisable</th><th>Logements</th><th>Dont extension</th><th>Foncier urbanisable</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Sainte-Colombe</td><td>48</td><td>19</td><td>1,42</td><td>52</td><td>26</td><td>1,92</td></tr> </tbody> </table>							Commune	Phase 2020 - 2030			Phase 2030 - 2040			Logements	Dont extension	Foncier urbanisable	Logements	Dont extension	Foncier urbanisable	Sainte-Colombe	48	19	1,42	52	26	1,92
Commune	Phase 2020 - 2030			Phase 2030 - 2040																						
	Logements	Dont extension	Foncier urbanisable	Logements	Dont extension	Foncier urbanisable																				
Sainte-Colombe	48	19	1,42	52	26	1,92																				
<p>3.3 Renforcer l'offre en équipements et services à la population</p> <p>PRESCRIPTION 98 : Pour accompagner le développement résidentiel et économique sur le territoire du Grand Provinois, le SCoT intègre une programmation foncière de 38,14 hectares sur 20 ans.</p> <p>Cette programmation du SCoT est déclinée par Communautés de Communes membres du SMEP (cf tableau en page suivante). Cette marge de manœuvre foncière permettra de répondre aux besoins structurants et locaux de renforcement de l'offre en équipements (santé, sportifs/loisirs, scolaires et de la petite enfance...).</p> <p>Le foncier ainsi programmé sur 20 ans sera mobilisable préférentiellement sur les pôles urbains identifiés par le SCoT (pôles de centralité, intermédiaires, relais) et pour la réalisation des grands projets (nouveau port fluvial à Bray-sur-Seine/Jaulnes en lien avec le projet de mise à grand gabarit de la Seine, l'extension du centre de formation du SDIS à Gurcy-le-Châtel, la création d'une maison de la Nature à proximité de la Réserve Naturelle Nationale de la Bassée, la création d'un collège à Jouy-le-Châtel et des équipements sportifs ainsi que l'aménagement d'une gare routière).</p>																										
<p>PRESCRIPTION 99 Le SCoT autorise l'ouverture à l'urbanisation de 38,14 hectares sur 20 ans. Cette programmation est déclinée ainsi sur le Grand Provinois : (Voir le tableau en page 107 du DOO).</p>																										
<p>PARTIE 4 : LES ORIENTATIONS SUR LES MOBILITES</p> <p>1 LES ORIENTATIONS SUR LES TRANSPORTS COLLECTIFS</p> <p>Une réduction des déplacements en véhicules particuliers (qui sont la source de nombreuses nuisances) est recherchée par une attractivité renforcée de l'offre en transports collectifs.</p> <p>1.1 Renforcer l'offre en transports collectifs</p> <p>Objectifs du PADD : « Valoriser les secteurs de gare et faciliter leur accès. » « Faire évoluer l'offre en transports collectifs. »</p> <p>Les transports collectifs apparaissent comme l'alternative la plus sérieuse à l'automobile. Mais dans un territoire à dominante rurale où les distances sont parfois importantes, ils sont plus difficiles à développer. Le développement de l'urbanisation est accentué sur les polarités du territoire qui constituent les secteurs à privilégier en termes d'optimisation de l'offre existante en transports collectifs (en particulier dans les secteurs de gare).</p>																										

Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions, avec :

- 1,40 hectare d'extensions à 2030,
- 0,76 hectare de plus pour la période suivante.

Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte cette prescription, en ne prévoyant pas d'extension spécifique pour les équipements.

Dito ci-dessus.

<p>1.1.1 Développement urbain et renforcement de l'offre de mobilités</p> <p><u>PREScription 100</u> : Les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement veillent à relier les nouvelles centralités avec les centres anciens par le développement de voies dédiées aux transports collectifs et aux mobilités douces, et par la structuration et la densification des axes reliant les différents pôles.</p> <p>1.1.2 Les infrastructures ferroviaires</p> <p><u>PREScription 101</u> : Pour renforcer l'utilisation de modes de déplacements alternatifs à la voiture, le développement du caractère multimodal des gares sera recherché. L'attractivité de ces sites sera renforcée par le regroupement et la connexion d'un maximum de modes différents de déplacements, en parallèle d'un développement des logements, commerces et services en complémentarité à proximité des gares.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions, avec des zones 1AU situées très proches du centre du village.</p> <p>La commune de Sainte-Colombe est directement concernée par ces dispositions.</p>
<p><u>PREScription 102</u> : Le SCoT s'appuie sur les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser le fonctionnement des secteurs de gares ferroviaires en développant l'inter-modalité. Il s'agit en concertation avec Ile-de-France Mobilités (ex STIF) de favoriser l'inter-modalité sur ces sites (voitures, transports collectifs, modes doux vélos/piétons...). - Développer les capacités de stationnement aux abords des gares ferroviaires : prévoir des parkings sécurisés et adapter le nombre de places à la demande. - Aménager des abris pour garer les vélos. Favoriser le rabattement de l'offre de bus vers les gares ferroviaires. <p>Le transport de marchandises est encouragé sur le réseau ferré.</p> <p><i>RECOMMANDATION 43 : Le SCoT soutient les projets d'infrastructures améliorant les mobilités : Electrification de la ligne Paris - Troyes (programmée).</i></p>	<p>La commune de Sainte-Colombe est directement concernée par ces dispositions.</p>
<p>1.1.3 Les transports collectifs sur le réseau routier (bus)</p> <p><u>PREScription 103</u> : Les Collectivités doivent prévoir dans le cadre de leur développement les emplacements / aménagements nécessaires pour permettre les traversées et les points d'arrêt dans de bonnes conditions de sécurité.</p> <p><i>RECOMMANDATION 44 : Le SCoT soutient le projet d'ouverture d'une nouvelle ligne de bus partant de Bray-sur-Seine vers La Ferté-Gaucher en passant par Provins, ainsi que la réouverture des haltes ferroviaires de Flamboin Gouaix et Leudon (commune de Maison Rouge). Le SCoT recommande de prévoir/ renforcer la desserte par les transports collectifs des zones d'activités.</i></p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas directement concernée par ces dispositions (les points d'arrêts étant déjà établis).</p>
<p>1.2 Diversifier l'offre de mobilité</p> <p><i>RECOMMANDATION 45 : Des solutions innovantes de mobilités seront recherchées sur le territoire. L'expérience d'autres territoires qui ont mis en place un nouveau système de mobilité nommé Rézo Pouce est adaptée au caractère rural du territoire. L'organisation de cette nouvelle offre de mobilité est à encourager. Elle pourra être portée par le SMEP en lien avec les Communautés de Communes du SMEP intéressées par le projet.</i></p>	

<p>2 LES ORIENTATIONS SUR LES MODES ACTIFS (MARCHE, VELO)</p> <p>2.1 Encourager les modes actifs de déplacement (marche, vélo)</p> <p>Les liaisons communales et intercommunales seront facilitées et sécurisées sur la base d'itinéraires cyclables et piétonniers qui seront définis à l'échelle des deux communautés de communes, de manière complémentaire, afin d'améliorer l'accès aux pôles de desserte en transports collectifs et aux principaux pôles d'intérêt du territoire (pôles de services, pôles d'emplois, pôles touristiques, établissements scolaires et de formation).</p>	
<p>PRESCRIPTION 104 : Les documents d'urbanisme locaux définiront les moyens réglementaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créer des itinéraires piétons/vélos /équestres balisés de découverte touristique pour compléter le maillage existant ; - développer des continuités douces pour les déplacements du quotidien sur le territoire, notamment depuis et vers les principaux pôles de desserte en transports collectifs, les équipements structurants, les équipements scolaires et sportifs, les équipements de santé, mais aussi sur le maillage entre principaux pôles d'emplois et à destination des zones d'activités ; - renforcer le stationnement vélo en zones d'activités, dans les centres urbains, quartiers commerçants, pôles administratifs, abords des gares : aménager des places de stationnement réservés aux vélos ; - distinguer lorsque cela est possible une piste cyclable de l'emprise de la route : sécuriser la circulation des cyclistes en zone urbaine et hors zone urbaine ; - rechercher la continuité des espaces cyclables, en particulier dans les traversées des enveloppes urbaines existantes (partage de voirie, bande dédiée...) ; - atténuer le caractère routier des espaces publics des bourgs au bénéfice de la vie locale, des modes doux et des habitants (partage de voirie, bande dédiée...) ; - dans les espaces ruraux, s'appuyer sur les chemins ruraux et agricoles pour créer des cheminements actifs sans obérer la vocation première de passage des engins agricoles sur ces cheminements ; - valoriser des itinéraires de découverte des paysages en s'appuyant notamment sur le réseau des petites routes. <p>RECOMMANDATION 46 : <i>Il est conseillé d'utiliser des éléments végétaux de séparation de voirie pour une meilleure mise à distance et sécurisation des pistes cyclables.</i></p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe est conduit en parallèle à l'étude d'un PAVE (plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics), lequel va pouvoir répondre à cette prescription.</p>
<p>2.2 Développer les itinéraires touristiques</p> <p>Aujourd'hui, des pistes sont étudiées pour renforcer l'offre en circulations douces (vélo, marche, déplacement équestre...), notamment à travers des projets structurants tels que la mise à grand gabarit de la Seine entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine, la définition d'un Schéma de développement et d'aménagement éco-touristique de la Bassée et du Montois.</p> <p>PRESCRIPTION 105 : Les orientations du SCoT pour renforcer le maillage du territoire en itinéraires touristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser des itinéraires de découverte des paysages en s'appuyant notamment sur le réseau des petites routes paysages. - Entretien, compléter ou créer des itinéraires piétons/vélos balisés de découverte touristique. - Organiser le réseau autour de deux circulations douces structurantes reliées aux pôles de transports collectifs : <p>o la liaison « Bassée » avec la prochaine Eurovéloroute 16 le long de la vallée de la Seine (et notamment sur la séquence du canal de Bray à La Tombe) dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte le long de la Seine ;</p> <p>o une liaison douce « Voulzie » de Provins à la Bassée.</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe est directement concernée par ces dispositions, concernant la liaison douce « Voulzie » de Provins à la Bassée.</p>

<p>- Développer la ligne touristique Provins/Villiers-Saint-Georges : mise en circulation d'un train touristique à vapeur reliant Provins à Villiers-Saint-Georges, valorisant au passage sa gare de 1900.</p> <p>- Faire du territoire Bassée Montois une destination éco-touristique : mettre en place des systèmes de mobilité douce, créer un site de « centralité douce » (la Maison des Promenades), intégrer des projets dans un réseau d'activités et d'infrastructures existantes pour les valoriser et les renforcer (itinéraires de randonnée, sentiers pédagogiques le long de sites patrimoniaux).</p>	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas directement concernée par ces dispositions.</p>
<p>3 LES ORIENTATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER</p> <p>3.1 Adapter le réseau routier aux besoins (sécurité, stationnement, attractivité économique et touristique)</p> <p><u>PRESCRIPTION 106</u> : Le SCoT intègre les projets suivants en termes d'évolution du réseau routier pour répondre aux besoins d'une amélioration des liaisons et à l'objectif d'une valorisation touristique de ce réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscrire les renforcements de voirie souhaités à terme : les documents d'urbanisme locaux intègrent ces projets pour ne pas les rendre difficiles à réaliser. o Mettre à 2 fois 2 voies les routes suivantes : RD 231, RN 4. o Inscrire le principe de la création d'un barreau A 5 – A 4 sur un horizon plus lointain (au-delà de 20 ans). - Inscrire des principes de déviation : o Beton-Bazoches / Courtacon (RN 4). - Valoriser les entrées de ville (cf la partie sur les paysages) 	<p>La commune de Sainte-Colombe n'est pas directement concernée par ces dispositions.</p>
<p><i>RECOMMANDATION 47 : Le SCoT recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - d'engager des aménagements spécifiques marquant les principales entrées sur le territoire du SCoT et son identité territoriale rurale (signalétique, aménagements paysagers...) ; - d'engager l'élaboration d'un Plan Local de Mobilité -PLM (ex Plan Local des Déplacements -PLD) à l'échelle du Grand Provinois, intégrant un volet sur les circulations des engins agricoles, en particulier sur les grands axes de circulation du Grand Provinois (RN 4, RD 231, RD 619, RD 411), mais également au sein des communes (prendre en compte les besoins de déplacement de la profession agricole dans les réflexions sur l'aménagement des communes). 	
<p><u>PRESCRIPTION 107</u> : En application de l'action 5.3 (« Encadrer le développement du stationnement privé ») du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) de 1994 (horizon 2020), les documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi) doivent fixer des normes de stationnement pour les opérations de logements et pour les opérations de bureaux.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces dispositions à travers son règlement.</p>
<p>1 - Normes de places de stationnement pour les logements :</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux devront prévoir dans les bâtiments d'habitation une offre de stationnement dédiée aux voitures particulières qui soit adaptée aux besoins. Ils devront définir des normes minimales de places de stationnement à réaliser au sein des opérations de logements. Il s'agit d'éviter que ces normes plancher soient trop fortes par rapport au taux de motorisation des ménages, ce qui conduirait à réaliser un nombre trop important de places par application de l'obligation fixé dans le document d'urbanisme local.</p> <p>La valeur de la norme plancher à inscrire dans les documents d'urbanisme locaux diffère selon les communes. Elle ne pourra exiger la création d'un nombre de place de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages (selon les derniers résultats disponibles du recensement de la population lors de la révision du document d'urbanisme local).</p> <p>La norme de production de places s'entend par l'ensemble des véhicules individuels motorisés. Elle inclut notamment le stationnement des deux-roues motorisés.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces dispositions à travers son règlement.</p>

<p>Concernant les bâtiments neufs à usage principal d'habitation de plus de deux logements disposant d'un parc de stationnement clos et couvert, ce parc doit être alimenté en électricité pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables conformément au décret n°2011-873 du 25 juillet 2011. Le nombre minimum de places à équiper se calcule par rapport à la plus petite des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit la totalité des emplacements exigés par le document d'urbanisme local, s'il prévoit moins d'une place par logement ; - Soit la totalité des emplacements représentant en moyenne une place par logement, majorée du nombre de places exigées pour d'autres usages que le logement. <p>Les places desservies sont soit des places individuelles, soit un espace commun.</p>	
<p>2 - Normes de places de stationnement pour les opérations de bureaux :</p> <p>L'objectif est de limiter l'espace de stationnement dédié aux voitures particulières dans les bâtiments de bureaux afin d'orienter le choix du mode de transport pour se rendre à son travail vers les modes alternatifs à la voiture particulière. La valeur de la norme plafond à inscrire dans les documents d'urbanisme locaux diffère selon les communes et à l'intérieur des communes. Elle tient compte en effet de la proximité à une desserte par les réseaux de transports collectifs structurants.</p> <p>Sur le territoire du Grand Provinois, pour les agglomérations des pôles, les bourgs, villages et hameaux (au sens du zonage du SDRIF), les documents d'urbanisme locaux ne pourront exiger la construction de plus d'une place pour 55 m² de surface de plancher. Il s'agit d'une valeur maximale de normes plafond. Si elles le souhaitent, les communes peuvent donc fixer des valeurs plus contraignantes.</p>	<p>Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces dispositions à travers son règlement.</p>
<p>La norme de production des places s'entend pour l'ensemble des véhicules motorisés individuels (y compris les deux-roues motorisés). Les nouvelles constructions de bureaux équipées de places de stationnement individuelles ouvertes ou d'accès sécurisés devront au moins comporter les dispositifs techniques nécessaires à l'alimentation d'une prise de recharge pour véhicule électrique ou hybride rechargeable et permettre un comptage individuel conformément au décret n°2011-873 du 25 juillet 2011. Ces équipements devront concerner au moins 10 % des places, valeur calculée par rapport à la totalité des places de stationnement destinées aux véhicules automobiles exigées par les documents d'urbanisme locaux, avec un minimum d'une place.</p>	
<p>3 - Permettre la mutualisation du stationnement</p> <p>Dans un souci d'économie de construction de parcs de stationnement supplémentaires, les documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi) doivent prévoir une clause visant à permettre la mutualisation dans le cadre de vastes projets d'urbanisation, les éco-quartiers et nouveaux quartiers urbains en particulier.</p> <p>3.2 Inciter au développement des pratiques de covoiturage</p> <p>Le covoiturage, occasionnel ou régulier, entraîne une diminution du nombre de véhicules sur les routes et donc de meilleures conditions de circulation et de stationnement. Cette solution est intéressante notamment pour les nombreux actifs travaillant sur les territoires extérieurs désireux de réduire leurs dépenses de transport.</p>	

PRESCRIPTION 108 : Le SCoT définit les orientations suivantes en matière de covoiturage :

- L'aménagement d'aires de covoiturage facilitant l'accès aux réseaux de transports collectifs ou à d'autres pôles d'intérêt (travail, loisirs, achats...) sera possible dans les enveloppes urbaines existantes.
- La création d'aires de covoiturage sera également autorisée en dehors des enveloppes urbaines existantes, sur des sites qui seront facilement accessibles et proches ou en contact direct avec les principaux axes routiers du territoire (RN 4, RD 231...).

RECOMMANDATION 48 : Le SCoT recommande de programmer de nouveaux aménagements d'aires de covoiturage sur le territoire du Grand Provinois (Chenoise - Cucharmoy...). Rappel des aires existantes : Provins, Donnemarie-Dontilly, Montceaux-les-Provins, Gouaix, Jouy-le-Châtel, Bray-sur-Seine, Montigny- Lencoup

Les Collectivités du territoire sont invitées à relayer l'information suivante auprès de leurs usagers afin de promouvoir le covoiturage : Un site d'information du Conseil Départemental est dédié au covoiturage et à sa gestion dans le département de Seine-et- Marne : www.covoiturage77.fr, spécialement dédié aux trajets en provenance ou en direction de la Seine-et-Marne.

PARTIE 5 : SYNTHESE SUR LA PROGRAMMATION FONCIERE DU SCOT INTEGRANT UNE MUTUALISATION DES FONCIERS INSCRITS DANS LE SDRIF

1 LA PROGRAMMATION FONCIERE ET LE PHASAGE SUR 20 ANS

PRESCRIPTION 109 : Le tableau suivant synthétise le foncier urbanisable autorisé par le SCoT en phase 1 (10 ans, horizon 2030) et phase 2 (20 ans, horizon 2040) de sa mise en œuvre pour les 39 communes de la Communauté de Communes du Provinois (extrait) :

		Foncier urbanisable autorisé sur 20 ans				PHASE 1 (2020-2030)				PHASE 2 (2030-2040)			
		1 - Logements	2 - Equipements	3 - Economie Commerce	Total 1 + 2 + 3	1 - Logements	2 - Equipements	3 - Economie Commerce	Total 1 + 2 + 3	1 - Logements	2 - Equipements	3 - Economie Commerce	Total 1 + 2 + 3
		Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha	Nb ha
Provins	Gare	15,13	15,89	35,04	66,06	6,34	4,15	28,80	39,29	8,79	11,74	6,24	26,77
Poigny	Gare	4,86	0,00	0,00	4,86	2,06			2,06	2,80			2,80
Rouilly		0,97	0,00	0,00	0,97	0,43			0,43	0,54			0,54
Saint-Brice	Gare	3,92	0,00	0,00	3,92	1,50			1,50	2,42			2,42
Beton-Bazoches		2,03	0,00	5,00	7,03	0,74			0,74	1,29		5,00	6,29
Chenoise-Cucharmoy		2,36	0,00	0,00	2,36	0,89			0,89	1,48			1,48
Jouy-le-Châtel		2,67	7,00	10,00	19,67	1,12	5,00	5,00	11,12	1,55	2,00	5,00	8,55
Longueville	Gare	3,34	0,00	0,00	3,34	1,42			1,42	1,92			1,92
Sainte-Colombe	Gare	3,34	0,00	0,00	3,34	1,42			1,42	1,92			1,92
Sourdun		2,68	0,00	0,00	2,68	1,09			1,09	1,59			1,59
Villiers-Saint-Georges		2,34	0,00	0,00	2,34	0,97			0,97	1,37			1,37

La commune de Sainte-Colombe n'est pas directement concernée par ces dispositions : elle peut toutefois contribuer à améliorer l'accès à l'aire de co-voiturage de Provins.

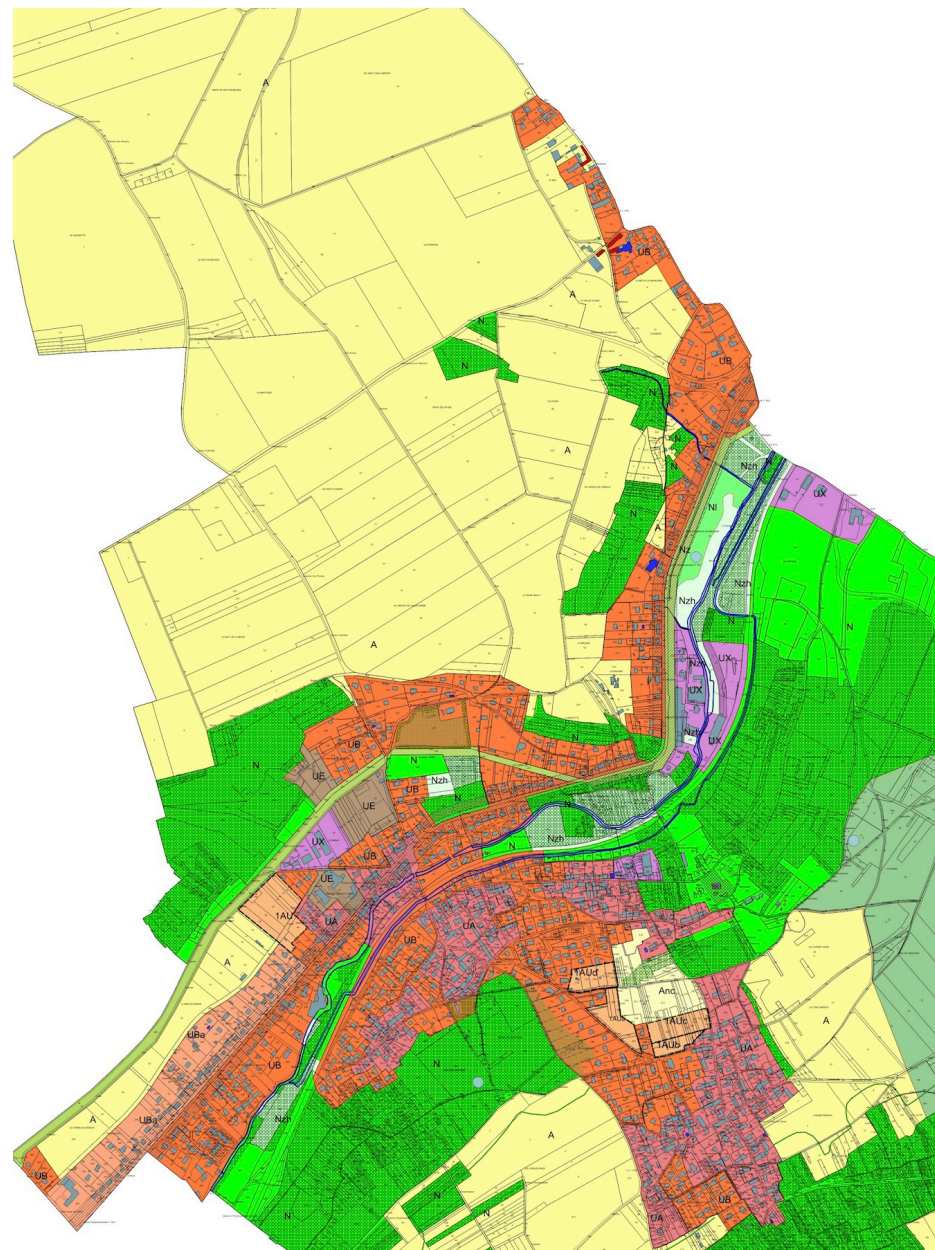
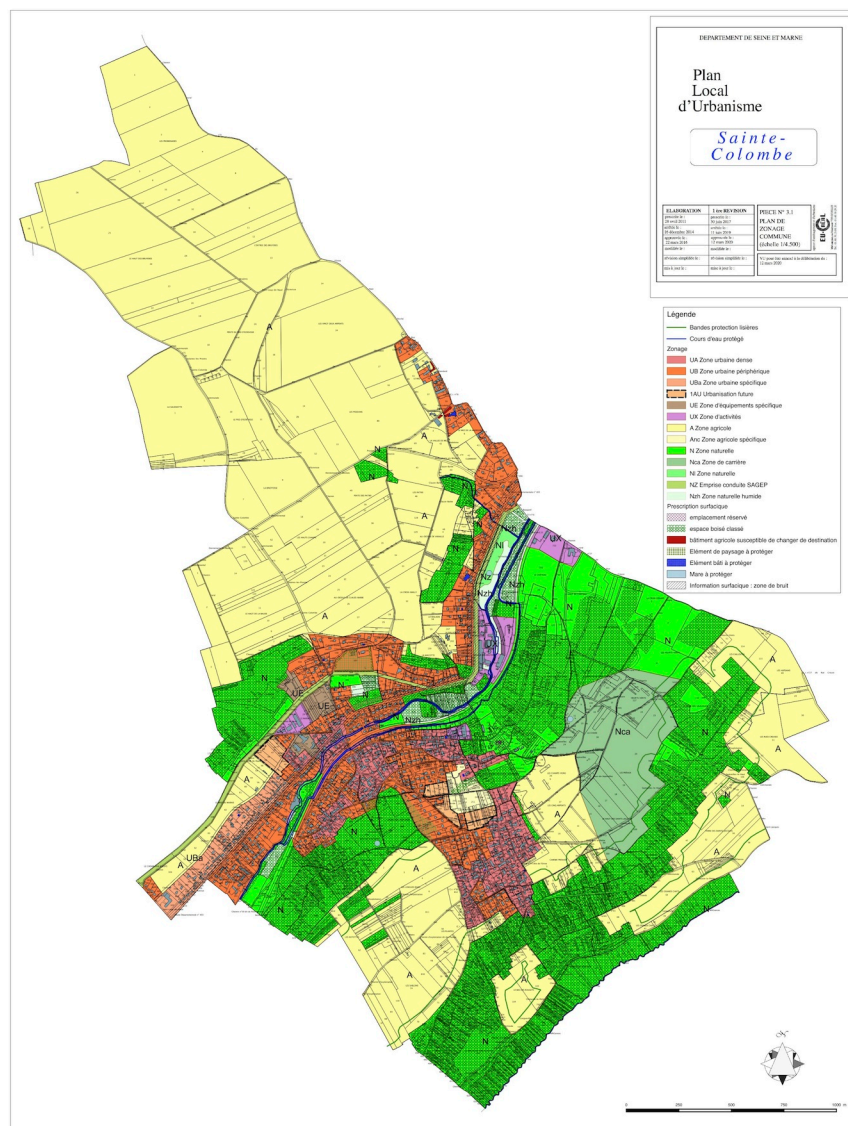
Le Plan Local d'Urbanisme de Sainte-Colombe respecte ces prescriptions, avec :

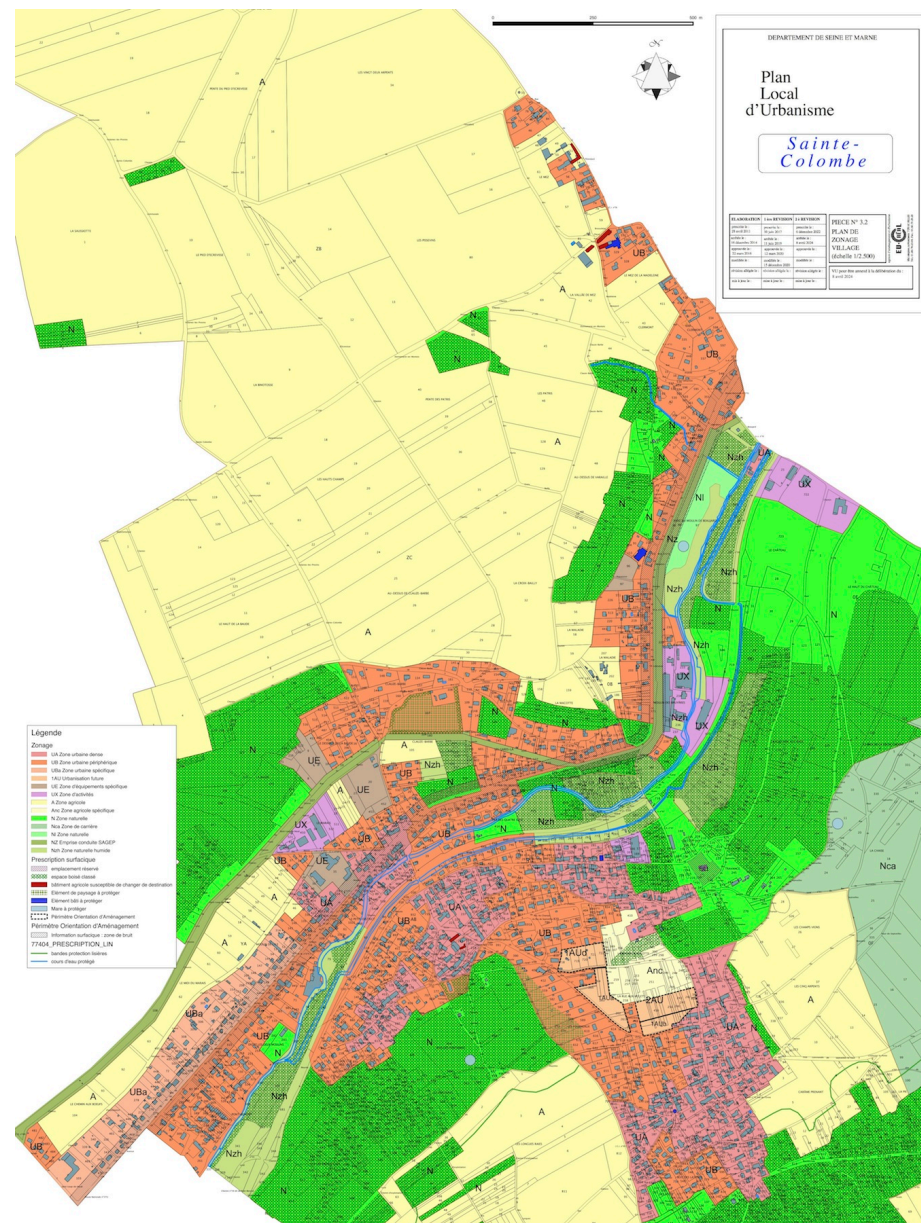
- 1,40 hectare d'extensions à 2030,
- 0,76 hectare de plus pour la période suivante.

IV – ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

4.1 – EXPOSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU

- Ci-dessous plan du PLU approuvé le 12 mars 2020.





- Ne sont reportées dans les tableaux des pages suivantes que les thématiques qui concernent les zones en objet. Il est à noter, en particulier, que le PLU n'a pas d'enjeux ni impacts majeurs par rapport aux thématiques suivantes (qui donc ne sont pas traitées dans les chapitres de l'évaluation environnementale) :

THEMATIQUES	ETAT INITIAL ET ENJEUX	IMPACTS PREVISIBLES ET ENJEUX
Communications numériques	Déploiement de la fibre optique dans la commune.	<i>(o) Pas d'impact dans le PLU, il s'agit d'une action coordonnée par les intercommunalités. La Commune est desservie.</i>

THEMATIQUES	ETAT INITIAL ET ENJEUX	IMPACTS PREVISIBLES ET ENJEUX
Eau potable	La commune est desservie en eau potable. La gestion de l'eau est en régie communale. La qualité de l'eau est conforme aux réglementations et la Commune estime que les équipements en place seront suffisants pour faire face aux besoins futurs.	<i>(o) Bien qu'une augmentation de la demande en eau potable (en lien avec l'augmentation de la population et des activités) soit à prévoir, le PLU n'a pas d'enjeu en la matière : la Commune est à même de répondre aux besoins futurs et à la sécurisation de l'approvisionnement.</i>
Eaux souterraines	L'alimentation en eau potable dans la commune est assurée par quatre forages situés à Noyen-sur-Seine et d'une source située à Rouilly, captant les nappes des alluvions et de la craie sénonienne et la nappe des calcaires de Champigny.	<i>(o) Le PLU n'a pas d'influence majeure sur ce sujet : la capacité de débit du captage de Noyen sur Seine est suffisante, avec 4.660 m3/jour, soit 1.700.000 m3 par an (source AP n°2019/4DCSE/BPE/EC du 17 juillet 2019.</i>
Déchets	La production de déchets est prise en compte par le SMETOM (Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères). Le SMETOM-GEEODE gère l'ensemble de la collecte et du traitement des déchets de son territoire, qui regroupe 98 communes, pour environ 87 500 habitants.	<i>(o) Bien qu'une augmentation de la quantité des déchets (en lien avec l'augmentation de la population et des activités) soit à prévoir, le PLU n'a pas d'enjeux en la matière, s'agissant d'une question traitée à niveau intercommunal, par le SMETOM.</i>
Pollution des sols	Quatre sites industriels susceptibles d'engendrer des pollutions des sols ont été répertoriés dans la base « BASIAS ».	<i>(o) Le PLU n'aura, a priori, pas d'impact sur la pollution des sols, car les seules évolutions prévues sont des urbanisations à vocation de logements, d'équipements, d'activités ou commerciales, a priori non polluantes.</i>
Le risque de mouvement de terrain	Le territoire de SAINTE-COLOMBE est concerné par un risque concernant le retrait/gonflement des argiles.	<i>(o) Dans les zones concernées par un aléa fort, le règlement prescrit des techniques de construction visant à réduire ce risque.</i>
Santé et sécurité	Aucune installation dangereuse n'est identifiée sur le territoire de SAINTE-COLOMBE.	<i>(o) Les opérations projetées ne sont pas susceptibles de générer ou de mettre en œuvre des installations dangereuses.</i>
Risques naturels et technologiques	La commune n'est pas concernée par des zones de risques naturels et technologiques (en dehors du risque d'inondation, et des retraits gonflement des argiles, traités à part).	<i>(o) Les opérations ne comportent pas de constructions présentant des risques ou nuisances pour l'environnement.</i>

Les mesures d'évitement (E), réduction (R), compensation (C) appliquées dans le PLU sont listées à la fin de ce chapitre (4.2), et elles sont rappelées via un code dans les tableaux suivants.

THEMATIQUES	ETAT INITIAL ET ENJEUX	IMPACTS PREVISIBLES ET ENJEUX	E	R	C
Milieux physiques (environnement)	Le territoire communal est caractérisé par un plateau agricole (qui représente la principale richesse économique de la commune). Il apparaît nécessaire de limiter le ruissellement des eaux pluviales.	(-) Les extensions envisagées peuvent augmenter les risques par imperméabilisation des terrains. (-) La densification tendancielle du village peut elle aussi avoir un effet sur l'augmentation des surfaces imperméabilisées.	E2	R1 R2 R3	
Equipements	Les sites sont desservis en Voirie et Réseaux Divers, mais la capacité des réseaux n'est pas toujours connue.	(+) Impact positif par la production d'énergies renouvelables. (-) Impact à prévoir en extension / renforcement des équipements. Raccordement au réseau HT.	E10	R6 R8	
Urbanisme	Les sites constructibles sont situés en continuité du tissu urbain existant, et (ou) à l'intérieur des limites définies par le SCOT.	(-) Extension des surfaces construites avec principalement les zones 1AU, d'urbanisation future. (-) Les constructions supplémentaires vont générer des besoins en stationnement.	E1 E2 E3 E5 E9	R2 R5 R8	
Démographie et habitat	La construction de 140 logements est prévue (pour 2020 - 2030), dont théoriquement 115 en densification et 40 en extension (pour être compatible avec le SCOT). L'augmentation démographique prévue à 2030 est de 275 habitants.	(+) Un impact positif est à prévoir, avec un apport démographique potentiel, lié aux nouvelles activités. (-) Un impact négatif est à craindre avec l'augmentation des besoins en équipements généraux (augmentation du nombre d'usagers).	E10	R6	
Mobilité et transports	Territoire résidentiel, avec de forts besoins de mobilité. Bien desservi par les routes (RD 403) mais aussi avec une gare SNCF proche. Peu de place est laissée aux circulations douces.	(-) Augmentation prévisible des déplacements et du stationnement, avec l'augmentation des emplois envisagés, et de la clientèle.	E9	R5 R7 R8	
Développement économique	Des possibilités de mutations d'anciens bâtiments agricoles sont prévues.	(+) Une augmentation du nombre d'emplois est à prévoir.			

THEMATIQUES	ETAT INITIAL ET ENJEUX	IMPACTS PREVISIBLES ET ENJEUX	E	R	C
Eaux pluviales et eaux usées Réseaux secs	Les sites constructibles sont desservis en Voirie et Réseaux Divers (VRD), mais la capacité des réseaux n'est pas toujours connue (notamment pour l'électricité).	(-) Impact à prévoir en extension / renforcement des équipements. (-) Augmentation des rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées (en raison de la construction des opérations).	E6 E10	R2 R3	
Paysage	Les sites constructibles sont situés en continuité du tissu urbain existant, et (ou) à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (à l'exception de la zone 1AU).	(-) Des impacts sur le paysage, liés à ces implantations, sont à prévoir. Plusieurs mesures d'évitement ou réductrices ont été retenues.	E1 E2 E3 E5	R2 R3	
Les espaces agricoles	Le territoire communal est concerné par 428,6 hectares de terres agricoles, soit 53 % de la superficie communale.	(-) Consommation de 1,40 ha d'espaces agricoles à 2030. (-) Consommation d'espaces naturels (voir en page suivante).	E2		

THEMATIQUES	ETAT INITIAL ET ENJEUX	IMPACTS PREVISIBLES ET ENJEUX	E	R	C
Espaces naturels, forestiers, continuités écologiques, biodiversité	La zone N représente 214 ha (soit 25 % de la commune) et les autres sous secteurs protégés 20 ha (soit 2,4%). Des espèces faunistiques et floristiques, identifiées par l'INPN, sont présentes.	(-) Consommation de 0,59 ha d'espaces naturels (pour après 2030). (-) Impacts à prévoir sur la trame verte des sites (destruction d'espaces naturels localisés dans l'emprise des constructions). (-) Impacts à prévoir sur la biodiversité des sites concernés.	E1 E2 E3	R2 R3	
Milieux aquatiques et trame bleue. Gestion des eaux pluviales.	Présence d'une trame bleue sous forme de mares. Présence de nombreuses zones humides potentielles ou avérées. La gestion des eaux pluviales doit être prise en compte.	(-) Impact à prévoir. (-) Impact à prévoir. (-) Apports d'eaux pluviales en raison de l'imperméabilisation localisée.	E6 E7 E8	R1 R3	C1
L'énergie	Dépendance du territoire vis-à-vis des ressources fossiles.	(-) Augmentation de la consommation d'énergie, en lien avec le développement prévu.		R6	
Modération de la consommation d'espace	Sites principalement inclus dans le tissu construit densifiable, au regard de <i>l'enveloppe d'urbanisation préférentielle</i> .	(-) Consommation nette 2,52 ha d'espaces agricoles et naturels, au regard de l'occupation du sol actuelle.	E2		
Qualité de l'air	En général la qualité de l'air dans la commune de SAINTE-COLOMBE est de moyenne à bonne.	(-) Augmentation faible des émissions polluantes, en lien avec l'augmentation de la fréquentation et des déplacements. (-) Une dégradation de la qualité de l'air est à prévoir lors de la phase de chantier (poussières, polluants liés aux travaux).	E2	R5 R8	
Risque d'inondation	L'ensemble du site constructible est identifié par un risque de nappe sub-affleurante.	(-) Augmentation d'une exposition au risque d'inondation par remontée de nappe. (-) Augmentation d'une exposition au risque d'inondation par ruissellement.	E7	R1 R3	C1
Retraits gonflement des argiles	La majeure partie de la commune est en zone à risque.	(-) Risques concernant la stabilité des constructions.		R4	
Bruit	Aucune zone de bruit n'est identifiée par arrêté préfectoral.	(o) L'urbanisation rendue possible par le PLU n'est pas susceptible de générer une augmentation sensible du niveau de bruit sur les axes routiers.			

*

* *

4.2 – EXPOSE DES PRINCIPALES REGLES DU PLAN LOCAL D'URBANISME

4.2.1 - Présentation et définition des zones

Les zones d'un plan local d'urbanisme se divisent en trois catégories :

- les zones urbaines (UA, UB, UC, UD, UE, UX), qui ont la caractéristique d'être desservies en voirie et réseaux divers, au regard des projets envisageables ;
- les zones d'urbanisation futures (1AU, 1AUx, 2AU, 2AUx) qui sont insuffisamment desservies en V.R.D,
- les zones agricoles ou naturelles (A, N), qui doivent être protégées en raison d'une richesse (agricole, minière, paysagère) ou d'une nuisance particulière.

→ Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU actuel et justifications, concernant toutes les zones :

- Suppression du minimum parcellaire et du C.O.S.
→ *Conséquence de la loi ALUR (n° 1014-366 du 24 mars 2014).*
- Introduction de nouvelles interdictions (les stockages d'ordures ménagères, de matériaux, machines ou véhicules à détruire, résidus urbains, le comblement des mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de la loi Paysage).
→ *L'objectif est de préserver la qualité du cadre de vie et de l'environnement, avec une attention particulière vers la protection des mares avérées identifiées sur le plan de zonage (objectif du PADD, orientations du SDAGE).*
- Ajout de dispositions pour préserver les éléments paysagers remarquables et les mares (articles 5.5), identifiés sur le plan de zonage au titre de la Loi Paysage.
→ *Il s'agit de maintenir les mares qui ont une fonction écologique et paysagère importante. Il convient en outre de préserver l'intégrité des éléments qui, témoins de l'identité et de l'histoire du territoire, contribuent à marquer son paysage.*
- Ajout d'un rappel aux recommandations constructives dans toutes les zones concernées par le risque de retrait/gonflement des argiles (article 4.2).
→ *L'objectif est de limiter les risques sur les futures constructions liés à ce phénomène naturel.*
- Dans les secteurs concernés par des zones humides de classe 2 et 3, ajout d'un rappel de la loi sur l'Eau (article 1.1).
→ *Il s'agit de limiter la destruction de ces milieux ayant localement une fonction écologique et paysagère importante, mais également à une échelle plus large.*
- Introduction de nouvelles dispositions afin que les nouvelles constructions présentent de bonnes performances énergétiques et environnementales, tout en conservant une certaine harmonie avec le paysage urbain existant (articles 4.3).
→ *Le but est de prendre en compte les enjeux liés à la transition énergétique, en incitant aux constructions économes en énergie et aux énergies renouvelables, sans toutefois dévaloriser l'identité paysagère de la commune.*
- Interdiction de plantation d'espèces invasives, interdiction de plantation de haies mono-spécifiques ou d'essences non locales (articles 5.2).
→ *Il s'agit, pour les nouvelles plantations, de favoriser l'emploi d'essences locales et des haies diversifiées, ayant un rôle écologique et paysager important.*
- Introduction de dispositions plus précises en matière d'assainissement (articles 8.2 / Assainissement).
→ *Ces règles essayent de mieux cadrer la mise en place des dispositifs d'assainissement autonomes.*
- Introduction de nouvelles règles en matière de gestion des eaux pluviales à la parcelle (articles 8.2 / Eaux pluviales).
→ *Ces dispositions, découlant des orientations du SDAGE, permettent d'assurer une gestion des eaux pluviales sur places et de limiter les ruissellements.*

4.2.2 - Les zones urbaines : exposés des motifs et principales dispositions

Art. R. 151-18. – Les zones urbaines sont dites « zones U ». Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

En zones UA et UB : en dérogation de l'article R151-21 du Code de l'urbanisme (nouveau), est instaurée la règle suivante : dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme seront appliquées non par rapport aux limites de la parcelle d'origine, mais par rapport aux limites futures de la parcelle issue de la division.

Justification : Chaque lot devra respecter les règles édictées dans le règlement de la zone sur laquelle la construction est implantée. Ceci dans le but de faire en sorte que les formes urbaines soient identiques pour la réalisation de constructions sur des parcelles existantes ou sur des parcelles nouvelles. Cette disposition permet, quel que soit le type d'opération réalisée, le maintien de caractéristiques identiques de composition urbaine.

→ Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant toutes les zones urbaines (U) :

- Augmentation de la superficie minimale des logements, **égale à 40 m²** (articles 1.2.1).
→ *L'objectif est de limiter la réalisation d'une multitude de petits logements pouvant créer à terme des problématiques de stationnement, en imposant une limite de superficie correspondant à la taille d'un T1.*
- Ajout de nouvelles règles concernant l'insertion des nouvelles constructions dans le contexte (article 4.1).
→ *L'objectif est de conserver une certaine harmonie dans les volumes des constructions afin de préserver la qualité paysagère du tissu construit.*
- Introduction de nouvelles règles en matière de stationnement des vélos (articles 6).
→ *Ces dispositions, découlant des orientations du PDUIF, permettent d'assurer la création d'une surface minimale dédiée au stationnement des vélos.*
- Introduction de la possibilité d'implanter des commerces et activités dans le village, sous certaines conditions (absence de nuisances et dangers, besoins en VRD compatibles avec les infrastructures actuelles, ...) (articles 1.2.1).
→ *L'objectif est de favoriser la mixité fonctionnelle du village et des hameaux, tout en préservant le cadre de vie et le bien être des habitants.*
- Définition plus détaillée des exigences en matière de caractéristiques architecturales des façades et toitures ainsi que des clôtures (articles 4.2 des différentes zones U).
→ *L'objectif est de préserver le style rural traditionnel du village et des hameaux (objectif du PADD).*
- Définition plus détaillée des règles en matière de stationnement afin de gérer celui-ci dans la parcelle (articles 6).
→ *Il s'agit de répondre à la problématique du stationnement dans les sites construits de la commune.*
- **La zone UA** : Cette zone correspond à la zone agglomérée du centre bourg. Elle comprend un bâti ancien affecté essentiellement à l'habitat mais aussi aux services, commerces et activités. L'ensemble présente une réelle harmonie et une qualité architecturale de qualité qui devra être maintenue. L'emprise au sol est forte et les constructions sont très imbriquées.

UA	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU de 2016	Non réglementée	10 mètres au faitage.	Alignement ou recul > 3 m.	Sur au moins l'une des 2 limites, avec 3 mètres de recul minimum.	Constructions contiguës ou avec 6 m de retrait minimum	Néant.
PLU de 2020	40 %	11 mètres au faitage et R + 1 + Comble	Alignement ou recul > 2 m.	Sur au moins l'une des 2 limites, avec 3 mètres de recul minimum, et 8 m pour les fonds de parcelles.	Constructions contiguës ou avec 6 m de retrait minimum	30 % minimum

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant la zone UA :**

- Soumettre à conditions l'implantation d'éoliennes dans le centre ancien (article UA.1.2.1).

→ *Préserver le paysage du centre ancien et assurer l'absence de nuisances pour les habitants du village (objectif du PADD).*

- Définition de règles d'emprise au sol, de hauteur, d'implantation... (voir tableau ci-dessus).

→ *Adapter les règles du PLU actuel aux exigences actuelles de la Communes. Préserver une cohérence dans la morphologie urbaine du village, et maîtriser sa densification, afin de maintenir le caractère rural du bourg et favoriser la présence de végétaux et espaces verts (objectif du PADD). Il s'agit aussi de maintenir des espaces imperméables pouvant faciliter la gestion des eaux pluviales en milieu urbain. La possibilité d'implanter les constructions à l'alignement des voies publiques permet de conserver cette caractéristique urbaine typique du centre ancien.*

• **La zone UB :** La zone UB correspond à la partie agglomérée à dominante pavillonnaire de la commune. Celle-ci se présente sous la forme de constructions au coup par coup ou par l'intermédiaire de lotissements. Elle est affectée essentiellement à l'habitat mais aussi aux services, commerces et activités.

Elle comprend un sous secteur UBa sur lequel il est interdit de prévoir un accès principal depuis le chemin du Marais. Cette zone est traversée par la voie ferrée Paris Provins. Une isolation phonique appropriée des habitations pourra être conseillée au stade des autorisations de construire.

UB	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU de 2015	Non réglementée	9 mètres au faitage.	Alignement ou recul > 5 m.	Sur au plus l'une des 2 limites, avec 3 m de recul minimum.	Constructions contiguës ou avec 6 m de retrait minimum	Néant.
PLU de 2020	35 %	11 mètres au faitage et R + 1 + Comble	Alignement ou recul > 5 m.	Sur au plus l'une des 2 limites, avec 3 m de recul minimum, et 8 m pour les fonds de parcelles.	Constructions contiguës ou avec 6 m de retrait minimum	50 %

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant la zone UB :**

- Soumettre à conditions l'implantation d'éoliennes dans les zones résidentielles (article UB.1.2.1).

→ *Préserver le paysage du centre ancien et assurer l'absence de nuisances pour les habitants du village (objectif du PADD).*

- Définition de règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation, coefficient de non imperméabilisation... (voir tableau ci-dessus).

→ *Préserver une cohérence dans la morphologie urbaine du village, et maîtriser sa densification, afin de maintenir le caractère du bourg et favoriser la présence de végétaux et espaces verts (objectif du PADD). Il s'agit aussi de maintenir des espaces imperméables pouvant faciliter la gestion des eaux pluviales. Les marges de recul imposées en zone UB visent à assurer une cohérence dans le paysage des quartiers récents.*

• **La zone UE :** La zone UE est réservée aux infrastructures et équipements publics (salle des fêtes, cimetière et ses abords, groupe scolaire,...). Ces zones se situent au Nord Ouest du tissu urbain, entre la Rue du Stade et l'avenue du Général Leclerc. La nature des constructions édifiées dans cette zone lui confère un caractère spécifique, tant sur le plan de la morphologie (emprise, hauteur, implantation), liée à la fonction des bâtiments, qu'en termes de typologie architecturale (composition, modénatures, décor, etc.), et qui nécessite par essence de se distinguer de l'architecture privée.

UE	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU de 2016	70 % maximum.	13 mètres 9 mètres (logement)	Soit l'alignement, soit en retrait.	Soit en limite, soit en retrait.	4 m minimum.	Néant.
PLU de 2020	Non réglementé.	13 mètres 9 mètres	Soit l'alignement, soit en retrait.	Soit en limite, soit en retrait.	4 m minimum.	20 %

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant la zone UE :**

- Soumettre à conditions l'implantation d'éoliennes dans les zones résidentielles (article UE.1.2.1).

→ *Préserver le paysage du centre ancien et assurer l'absence de nuisances pour les habitants du village (objectif du PADD).*

- Définition de règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation, coefficient de non imperméabilisation... (voir tableau ci-dessus).

→ *Préserver une cohérence dans la morphologie urbaine du village, et maîtriser sa densification, afin de maintenir le caractère du bourg et favoriser la présence de végétaux et espaces verts (objectif du PADD). Il s'agit aussi de maintenir des espaces imperméables pouvant faciliter la gestion des eaux pluviales. Les marges de recul imposées en zone UE visent à assurer une cohérence dans le paysage urbain.*

• **La zone UX :** La zone UX est principalement réservée aux activités de toute nature, avec ou sans nuisances, ainsi qu'aux services, commerces, bureaux et autres activités économiques. Quatre secteurs sont répertoriés dans la commune : Près du stade, le long du Chemin du Marais (Mécamétal). A la pointe est du tissu urbain, au Pré du Bois Septveilles (Pareau). Au lieu dit « le Moulin des Bruyère » le long de la D403 (united Petfood). A l'extrémité nord du tissu urbain, en limite Poigny (Iméry).

UX	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU de 2016	70 % 15 % pour le logement	13 mètres 9 mètres	Soit l'alignement, soit 5 mètres minimum.	Soit en limite, soit 4 mètres.	4 m minimum entre chaque construction non contiguë.	Néant.
PLU de 2020	70 % 15 % pour le logement	13 mètres 9 mètres	Soit l'alignement, soit 5 mètres minimum.	Soit en limite, soit 4 mètres.	4 m minimum entre chaque construction non contiguë.	20 %.

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant la zone UX :**

- Néant : maintien de règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation très souples (voir tableau ci-dessus).

→ *L'objectif est de préserver une cohérence dans la morphologie urbaine du village et cela même dans la zone à vocation d'activités.*

4.2.3 : Les zones urbanisables, agricoles et naturelles : exposés des motifs et principales dispositions

Art. R. 151-20. – Les zones à urbaniser sont dites « zones AU ». Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

Art. R. 151-22. – Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Art. R. 151-23. – Peuvent être autorisées, en zone A :

1o Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2o Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.

Art. R. 151-24. – Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1o Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2o Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3o Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4o Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5o Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Art. R. 151-25. – Peuvent être autorisées en zone N :

1o Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2o Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.

*

* *

- **La zone 1AU** : Il s'agit d'une zone agricole non équipée destinée à être urbanisée. Elle est destinée à accueillir les constructions à usage d'habitation, de services, commerces compatibles avec l'habitat et leurs annexes. Cette zone se situe à proximité des commerces, des écoles, de la halte ferroviaire et du centre bourg. Son urbanisation est possible sous forme d'opérations d'ensemble exclusivement (lotissements, opérations de constructions groupées), sous réserve de la réalisation des équipements nécessaires conformément au schéma de composition présenté dans les "orientations d'aménagement et de programmation".

Les renforcements et extensions de réseaux rendus nécessaires par les projets de construction pourront être mis à la charge des pétitionnaires en application notamment des articles L.332-6, L.332-11-3 (rappelés en annexe, dernières pages du règlement) et L.332-15 du code de l'urbanisme. Le règlement tend essentiellement à reconduire les principales caractéristiques de la trame parcellaire comme de la densité construite des lotissements situés à proximité, et à assurer une bonne liaison de cette extension avec le bourg ancien, ainsi que son intégration dans le site vis-à-vis des espaces naturels environnants.

Cette zone comporte trois secteurs **(après suppression de la zone 1AU et reclassement du secteur 1AUc en zone 2AU)** :

- secteur 1AUa : la rue aux Mulets ouest, à vocation de logements familiaux,
- secteur 1AUb : la rue aux Mulets sud, résidence pour personnes âgées,
- secteur 1AUd : la rue aux Mulets nord-ouest, logements pavillonnaires.

1AU	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU 2016	50 %	9 mètres.	Recul > 5 m.	En retrait ou sur une limite. Recul > 4 mètres en cas de retrait.	Pas de règle.	Néant.
PLU de 2020	50 %	9 mètres.	Recul > 5 m.	En retrait ou sur une limite. Recul > 4 mètres en cas de retrait. 8 m minimum pour les fonds de parcelles.	Recul de 8 mètres.	50 %

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016 et justifications, concernant la zone 1AU :**

- Introduction de nouvelles règles en matière de stationnement des vélos (articles 6).
→ *Ces dispositions, découlant des orientations du PDUIF, permettent d'assurer la création d'une surface minimale dédiée au stationnement des vélos.*
- Définition de la superficie minimale des logements, égale à 40 m² (articles 1.2.1).
→ *L'objectif est de favoriser la réalisation de petits logements (par rapport à la taille moyenne des logements observée actuellement), sans descendre en dessous de la taille d'un T2.*
- Soumettre à conditions l'implantation d'éoliennes dans les zones résidentielles (article 1AU.1.2.1).
→ *Préserver le paysage du centre ancien et assurer l'absence de nuisances pour les habitants du village (objectif du PADD).*
- Application de l'article R151-21 du code de l'urbanisme, dernier alinéa (rappelé aux articles 1.2.2, 3.1, 3.3, 3.4), afin de limiter la densité à un niveau compatible avec le caractère rural du village.
→ *Justification : Chaque lot devra respecter les règles édictées dans le règlement de la zone sur laquelle la construction est implantée. Ceci pour faire en sorte que les formes urbaines soient identiques pour la réalisation de constructions sur des parcelles existantes ou sur des parcelles nouvelles. Cette disposition permet, quel que soit le type d'opération réalisée, le maintien de caractéristiques identiques de composition urbaine, et la préservation du caractère du village.*

- Définition plus détaillée des exigences en matière de caractéristiques architecturales des façades et toitures ainsi que des clôtures (articles 4.2).
→ *L'objectif est de préserver le style rural traditionnel du village dans les zones d'extension (objectif du PADD).*
- Définition plus détaillée des règles en matière de stationnement afin de gérer celui-ci dans la parcelle (articles 6).
→ *Il s'agit de répondre à la problématique du stationnement dans les sites construits de la commune.*

- **La zone 2AU**

La zone 2AU correspond aux espaces affectés à une urbanisation différée pour après 2030. Cette zone n'existait pas le PLU antérieur.

2AU	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU 2020	--	--	--	--	--	--
PLU 2024	Pas de règle.	Pas de règle.	- Pas de règle.	- Pas de règle.	- Il n'est pas fixé de règle	Pas de règle.

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU actuel et justifications, concernant la zone 2AU :**

- Cette zone a été créée dans le PLU révisé (seconde révision). Il s'agit d'une zone d'urbanisation différée, nécessaire pour respecter la consommation d'espaces définie par le SCOT du Grand Provinois.

- **La zone A :** La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. La zone Anc correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du caractère paysager de la zone mais également pour maintenir le potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles

Cette zone identifie donc des bâtiments qui, dans le cadre des articles L151-11 2° et R. 151-23 2° du code de l'urbanisme, pourront connaître un changement de destination, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial (bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement). Les changements de destinations ne compromettant pas l'exploitation existante.

La zone A comporte des zones humides avérées. Elle comporte aussi des secteurs humides de classe 3 (voir annexes IV du règlement) : avant tout projet, il conviendra de vérifier le caractère non humide de ces sites. Les projets concernant ces secteurs pourront être soumis aux procédures au titre de la loi sur l'Eau, afin de définir des mesures de protection appropriées en cas de zones humides avérées.

A	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU 2016	Pas de règle.	Bâti agricole 15 mètres. Habitation : 9 mètres.	Recul > 6 mètres.	Pas de règle.	Pas de règle.	Pas de règle.
PLU de 2020	Pas de règle.	Bâti agricole 15 mètres. Habitation : 9 mètres.	Recul > 6 mètres.	Pas de règle.	Pas de règle.	Pas de règle.

→ Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016, concernant la zone agricole A :

- Précision de la réglementation des occupations du sol autorisées et interdites dans la bande de 50 mètres de protection des lisières de forêt de plus que 100 ha (article A.1.1).

→ Ces interdictions permettent de prendre en compte les orientations du SDRIF, en matière de protection des lisières des massifs boisés.

- Définition de règles précises concernant : les possibilités constructives de nouveaux logements et/ou équipements, les possibilités d'aménagement / d'extension des bâtiments d'habitation existants (article A.1.2.1).

→ L'objectif est de maîtriser l'impact paysager lié à la possible construction de nouveaux logements d'exploitants agricoles en zone A. Il s'agit également de permettre l'évolution des bâtiments agricoles, tout en préservant le caractère rural du territoire (les extensions seront limitées à 40 m² de surface de plancher par propriété). Les équipements collectifs peuvent également être autorisés sous certaines conditions.

- Identification de fermes au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme.

→ L'objectif est de permettre la mutation du corps de ferme, tout en garantissant l'intégration des nouvelles affectations dans le bâti existant, et leur compatibilité avec le caractère agricole de la zone.

A de Sainte-Colombe, plusieurs fermes ou granges sont identifiées, dans la zone A, en bâtiments pouvant connaître un changement de destination.

- Longère rue de l'Etendard,
- Grange rue des Patries.

→ Justifications : L'objectif est de permettre la mutation du bâtiment, tout en garantissant l'intégration des nouvelles affectations dans le bâti existant, et leur compatibilité avec le caractère agricole de la zone.

• **La zone N** : La zone N est une zone naturelle à protéger en raison de l'intérêt paysager, environnemental.

Elle comporte : un secteur Nca où l'exploitation des carrières est autorisée, un sous secteur NI qui est réservé aux équipements liés aux sports et aux loisirs, un sous secteur Nz correspondant à l'emprise des installations de l'aqueduc de la Voulzie, gérée par la SAGEP (Société des Eaux de Paris) et un sous-secteur Nzh identifiant les zones humides de la Voulzie. La superficie de ce secteur Nzh a été portée à 38,81 hectares à l'occasion de la seconde révision du PLU (prise en compte de la nouvelle carte des zones humides de la DRIEAT).



N	Emprise au sol	Hauteur	Implantation / voies	Implantation / limites séparatives	Implantation sur une même propriété	Coefficient de non imperméabilisation
PLU 2016	Pas de règle.	En secteurs N, Nzh et NI : 5 mètres.	Recul > 5 mètres.	Recul > 5 mètres.	Pas de règle.	Néant.
PLU de 2020	Pas de règle.	En secteurs N, Nzh et NI : 5 mètres.	Recul > 5 mètres.	Recul > 5 mètres.	Pas de règle.	Néant.

→ **Principaux changements réglementaires intervenus par rapport au PLU de 2016, concernant la zone naturelle N :**

- Précision de la réglementation des occupations du sol autorisées et interdites dans la bande de 50 mètres de protection des lisières de forêt de plus que 100 ha (article N.1.1).

→ *Ces interdictions permettent de prendre en compte les orientations du SDRIF, en matière de protection des lisières des massifs boisés.*

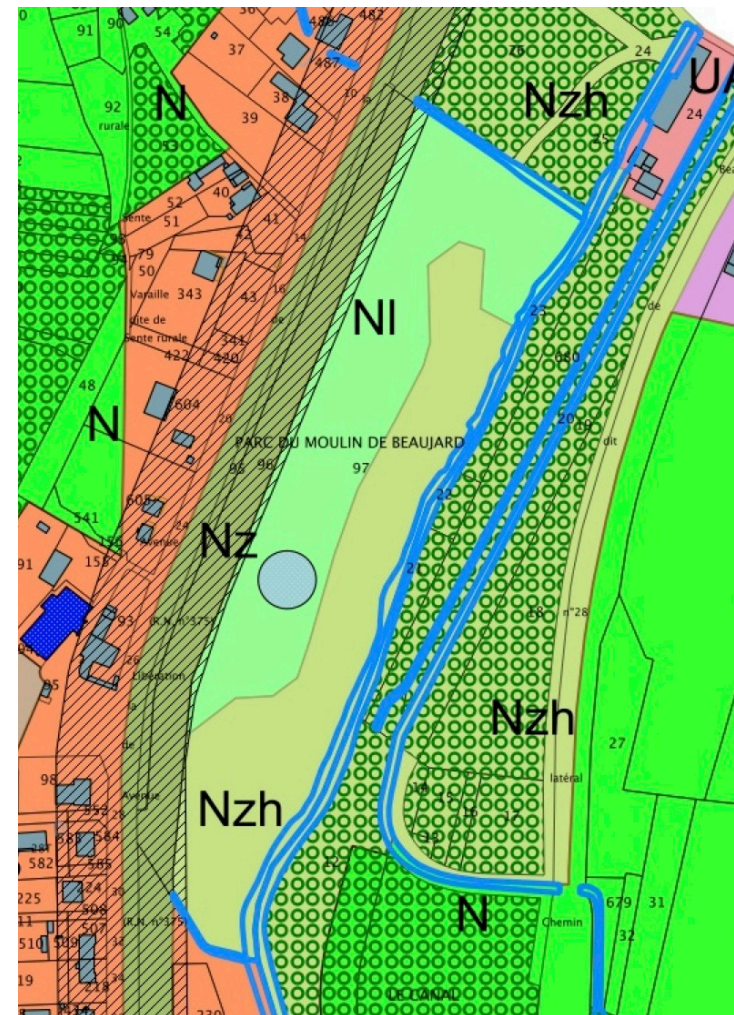
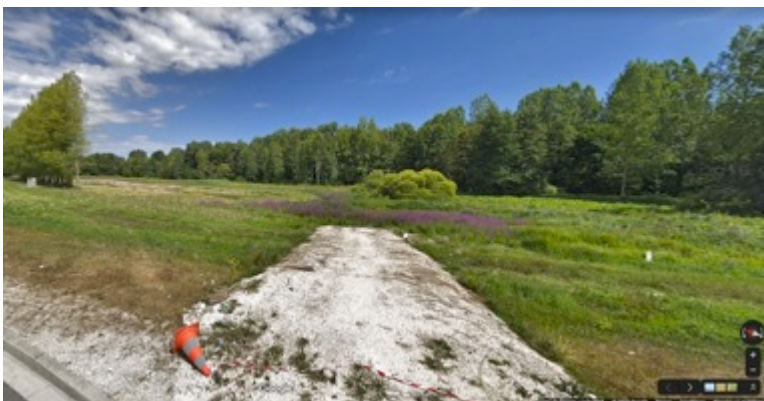
- Définition de règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation (voir tableau ci-dessus).

→ *L'objectif est de cadrer les possibilités d'aménagement des bâtiments en zone naturelle, afin de préserver les paysages. En même temps, des exceptions sont introduites pour les bâtiments d'exploitation agricole, qui ont des exigences techniques spécifiques.*

• Concernant les Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées : ceci concerne le secteur NI, correspondant à l'aménagement d'un espace récréatif dans la vallée de la Voulzie. Les secteurs Nca (carrières) et Nz (aqueduc) ne sont pas considérés comme des STECAL, non plus que le secteur Nzh, lequel identifie des zones humides.

• Le P.L.U comporte un seul STECAL : le secteur NI, correspondant à l'aménagement d'un espace récréatif dans la vallée de la Voulzie.

→ Justifications : sont autorisés les constructions légères, installations légères, travaux et aménagements légers à vocation de sports et de loisirs, à condition qu'il n'y ait pas de fondations. La hauteur est limitée à 5 mètres au point le plus haut de la construction pris depuis le sol naturel.



4.3 – MESURES D'EVITEMENT (E), DE REDUCTION (R) ET DE COMPENSATION (C)

4.3.1 Définitions

- L'identification des impacts est suivie d'une réflexion ayant pour objectif de supprimer, réduire ou compenser les impacts négatifs liés au projet. Suivant la nature et l'intensité des impacts sur les différents thèmes de l'environnement relevés précédemment, des mesures ont été préconisées. Différentes mesures sont proposées :
- **Les mesures d'évitement** : il s'agit de mesures prises durant les phases préliminaires du projet, soit au stade du choix du site, soit au stade de la conception du projet.
- **Les mesures de réduction** : elles visent à atténuer les impacts du projet. Ces mesures sont prises durant la conception du projet.
- **Les mesures de compensation** : dans certains cas, les mesures de réduction ne sont pas envisageables ou de portée jugée insuffisante. Les mesures compensatoires doivent apporter une contrepartie aux conséquences dommageables du projet.

4.3.2 Mesures d'évitement (E)

E0 – Afin d'éviter une consommation d'espaces trop importante et de porter atteinte aux zones humides identifiées, la zone 1AU du chemin du Grand Marais a été reclassée en zone agricole. Plusieurs autres zones ont été reclassées en zones agricoles ou naturelles (pour 4,83 ha en tout, à échéance 2030).

E1 – Afin d'éviter que les constructions ou installations n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, le règlement interdit :

- *Les dépôts divers, stockages d'ordures ménagères, de matériaux, machines à détruire ou véhicules non roulants, résidus urbains.*
- *L'ouverture et l'exploitation de toute carrière et les dispositifs de radio-télécommunication.*
- *Les terrains de camping et de caravanage ainsi que les terrains d'accueil des habitations légères de loisirs.*
- *Les résidences mobiles telles que définies à l'article R.421-23 j du Code de l'Urbanisme.*
- *Le stationnement de caravanes isolées au sens des articles R.111-48 à R 111-50, du Code de l'Urbanisme.*
- *Les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception de ceux liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée dans la présente zone.*
- *Les éoliennes à axe horizontal, y compris celles inférieures à 12 mètres de hauteur, sauf si leurs caractéristiques et leur localisation ne portent pas atteinte aux commodités de voisinage.*

E2 – Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le PLU n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, celui-ci prévoit une part significative de terres agricoles protégées : la zone A (agricole protégée) représente 428,64 hectares, soit 52,6 % de la superficie communale. La zone N (naturelle protégée) représente 213,93 hectares, soit 25,26 % de la superficie communale, avec des sous-secteurs d'espaces naturels protégés, avec 19,76 ha (soit %), si l'on exclut la zone Nca des carrières.

E3 – Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le plan local d'urbanisme n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, les plantations seront choisies parmi les essences locales recommandées en annexe au règlement. L'utilisation des espèces invasives mentionnées dans cette annexe est exclue.

E4 – Afin d'**éviter** tout impact majeur sur les milieux naturels ou cultivés, le règlement des zones A et N stipule que les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

E5 - Afin d'**éviter** de porter atteinte aux paysages caractéristiques du site, le parti d'aménagement retenu reprend les zones protégées au regard des cônes de vue, à travers un classement en zone agricole ou en zone naturelle.

E6 – Afin d'**éviter** toute pollution par les eaux usées, le règlement impose, dans les zones U, A et N, le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées pour toute construction ou installation nouvelle engendrant des eaux usées.

E7 – Afin d'**éviter** tout risque d'inondation, le règlement stipule que la présence d'un risque d'inondation lié aux remontées de nappes interdit la réalisation de sous-sols, sauf réalisation sous forme de cuvelage étanche.

E8 – Afin d'**éviter** tout impact majeur sur la trame bleue, le règlement stipule que les mares, noues et fossés seront conservés et entretenus, au regard de leur rôle régulateur sur le plan hydrologique. Leur création est recommandée. **Toute construction ou installation nouvelle devra respecter une distance minimale de 6 mètres par rapport au rebord de la berge des cours d'eau.**

E9 – Afin d'**éviter** les problématiques liées au stationnement des véhicules, le règlement impose que le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors de la voie publique, par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à l'opération, à l'occasion de toute construction, division ou installation nouvelle.

E10 – Afin d'**éviter** un impact négatif des programmes sur les finances locales, le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics. Tout projet de cette nature sera, le cas échéant, réalisé par le moyen d'un projet urbain partenarial, en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme.

4.3.3 Mesures de réduction (R)

R1 – Afin de **réduire** l'impact sur les zones humides avant tout projet, il conviendra de vérifier le caractère non humide de ces sites. Les projets concernant ces secteurs pourront être soumis aux procédures au titre de la loi sur l'Eau, afin de définir des mesures de protection appropriées en cas de zones humides avérées. En outre, le zonage identifie, sous forme de *prescriptions surfaciques*, les pré-localisations de zones humides déterminées par le zonage réglementaire de la DRIEAT.

R2 – Afin de **réduire** l'impact de l'urbanisation sur la biodiversité communale, le règlement stipule que les espaces libres intérieurs et notamment les marges de reculement entre les bâtiments et l'alignement ou l'axe des voies publiques doivent être aménagés en espaces verts.

R3 – Le règlement du PLU impose des règles précises en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales à la parcelle (articles 4), afin d'assurer une gestion des eaux pluviales sur place et de **réduire** les ruissellements : les eaux pluviales issues de vastes surfaces imperméabilisées (voiries, aire de stationnement, ...) devront faire l'objet d'un prétraitement avant leur rejet éventuel dans le réseau collecteur ou le milieu naturel. En outre, pour toute nouvelle construction et (ou) extension ou aménagement, les eaux pluviales provenant des toitures ou circulations seront traitées à l'intérieur des parcelles. Cependant celles-ci pourront être rejetées dans le réseau collectif dans le cas d'impossibilité technique reconnue par les services compétents. En cas de rejet, le débit des eaux pluviales doit, en l'absence d'étude ou de règlement spécifique, être limité à 1 l/s/ha pour une pluie de période de retour de dix ans.

En outre, pour toute propriété, construite ou issue d'une division parcellaire après la date d'approbation du présent P.L.U, une surface au moins égale à (30 % en zone UA et 50 % en zone UB, 20 % en zones UE et UX et 50 % en zone 1AU) de la superficie du terrain sera maintenue non imperméabilisée, libre de construction comme de circulation. Cette règle ne s'applique pas aux extensions, dans la limite globale de 40 m² par propriété existante à la date d'approbation du P.L.U.

R4 – Afin de **réduire** les risques liés aux retraits et gonflement des argiles, le règlement rappelle que, pour les constructions et aménagements à implanter dans les secteurs exposés à un aléa des argiles sont applicables les recommandations reportées en annexe du règlement.

R5 – Afin de **réduire** les circulations automobiles, le règlement prescrit des règles concernant le stationnement des vélos (issues du plan de déplacements urbains régional). Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient de réaliser des circulations douces.

R6 – Des dispositions en matière d'implantation des constructions, en limite séparative, et de performances énergétiques et environnementales, ainsi que d'ouvrages de production d'énergies renouvelables, contribuent à **réduire** les besoins en énergie et la dépendance des ressources fossiles.

R7 – Afin de **réduire** les nuisances issues des activités, activités artisanales ou commerciales de détail, ainsi que les installations, classées ou non pour la protection de l'environnement, sont autorisées à condition qu'elles soient compatibles avec la capacité actuelle de la voirie et des réseaux divers, et si les nuisances et dangers éventuels (bruits, rejets, odeurs, pollution thermique ou lumineuse), ainsi que les besoins en stationnement, sont compatibles avec l'environnement résidentiel de la zone.

4.3.4 Mesures de compensation (C)

C1 – En **compensation** de l'emprise du projet sur les zones humides **potentielles**, les constructions au droit de zones humides feront l'objet d'études pédologiques et de compensations éventuelles :

- Pour tout assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau fera l'objet, selon le cas, d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux dispositions des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement.
- Les installations, ouvrages, travaux et activités portant sur des zones humides pourront être soumis à condition au titre de la Loi sur l'Eau (mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts).

4.3 – INCIDENCES SUR LES ZONES NATURA 2000

4.3.1 - Actions défavorables aux espèces et mesures de gestion du DOCOB de la Bassée

La principale question, en relation avec la relative proximité de la zone **NATURA 2000 Bassée et Plaines Adjacentes** vis-à-vis de SAINTE-COLOMBE, est celle de l'incidence potentielle de l'urbanisme de cette commune sur la conservation de ce qui justifie la protection ainsi instituée. L'étude effectuée ci-après vise à caractériser l'existence ou non d'une incidence envisageable, de l'urbanisation de SAINTE-COLOMBE, sur les espèces protégées par la zone NATURA 2000. Sont également rappelées les mesures de gestion conservatoire du site, prévues par le DOCOB. Le PLU ne pouvant agir que sur les outils liés à la planification territoriale, sont reportées (en bleu) les dispositions du PLU favorisant la conservation de ces habitats et espèces sur le territoire communal.

• Espèces d'intérêt communautaire observées dans la zone NATURA 2000

Espèce	Actions défavorables à l'espèce	Mesures de gestion du DOCOB
Le Blongios nain	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des sites de nidification potentiels (drainage des zones humides, régression des roselières et végétations rivulaires, plantation de peupleraies) ; - eutrophisation, pollution ; - fluctuations irrégulières des niveaux d'eau des sites de nidification. 	<ul style="list-style-type: none"> - entretenir les roselières ; - restaurer et entretenir les chenaux et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement des saulaies humides ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides) ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - limiter le dérangement et fermer l'accès de certains sites ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins)
La Cigogne blanche	<ul style="list-style-type: none"> - modification des pratiques agricoles se traduisant par la disparition des zones humides favorables ; - utilisation de pesticides ; - abandon des pratiques pastorales (disparition des prairies humides, sites d'alimentation importants) ; - électrocution des oiseaux (jeunes en particulier) sur les lignes électriques ; - dérangement en période de nidification. 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides) ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - aménager des plateformes artificielles.
La Gorgebleue à miroir	<ul style="list-style-type: none"> - destruction des roselières et des marais ; - aménagement industriel ou de loisirs, drainage et mise en culture des zones humides. 	<ul style="list-style-type: none"> - entretenir les roselières ; - restaurer et entretenir les chenaux et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement des saulaies humides ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ;
L'Oedicnème criard	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des landes et friches sèches ; - pratiques culturales intensives, disparition du pâturage extensif. 	<ul style="list-style-type: none"> - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides) ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'intervention (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ;

		<ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un couvert végétal permanent ; - limiter l'irrigation par canon à eau ; - mise en défens temporaire des milieux remarquables (conditionné par la localisation des nids).
Le Rôle des genêts	<ul style="list-style-type: none"> - diminution des inondations et assèchement des terrains humides ; - abandon des prairies ; - précocité et mécanisation des fauches ; - intensification agricole (engrais, régression des prairies, ...). 	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides, ...) ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'interventions (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ; - mettre en place un couvert végétal permanent ; - mise en défens temporaire des milieux remarquables (conditionné par la localisation des nids).
L'Aigrette garzette	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des sites de nidification potentiels (drainage des zones humides, aménagements des cours d'eau...) ; - dérangement en périodes de nidification ou de cantonnement ; - pollution des eaux entraînant la diminution des ressources alimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau/Favoriser les inondations ; - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement de saulaies humides ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares.
Le Bihoreau gris	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des sites de nidification potentiels (drainage des zones humides, régression des roselières et végétations rivulaires, plantation de peupleraies, aménagements des cours d'eau...) ; - dérangement en périodes de nidification ou de cantonnement ; - pollution des eaux entraînant la diminution des ressources alimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - entretenir les roselières ; - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau/Favoriser les inondations ; - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement de saulaies humides ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares
La Bondrée apivore	<ul style="list-style-type: none"> - raréfaction des zones de chasse (prairies, pelouses et bocages) liée à la fermeture des milieux, la fauche répétée, la perte de l'élevage extensif... ; - diminution des populations d'insectes liée aux insecticides ; - perturbation des sites de nidification (travaux forestiers, loisirs...) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - mettre en place des îlots de vieillissement et conserver du bois mort ; - irrégulariser et diversifier les boisements ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ;

	<ul style="list-style-type: none"> - diminution du nombre d'arbres âgés. 	<ul style="list-style-type: none"> - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - réaliser une localisation des nids.
Le Milan noir	<ul style="list-style-type: none"> - régression des zones humides et boisements qui y sont associés ; - dérangements en période de nidification principalement par les travaux forestiers ; - empoisonnement par la lutte contre les rongeurs ; - mortalité due au réseau électrique. 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - mettre en place des îlots de vieillissement et conserver du bois mort ; - irrégulariser et diversifier les boisements ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - aménager des plateformes artificielles ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares ; - réaliser une localisation des nids.
Le Pic mar	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des boisements anciens et des vieilles futaies ; - remplacement des feuillus par des résineux ; - diminution de la quantité de bois mort et des arbres à cavités ; - fragmentation des massifs ; - uniformisation des peuplements (disparition des taillis sous futaie au profit de futaies régulières, peuplements mono-spécifiques, diminution de l'âge d'exploitation...) ; - dérangement des sites de nidification lors des travaux forestiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement de saulaies humides ; - mettre en place des îlots de vieillissement et conserver du bois mort ; - irrégulariser et diversifier les boisements ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - réaliser une localisation des nids.
Le Pic noir	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des boisements anciens et des vieilles futaies ; - remplacement des feuillus par des résineux ; - diminution de la quantité de bois mort et des arbres à cavités ; - fragmentation des massifs ; - uniformisation des peuplements (disparition des taillis sous futaie au profit de futaies régulières, peuplements ; mono-spécifiques, diminution de l'âge d'exploitation...) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir la ripisylve ; - mettre en place des îlots de vieillissement ; - conserver des arbres morts ; - irrégulariser et diversifier les boisements ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - limiter les dérangements ; - intervenir pour la protection des nids/réaliser une localisation des nids.

	<ul style="list-style-type: none"> - dérangement des sites de nidification lors des travaux forestiers. 	
Le Busard cendré	<ul style="list-style-type: none"> - destruction volontaire ou involontaire des nids dans les champs (les variétés céréalières actuelles sont caractérisées par une récolte généralement trop précoce pour mener à bien la nichée) ; - disparition de leurs sites de reproduction : prairies de fauche, marais, landes ; - diminution de la ressource alimentaire : diminution notamment des campagnols du fait de l'abandon des couverts permanents au profit de rotations annuelles - empoisonnement par traitement contre les campagnols. 	
Le Busard Saint-Martin	<ul style="list-style-type: none"> - diminution des proies en milieu agricole ; - dates de récoltes trop précoces ; - transformation de l'habitat de reproduction ; - empoisonnement par traitement contre les campagnols ; - réduction des surfaces en herbes et en friches défavorable aux populations hivernantes. 	<ul style="list-style-type: none"> - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'interventions (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ; - limiter l'irrigation par canon à eau ; - mise en défens temporaire des milieux remarquables (conditionné par localisation des nids) ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - réaliser une localisation des nids.
L'Oedicnème criard	<ul style="list-style-type: none"> - disparition des landes et friches sèches ; - pratiques culturales intensives, disparition du pâturage et irrigation des cultures. 	<ul style="list-style-type: none"> - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'interventions (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ; - mettre en place un couvert végétal permanent ; - limiter l'irrigation par canon à eau ; - mise en défens temporaire des milieux remarquables (conditionné par localisation des nids).
La Pie-grièche écorcheur	<ul style="list-style-type: none"> - disparition de ses milieux de prédilection par l'agriculture intensive (remembrements), la diminution du pâturage et la fermeture des milieux 	<ul style="list-style-type: none"> - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ;

	<ul style="list-style-type: none"> - prairiaux ; - destruction des haies et bosquets ; - intensification des pratiques agricoles ; - appauvrissement en gros insectes notamment à cause des produits phytosanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'interventions (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ; - réaliser une localisation des nids.
Le Busard des roseaux	<ul style="list-style-type: none"> - dérangements humains (loisirs, pêche...) induisant un fort taux de prédation des œufs, notamment par les corvidés, pendant l'incubation ; - régression des roselières ; - destruction volontaire ou involontaire des nids dans les champs (les variétés céréalières actuelles sont caractérisées par une récolte généralement trop précoce pour mener à bien la nichée) ; - diminution de la ressource alimentaire : diminution notamment des campagnols du fait de l'abandon des couverts permanents au profit de rotations annuelles ; - empoisonnement par pollution (plomb, PCB, bromadiolone contre le ragondin, pesticides divers). 	<ul style="list-style-type: none"> - entretenir les roselières ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau/Favoriser les inondations ; - réinstaurer et promouvoir le pâturage extensif ; - pratiquer la fauche tardive et centrifuge ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - rouvrir des milieux (landes, clairières, zones humides...) ; - recréer et entretenir des haies, bosquets, vergers, arbres isolés ou en alignement... ; - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - favoriser l'aménagement de zones prairiales (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - diminuer l'utilisation d'intrants ; - adapter les périodes d'interventions (pâturage et fauche, y compris chemins, bandes enherbées et jachères) ; - limiter l'irrigation par canon à eau ; - mise en défens temporaire des milieux remarquables (conditionné par localisation des nids) ; - proscrire l'utilisation de poisons contre les mammifères (micro et ragondins) ; - réaliser une localisation des nids.
L'Echasse blanche	<ul style="list-style-type: none"> - dérangement en périodes de nidification ou de cantonnement ; - pollution des eaux entraînant la diminution des ressources alimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - favoriser l'aménagement de hauts fonds pour la création de roselières (carrières) ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites.
Le Martin pêcheur d'Europe	<ul style="list-style-type: none"> - les pollutions diverses tuant ses proies ou créant une importante turbidité des eaux les rendant invisibles ; - les aménagements hydrauliques : reprofilage des berges, enrochements et autres travaux de consolidation faisant disparaître les berges naturelles sur lesquelles l'espèce niche ; - la disparition de la ripisylve ; - les activités récréatives (pêche, canoë, chemins sauvages sur les berges) ; - l'extraction de granulats sur les sites de reproduction en période de nidification (risque de destruction des nichées). 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - restaurer et entretenir la ripisylve, favoriser le développement de saulaies humides.
La Mouette	<ul style="list-style-type: none"> - végétalisation et boisement des îlots sablo- 	<ul style="list-style-type: none"> - restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ;

mélanocéphale	graveleux ; - dérangement des sites de nidification (activités nautiques, baignades, pêche...) ; - compétition avec le Goéland leucophée ; - variation brutale des niveaux d'eau.	- maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - aménager des plateformes artificielles ; - favoriser la création d'îlots et les entretenir ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares.
La Sterne naine	- végétalisation et boisement des îlots sablo-graveleux ; - dérangement des sites de nidification (activités nautiques, baignades, pêche...) ; - compétition avec le Goéland leucophée ou la Mouette mélanocéphale ; - variation brutale des niveaux d'eau.	- restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - aménager des plateformes artificielles ; - favoriser la création d'îlots et les entretenir ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares.
La Sterne pierregarin	- végétalisation et boisement des îlots sablo-graveleux ; - dérangement des sites de nidification (activités nautiques, baignades, pêche...) ; - compétition avec le Goéland leucophée ou la Mouette mélanocéphale ; - variation brutale des niveaux d'eau.	- restaurer et entretenir les chenaux, annexes et cours d'eau ; - améliorer la gestion des niveaux d'eau / favoriser les inondations ; - maintenir les milieux ouverts par du débroussaillage ; - aménager des plateformes artificielles ; - favoriser la création d'îlots et les entretenir ; - limiter les dérangements et fermer l'accès de certains sites ; - favoriser et protéger les colonies d'oiseaux communs pour attirer les espèces rares.

• **Impacts (+ ou -) liés à la mise en œuvre du PLU sur les espèces d'intérêt communautaire de la zone Natura 2000**

Une partie des espèces d'intérêt communautaire nicheuses certaines, probables ou possibles est fortement liée à la présence d'espaces agricoles (secteur d'alimentation ou de nidification). [Le territoire de SAINTE-COLOMBE, relativement proche des secteurs boisés de cette zone NATURA 2000, et vraisemblablement en connexion avec eux, est toutefois très éloigné des zones cultivées ainsi protégées.](#)

Les autres espèces d'intérêt communautaire nicheuse certaines, probables ou possible sont, quant à elles, majoritairement liées à la présence d'espaces humides ou en eau. Concernant ces espèces, l'éloignement de SAINTE-COLOMBE vis-vis de la Bassée plaide pour une absence de relations fonctionnelles..

[Cependant, le PLU de SAINTE-COLOMBE propose certaines dispositions en faveur de ces espèces :](#)

- [classement de la majorité des boisements en zone N, avec un règlement visant à protéger les espaces naturels ;](#)
- [classement de tous des boisements à enjeux en EBC afin de maintenir la couverture boisée du secteur, habitat favorable à certaines de ces espèces ;](#)
- [dispositions du règlement visant à gérer les eaux pluviales et les eaux usées, contribuent à améliorer la qualité de l'eau du territoire et à limiter la pollution ;](#)
- [classement de 428 ha de terres cultivées en zone agricole.](#)

4.3.2 – Evolutions prévisibles et mesures de gestion du DOCOB du Dragon

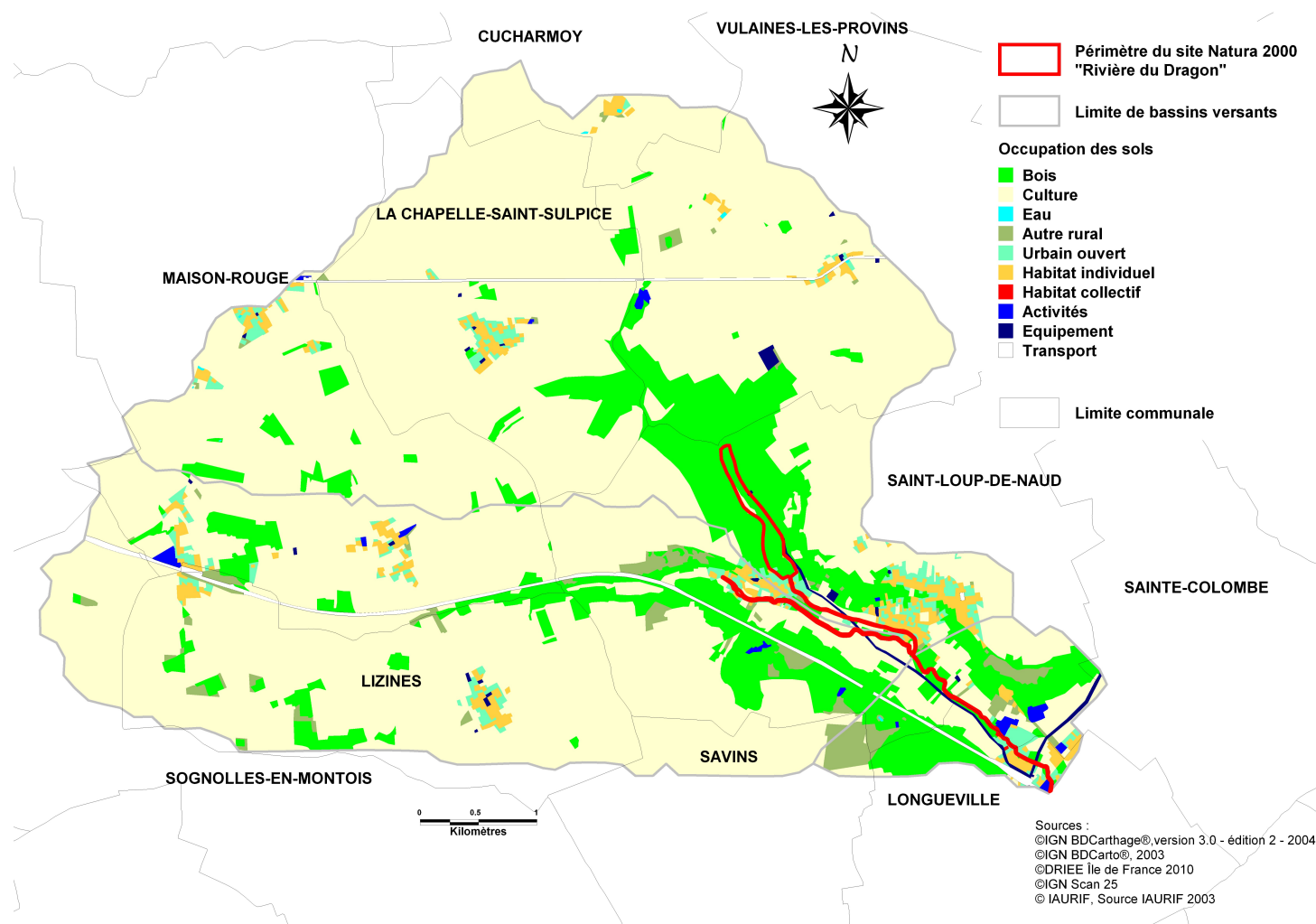
ACTIVITÉS		ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PRÉVUES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES		IMPACTS PROBABLES POUR LES ESPÈCES ET LES HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
Agriculture	=	Les communes ne souhaitent pas développer des constructions au bord de la rivière. Les îlots ne vont pas être modifiés. L'activité agricole va se maintenir .	=	Les MAEt Natura 2000 ne sont mobilisables que sur l'îlot cultural en partie inclus dans le périmètre du site. Dans le cas du Dragon, sauf accord régional, ces contrats ne sont mobilisables que sur une largeur de 5 à 10 m le long de la rivière. En l'état, ils ne permettront pas de restaurer les habitats d'intérêt communautaire. La signature possible de MAE biodiversité permettra d'améliorer l'état de conservation des habitats d'espèces et des habitats d'intérêt communautaire.
Captage des sources	=	Il est difficile de savoir si les sources seront captées d'ici à 5 ans. D'après les entretiens passés avec les gestionnaires d'Eau de Paris, il n'y a pas d'amélioration significative de la qualité des sources actuellement pour envisager à court terme l'exploitation de ces sources. Les actions préventives et curatives sont orientées actuellement sur les captages de la Voulzie.	=	La DUP impose la mise en place de bandes enherbées de 10 m de large dans le périmètre rapproché, mais aussi une amélioration de l'assainissement autonome. Elle interdit également tout nouveau drainage agricole, tout épandage de boue de station d'épuration, de lisiers et de toute autre matière de vidange (Annexe 17). Dans la mesure où ces actions pourront toutes être menées, il est possible d'envisager une amélioration locale de la qualité de l'eau.
Activité industrielles et artisanat	=	Cette activité risque d'être stable d'ici à 5 ans. Bien que la communauté de commune de la GERBE ait permis la mise en place d'une ZA sur la commune de Longueville, le contexte économique français et local ne laisse pas prévoir le développement de cette activité à court terme.	=	La stabilité de ces activités n'aura pas d'effet sur la qualité des milieux aquatiques (positifs et négatifs).
Chasse	=	Cette activité ne semble pas se développer. L'âge moyen des chasseurs augmente, cela s'accompagne en général d'une diminution du nombre des chasseurs.	=	Cette activité n'a pas d'impact sur les habitats et les espèces. Cette situation va rester stationnaire à 5 ans.
Pêche	=	Cette activité ne semble pas se développer d'ici à 5 ans.	=	Cette activité n'a pas d'impact à notre connaissance.
Ouvrages	à	Il n'est pas prévu la construction d'ouvrages. Le classement du Dragon et le ru des Glatigny en Liste 1 et Liste 2 (article L.214-17 du CE) portant obligation de restaurer la continuité écologique et le transit sédimentaire, interdit la construction de nouveaux ouvrages faisant obstacle à la continuité écologique et oblige l'équipement des ouvrages existants, qui n'assurent ni le transit sédimentaire ni la continuité écologique.	à	Le Syndicat de rivière de la Voulzie et des Méances a lancé une étude globale de restauration de la continuité écologique sur la Voulzie et ces affluents. Des actions sont envisagées sur le Dragon et ru des Glatigny. Eau de Paris est également prêt à mener des actions de restauration de la continuité écologique sur ses propriétés

• Impacts (+ ou -) liés à la mise en œuvre du PLU sur les espèces d'intérêt communautaire de la zone Natura 2000

Une partie des espèces d'intérêt communautaire protégées par la zone NATURA 2000 est fortement tributaire de la présence d'espaces agricoles et des pratiques culturales mises en œuvre.

On note toutefois (carte ci-contre) que le territoire de SAINTE-COLOMBE n'est pas inclus dans le périmètre du bassin versant hydrographique qui alimente le ru du Dragon.

De ce fait, on peut supposer que les modalités d'exercice de l'activité agricole à Sainte-Colombe ne peuvent présenter d'incidence sur la qualité des eaux de l'espace protégé par la zone NATURA 2000.



<http://seine-et-marne.n2000.fr/sites/seine-et-marne.n2000.fr/files/images/page/MOs2011.png>

4.3.3 - Incidences prévisibles du PLU sur les zones Natura 2000

Le territoire de SAINTE-COLOMBE n'étant pas inclus dans une zone Natura 2000, la mise en œuvre du PLU de la commune n'impactera pas de façon directe ces dernières.

- Zones de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) : NATURA 2000 (proximité du territoire de Sourdun). Et Sites d'Intérêt Communautaire (Directive Habitat) :

Code	Nom	Fiche	Code	Nom	Fiche
FR1112002	Bassée et plaines adjacentes		FR1102004	Rivière du Dragon	

- **Description des effets pressentis sur la zone NATURA 2000 Bassée et Plaines Adjacentes**

Aucun effet sensible ne peut être supposé. Toutefois, l'importante protection des espaces agricoles et boisés de SAINTE-COLOMBE ne peut qu'avoir un effet bénéfique sur les fonctionnalités écologiques locales.

Analyse des incidences portées sur les oiseaux d'intérêt communautaire : Aucun effet sensible ne peut être supposé.

- **Analyse des incidences portées sur les espèces d'intérêt communautaire du ru du Dragon**

Néant, compte tenu de l'appartenance de SAINTE-COLOMBE à un autre bassin versant primaire que celui du Dragon.

Toutefois, à une échelle géographique plus large, le bassin versant du Dragon est affluent de celui de la Voulzie : on ne peut totalement exclure qu'une pollution éventuelle de la Voulzie ne contamine le Dragon, au moins à la confluence entre ces deux cours d'eau. Le bon état écologique et chimique de la Voulzie a donc à voir avec celui du Dragon.

L'état écologique d'une masse d'eau de surface résulte de l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés à cette masse d'eau. Il est déterminé à l'aide d'éléments de qualité : biologiques (espèces végétales et animales), hydromorphologiques et physico-chimiques, appréciés par des indicateurs (par exemple les indices invertébrés ou poissons en cours d'eau). Pour chaque type de masse de d'eau (par exemple : petit cours d'eau de montagne, lac peu profond de plaine, côte vaseuse...), il se caractérise par un écart aux « conditions de référence » de ce type, qui est désigné par l'une des cinq classes suivantes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais. Les conditions de référence d'un type de masse d'eau sont les conditions représentatives d'une eau de surface de ce type, pas ou très peu influencée par l'activité humaine.

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard du respect des normes de qualité environnementales (NQE) par le biais de valeurs seuils. Deux classes sont définies : bon (respect) et pas bon (non-respect). 41 substances sont contrôlées : 8 substances dites dangereuses (annexe IX de la DCE) et 33 substances prioritaires (annexe X de la DCE).

Source : <https://www.eaufrance.fr/regles-devaluation-de-letat-des-eaux>

*

*

*

V – INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES OPERATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

- La discussion engagée dans l'élaboration d'un plan local d'urbanisme vise à définir des droits à construire en fonction d'un projet déterminé, de choix d'aménagement qui doivent procéder d'une synthèse entre les données du site et les objectifs des acteurs concernés : propriétaires, Commune, etc. (sachant qu'en dernier ressort le P.L.U relève d'une décision du Conseil Municipal).

Ces droits à construire n'entraînent pas - par eux mêmes - une « obligation de faire » : les actions ou opérations engagées (si elles le sont) devront toutefois être conformes avec les dispositions du P.L.U. En clair : il sera toujours possible de faire moins que ce que dit le P.L.U, mais non de faire davantage.

L'objet de l'étude consiste donc ici non directement à déterminer un « parti d'aménagement », mais à définir une STRATEGIE D'AMENAGEMENT partagée entre les personnes concernées. Le parti d'aménagement est défini ensuite.

Il s'agit aussi de placer l'ensemble de la réflexion sous l'égide de l'**approche environnementale de l'urbanisme (AEU®)**, dans l'optique d'une haute qualité environnementale (tendre à produire un éco-quartier).

Celle-ci suppose une démarche structurée en plusieurs étapes :

- 1 - Enoncé des sujets spécifiques à l'aménagement du site.
- 2 - Analyse croisée des enjeux environnementaux du terrain. Partage du diagnostic avec les parties prenantes.
- 3 - Définition d'objectifs quantifiables et vérifiables ; définition de grandes orientations ; validation.
- 4 - Déclinaison des objectifs et orientations en principes opérationnels.
- 5 - Déclinaison dans un document réglementaire : zonage, règlement, orientations d'aménagement, dispositions fiscales, etc.
- 6 - Définition des mesures d'accompagnement et (7 -) de suivi aux étapes ultérieures du projet.

- **Potentiel et enjeux des secteurs mutables au regard des données du site et des objectifs communaux**

Il s'agit d'identifier les caractéristiques du contexte et les croiser avec les objectifs communaux, afin de dégager les enjeux prioritaires et leur donner une réponse dans la stratégie d'aménagement.

*

*

*

1 - Sujets et questionnements	2 - Enjeux (éléments déterminants)	3 - Objectifs et orientations	4 - Principes opérationnels	5 - Traduction réglementaire dans le projet de P.L.U.	6 - Application pratique connexe au P.L.U	7 - Modalités de suivi, évaluation = EE
Démographie Avec + 150 logt et 2.150 habitants en 2030 (+ 330 habitants).	Capacité des équipements généraux existants. Définir des choix de peuplement : en fonction de la capacité des structures existantes. (Ecoles, équipements divers). Maîtriser la densité de l'opération.	La capacité est suffisante ... Au maximum une demi-classe. Effectifs stable en baisse. Minimum : 8,1 logements /ha x 1,15 = 9,3. Maximum 15 logements /ha.	Une résidence inter-âge : 2 x 15 logements. + 8 logements familiaux. Définir un quota en termes de résidence / lots libres. Définir une fourchette de densité $10 < x < 15$ / 18 logements / ha (hors résidence inter-âge).	Définir la localisation et les emprises dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Dito ci-dessus. Définir une emprise au sol et une hauteur maximales. Définir une fourchette de densité.	Enquêter sur la question de l'équilibre financier optimal de la résidence. Tester des pré-bilans d'opération en fonction : du prix de vente des terrains nus et fonction des linéaires de voiries et des montants de participations. Garantir la pérennité de l'affectation de la résidence.	Veille sur effectifs scolaires. Evolution de la structure par âge de la population. Nombre de logements construits. Degré d'utilisation des équipements collectifs. Adéquation des habitants vis-à-vis de la démographie recherchée.
Mobilité et stationnement	Facilité de déplacement des personnes à mobilité réduite (dans le cadre du PAVE). Sécurité des accès. Développer les modes de déplacements alternatifs. Gérer le stationnement.	Réaliser l'étude d'un PAVE. Sécuriser les points d'accès à la rue Victor Hugo. Imposer une continuité des cheminements piétons dans l'opération et à l'extérieur. 0 stationnement sur chaussée.	Etablir un schéma des circulations douces (centré les liaisons entre l'opération et le centre du village : gare, commerces). Imposer des règles de stationnement et définir des aires de stationnement dédiées.	Inclure le schéma des circulations actives dans les OAP. Quel quota par logement ? (2 places/logement). Regrouper des stationnements (y compris pour les lots libres).	Conduire une réflexion sur la mobilité active avec les enfants et les personnes âgées. Une fois les solutions trouvées : sortir le carnet à souches (pour limiter le stationnement sauvage).	Procéder à des comptages. Budgéter des travaux. Degré d'utilisation des transports en commun. Mesurer le stationnement informel.
Risques	La pente (ruissellement). Présence de galeries issues d'exploitations d'argiles.	Gérer un niveau de rejet équivalent à la situation actuelle. Obtenir la documentation disponible.	Définir une ou des localisations des zones de gestion des eaux pluviales. A minima : renvoyer aux recommandations du BRGM. Imposer des sondages ...	Faire des calculs de besoins en rétention et localiser dans les OAP. Renvoyer dans le règlement aux prescriptions géotechniques.	Imposer des études sur la base de bassins filtrants.	Gestion des espaces de régulation des eaux pluviales. Evolution de la topographie, résistance des constructions.

Réseaux Equipements	Capacité des réseaux divers. (vis-à-vis des programmes envisagés).	Sécuriser le budget communal vis-à-vis des demandes des concessionnaires.	Faire un choix entre : - pas de participations demandées par la Commune, - définir une Taxe d'Aménagement Majorée ou un Projet Urbain Partenarial.	Rappeler dans le règlement les textes applicables. Annexer les périmètres de TA ou de PUP le cas échéant.	Renseigner un CU b une fois le programme défini, pour connaître les coûts de renforcement / extension des réseaux.	Consommation des flux. Entretien des équipements.
Milieus naturels et paysages	Minorer l'impact sur les milieux. Réduire l'impact paysager. Gérer les eaux pluviales.	Gérer les gradients de hauteur. Préserver les cônes de vues. Limiter l'imperméabilisation. Réserver un espace de jardins partagés. Implantation dans la pente.	Localiser les cônes de vues. Implantations discontinues. Localiser des espaces plantés (accompagnement paysager) en relation avec la gestion des EP.	<i>Délimiter la partie inconstructible.</i> Limiter à R + 1 + comble. Définir un pourcentage d'emprises non bâties à usage collectif. Définir le parti d'aménagement dans les OAP.	<i>Trouver une affectation à la partie non construite.</i> <i>Imposer une « palette végétale ».</i>	Entretien des espaces verts. Suivi de l'état écologique des milieux. Faire gérer les équipements et espaces verts par une association (syndicale ou autre).
Urbanisme architecture	Définir des règles de composition urbaine. Définir des typologies architecturales. Tenir compte de l'urbanisation périphérique.	Respecter les formes urbaines traditionnelles. Effectuer des choix sur images références.	Définir un cahier des charges : matériaux, clôtures, stationnement. Privilégier les architectures de toits (avec un bémol pour la résidence).	Définir des OAP sans règlement ? Article R. 151-8 les OAP dites sectorielles d'aménagement.	<i>Dans ce cas, approfondir le plan de masse et le rendre opposable dans le PLU (en accord avec la DDT).</i> <i>Tester un bilan financier (charge foncière admissible).</i>	Contrôle de l'application des règles dans les autorisations d'urbanisme.
Performance énergétique	Réduire les consommations énergétiques.	Implantations bioclimatiques (façade au sud).	Définir les zones d'implantation (et les sens des faîtages des constructions). Autoriser ou non des façades aveugles côté nord ?	Application du droit commun (RT 2012, actuellement). De quel côté des maisons positionne-t-on les voiries ?	-----	Diagnostic énergétique. Etat des consommations. Réaliser des thermographies.

*

*

*

• **Simulation des orientations d'aménagement et de programmation : la rue aux Mulets** (source : étude de l'agence ateliersurcours)



- Le programme proposé par le porteur de projet, et agréé par la Commune, comporte les éléments suivants :

- Création de nouvelles zones 1AU dans le secteur de la rue aux Mulets (pour un total de 2,59 hectares) :

- secteur 1AUa (0,78 ha) : la rue aux Mulets ouest, à vocation de logements familiaux (14 logements, 1 gîte et une crèche de 16 berceaux).

- secteur 1AUb (0,38 ha) : la rue aux Mulets sud, résidence Age et Vie (8 studios et 16 appartements).

- secteur 1AUc → 2AU (0,76 ha) : rue aux Mulets sud, extension de cette zone d'hébergement (réserve pour extension en seconde phase).

- Le secteur 1AUd (0,67 ha) : la rue aux Mulets nord-ouest, comportera des logements pavillonnaires qui sont hors programmation du porteur de projet.

VI – METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET INDICATEURS DE SUIVI DU PLU

- Etat Initial de l'environnement et perspectives d'évolution. L'état initial de l'environnement a été dressé avec une approche terrain que permet l'échelle du P.L.U et les perspectives d'évolution sont définies pour chaque thème environnemental. Pour les sites Natura 2000, un état initial spécifique a été effectué. L'état initial de l'environnement a été rédigé à partir d'analyses bibliographiques (différentes études : schéma directeur d'assainissement, études diverses, etc.) et d'accès aux cartographies de l'IGN, de l'IAU-IDF et (ou) disponibles sur l'Internet.

Les données BASIAS et BASOL ont été sollicitées, de même que les DOCOB des zones NATURA 2000.

L'analyse de la trame bâtie et de l'occupation du sol a été effectuée par exploitation des cartes du MOS 2012 - 2017, des photos aériennes et par visite de terrain (reportages photographiques, visites avec les membres de la commission d'urbanisme), et confrontées à l'exploitation des registres des permis de construire de la commune.

Toutes les données démographiques et relatives à l'emploi sont issues des recensements généraux de la population (INSEE).

- Analyse des incidences : Elle a consisté à établir une approche théorique des incidences notables favorables ou défavorables du projet sur l'environnement.

- Motivation des choix d'aménagement : Le document explique en quoi les choix retenus prennent en compte les objectifs de protection de l'environnement.

- Mesures compensatoires : Prioritairement, le projet a veillé à éviter les impacts ou à les réduire le cas échéant, et enfin à les compenser s'il demeurerait malgré tout des impacts négatifs. L'évaluation explique la raison de l'absence de réduction ou suppression d'impacts.

- Le dispositif de suivi : Les mesures de suivi peuvent être de plusieurs ordres : suivi des prescriptions en matière d'environnement, de suppression ou de réduction des incidences négatives. Des indicateurs de suivi suffisamment clairs et adaptés au territoire sont mis en place.

• Le P.L.U objet d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une analyse des résultats de l'application du document de planification notamment du point de vue de l'environnement au plus tard au bout de 6 années d'application (L153-27 du code de l'urbanisme).

• Rappel du Code de l'Urbanisme | Article R151-4

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L.153-29.

★

★

★

- Les indicateurs de suivi proposés, pour les sujets ayant un enjeu important pour le territoire, sont les suivants :

THEMATIQUES	Enjeux	Indicateurs de suivi, tendance envisagée, modalités de mesure
Population	L'objectif démographique est 2.100 habitants en 2030.	Evolution de la population (nombre d'habitants). Evolution du nombre de logements construits. <u>Objectif</u> : 2.100 habitants en 2030. - <u>Source</u> : recensements INSEE.
L'habitat	L'objectif est de construire 140 logements entre 2020 et 2030 (18 ayant été construits depuis 2014), avec un effet démographique de 111 logements.	Nombre de logements construits. Evolution de la diversité de l'offre. <u>Objectif</u> : 140 logements construits entre janvier 2020 et 2030 (≈ 160 logements entre 2014 et 2030) <u>Source</u> : recensements INSEE. Registres des permis de construire. Statistiques Sitadel 2.
Développement économique	208 emplois en 2019.	Evolution du nombre d'emplois dans la commune (nombre d'emplois) : <u>Objectif</u> : 200 emplois en 2030. - <u>Sources</u> : communales, INSEE.
Déplacements et transports	Les déplacements domicile travail se font surtout en voiture (81,2 % en 2018). 15,1% des déplacements domicile – travail sont effectués en transports en commun, 1% à pied et 1% en deux roues.	Evolution de la part modale des déplacements domicile-travail (%) <u>Objectif</u> : augmentation des parts modales en transports en commun (≥ 15,1%), marche à pied (≥ 1%), deux roues (≥ 1%). <u>Source</u> : recensements INSEE.
Espaces agricoles	447 ha de surface agricole en 2019, d'après le MOS publié par l'IAU-RIF.	Evolution de la superficie agricole dans la commune (ha) <u>Objectif</u> : Superficie agricole ≥ 447 ha. - <u>Source</u> : mises à jour du MOS – IAU-IDF.
Espaces naturels et forestiers	192 ha de forêts en 2017, d'après le MOS publié par l'IAU-RIF, 20,6 ha d'espaces semi naturels.	Evolution de la superficie naturelle boisée dans la commune (ha) <u>Objectif</u> : Superficie forestière ≥ 192 ha. - <u>Source</u> : mises à jour du MOS – IAU-IDF.
Milieux aquatiques et trame bleue	L'enjeu est de préserver la trame bleue communale (les mares protégées) et cela également en milieu urbain.	Evolution des surfaces de zones humides avérées (ha) : → <u>Objectif</u> : maintien des surfaces en zone humide / <u>sources</u> : plans de surfaces numérisés.

POPLEG T1 - Populations légales			
	2008	2013	2019
Population municipale	1 736	1 814	1 826
Population comptée à part	34	39	32
Population totale	1 770	1 853	1 858

Sources : Insee, RP2019 (géographie au 01/01/2021), RP2013 (géographie au 01/01/2015) et RP2008 (géographie au 01/01/2010).

RESUME NON TECHNIQUE

• Selon la délibération du **6 décembre 2022**, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Sainte-Colombe répond aux **objectifs** suivants :

- Mettre le document d'urbanisme en compatibilité avec le schéma de cohérence territoriale.
- Améliorer l'équilibre en termes de démographie, de logements, d'emplois et d'équipements.
- Favoriser le développement du centre-village et le développement économique.
- Protéger les espaces naturels et construits, sans compromettre leur valorisation.
- Poser les bases d'un plan de déplacements et de stationnement.

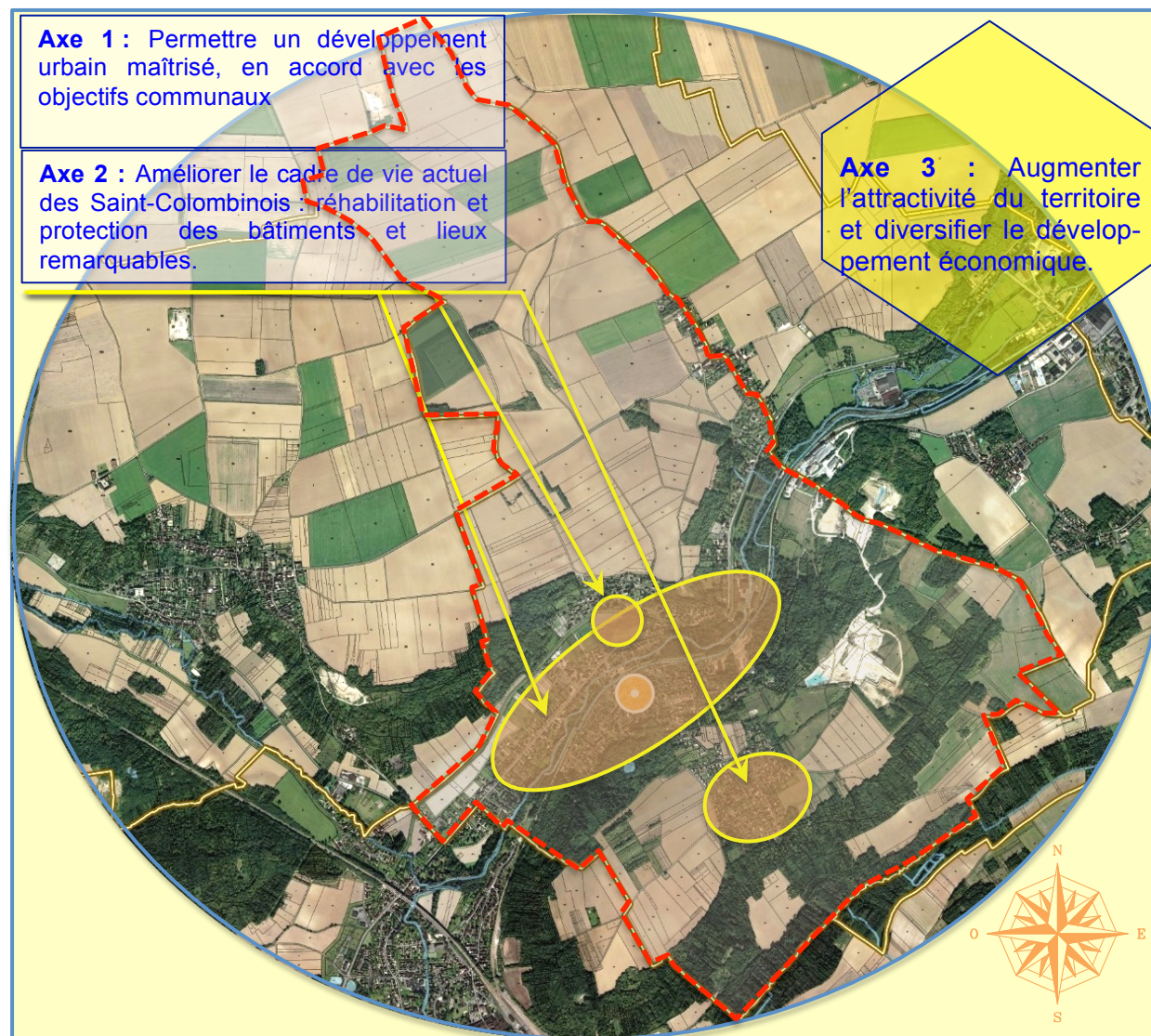
En poursuivant ces orientations générales, à la lumière des constats et des évolutions prévisibles mis en évidence par le diagnostic, après discussion en Commission d'Urbanisme, la Municipalité souhaite exprimer dans le PADD ses objectifs prioritaires à mettre en œuvre dans le PLU.

→ **La politique communale est ainsi centrée sur trois axes :**

Axe 1 : Permettre un développement urbain maîtrisé, en accord avec les objectifs communaux.

Axe 2 : Améliorer le cadre de vie actuel des Saint-Colombinois.

Axe 3 : Augmenter l'attractivité du territoire et diversifier le développement économique.



I - NATURE DU PROJET

1.1 Le plan local d'urbanisme répond aux objectifs suivants, définis dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

- Le PADD (débattu le 7 mars 2023) a permis de faire émerger **les objectifs suivants**, dans le contexte de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 :

Axe 1 - Permettre un développement urbain maîtrisé, en accord avec les objectifs communaux.

1. L'aménagement de l'espace : affirmer le caractère rural de Sainte-Colombe, tout en confortant le cadre de vie actuel.

Moyens :

- Préserver les caractéristiques architecturales et paysagères du centre-village (valorisation du centre-bourg).
- Aménager des circulations douces sécurisées (piétons et cyclistes).
- Conserver et aménager les zones vertes et humides du territoire communal.

2. L'habitat et la démographie : Poursuivre une croissance démographique maîtrisée, dans une perspective d'équilibre démographique, cohérente avec la capacité des équipements actuels.

Moyens :

- Permettre une croissance démographique de **≈ 275 habitants à l'horizon 2030 (objectif démographique : 2.100 habitants)**.
- Favoriser le renouvellement et le rajeunissement de la population (dans une perspective d'équilibre démographique).
- Diversifier le parc de logements, dans le respect des caractéristiques de la demande.
- Réguler le développement démographique en fonction de la capacité des équipements.
- Lutter contre la vacance et l'insalubrité. Permettre la réhabilitation et la division du bâti ancien, sa transformation en logements ou gîtes.

3. La maîtrise de la consommation d'espaces : Limiter la consommation de surfaces agricoles et naturelles à **1,40 ha** à l'horizon 2030.

Moyens :

- Permettre une densification maîtrisée du tissu bâti.
- Favoriser la réhabilitation d'anciens logements vacants, pouvant accueillir une nouvelle population sans consommation de foncier.
- Remplir les "dents creuses" du cœur urbain de l'agglomération.

Axe 2 - Améliorer le cadre de vie actuel des Saint-Colombinois.

1. Les équipements : Adapter l'offre en équipements aux besoins futurs.

Moyens :

- Prendre la capacité actuelle de la voirie et des réseaux comme facteur limitant de l'urbanisation.
- Inscrire des emplacements réservés et (ou) des servitudes concernant les équipements et réseaux.
- Maintenir et développer l'offre de services publics, de locaux associatifs et de services.
- Réfection des trottoirs et des routes, sur les voies communales et les traversées des routes départementales.

2. L'urbanisme et les paysages : réhabilitation des édifices religieux, protection des bâtiments et lieux remarquables.

Moyens :

- Conserver une certaine harmonie dans les différents hameaux, tout en évitant l'uniformisation.
- Conserver les principaux traits architecturaux (caractéristiques des ouvertures, couleur des façades ou de la couverture ...).
- Atténuer les nuisances dans les futures zones d'habitat (liées au bruit de la circulation).
- Identifier les édifices et lieux remarquables, au titre de la loi Paysage (y compris les fermes, les arbres et les perspectives).
- Interdire les dépôts de matériaux, affouillements et exhaussement des sols.
- Protéger les parties boisées et les cônes de vues remarquables.

3. Espaces naturels, agricoles et forestiers : Préserver et mettre en valeur tous les éléments de la trame verte et bleue.

Moyens :

- Protéger les espaces forestiers et la trame bleue, jusqu'à l'échelle des arbres isolés et des mares.
- Mettre en valeur les bords de la Voulzie, acter la protection de Close-Barbe, préserver les espaces publics du centre bourg.
- Identifier les zones humides présentes dans le territoire et les protéger.
- Préserver les massifs boisés et autres trames végétales, via le classement en Espaces Boisés Classés ou en espaces paysagers protégés.

Axe 3 - Augmenter l'attractivité du territoire et diversifier le développement économique.

1. Les transports et les déplacements : Améliorer et sécuriser les conditions de circulation pour tous les usagers. Proposer des solutions alternatives à la voiture individuelle et développer les modes de circulation doux.

Moyens :

- Réaliser l'étude d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE).
- Améliorer les conditions de déplacements piétonniers et cyclables et développer les voies de circulation douce.
- Développer le Transport A la Demande sur le territoire communal.
- Limiter, voire supprimer, les problèmes de stationnement riverain.

2. Les réseaux d'énergie et la communication numérique : Promouvoir et favoriser le développement de bâtiments présentant de bonnes performances énergétiques. Améliorer les communications numériques.

Moyens :

- Favoriser, dans les nouvelles opérations, la construction de bâtiments présentant de bonnes performances énergétiques.
- Imposer l'enfouissement des réseaux dans les nouvelles opérations.
- Favoriser le développement des énergies renouvelables sur le territoire, tout en prenant en compte l'impact paysager.
- L'amélioration de la performance pour Internet est programmée à l'horizon 2020.

3. Le développement économique, commercial et les loisirs : Développer et diversifier le tissu économique local.

Moyens :

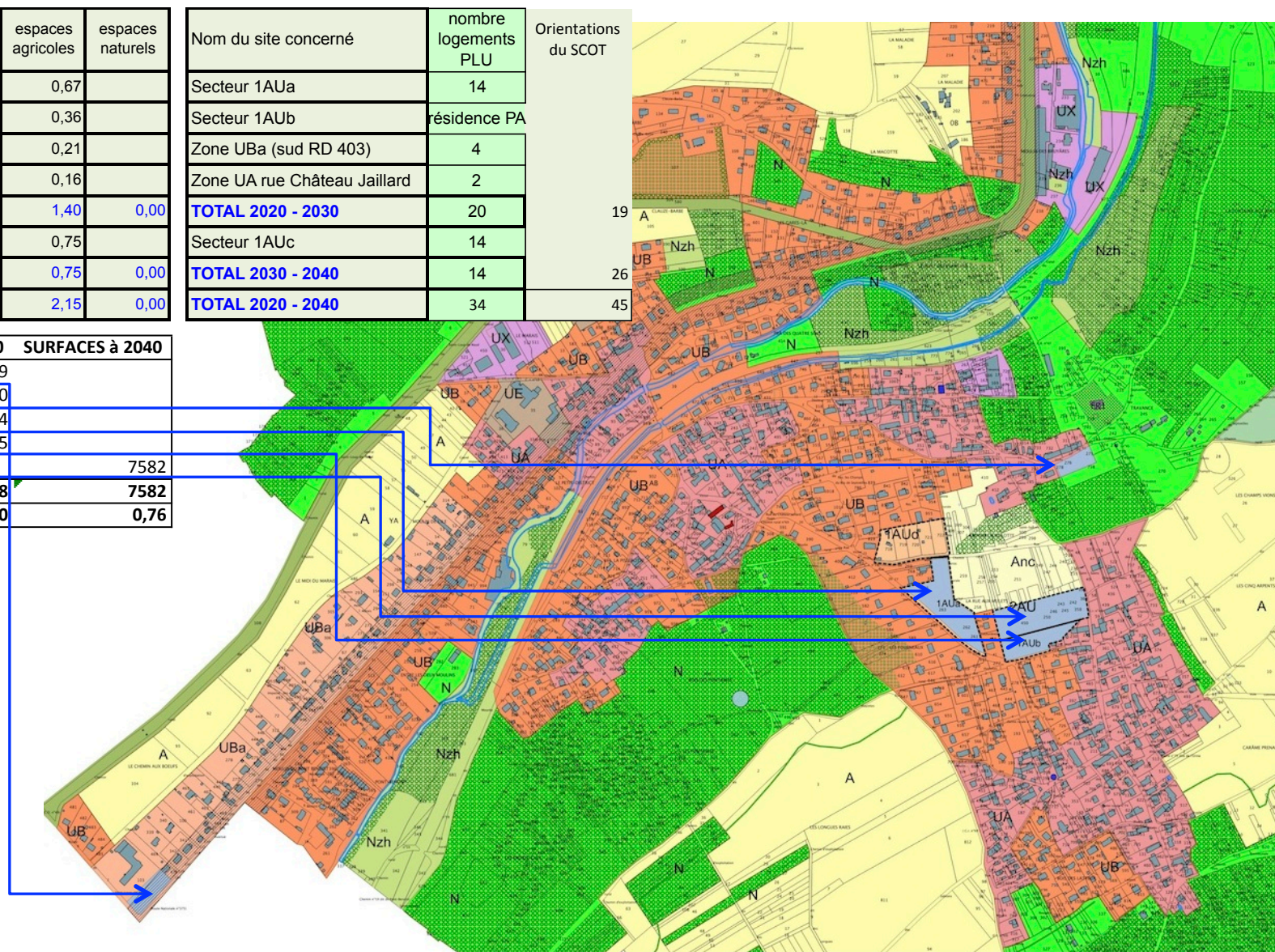
- Favoriser la réaffectation des bâtiments agricoles (changements de destination des bâtiments désaffectés).
- Permettre l'installation d'activités économiques, commerciales et touristiques dans les zones urbanisées.
- En particulier : favoriser l'implantation de commerces de proximité dans le centre bourg.
- Interdire les nouvelles activités polluantes (bruits, rejets, odeurs, pollution thermique ou lumineuse).

1.2 Le plan local d'urbanisme répond aux objectifs suivants, en termes de développement urbain :

Nom du site concerné	Surface ha	espaces agricoles	espaces naturels
Secteur 1AUa	0,67	0,67	
Secteur 1AUb	0,36	0,36	
Zone UBa (sud RD 403)	0,21	0,21	
Zone UA rue Château Jaillard	0,16	0,16	
TOTAL 2020 - 2030	1,40	1,40	0,00
Secteur 1AUc	0,75	0,75	
TOTAL 2030 - 2040	0,75	0,75	0,00
TOTAL 2020 - 2040	2,15	2,15	0,00

NOM	SURFACES à 2030	SURFACES à 2040
Hydroma Industries	2159	
Château-Jaillard	1600	
Zone 1AU a	6674	
Zone 1AU b	3595	
Zone 2AU		7582
TOTAL	14028	7582
EN HECTARES	1,40	0,76

Nom du site concerné	nombre logements PLU	Orientations du SCOT
Secteur 1AUa	14	
Secteur 1AUb	résidence PA	
Zone UBa (sud RD 403)	4	
Zone UA rue Château Jaillard	2	
TOTAL 2020 - 2030	20	19
Secteur 1AUc	14	
TOTAL 2030 - 2040	14	26
TOTAL 2020 - 2040	34	45



- En termes de prévisions démographiques, la Commune a retenu les hypothèses suivantes :

Le PLU permet de définir un objectif démographique et de construction de logements : la construction de 140 logements est possible (pour la période 2020 – 2030), dont théoriquement 115 en densification et 40 en extensions (pour être compatible avec le SCOT). L'augmentation démographique prévue à 2030 est de l'ordre de 275 habitants par rapport à 2020, avec 2 100 habitants en 2030.

La notion de point mort correspond aux logements construits dans une hypothèse de stabilité démographique : s'il y a croissance de population des résidences principales, la production de logements est supérieure au point mort, s'il y a régression, elle lui est inférieure.

Les besoins en logements liés au point mort sont de trois types.

- *Le renouvellement est le remplacement des logements détruits ou désaffectés (ou la suppression de logements dans un même immeuble) ;*
- *La compensation de l'accroissement (ou de la diminution) du nombre de résidences secondaires et de logements vacants ;*
- *La compensation du desserrement, c'est-à-dire l'impact de la baisse du nombre moyen d'occupants par résidence principale, sur la part des logements construits. Le « desserrement » représente le nombre de logements consommé par la décohabitation ;*
- *L'effet démographique mesure la consommation de logements due uniquement à l'augmentation de population.*

Sainte-Colombe : le point mort actualisé 2019	1975	1982	1990	1999	2008	2014	2019	2030	delta 1975/82	delta 1982/90	delta 1990/99	delta 1999/08	delta 2008/14	delta 2014/19	delta 2019/30
population sans double compte	1309	1407	1573	1697	1736	1816	1826	2100	98	166	124	39	80	10	274
taux d'occupation	3,04	2,96	2,81	2,69	2,56	2,58	2,57	2,50	-0,08	-0,15	-0,12	-0,13	0,02	-0,01	-0,07
population résidences principales	1301	1407	1570	1694	1736	1813	1823	2100	106	163	124	42	77	10	277
résidences principales	428	478	558	630	679	703	709	840	50	80	72	49	24	6	131
résidences secondaires	45	50	35	34	37	23	24	20	5	-15	-1	3	-14	1	-4
logements vacants	27	37	25	18	21	49	51	35	10	-12	-7	3	28	2	-16
parc total	500	565	618	682	737	775	784	895	65	53	64	55	38	9	111
logements construits									95	93	68	40	27	18	140
renouvellement (logt T0- logt T1 + construits)									30	40	4	-15	-11	9	29
variation RS + LV									15	-27	-8	6	14	3	-20
desserrement (population RP en T0/ taux d'occupation T1) - RP en T 0									12	23	26	32	-6	2	20
point mort									57	36	22	23	-3	14	29
effet démographique									38	57	46	17	30	4	111

Dans le cas présent, on aurait pour la période 2020 – 2030, un *effet démographique* de 111 logements pour 140 logements construits (vérification 111 x 2,5 habitants par logement = Δ de 277 habitants).

*

* *

II - SYNTHÈSE DE LA SENSIBILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

- Le territoire de SAINTE-COLOMBE est directement concerné par un seul espace naturel protégé : **la ZNIEFF de l'ancienne tourbière du ru des Méances.**

La commune présente en outre des richesses patrimoniales et paysagères, protégées par un périmètre de protection des Monuments Historiques : Il s'agit des vestiges de la Maladrerie de Close Barbe, inscrite par arrêté du 20 juillet 1942. La protection de ses abords a été modifiée par un "périmètre délimité des abords", selon le courrier du Préfet de la Région Ile-de-France, en date du 9 juillet 2020, ainsi que son arrêté n° IDF-2020-07-09-003, daté du même jour.

La commune est aussi partiellement concernée par le périmètre de protection des monuments historiques de l'ancienne église de Poigny, inscrite à l'inventaire supplémentaire, et institué par arrêté préfectoral du 2 octobre 1991.

Par ailleurs, SAINTE-COLOMBE est proche des zones protégées suivantes :

- 1 - Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique de la forêt de Sourdun : code 110001186
- 1 - Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique de l'ancienne tourbière de la Voulzie : code 110020143
- 3 - Zones de Protection Spéciale (Directive Oiseaux NATURA 2000) suivante : code FR1112002 Bassée et plaines adjacentes
- 4 - Sites d'Intérêt Communautaire (Directive Habitat) : code FR1102004 Rivière du Dragon.

On peut noter que les espaces naturels de SAINTE-COLOMBE sont en connexion, immédiate ou distale, avec les espaces protégés ci-avant. Le territoire de SAINTE-COLOMBE, relativement proche des secteurs boisés de la zone NATURA 2000 Bassée et plaines adjacentes, et vraisemblablement en connexion avec eux, est toutefois très éloigné des zones cultivées ainsi protégées. Par ailleurs, les incidences portées sur les espèces d'intérêt communautaire du ru du Dragon sont sans doute nulles, compte tenu de l'appartenance de SAINTE-COLOMBE à un autre bassin versant primaire que celui du Dragon.

- Le territoire de SAINTE-COLOMBE est aussi concerné par des risques et nuisances : **Le risque principal, au regard des événements constatés, est celui des déplacements routiers. On observe par ailleurs un risque d'inondations par débordement de la Voulzie et la présence de cavités souterraines.**

- **Détail des risques majeurs recensés dans la commune :** Mouvement de terrain - Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines).
Mouvement de terrain - Tassements différentiels. Transport de marchandises dangereuses.

- Synthèse des risques

Risques Naturels :

- **Cavités souterraines recensées dans la commune :** **Oui**
- **Exposition au retrait-gonflement des sols argileux dans la commune :** **Oui**

Risques Technologiques :

- **Anciens sites industriels recensés dans la commune :** **Oui : 8**
- **Installations nucléaires à moins de 20 km dans la commune :** **Oui : 1**

III - EVALUATION DES IMPACTS ET DES MESURES

THEMATIQUES	IMPACTS PREVISIBLES	PRINCIPALES MESURES
Equipements	<p>(+) Impact positif par la production d'énergies renouvelables.</p> <p>(-) Impact à prévoir en extension / renforcement des équipements. Raccordement au réseau HT.</p>	<p>Afin d'éviter un impact négatif des programmes sur les finances locales, le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics. Tout projet de cette nature sera, le cas échéant, réalisé par le moyen d'un projet urbain partenarial, en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme.</p>
Urbanisme	<p>(-) Extension des surfaces construites avec principalement les zones 1AU, d'urbanisation future.</p> <p>(-) Les constructions supplémentaires vont générer des besoins en stationnement.</p>	<p>Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le PLU n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, celui-ci prévoit une part significative de terres agricoles protégées : la zone A (agricole protégée) représente 429 hectares, soit 53 % de la superficie communale. La zone N représente 236 ha (y compris les 38,81 ha de secteur Nzh), soit 29 % de la superficie communale et la zone Nca 32 ha (espace affecté à la carrière).</p> <p>Afin d'éviter les problématiques liées au stationnement des véhicules, le règlement impose que le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors de la voie publique, par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à l'opération, à l'occasion de toute construction, division ou installation nouvelle.</p>
Mobilité et transports	<p>(-) Augmentation prévisible des déplacements et du stationnement, avec l'augmentation des emplois envisagés, et de la clientèle.</p>	<p>Afin d'éviter les problématiques liées au stationnement des véhicules, le règlement impose que le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors de la voie publique, par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à l'opération, à l'occasion de toute construction, division ou installation nouvelle.</p> <p>Afin de réduire les circulations automobiles, le règlement prescrit des règles concernant le stationnement des vélos (issues du plan de déplacements urbains régional). Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient de réaliser des circulations douces.</p>

THEMATIQUES	IMPACTS PREVISIBLES	PRINCIPALES MESURES
Eaux pluviales et eaux usées	<p>(-) Impact à prévoir en extension / renforcement des équipements.</p> <p>(-) Augmentation des rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées (en raison de la construction des opérations).</p>	<p>Le règlement du PLU impose des règles précises en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales à la parcelle (articles 4), afin d'assurer une gestion des eaux pluviales sur place et de réduire les ruissellements : les eaux pluviales issues de vastes surfaces imperméabilisées (voiries, aire de stationnement, ...) devront faire l'objet d'un prétraitement avant leur rejet éventuel dans le réseau collecteur ou le milieu naturel.</p> <p>En outre, pour toute nouvelle construction et (ou) extension ou aménagement, les eaux pluviales provenant des toitures ou circulations seront traitées à l'intérieur des parcelles. Cependant celles-ci pourront être rejetées dans le réseau collectif dans le cas d'impossibilité technique</p>

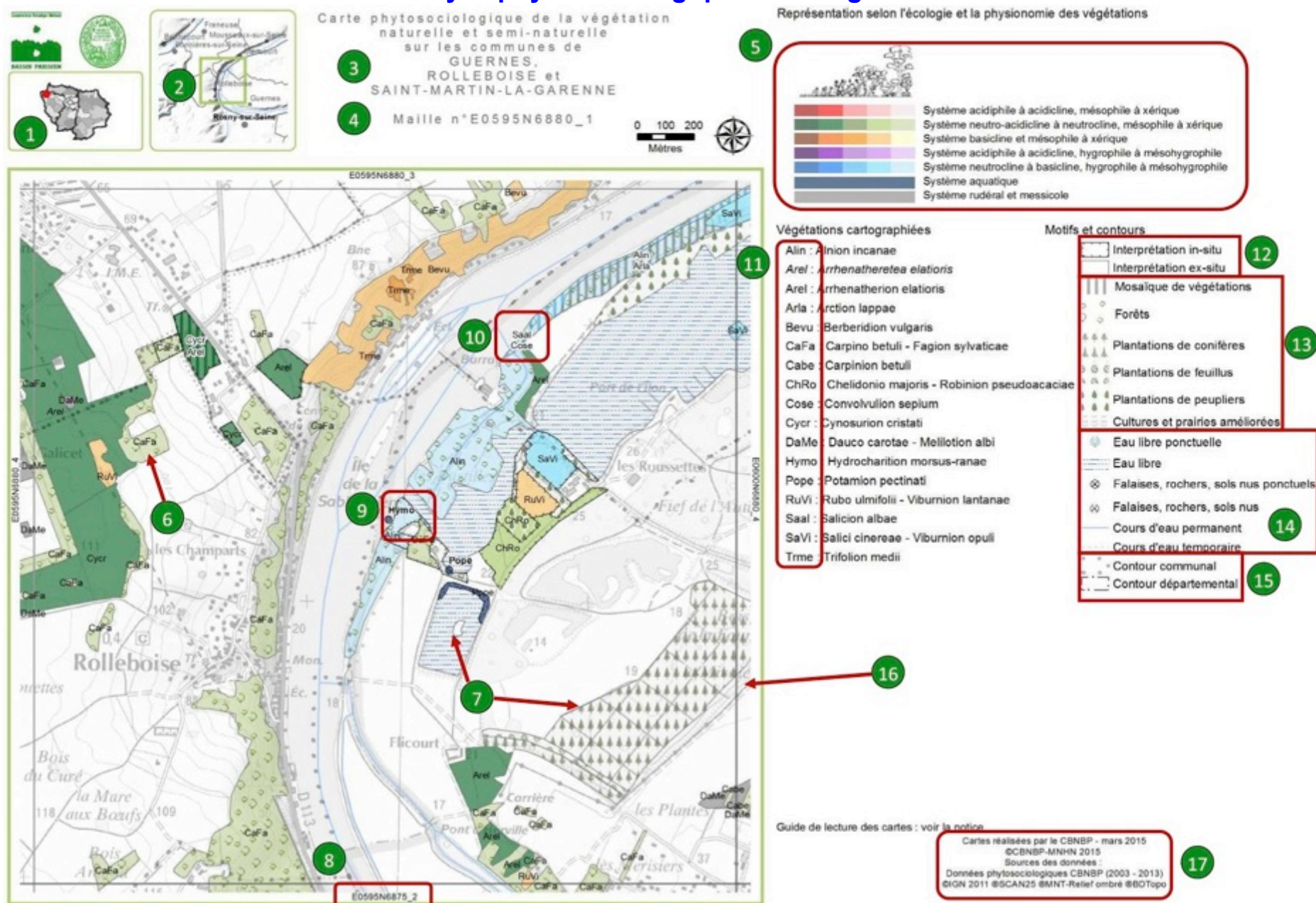
		<p>reconnue par les services compétents. En cas de rejet, le débit des eaux pluviales doit, en l'absence d'étude ou de règlement spécifique, être limité à 1 l/s/ha pour une pluie de période de retour de vingt ans.</p> <p>En outre, pour toute propriété, construite ou issue d'une division parcellaire après la date d'approbation du présent P.L.U, une surface au moins égale à (30 % en zone UA et 50 % en zone UB, 20 % en zones UE et UX et 50 % en zone 1AU) de la superficie du terrain sera maintenue non imperméabilisée, libre de construction comme de circulation. Cette règle ne s'applique pas aux extensions, dans la limite globale de 40 m2 par propriété existante à la date d'approbation du P.L.U.</p>
Paysage	<p>(-) Des impacts sur le paysage, liés à ces implantations, sont à prévoir. Plusieurs mesures d'évitement ou réductrices ont été retenues.</p>	<p>Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le PLU n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, celui-ci prévoit une part significative de terres agricoles protégées : la zone A (agricole protégée) représente 429 hectares, soit 53 % de la superficie communale. La zone N représente 236 ha (y compris les 38,81 ha de secteur Nzh), soit 29 % de la superficie communale et la zone Nca 32 ha (espace affecté à la carrière).</p> <p>Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le PLU n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, les plantations seront choisies parmi les essences locales recommandées en annexe au règlement. L'utilisation des espèces invasives mentionnées dans cette annexe est exclue.</p> <p>Afin d'éviter de porter atteinte aux paysages caractéristiques du site, le parti d'aménagement retenu reprend les zones protégées au regard des cônes de vue, à travers un classement en zone agricole ou en zone naturelle.</p>
Espaces naturels, forestiers, continuités écologiques, biodiversité	<p>(-) Impacts à prévoir sur la trame verte des sites (destruction d'espaces naturels localisée dans l'emprise des projets).</p> <p>(-) Impacts à prévoir sur la biodiversité des sites concernés.</p>	<p>Afin d'éviter un impact trop important sur les milieux naturels et agricoles, le plan de zonage a restitué ≈ 4,0 ha de zone U ou AU à l'espace agricole ou naturel, et a limité à 2,16 hectares au total la consommation d'espaces du PLU (à échéance 2040 : 1,40 à 2030 + 0,76 pour 2030-40).</p> <p>Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le PLU n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, celui-ci prévoit une part significative d'espaces boisés classés, avec 174 hectares (sur 816 hectares de superficie communale, soit 21,3 % d'EBC) : les espaces boisés classés à conserver, à protéger ou à créer figurant au plan sont soumis aux dispositions des articles L113-1 et L113-2 du code de l'urbanisme.</p> <p>Afin d'éviter que les constructions rendues possibles par le plan local d'urbanisme n'impactent trop les milieux naturels et la biodiversité communale, les plantations seront choisies parmi les essences locales recommandées en annexe au règlement. L'utilisation des espèces invasives mentionnées dans cette annexe est exclue.</p>
Milieux aquatiques et trame bleue. Gestion eaux pluviales	<p>(-) Impact à prévoir.</p> <p>(-) Impact à prévoir.</p>	<p>Afin d'éviter tout impact majeur sur la trame bleue, le règlement stipule que les mares, noues et fossés seront conservés et entretenus, au regard de leur rôle régulateur sur le plan hydrologique. Leur création est recommandée.</p>

	(-) Apports d'eaux pluviales en raison de l'imperméabilisation localisée.	<p>Le règlement du PLU impose des règles précises en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales à la parcelle (articles 4), afin d'assurer une gestion des eaux pluviales sur place et de réduire les ruissellements : les eaux pluviales issues de vastes surfaces imperméabilisées (voiries, aire de stationnement, ...) devront faire l'objet d'un prétraitement avant leur rejet éventuel dans le réseau collecteur ou le milieu naturel.</p> <p>En outre, pour toute propriété, construite ou issue d'une division parcellaire après la date d'approbation du présent P.L.U, une surface au moins égale à (30 % en zone UA et 50 % en zone UB, 20 % en zones UE et UX et 50 % en zone 1AU) de la superficie du terrain sera maintenue non imperméabilisée, libre de construction comme de circulation. Cette règle ne s'applique pas aux extensions, dans la limite globale de 40 m2 par propriété à la date d'approbation du P.L.U.</p> <p>En compensation de l'emprise du projet sur les zones humides, les constructions au droit de zones humides feront l'objet d'études pédologiques et de compensations éventuelles.</p>
L'énergie	(-) Augmentation de la consommation d'énergie, en lien avec le développement prévu.	Des dispositions en matière d'implantation des constructions, en limite séparative, et de performances énergétiques et environnementales (articles 4.3), ainsi que l'autorisation d'installer des pompes à chaleur, contribuent à réduire les besoins en énergie et la dépendance des ressources fossiles.
Risque d'inondation	<p>(-) Augmentation d'une exposition au risque d'inondation par remontée de nappe.</p> <p>(-) Augmentation d'une exposition au risque d'inondation par ruissellement.</p>	<p>Afin d'éviter tout risque d'inondation, le règlement stipule que la présence d'un risque d'inondation lié aux remontées de nappes interdit la réalisation de sous-sols, sauf réalisation sous forme de cuvelage étanche.</p> <p>En outre, pour toute propriété, construite ou issue d'une division parcellaire après la date d'approbation du présent P.L.U, une surface au moins égale à (30 % en zone UA et 50 % en zone UB, 20 % en zones UE et UX et 50 % en zone 1AU) de la superficie du terrain sera maintenue non imperméabilisée, libre de construction comme de circulation. Cette règle ne s'applique pas aux extensions, dans la limite globale de 40 m2 par propriété à la date d'approbation du P.L.U.</p>
Risques naturels (argiles)	(-) Risques concernant la stabilité des constructions.	Afin de réduire les risques liés aux retraits et gonflement des argiles, le règlement rappelle que, pour les constructions et aménagements à implanter dans les secteurs exposés à un aléa des argiles sont applicables les recommandations reportées en annexe du règlement.

*

* *

ANNEXE 1 : notice de la carte d'analyse phyto-sociologique de la végétation



- 1 **Position de la maille en Île-de-France** : Permet de localiser rapidement la maille au niveau régional et départemental. Les différents niveaux de gris correspondent aux régions naturelles.
- 2 **Position de la maille au niveau local** : Localise la maille avec les communes limitrophes, le relief et les cours d'eaux.
- 3 **Commune(s) de la maille** : Commune(s) concernée(s) par la maille. Afin de faciliter la lecture, le nombre de commune visible est limité à 3.
- 4 **Numéro de la maille** : Permet de connaître le code de la maille consultée.
- 9 **Point avec étiquette en gras et halo blanc** : Permet de distinguer les végétations ponctuelles inférieures à 625 m².
- 10 **Polygone hachuré avec étiquette multiple et halo blanc** : Permet de distinguer les végétations en mosaïque des autres types de végétations. La largeur des bandes indique la végétation dominante.
- 11 **Etiquette** : Permet d'identifier la végétation occupant chaque polygone. Elle est composée des deux premières lettres de chaque genre du taxon nommant le niveau phytosociologique ou du genre et de l'espèce du niveau syntaxonomique. Une police en italique est utilisée pour la classe et une police normale pour l'alliance. Par exemple, l'étiquette de la classe des *Artemisietea vulgaris* est écrite *Arvu* et l'alliance de l'Arction lappae est notée Arla.
- 12 **Type d'interprétation** : Permet de savoir si un polygone donné contient des végétations déterminées sur le terrain (*in-situ*) ou issues d'une extrapolation effectuée au bureau (*ex-situ*). La légende étant dynamique, en absence d'observation *in-situ*, l'information n'apparaît ni sur la maille ni dans la légende.
- 13 **Motifs** : Permet de localiser les stations présentant des végétations terrestres spontanées (les forêts) et issues d'activités anthropiques (les plantations). Les cultures n'ont pas fait l'objet de relevés exhaustifs.
- 14 **Motifs additionnels** : Permet de localiser les stations présentant des végétations aquatiques ou minérales dépourvues de végétations spontanées.
- 15 **Limites administratives** : Permet de localiser les limites communales et départementales sur une maille donnée.
- 16 **Limite de la maille** : Permet d'identifier les limites de la maille considérée (2,5x2,5 km). Pour une meilleure lisibilité, les cartes sont exportées en format A4 (échelle 1/16 000^{ème}) ou en A3 (échelle 1/10 200^{ème}) ou en A2 (échelle 1/7 000^{ème}) en fonction des mailles.
- 17 **Références de la carte** : Apporte des informations complémentaires concernant l'auteur de la cartographie et les sources utilisées.

Légende du système écologique dans lequel s'insèrent les végétations : Un gradient de couleur a été créé en fonction du **stade dynamique de la végétation**, permettant de distinguer les végétations pionnières avec une couleur foncée et les végétations arbustives et arborées en clair (tableau ci-dessous). Les couleurs originelles dépendent de **l'écologie des végétations** : le rouge est utilisé pour les végétations acidiphiles, le vert pour les neutro-acidiclines, mésophiles à xériques et le jaune pour les calcicoles. Ces trois systèmes caractérisent des végétations mésophiles à xériques. Le bleu et son gradient représentent les végétations humides alors que le système aquatique est représenté par un bleu-gris. Le dernier système, symbolisé par la couleur grise, correspond aux végétations rudérales et messicoles.

	Végétation pionnière →				Climax
Gradient de couleur	1	2	3	4	5
Formation végétale	Végétation amphibie	Bas-marais	Roselière	Lande	Forêt
	Végétation saxicole	Prairie	Mégaphorbiaie	Fourré	
		Pelouse	Clairière forestière		
			Ourlet		
	Végétation aquatique				
	Végétations rudérale et messicole				

- 6 **Polygone avec étiquettes simples** : Les contours indiquent une station homogène.
- 7 **Polygone sans étiquette et avec motifs** : Permet d'indiquer les zones sans végétation spontanée.
- 8 **Code de la maille limitrophe** : Permet de connaître la maille adjacente à celle consultée.